ARCHIVES D'HISTOIRE OBLATE
sous la direction de
MAURICE GILBERT, O.M.I. et GASTON CARRIERE, O.M.I.
16

NOS CHAPITRES GENERAUX

par

GEORGES COSENTINO, O.M.I.

OTTAWA
EDITIONS DES ETUDES OBLATES
1957

ARCHIVES D'HISTOIRE OBLATE
sous la direction de
MAURICE GILBERT, O.M.I. et GASTON CARRIERE, O.M.I.
16

NOS CHAPITRES GENERAUX

par

GEORGES COSENTINO, O.M.I.

OTTAWA
EDITIONS DES ETUDES OBLATES
1957

L.J.C.
&
M.I.

P R E F A C E

Notre Révérend Père Georges Cosentino poursuit son inlassable labeur dans l'étude amoureuse et scientifique des sources de notre vie spirituelle et apostolique. Cette fois, il nous offre ce qu'il appelle lui-même un appendice sur l'histoire, le commentaire et la spiritualité de nos Saintes Règles. Il s'agit d'un travail très précieux sur Nos Chapitres Généraux.

Comme tous les essais précédents du R.P. Cosentino, celui-ci se fait remarquer par son abondante documentation qui permettra des études toujours plus fouillées de la part de nos Oblats désireux de connaître davantage l'histoire de notre spiritualité. C'est en outre une analyse bien soignée de ces éléments divers, encore vivants ou disparus, qui ont composé la trame de notre vie d'Oblats depuis les débuts de l'Institut. C'est une mise en lumière de l'expérience commune qui a amené telle ou telle décision de nos Chapitres généraux. Chaque génération d'Oblats rectifiait sa route ou s'ouvrait à elle-même de nouvelles perspectives apostoliques, mystiques ou ascétiques. L'ensemble est un témoignage émouvant de fidélité à l'esprit du Fondateur.

Les services que rendra cet autre ouvrage du R.P. Cosentino sont — on peut déjà l'aperçevoir — très nombreux. On ne pourra plus commenter la Règle sans revenir sur le passé, car on trouvera là sous la main, grâce à des tables précises, les indications les plus nettes et les plus suggestives. Heureux nos commentateurs actuels de la Sainte Règle qui peuvent jouir d'une telle abondante documentation!

Et merci au cher R.P. Cosentino d'avoir achevé cet autre travail. Je suis sûr qu'avec moi tous les O.M.I. lui diront qu'il a bien mérité de la Congrégation parce qu'il aura contribué à la mieux faire connaître et aimer.

Je suis heureux de présenter cette étude à nos Oblats de tous les coins du monde.

Léo DESCHATELETS, O.M.I.
Supérieur Général

Rome, le 11 mars 1957.

AVANT-PROPOS

Le présent volume servira d'appendice à nos ouvrages sur l'histoire, le commentaire et la spiritualité de nos Règles.

Il n'a d'autre but que celui de mettre entre les mains de nos confrères Oblats le texte officiel des Actes, ou, plus exactement, des décisions ou décrets de tous nos Chapitres généraux, depuis le début de la Congrégation jusqu'à nos jours.

Il ne faut donc pas chercher dans ce volume une étude spéciale et complète, une espèce de monographie, sur chacun de nos Chapitres généraux; l'intention particulière de cette oeuvre et le peu de pages qu'on peut lui consacrer, nous ont empêché absolument de faire semblable étude qui exigerait non un seul mais plusieurs volumes.

Toutefois, pour mieux encadrer le texte des Actes et pour donner au lecteur quelques connaissances sur les divers Chapitres, nous ajouterons pour chacun d'eux un schéma historique.

Notre étude sur chaque Chapitre général comprendra donc deux paragraphes séparés:

1) dans le premier, qui sera très court, on donnera le schéma historique du Chapitre. Nous le ferons d'une façon semblable pour tous les Chapitres, et, plus ou moins, avec la même phraséologie, pour ne pas trop allonger le paragraphe;

2) dans le second, qui sera nécessairement plus long, on transcrira intégralement le texte officiel des Actes ou des décisions du Chapitre. Nous en donnerons simplement le texte, sans y ajouter aucune explication. Nous nous contentons de rappeler ici:

a) que dans les Actes des anciens Chapitres, les mots "Oblat", "simple Oblat", et "procureur" signifiaient respectivement "scolastique", "simple profès" (parfois "simple scolastique"), et "économe";

b) que dans les Actes postérieurs au Chapitre général de 1867, on attribue au Chapitre de 1867 tous les décrets des Chapitres antérieurs.

A la fin du volume, nous ajouterons une table analytico-alphabétique, très utile pour l'utilisation de l'ouvrage.

En composant cet ouvrage, nous nous sommes seulement proposé de faire oeuvre d'histoire. Nous ne voulons et ne pouvons donc pas présenter les décisions capitulaires du passé comme étant obligatoires au point de vue juridique. On sait, en effet, que seuls les décrets du dernier Chapitre général, — les derniers "Acta Capitulorum" — sont obligatoires. Les décrets des Chapitres précédents, non insérés dans les derniers "Acta Capitulorum", n'ont plus qu'une valeur historique: celle de nous faire connaître les usages de la Congrégation au cours de son histoire, ou encore l'esprit traditionnel de la Congrégation sur certains points de Règle ou de règlement.

Rome, Maison générale, le 8 décembre 1956.

P. Georges Cosentino, O.M.I.

BIBLIOGRAPHIE des SOURCES

Pour la rédaction de ce volume, j'ai consulté les ouvrages suivants que je divise en sources principales et en sources secondaires.

I) Sources principales

Registre des délibérations des Chapitres généraux (manuscrit), 6 volumes;

Acta Capitulorum generalium, de 1818 à 1953;

Circulaires administratives des Supérieurs généraux aux membres de la Congrégation (Paris-Rome, 1887 etc.), 6 volumes.

Voilà les sources officielles auxquelles j'ai puisé toujours, d'une façon très spéciale, puisque, pour éviter toute erreur, il faut absolument y recourir.

II) Sources secondaires

Missions de la Congrégation des Missionnaires Oblats de Marie Immaculée (depuis 1862);

A.R.O.M.I.-Agence Romaine des Missionnaires Oblats de Marie Immaculée (depuis 1928);

ORTOLAN, Cent ans d'Apostolat dans les deux Hémisphères. Les Oblats de Marie Immaculée (Paris, 1914 etc.), 4 volumes;

RAMBERT, Vie de Monseigneur Charles-Joseph-Eugène de Mazenod (Tours, 1883), 2 volumes;

REY, Histoire de Monseigneur Charles-Joseph-Eugène de Mazenod (Rome, 1928), 2 volumes;

VILLENEUVE, Les Chapitres généraux (Ottawa, manuscrit).

Tels sont les ouvrages dans lesquels on parle aussi de certains de nos Chapitres généraux, surtout de ceux du temps du Fondateur. J'y ai puisé quelquefois, mais uniquement comme à des sources secondaires d'appui et de renfort. Des erreurs se glissent quelquefois dans ces ouvrages; le lecteur pourra s'en rendre compte par lui-même en les consultant, par exemple, en ce qui concerne le jour d'ouverture et de clôture des divers Chapitres ou encore quant au nombre des capitulants. Pour ne pas allonger ce travail, nous n'avons pas voulu relever chacune de ces erreurs.

INTRODUCTION

Avant de commencer l'étude de nos divers Chapitres généraux, je crois qu'il est utile de donner quelques notions sur les Chapitres des religieux en général et sur nos Chapitres en particulier.

§ I

Notions préliminaires sur les Chapitres des religieux

I) Définition

Le Chapitre des religieux est une assemblée de religieux, ayant droit au suffrage, légitimement réunis pour traiter des affaires de l'Institut.

A remarquer:

a) Le mot "Chapitre" dérive du mot latin "Capitulum", diminutif de "caput".

A l'origine, le mot signifiait "petite division" d'un ouvrage ou d'un ensemble de lois, par exemple: chapitre d'un livre, Capitulaires de Charlemagne, etc.

Au VI^{e} siècle, saint Benoît, dans sa Règle, prescrivit la lecture d'un chapitre (capitulum) de la Règle avant les conférences spirituelles des moines. De là, le nom de "chapitre" est passé à la salle où se tenait la réunion pour la conférence spirituelle, puis à la réunion elle-même, et enfin à l'ensemble des personnes réunies dans la dite salle.

Dans la suite, le mot s'est généralisé, et on eut ainsi les Chapitres séculiers ou des chanoines (Chapitre de la Cathédrale, Chapitre collégial) et les Chapitres réguliers ou des religieux.

En ce qui concerne ces derniers, le mot désigna toute réunion d'un grand nombre de religieux du même Ordre, surtout pour des questions de gouvernement ou d'administration.

b) Il faut distinguer entre Chapitre et Conseil (général, provincial et local) que certains appellent aussi Chapitre permanent ou improprement dit, par opposition au premier auquel ils donnent le nom de Chapitre intermittent ou proprement dit.

En effet, le Conseil est le groupe des quelques religieux officiellement chargés d'aider le supérieur dans son gouvernement.

Il se distingue du Chapitre en plusieurs points:

1) il ne comprend qu'un très petit nombre de membres;
2) il ne s'occupe que des affaires courantes et généralement des questions secondaires;
3) il n'a jamais l'autonomie du Chapitre: son seul rôle étant d'assister le supérieur, il ne peut rien faire en dehors de l'autorité de celui-ci.

On trouve déjà le "Conseil" dans la Règle de saint Benoît, qui assignait à l'abbé un petit nombre de "seniores" choisis parmi les religieux les plus prudents et les plus expérimentés. Dans les anciens monastères, qui étaient autonomes, il ne pouvait y avoir que des Conseils locaux; mais dans les Ordres plus récents, tels que ceux de saint François et de saint Dominique, on eut aussi des Conseils (ou définitoires) provinciaux et généraux. Quand, enfin, parurent les Instituts à voeux simples, le Saint-Siège prescrivit

l'institution d'un Conseil général. Cette obligation fut confirmée, urgée et précisée par la Constitution Apostolique "Conditae a Christo" du 8 décembre 1900 et par les "Normae" du 28 juin 1901. L'Instruction "Inter ea" du 30 juillet 1909 exigea un Conseil d'au moins quatre membres pour l'examen des questions financières. Aujourd'hui, le Conseil (tant général que provincial ou local) existe dans tous les Instituts religieux.

II) Division

Les Chapitres des religieux se divisent comme suit:

a) selon les membres qui y prennent part, les Chapitres peuvent être:
1) généraux, si des représentants de tout l'Institut y assistent;
2) provinciaux, si des représentants d'une seule province y prennent part;
3) locaux, s'il n'y a que les représentants d'une seule maison.

b) selon la date de convocation, les Chapitres peuvent être:
1) ordinaires, s'ils se tiennent à dates fixes, prescrites par les Règles (par exemple, tous les 3 ou les 6 ans, etc.);
2) extraordinaires, si, pour un motif extraordinaire, ils se tiennent à dates exceptionnelles, non déterminées par les Règles (par exemple, à la mort ou à la renonciation du Supérieur général, à l'occasion d'une affaire urgente et d'importance extraordinaire, etc.).

III) Histoire

Dans l'histoire de l'institution et de l'organisation des Chapitres des religieux, en particulier des Chapitres généraux, on peut distinguer plusieurs étapes successives.

a) Antécédents.

Dès les premiers siècles de la vie religieuse, il y eut des assemblées générales d'abbés, de supérieurs ou de moines, mais elles ne constituaient pas un organe nécessaire au gouvernement de l'Institut, ni même un rouage ordinaire de gouvernement.

En Orient, déjà au IV^{e} siècle, les moines se rassemblent périodiquement. Ainsi, neuf ou dix monastères fondés par saint Pacôme, mort en 346, organisent des réunions: deux fois par an une assemblée générale se tient. La réunion du mois d'août avait surtout pour objet l'administration temporelle: les supérieurs y rendaient compte de leur gestion et ils pouvaient être changés ou remplacés; le supérieur général donnait ses avis et dictait les dispositions à prendre pour la bonne marche des communautés. Saint Basile, qui vécut également au IV^{e} siècle, conseille, dans sa Règle, les réunions générales des supérieurs.

En Occident, on ne rencontre pas de traces d'assemblées générales avant le IX^{e} siècle, puisque, selon la conception bénédictine, chaque monastère formait un tout, indépendant des autres. En 817 cependant, se tint à Aix-la-Chapelle la grande assemblée des abbés de l'Empire franc sous la protection de Louis le Pieux; mais ce fut un cas isolé et cet essai d'union n'eut pas de suite.

b) Charte de charité de 1119.

En 1119, les abbés cisterciens, réunis à Cîteaux, publièrent la fameuse "Charte de charité" (Carta caritatis) qui imposait à tous les abbés cisterciens

l'obligation de se réunir chaque année en chapitre pour veiller à l'observation de la Règle et corriger tout ce qui se trouverait défectueux. C'est le premier document qui nous parle du Chapitre général dans le vrai sens; il fut approuvé par le Pape Callixte II.

La nouvelle institution répondait à un besoin qui n'était pas particulier aux seuls Cisterciens: celui d'unir les multiples fondations et de centraliser le gouvernement sans compromettre l'esprit de famille de chaque groupe. C'est pourquoi elle fut adoptée par les autres Ordres monastiques: en 1128, les Prémontrés décidèrent eux aussi de se réunir chaque année en Chapitre général; vers la même époque, les moines de Cluny agissaient probablement de la même façon et Innocent III, par l'Epitre décrétale "Si diligenti" du 15 mars 1214, rendit obligatoire chez eux le chapitre annuel; etc.

c) Ordres Mendiants.

Au XIII^e siècle, apparurent les Ordres Mendiants qui donnèrent une plus grande importance aux Chapitres généraux. En 1216, les Dominicains tinrent leur première assemblée générale, et en 1220 leur premier Chapitre général de Bologne; en 1217, les Franciscains eurent eux aussi leur premier Chapitre et en 1221 le grand Chapitre des nattes.

Les Ordres Mendiants, en particulier les Dominicains, accrurent l'autorité des Chapitres généraux; ainsi, saint Dominique mit le Chapitre général au-dessus du supérieur général et lui donna des pouvoirs considérables. Le droit postérieur ajoutera peu à cette nouvelle conception.

d) Instituts postérieurs.

A partir du XIII^e siècle, les Chapitres généraux devinrent communs dans tous les Ordres religieux; dans la suite, ils passèrent chez les Jésuites et dans toutes les Congrégations modernes, tout en conservant la conception dominicaine d'autorité suprême, plus haute que celle du Supérieur général lui-même, avec des pouvoirs législatifs très amples.

§ II

Notions préliminaires sur nos Chapitres généraux

I) Convocation

a) Manière

Le Chapitre général est convoqué par le Supérieur général ou, s'il s'agit d'un Chapitre d'élection, par le Vicaire général de la Congrégation.

La date d'ouverture et le lieu de la réunion sont fixés dans la lettre de convocation.

Ordinairement, on annonce aussi des prières spéciales à réciter dans toute la Congrégation, en préparation du Chapitre.

b) Fréquence

Chez nous, jusqu'en 1843 inclusivement, les Chapitres généraux ordinaires avaient lieu, selon la prescription de la Règle, tous les trois ans; dans la suite, ils eurent lieu tous les six ans.

c) Membres

Les membres à convoquer au Chapitre général, chez nous, furent ou sont encore uniquement les suivants:

1°) du début à 1853:

1) les membres de l'Administration générale, c'est-à-dire: le Supérieur général, les Assistants généraux et l'Econome général;
2) les supérieurs locaux des diverses maisons;
3) les délégués des diverses maisons (un pour chacune);
4) ceux qui étaient convoqués nommément par le Supérieur général (sans détermination de nombre).

2°) de 1853 à 1910:

1) les membres de l'Administration générale, à savoir: le Supérieur général, les Assistants généraux, l'Econome général et, à partir de 1870, le Procureur général près du Saint-Siège;
2) les provinciaux et les Vicaires des Missions;
3) les délégués des Provinces et des Vicariats (un pour chaque Province et pour chaque Vicariat);
4) ceux qui étaient convoqués nommément par le Supérieur général (mais ils ne devaient pas dépasser la moitié des délégués);
5) en outre, s'il s'agissait d'un Chapitre d'élection, les 4 Supérieurs locaux les plus anciens de la Province où habitait le Supérieur général défunt, et le Supérieur de la Maison générale.

3°) de 1910 à nos jours:

1) les membres de l'Administration générale, à savoir: le Supérieur général, les Assistants généraux, l'Econome général, le Procureur général auprès du Saint-Siège, et, à partir du 17 août 1953, le Directeur général des études;
2) les Provinciaux et les Vicaires de Missions;
3) les délégués des Provinces et des Vicariats (un pour chaque Province et chaque Vicariat);
4) ceux qui sont convoqués nommément par le Supérieur général (au nombre de 4 uniquement).

II) Déroulement

a) Ouverture

1) Messe du Saint-Esprit;
2) Récitation du Veni Creator;
3) Allocution du président du Chapitre (Supérieur général ou Vicaire général);
4) Vérification des pouvoirs des délégués.

b) Commissions.

Pour faciliter le travail des séances générales et afin de ne pas trop prolonger le Chapitre, on a l'habitude de nommer dès le début, des Commissions capitulaires qui étudient en séances particulières les diverses questions ou propositions pour présenter ensuite leurs réponses à la discussion des séances générales.

A remarquer:

1) Depuis le début de la Congrégation jusqu'au Chapitre général de 1861 inclusivement, le système des Commissions, au moins en principe, n'exista guère; c'est seulement par exception qu'il y en a eu quelqu'une.

Ainsi, au Chapitre général de 1826, le Fondateur nomma une Commission de 3 Pères pour "faire vérifier l'original français de nos Règles sur la version "latine, afin de faire établir et constater ensuite la parfaite conformité du "français au latin approuvé par notre saint Père le Pape" (Registre des Chapitres généraux, t.I, p.24).

Au Chapitre général de 1837, il y eut une Commission de 4 membres "dans "le but d'examiner les cas qui devaient être réservés" (ib., p.49).

Au Chapitre général de 1850, il y eut une Commission de 5 membres "pour "s'occuper immédiatement des additions ou modifications à introduire dans les "Règles et Constitutions" (ib., p.94).

Au cours de ce Chapitre, on avait proposé de nommer une Commission "pour "examiner toutes les propositions déposées sur le bureau avant qu'elles soient "discutées par le Chapitre"; ainsi, "on abrégerait de beaucoup les discussions "qui ont lieu dans le Chapitre à l'occasion des propositions qui lui sont sou-"mises". Mais cette proposition fut rejetée, parce que "la création d'une "Commission qui examinerait toutes les propositions avant qu'elles fussent "discutées en Chapitre intervertirait l'ordre généralement adopté dans les "assemblées délibérantes où chacun a le droit de présenter directement ses "propositions, sans être obligé de les soumettre à aucune censure préalable" (ib., p.94).

Au Chapitre général de 1856, il y eut encore une Commission: "Notre Révé-"rendissime Père Supérieur Général, dit le Procès-verbal, a pris la résolution "d'adjoindre à son Conseil trois membres du Chapitre pour en faire une Com-"mission qui aura à examiner les comptes des Provinces et de la Congrégation "en général pour en faire ensuite un exposé sommaire au Chapitre" (ib.,p.143).

2) L'institution des Commissions comme système ordinaire commença seulement au Chapitre général de 1867. "Le Supérieur général, lisons-nous dans le "Procès-verbal, propose au Chapitre de se diviser en quatre Commissions afin "d'examiner plus promptement et d'une manière plus complète et en même temps "plus facile les propositions qui seront soumises au Chapitre. Et afin que "ce Chapitre ne perde point le droit qui lui est accordé par les Constitutions "de prendre en considération ou de repousser les propositions présentées, il "sera d'abord donné lecture de chaque proposition en séance capitulaire avec "la liberté de la motiver d'une manière sommaire avant son renvoi à la Commis-"sion compétente. Cette proposition est adoptée à l'unanimité" (ib.t.II,p.21).

Dans la suite, tous les Chapitres généraux eurent leurs Commissions.

c) Travaux

1) Election du Supérieur général, s'il s'agit d'un Chapitre d'élection;

2) Rapports:

-du Supérieur général sur la Congrégation en général;

-des Provinciaux et des Vicaires des missions sur chaque Province ou Vicariat (jusqu'au Chapitre général de 1850, il y eut les rapports des supérieurs locaux sur chaque maison);

3) Discussion des diverses affaires, d'ordre disciplinaire et financier, dont le Chapitre doit s'occuper.

On suit ordinairement l'ordre suivant: d'abord il y a la déposition des propositions écrites; puis elles sont étudiées par les diverses Commissions; on a enfin la discussion et la votation relative aux séances générales;

4) Election de l'Administration générale, c'est-à-dire des Assistants généraux et de l'Econome général.

d) Clôture

1) Signature des procès-verbaux du Chapitre;
2) Récitation du Sub tuum;
3) Bénédiction du Supérieur général;
4) Photographie de tous les Capitulants, à partir du Chapitre général de 1898.

Voici, sur ce dernier point, comment en parle le Procès-verbal du Chapitre général de 1898: "Plusieurs membres du Chapitre demandent humblement au "T(rès) R(évérend) P(ère) Général de faire photographier le Chapitre tout en- "tier. Ce sera pour chaque Père (capitulant) un souvenir qu'il emportera avec "joie dans ses missions éloignées. Ce sera faire connaître aussi de visu au "moins tous les capitulants, aux Oblats dispersés dans les parties du monde. "Accordé de l'assentiment unanime" (ib., t.III, p.154).

III) Promulgation des Actes

Le Chapitre général étant terminé, le Supérieur général doit en promulguer les Actes afin de faire connaître à toute la Congrégation les décisions du Chapitre.

Pour ce qui a trait à la manière de faire cette promulgation chez nous, il faut distinguer deux périodes complètement diverses:

1°) Depuis le début de la Congrégation jusqu'au Chapitre général de 1861 inclusivement, les Actes des Chapitres étaient rédigés en français et d'une façon particulière pour chaque Chapitre.

Leur promulgation se faisait au moyen de copies manuscrites qui étaient portées ou envoyées aux Supérieurs locaux; ceux-ci les recopiaient dans le Registre des Actes des Chapitres qui existait alors dans chaque maison. C'est à cause de cela, qu'il n'existe pas de copies imprimées de ces Actes.

Il faut remarquer qu'avant 1837, chaque supérieur local (alors membre du Chapitre) devait recopier tout le Procès-verbal du Chapitre et non seulement les décrets de la fin. C'est au Chapitre général de 1837 qu'on décida de faire recopier uniquement les décrets.

Voici ce qu'en dit le Procès-verbal du Chapitre: "La première proposi- "tion à examiner dans cette séance (du 5 août 1837) avait été ainsi présentée "par son auteur: A dater de ce Chapitre, on ne copiera pour chaque maison, sur "le Registre des Chapitres généraux, que les canons de ces Chapitres, et les "explications de la Règle données, durant le Chapitre, par Notre Révérendis- "sime Père Général.

"Cette proposition a été motivée sur les difficultés qu'il y aurait pour "chaque Supérieur local, de faire copier dans toute leur étendue les procès- "verbaux du Chapitre général et sur ce qu'il ne serait peut-être pas prudent "de faire tirer plusieurs copies de ces Actes qu'on ne devrait point exposer "à être connus en dehors.

"Mais on a observé avec raison qu'il n'était pas besoin de prendre une "décision à ce sujet, qu'il suffisait d'en revenir à la Règle qu'on aurait "dépassée jusqu'à présent, en faisant transcrire pour des maisons particuliè- "res, les actes des Chapitres généraux dans leur intégrité.

"Quelques Pères ont demandé que dans ces Registres particuliers, il fût "fait mention des propositions rejetées par le Chapitre; d'autres ont en même "temps exprimé le voeu que les membres absents du Chapitre ne fussent point "privés de la satisfaction et de l'avantage de connaître ce qui se serait "passé de plus intéressant dans les diverses séances.

"Après quelques discussions, la proposition suivante a été adoptée à "l'unanimité:

"Les Supérieurs locaux, en arrivant du Chapitre dans leurs maisons res- "pectives, se hâteront d'en promulguer les décrets. Ils auront soin en même "temps de donner communication de ce qu'ils jugeront le plus utile à leur "communauté" (ib., t.I, p.50).

2°) Depuis 1867, les Actes des Chapitres furent rédigés en latin et, hormis quelques exceptions, d'une manière générale pour tous les Chapitres généraux précédents de façon que seuls les Actes du dernier Chapitre ont une valeur obligatoire (ib., t.II, p.89).

Leur promulgation se fait au moyen d'un imprimé: les "Acta Capituli generalis" ou "Acta Capitulorum generalium", qui sont distribués à tous les membres de la Congrégation. C'est à cause de cela qu'on possède aujourd'hui des copies imprimées de ces Actes.

Ordinairement, le Supérieur général joint à cette promulgation une Circulaire qui en donne les explications nécessaires ou utiles à sa compréhension; il arrive cependant que parfois cette Circulaire précède la promulgation des "Acta Capitulorum", pour faire connaître plus tôt à la Congrégation les questions qui furent traitées et les décisions qui furent adoptées par le Chapitre général.

I

CHAPITRE GENERAL DE 1818

Bibliographie:

Registre des Chapitres généraux, t.I, pp.15-17;

RAMBERT, Vie de Mgr de Mazenod, t.I, pp.285-288;

REY, Histoire de Mgr de Mazenod, t.I, pp.232-234;

ORTOLAN, Les Oblats de Marie Immaculée, t.I, pp.126-128;

VILLENEUVE, Les Chapitres généraux, pp.3-18;

Missions 1920, p.214;
1938, p.4;
1952, pp.42-47;

A.R.O.M.I. 1946, p.64.

§ I

Schéma historique

I) Convocation

C'est le premier Chapitre général de la Congrégation et il fut convoqué par le Fondateur, à la suite de la rédaction de la Règle, pour la faire connaître et accepter.

II) Déroulement

A) Ambiance

1°) Lieu - Le Chapitre s'assembla à Aix, dans la Maison de la Mission, qui était alors la seule maison de la Congrégation.

2°) Durée - Il s'ouvrit le 24 octobre; mais on ne sait pas quand il se clôtura, puisque le procès-verbal ne le dit pas explicitement.

A remarquer que le procès-verbal de ce Chapitre et celui du Chapitre général de 1821 furent rédigés plus tard, en 1826, par le P. Suzanne et insérés dans celui du Chapitre général de 1826.

3°) Membres - Y participèrent 10 capitulants (dont 3 encore frères scolastiques), qui représentaient 7 Pères, 3 scolastiques et 6 novices.

Voir la liste des noms dans Missions 1938, p.4; Rambert, o.c., I,287; Rey, o.c.I,233.

4°) Commissions - Il n'y eut aucune commission.

5°) Séances - Le texte du procès-verbal mentionne au moins 2 séances, sans cependant indiquer la date de la seconde, de sorte qu'on pourrait croire qu'elles ont eu lieu le même jour, 24 octobre.

Le P. Rey (o.c.,I,233) met la seconde séance, dans laquelle eurent lieu les élections, au 26 octobre.

Le P. Rambert (o.c.,I,287) la met, lui aussi, au 26 octobre.

Le P. Yenveux (Les Saintes Règles O.M.I., t.IV,p.9) la met au 29 octobre.

Enfin, Missions 1920 (p.214) font durer le Chapitre "du 25 octobre au ler novembre".

Il ne nous est donc pas possible d'en connaître la vérité; toutefois, nous pensons que le Chapitre dura plusieurs jours (selon nous, du 24 octobre au ler novembre) et qu'il y eut plusieurs séances (une ou deux chaque jour).

B) Travaux

Les travaux du Chapitre se déroulèrent sous la présidence du Fondateur. En voici un aperçu:

1°) Reconnaissance du Fondateur comme Supérieur général.

2°) Discussion des affaires; à savoir:

1) lecture, discussion et acceptation de la Règle;

2) discussion et acceptation des trois voeux de chasteté, d'obéissance et de persévérance;

3) acceptation de la fondation de Notre-Dame du Laus.

3°) Election des PP. Sébastien Deblieu, Emmanuel Maunier, Henry Tempier et Pierre Mie comme assistants généraux, et du fr. scol. Hippolyte Courtès comme économe général.

C) Evénements

1°) Retraite annuelle de la communauté, du 23 octobre au 1er novembre, prêchée par le Fondateur lui-même.

2°) Première émission des voeux, le 1er novembre, à la fin de la retraite et du Chapitre.

III) Importance

Ce Chapitre, qu'on peut appeler "le Chapitre de la Règle et des vœux", fut très important pour la Congrégation: par l'acceptation de la Règle, la Congrégation reçut des bases solides; et, par l'introduction des voeux, elle devint, de simple association de prêtres séculiers, une Congrégation religieuse.

§ II

Texte des Actes

Le Chapitre n'émit pas d'Actes proprement dits, en forme de canons et de décrets; en effet, la Règle ayant été acceptée intégralement, il n'était pas nécessaire de formuler des canons ou décrets particuliers.

En tout cas, les grandes décisions de ce Chapitre ont été l'acceptation de la Règle et l'introduction des vœux dans la Congrégation.

II

CHAPITRE GENERAL DE 1821

Bibliographie:

Registre des Chapitres généraux, t.I, p.17-18,30;

RAMBERT, Vie de Mgr de Mazenod, t.I, p.336-337;

REY, Histoire de Mgr de Mazenod, t.I, p.278-279;

ORTOLAN, Les Oblats de Marie Immaculée, t.I, p.128-129;

VILLENEUVE, Les Chapitres généraux, p.28-31;

Missions 1897, p.185;
1920, p.214;
1938, p.5;
1952, p.47-52;

A.R.O.M.I., 1946, p.64.

§ I

Schéma historique

I) Convocation

C'est un Chapitre ordinaire, et il fut voncoqué par le Fondateur, au terme du triennat, selon la prescription de la Règle.

II) Déroulement

A) Ambiance

1°) Lieu - Le Chapitre s'assembla à Aix, dans la maison de la Mission, qui était alors la maison générale.

2°) Durée - Il s'ouvrit le 21 octobre et se clôtura le même jour; il dura donc seulement une journée.

3°) Membres - Y participèrent 11 capitulants, qui représentaient 13 profès et 10 novices.
Voir la liste des noms dans Missions 1938, p.5; 1952, p.49.

4°) Commissions - Il n'y eut aucune commission.

5°) Séances - Il y eut une seule séance générale.

B) Travaux

Les travaux du Chapitre se déroulèrent sous la présidence du Fondateur. En voici un aperçu:

1°) Discussion des affaires; à savoir:
1) proposition et acceptation du voeu de pauvreté;
2) décision de s'appeler "Père" et non plus "Monsieur".

2°) Election des PP. Henry Tempier, Sébastien Deblieu, Emmanuel Maunier et Pierre Mie comme assistants généraux, et du P. François Moreau comme économe général.

C) Evénements

Le 1er novembre, à la fin de la retraite annuelle, on émit pour la première fois le voeu de pauvreté.

III) Importance

C'est le deuxième Chapitre général de la Congrégation. On peut l'appeler "le Chapitre du voeu de pauvreté" et il fut, sous ce point, très important pour la Congrégation:par l'introduction de ce voeu on atteignit la forme plénière de la vie religieuse.

§ II

Texte des Actes

Les Actes de ce Chapitre se composent d'un seul canon; car, la décision sur le voeu de pauvreté ayant été incluse au texte de la Règle, elle ne fut point l'objet d'un décret capitulaire.

Le texte du canon se trouve à la fin du Procès-verbal du Chapitre général de 1826 (Voir: Registre des Chapitres généraux, t.I, p.30).

En voici la transcription:

CANON

du Chapitre général tenu en 1821.

On ne se donnera plus parmi nous le nom de "Monsieur" à l'avenir, mais celui de "Père", avec la qualification de "Très révérend" pour le Supérieur général et de "Révérend" pour les autres membres de la Société.

III

CHAPITRE GENERAL DE 1824

Bibliographie:

Registre des Chapitres généraux, t.I, p.1-6,30;

RAMBERT, Vie de Mgr de Mazenod, t.I, p.387-388;

REY, Histoire de Mgr de Mazenod, t.I, p.338-339;

ORTOLAN, Les Oblats de Marie Immaculée, t.I, p.176-177;

VILLENEUVE, Les Chapitres généraux, p.38-43;

Missions 1897, p.220-221;
1920, p. 214;
1938, p.5;
1952, p.52-66;

A.R.O.M.I. 1946, p.64.

§ I

Schéma historique

I) Convocation

C'est un Chapitre ordinaire, et il fut convoqué par le Fondateur, au terme du triennat, selon la prescription de la Règle.

II) Déroulement

A) Ambiance

1°) Lieu - Le Chapitre s'assembla à Aix, dans la maison de la Mission qui était la Maison-mère de la Congrégation.

2°) Durée - Il s'ouvrit le 30 septembre et se clôtura le 2 octobre; il dura donc 3 jours.

3°) Membres - Y participèrent 11 capitulants, qui représentaient 17 profès et une dizaine de novices.
Voir la liste des noms dans Missions 1938, p.5; 1952, p.54; Rambert, o.c., I,387; Rey, o.c., I,339.

4°) Commissions - Il n'y eut aucune commission.

5°) Séances - Il y eut 3 séances générales.

B) Travaux

Les travaux du Chapitre se déroulèrent sous la présidence du Fondateur. En voici un aperçu:

1°) Rapports du Fondateur sur la Congrégation en général, et des Supérieurs locaux sur les 3 maisons d'alors.

2°) Discussion des affaires; à savoir:
1) assentiment unanime du Chapitre à ce que le Fondateur, pour le bien de la Société, continuât à remplir la charge de vicaire général de Marseille;
2) solution de quelques questions sur la préséance;
3) prescription aux Supérieurs locaux de tenir en ordre les registres des maisons;
4) déclaration que la direction des grands séminaires n'est pas contraire à l'esprit de notre Institut;
5) charge aux PP. Courtès, Suzanne et Honorat de faire l'histoire de la Congrégation en recueillant tous les matériaux qui doivent concourir à cette fin, et au P. Suzanne, secrétaire général de l'Institut, de rédiger le procès-verbal des deux Chapitres généraux précédents.

3°) Election, le 2 octobre, des PP. Henry Tempier, Pierre Mie, Hippolyte Courtès et Marius Suzanne comme assistants généraux, et du P. Jean Honorat comme économe général.

C) Evénements

Immédiatement après la dernière séance du Chapitre, le Fondateur se retira avec son nouveau Conseil pour nommer les Supérieurs locaux afin de les faire connaître avant que les capitulants se retirassent dans leurs maisons respectives.

III) Importance

C'est le troisième Chapitre général de la Congrégation. Il eut lieu après la fameuse crise intérieure de la Congrégation de l'année précédente, et il contribua à resserrer les liens de la vie religieuse, que les événements pénibles de 1823 avaient pu détendre ou affaiblir, et à rétablir une pleine uniformité de vues entre le Fondateur et les autres Pères.

§ II

Texte des Actes

Les Actes de ce Chapitre se composent de 3 explications données par le Fondateur au cours du Chapitre.

Le texte se trouve à la fin du procès-verbal du Chapitre général de 1826 (Voir: Registre des Chapitres généraux, t.I, p.30).

En voici la transcription:

EXPLICATIONS

données par le Très Révérend Père Général Fondateur
dans le Chapitre général tenu en 1824.

I. L'article des Règles qui dans la maison désignée comme résidence du Supérieur général attribue aux Assistants du Supérieur général et au Procureur général la préséance sur le Supérieur local, ne leur donne néanmoins aucune juridiction sur la Communauté toujours gouvernée par le Supérieur local.

II. Dans la susdite maison le Supérieur local exerce même en présence des Assistants du Supérieur général les fonctions de sa charge; ainsi c'est lui qui dit la prière du commencement et de la fin des exercices, qui fait la bénédiction de la table, etc.; néanmoins lorsque dans cette maison, un Assistant ou le Procureur général se trouve à l'office divin, il a droit d'y présider de préférence au Supérieur local.

III. En l'absence du Supérieur général, le Supérieur local donnera dans la maison susdite la bénédiction à sa Communauté après la prière du soir, même en présence des Assistants à qui pourtant il présentera auparavant le goupillon pour marquer sa déférence à leur égard.

IV

CHAPITRE GENERAL DE 1826

Bibliographie:

Registre des Chapitres généraux, t.I, p.6-31;

RAMBERT, Vie de Mgr de Mazenod, t.I, p.455-457;

REY, Histoire de Mgr de Mazenod, t.I, p.395-396;

ORTOLAN, Les Oblats de Marie Immaculée, t.I, p.200;

VILLENEUVE, Les Chapitres généraux, p.48-62;

DUVAL, Ecrits du Fondateur, fascicule 4, p.195-235;

Missions 1876, p.102-108;
1889, p.117-125;
1897, p.339-341;
1907, p.369-372;
1908, p.298-301;
1920, p.214;
1925, p.210-213;
1938, p.5;

A.R.O.M.I., 1946, p.64.

§ I

Schéma historique

I) Convocation

C'est un Chapitre extraordinaire, et il fut convoqué par le Fondateur, à la suite de l'approbation pontificale de la Congrégation et des Règles, pour en promulguer les Lettres Apostoliques.

II) Déroulement

A) Ambiance

1°) Lieu - Le Chapitre s'assembla à Marseille, dans la maison du Calvaire où était alors la maison générale.

2°) Durée - Il s'ouvrit le 10 juillet et se clôtura le 13 du même mois; il dura donc 4 jours.

3°) Membres - Y participèrent 12 capitulants, qui représentaient 22 profès et une douzaine de novices.
Voir la liste des noms dans Missions 1938, p.5; Rambert, o.c., I,455; Rey, o.c., I.395.

4°) Commissions - Il y eut une commission de 3 Pères pour vérifier la conformité du texte français de nos Règles avec le texte latin approuvé par Rome.

5°) Séances - Il y eut 6 séances générales, sans compter les séances particulières de la Commission.

B) Travaux

Les travaux du Chapitre se déroulèrent sous la présidence du Fondateur.
En voici un aperçu:

1°) Allocution du Fondateur sur la grande faveur de la récente approbation pontificale de nos Règles.

2°) Lecture et approbation des Procès-verbaux des Chapitres généraux de 1818 et de 1821, rédigés par le P. Suzanne, secrétaire général de l'Institut.

3°) Discussion des affaires.
On y traita plusieurs questions comme il ressort du texte des Actes que nous donnerons au paragraphe suivant.

4°) Election, le 12 juillet, des PP. Henry Tempier, Pierre Mie, Hippolyte Courtès et Marius Suzanne comme assistants généraux, et du P. Jean Honorat comme économe général.

C) Evénements

1°) Envoi d'une lettre au Pape Léon XII pour le remercier, au nom du Chapitre, de la faveur de l'approbation des Règles.

2°) Clôture solennelle du Chapitre, le 13 au matin, à la Chapelle intérieure de la maison, par la rénovation solennelle des voeux.

3°) Visite inattendue de Mgr Fortuné de Mazenod, évêque de Marseille, à la fin de la rénovation des voeux.

III) Importance

C'est le quatrième Chapitre général de la Congrégation. On peut l'appeler "le Chapitre de l'approbation", et il marque un tournant très important dans l'histoire de notre Congrégation qui, par l'approbation pontificale, devint une Congrégation de droit pontifical, une Congrégation universelle.

En 1887, le P. Fabre fit ériger, à la maison du Calvaire, un cippe commémoratif de ce Chapitre.

§ II

Texte des Actes

Les Actes de ce Chapitre se composent de 12 canons votés par le Chapitre et d'une explication donnée par le Fondateur.

Le texte se trouve à la fin du procès-verbal du Chapitre (Voir: Registre des Chapitres généraux, t.I, p.30-31).

En voici la transcription:

CANONS

du Chapitre général tenu en 1826.

I. A la fin des procès-verbaux de chaque session, il sera dressé dans le même registre un corps de canons portant injonction de tout ce qui aura été décrété par le Chapitre.

II. Chaque année, le jour de la Toussaint, en mémoire de la première émission des voeux, qui eut lieu à pareil jour dans notre Société, tous les membres de la Congrégation renouvelleront solennellement leurs voeux à l'issue de la retraite fixée par l'usage à cette époque.

III. Le 17 février de chaque année sera célébré l'anniversaire de la confirmation de l'Institut et de l'approbation des Règles et Constitutions par N(otre) S(aint) P(ère) le Pape Léon XII.

IV. Dans chacune de nos maisons on récitera tous les jours, à la suite de la prière du soir, un Salve Regina pour le Pape Léon XII notre insigne protecteur; et après son décès, au lieu de cette prière on célébrera le jour anniversaire de sa mort, un service solennel à perpétuité dans la maison où réside le Supérieur général.

V. Les décrets des Chapitres généraux, et les règlements et ordonnances des visiteurs seront lus tous les trois mois dans chaque maison de la Société.

VI. Il est recommandé aux visiteurs de ne rien prescrire que de bien nécessaire.

VII. Il y aura uniformité parfaite dans le costume des membres de la Société. Une circulaire du Supérieur général réglera quelle doit être la forme et l'étoffe de notre habillement ainsi que tout ce qui y a rapport.

VIII. Dans toutes les maisons de la Société les lits seront uniformes.

IX. Le décret d'élection du Supérieur général sera prononcé en ces termes:

"Cum Capitulum generale rite congregatum, collatis omnium suffragiis, votis vero juxta Constitutiones nostras numero sufficientibus, R(everendum) Patrem N. canonice elegerit et nominaverit, ego, auctoritate Sedis Apostolicae et universae Congregationis, eligo et nomino N. in Superiorem generalem Missionariorum Oblatorum Sanctissimae et Immaculatae Virginis Mariae. In nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti. Amen".

X. D'après l'original français des Règles qui fixe le sens de la traduction latine, chaque maison enverra un de ses membres au Chapitre général indépendamment du Supérieur local et des membres nommément convoqués par le Supérieur général.

XI. On vérifiera l'original français de nos Règles sur la version latine, à l'effet de constater la parfaite conformité du français au latin approuvé par le St-Siège.

XII. La qualité de "Père" ne sera point donnée parmi nous aux simples oblats; ils porteront seulement le nom de "frères".

EXPLICATION

donnée par le très révérend Père Général Fondateur
dans le Chapitre tenu en 1826

Le serment imposé par les Règles à celui qui va voter pour l'élection du Supérieur général, l'autorise, si dans sa pensée il se trouve plusieurs membres de la Société également dignes, à opter à son gré parmi ceux-ci.

V

CHAPITRE GENERAL DE 1831

Bibliographie:

Registre des Chapitres généraux, t.I, p.31-43;

RAMBERT, Vie de Mgr de Mazenod, t.I, p.590;

REY, Histoire de Mgr de Mazenod, t.I, p.519-520;

ORTOLAN, Les Oblats de Marie Immaculée, t.I, p.248-249;

VILLENEUVE, Les Chapitres généraux, p.77-87;

Missions 1901, p.291-292;
1920, p.214;
1938, p.5,185-187;

A.R.O.M.I., 1946, p.64.

§ I

Schéma historique

I) Convocation

C'est un Chapitre ordinaire, et il fut convoqué par le Fondateur. Selon la prescription de la Règle, on aurait dû le convoquer en 1829, au terme du triennat; mais on en retarda la convocation de deux années, d'abord à cause de la maladie du Fondateur en 1829 et ensuite à cause des difficultés politiques de la Révolution de juillet 1830.

II) Déroulement

A) Ambiance

1°) Lieu - Le Chapitre s'assembla à Marseille, au Grand Séminaire, où était alors la maison générale.

2°) Durée - Il s'ouvrit le 28 septembre et se clôtura le 30 du même mois; il dura donc 3 jours.

3°) Membres - Y participèrent 12 capitulants, qui représentaient 31 profès et quelques novices.
Voir la liste des noms dans Missions 1938, p.5.

4°) Commissions - Il n'y eut aucune commission.

5°) Séances - Il y eut 6 séances générales.

B) Travaux

Les travaux du Chapitre se déroulèrent sous la présidence du Fondateur. En voici un aperçu:

1°) Allocution du Fondateur sur l'esprit de la Congrégation et sur le devoir de renforcer la discipline par une obéissance fidèle.

2°) Discussion des affaires.

1) la condamnation des doctrines de De Lamennais et du libéralisme, en défendant la lecture du journal "L'Avenir";
2) l'acceptation, en ligne de principe, de l'apostolat des Missions étrangères;
3) l'acceptation, en ligne de principe, de l'enseignement comme oeuvre de missions;
4) les autres décisions qu'on peut lire au texte des Actes dans le paragraphe suivant.

3°) Election, le 30 septembre, des PP. Henry Tempier, Pierre Mie, Hippolyte Courtès et Hippolyte Guibert comme assistants généraux, et du P. Jean Honorat comme économe général.

C) Evénements

Il n'y eut pas, pendant le Chapitre, d'événements extérieurs notables.

III) Importance

C'est le cinquième Chapitre général de la Congrégation. On peut l'appeler "le Chapitre des Missions Etrangères", et il marque un pas très important dans l'esprit d'adaptation de la Congrégation, surtout en ce qui concerne son orientation vers les Missions étrangères, sa prise de position contre les erreurs de De Lamennais et du libéralisme, et la possibilité de l'acceptation de ministères jusqu'alors défendus tels que l'enseignement.

§ II

Texte des Actes

Les Actes de ce Chapitre se composent de 8 canons votés par le Chapitre et de 6 explications données par le Fondateur.

Le texte se trouve à la fin du Procès-verbal du Chapitre (Voir: Registre des Chapitres généraux, t.I, p.41-43).

En voici la transcription:

CANONS

du Chapitre général tenu en 1831.

I. Les dispositions des articles V et VIII du paragraphe I, (du) chapitre I, de la troisième Partie de nos Constitutions, qui déterminent les droits des Supérieurs locaux par rapport aux Chapitres généraux et particuliers, sont applicables aux Supérieurs locaux qui auraient été nommés avec dispense avant d'avoir accompli les trois années d'oblation exigées par l'article IV, (du) paragraphe VII, (du) chapitre I, (de la) Partie III.

II. Toute maison ayant moins de quatre membres avec voix active et passive (y compris le Supérieur), est suffisamment représentée dans le Chapitre général par le Supérieur local qui y vient de droit.

III. On se servira uniformément de bois de lit ordinaires avec la paillasse seulement pour ceux dont la santé ne demande pas une exception.

IV. Outre ce qui est prescrit pour la fin de la retraite annuelle, le 17 février, jour anniversaire de l'approbation de l'Institut, tous les membres de chaque maison feront la rénovation solennelle de leurs voeux à l'issue de la messe de communauté célébrée devant le Très Saint Sacrement exposé.

V. Les principales fêtes de la Sainte Vierge qui parmi nous doivent être précédées d'un jeûne en vertu de l'article II, (du) paragraphe III, (du) chapitre II, (de la) Partie II de nos Constitutions sont l'Immaculée Conception, la Nativité, l'Annonciation et l'Assomption.

VI. Dans les conférences spirituelles, les frères convers, novices et oblats, quel que soit le degré de leur oblation, se retireront après s'être accusés et avoir été proclamés par tous les autres membres présents, et ce ne sera qu'après qu'ils seront sortis que la conférence sera continuée.

VII. Il est défendu de recevoir dans la Société un journal qui ne serait pas avoué par le Supérieur général, et notamment "L'Avenir" à cause de ses doctrines politiques.

VIII. Tout membre de la Société ayant trois ans d'oblation et qui au moment du Chapitre particulier se trouve dans une communauté autre que celle à laquelle il est attaché, conserve voix passive dans sa propre communauté et exerce voix active dans celle où il est pour lors.

EXPLICATIONS

données par le très révérend Père Général Fondateur dans le Chapitre tenu en 1831

I. Dans un Chapitre particulier, l'absence d'un membre de la maison qui n'aurait pu se rendre au jour indiqué, n'infirme pas l'élection qui étant consommée, ne peut pas être soumise aux effets d'un vote postérieur; le membre absent perd son droit de vote.

II. Les membres de la Société n'ont voix passive en Chapitre particulier que dans la communauté à laquelle ils sont attachés.

III. La majorité absolue des voix n'est pas nécessaire pour l'élection qui se fait en Chapitre particulier; la pluralité suffit.

IV. Dans le cas où plusieurs membres du Chapitre particulier auraient obtenu le même nombre de voix, il doit y avoir ballotage entre eux et si le scrutin de ballotage donne le même résultat que le précédent, le plus ancien d'oblation d'entre eux est élu de droit.

V. L'article des Constitutions qui prescrit la lecture des Règles pour les Quatre-Temps, s'exécutera de la manière suivante: Les trois jours des Quatre-Temps seulement, on lira les Règles au réfectoire, et chacun ensuite continuera de les lire en son particulier, et ce sera la lecture spirituelle ordinaire jusqu'à ce qu'il ait fini le livre.

VI. Ce sera pendant la semaine qui suit les Quatre-Temps qu'on lira au réfectoire les canons des Chapitres généraux, les explications qui ont été données dans ces Chapitres, ainsi que les réglements et ordonnances des visiteurs.

VI

CHAPITRE GENERAL DE 1837

Bibliographie:

Registre des Chapitres généraux, t.I, p.43-66;

RAMBERT, Vie de Mgr de Mazenod, t.I, p.769-772;

REY, Histoire de Mgr de Mazenod, t.I, p.731-732;

ORTOLAN, Les Oblats de Marie Immaculée, t.I, p.363-365;

Missions 1902, p.84-86;
1920, p.214;
1937, p.333-355;
1938, p.5;

A.R.O.M.I., 1946, p.64.

§ I

Schéma historique

I) Convocation

C'est un Chapitre ordinaire, et il fut convoqué par le Fondateur. Selon la prescription de la Règle, on aurait dû le convoquer en 1834, au terme du triennat; mais on en retarda la convocation d'année en année à cause des circonstances peu favorables, telles que l'hostilité du Gouvernement au Fondateur après sa consécration épiscopale en 1832, le choléra de Marseille en 1835 et la grave maladie du Fondateur en 1836.

II) Déroulement

A) Ambiance

1°) Lieu - Le Chapitre s'assembla à Marseille, au Grand Séminaire, où était alors la maison générale.

2°) Durée - Il s'ouvrit le 4 août et se clôtura le 8 du même mois; il dura donc 5 jours.

3°) Membres - Y participèrent 16 capitulants, qui représentaient 39 profès.
Ils auraient dû être 18, mais 2 furent absents.
Voir la liste des noms dans Missions 1937, p.338-339; 1938, p.5.

4°) Commissions - Il y eut une Commission pour examiner les cas réservés.

5°) Séances - Il y eut 9 séances générales, sans compter les séances particulières de la commission.

B) Travaux

Les travaux du Chapitre se déroulèrent sous la présidence du Fondateur. En voici un aperçu:

1°) Allocution initiale du Fondateur sur la nécessité de se renouveler dans l'esprit religieux et dans l'observance des Règles.

2°) Discussion des affaires.
On y traita plusieurs questions. A noter surtout:
1) l'introduction des cas réservés dans la Congrégation;
2) l'adoption de la théologie morale de saint Alphonse;
3) l'impulsion donnée aux études, soit dans les scolasticats, soit après, par la décision d'un plan de hautes études de 10 ans pour les jeunes Pères;
4) l'introduction du Scapulaire blanc de l'Immaculée Conception pour le jour de l'oblation;
5) les autres décisions qu'on peut lire au texte des Actes dans le paragraphe suivant.

3°) Election, le 8 août, des PP. Henry Tempier, Hippolyte Courtès, Hippolyte Guibert et Pierre Mie comme assistants généraux, et du P. Jean Honorat comme économe général.

C) Evénements

C'est le premier Chapitre que le Fondateur présida dans sa qualité d'évêque: il était habillé en rochet et camail.

III) Importance

C'est le sixième Chapitre général de la Congrégation. On peut l'appeler "le Chapitre de la discipline intérieure", et, sous cet aspect, il fut un des plus mémorables: en prévision du développement de la Congrégation en dehors de la France, on chercha d'établir l'uniformité entière dans toutes les maisons et de resserrer et fortifier les liens parmi les membres de la Société, afin d'empêcher que le développement puisse nuire à l'unité ou affaiblir l'esprit de famille chez nous.

§ II

Texte des Actes

Les Actes de ce Chapitre se composent de 23 canons votés par le Chapitre et de 13 explications données par le Fondateur au cours du Chapitre.

Le texte se trouve à la fin du Procès-verbal du Chapitre (Voir: Registre des Chapitres généraux, t.I, p.63-66).

En voici la transcription:

CANONS

du Chapitre général tenu en 1837.

I. Désormais on pourra prendre de la soupe à déjeuner au lieu du pain et du vin indiqués par la Règle dans l'article V, (du) paragraphe III, (du) chapitre III, (de la) Partie II: Ordinariis anni diebus in triclinio, solo pane jentabunt Missionarii.

II. Chaque Supérieur enverra à la fin de l'année une rédaction des principaux événements qui concernent sa maison, au Secrétaire général de l'Institut, pour servir de matériaux à l'histoire de la Société. On extraira un mémorial succinct des événements les plus remarquables de cette histoire qui sera lu pendant le repas à l'époque de leur anniversaire.

III. Pour nous rappeler le souvenir de ceux des nôtres qui nous ont précédés, il se fera un nécrologe avec quelques détails sur leur vie et leur vertu pour être lu au réfectoire la veille de l'anniversaire de leur mort.

IV. Il y aura dans chaque maison un Directeur spirituel nommé par le Révérendissime Père Général, pour entendre exclusivement, avec le Supérieur local, les confessions des membres de la Société.

V. En vertu de nos privilèges et conformément à la pratique universelle des corps religieux, on établira des cas réservés dans la Congrégation pour certaines fautes plus graves et plus contraires au bien de la Société.

VI. Outre la conférence pour la coulpe qui a lieu deux fois le mois, les Supérieurs locaux seront tenus de faire une instruction à leur communauté tous les quinze jours.

VII. On transcrira dans le Registre des actes des Chapitres généraux, les Actes des visites faites par notre Révérendissime Supérieur général, dans les diverses maisons de la Congrégation.

VIII. De retour dans leurs maisons respectives, les Supérieurs locaux, en promulguant les décrets du Chapitre général, auront soin de donner en même temps sur les diverses délibérations, les détails qu'ils jugeront les plus utiles à leur communauté.

IX. Il sera fait, au second chapitre de nos Règles, un paragraphe concernant la direction des Grands Séminaires.

X. Le Propre des Offices et des Messes à l'usage de la Congrégation, sera retouché pour être imprimé dans un meilleur ordre et avec plus de choix.

XI. Conformément aux usages des autres Sociétés religieuses, on s'occupera au plus tôt de la rédaction d'un cérémonial et d'un rituel propre à notre Congrégation.

XII. Dans toutes les maisons de la Congrégation, on commencera le 23 octobre au soir la retraite annuelle qui dure jusqu'au jour de la Toussaint.

XIII. Tous les jours, les membres de la Société se présenteront devant leur Supérieur local pour recevoir l'obéissance à l'heure qu'il aura indiquée.

XIV. En considération de l'habit religieux dont nous sommes revêtus et des privilèges qui y sont attachés, on pourra, dans nos maisons, faire la préparation à la Ste Messe et l'action de grâces, sans le surplis marqué par l'article VIII, (du) paragraphe II, (du) chapitre III, (de la) Partie II de nos Règles.

XV. On appellera désormais le Supérieur local du nom de "R(évérend) P(ère) Supérieur", et non point de son nom propre, dans la Communauté dont il est Supérieur. Le R(évérend) P(ère) Maître des novices sera également appelé du nom de "R(évérend) P(ère) Maître", dans la maison où se trouve le noviciat.

XVI. Pour maintenir les rapports de politesse et de gravité parmi les membres de la Congrégation, on ne se tutoiera jamais dans les conversations ni autrement.

XVII. La lecture spirituelle de chaque jour commencera par quelques pages de nos Règles et Constitutions. Ce canon ne sera obligatoire que lorsqu'on se trouvera dans quelqu'une de nos maisons.

XVIII. Les Supérieurs locaux sont strictement tenus à se conformer aux articles III et IV, (du) paragraphe IV, (du) chapitre III, (de la) Partie II de nos Règles, concernant l'envoi et la réception des lettres de leurs sujets.

XIX. Une Commission nommée par le Révérendissime Père Général s'occupera d'un plan de hautes études ecclésiastiques auxquelles seront soumis tous les jeunes prêtres de la Congrégation pendant les dix premières années de leur sacerdoce.

XX. Le jour de l'Oblation, on recevra avec la croix, signe authentique de notre mission, le scapulaire de l'Immaculée Conception de la Très Sainte Vierge, qu'on devra porter constamment sous les habits.

XXI. Ont été réservés en Chapitre les neuf cas suivants:
1°. Discordiarum seminatio inter Patres et fratres.
2°. Congregationis contemptus manifestatus verbis, scriptis vel actibus.
3°. Ter debite admoniti in idem, per diem naturalem, obedire renuentes.
4°. Extraneos consulere, etiam in actu confessionis, circa vocationem aut interpretationem votorum oblationis nostrae.
5°. Quaerimonias habere contra Superiores proprios et eorum actus.
6°. Confiteri externo sacerdoti absque licentia debita.
7°. Quidquam in Congregationis detrimentum, extra Congregationem patefacere.
8°. Acceptio seu missio litterarum quae habeat rationem peccati mortalis.
9°. Appropriatio cujuscumque rei rationem habentis peccati mortalis in materia furti.

XXII. Dans les litanies de la Société qui se récitent après l'examen particulier, on ajoutera désormais après le N(om) du Souverain Pontife, la prière suivante pour notre Révérendissime Supérieur général:
℣. Pro Reverendissimo Patre nostro.
℟. Praetendat Dominus super eum, spiritum gratiae salutaris, perpetuumque ei rorem suae benedictionis infundat.

XXIII. A la prière du soir, immédiatement après l'Oraison de la Très Sainte Vierge: "Defende", on ajoutera l'Oraison: "Sanctissimae Genitricis tuae Sponsi" en l'honneur de Saint-Joseph, protecteur spécial de la Congrégation après la Ste Vierge.

EXPLICATIONS

données par le très révérend Père Général Fondateur
dans le Chapitre tenu en 1837.

I. L'article II, (du) paragraphe II, (du) chapitre III, (de la) Partie II de nos Constitutions, ne dit point qu'il soit libre à chacun des membres de la Congrégation, de se confesser à tout prêtre de la Société; il parle seulement d'un prêtre, "sacerdoti Societatis", par opposition à tout autre qui n'en serait pas.

II. Dans la première séance d'un Chapitre général, il sera toujours fait lecture des actes des Chapitres généraux qui ont précédé.

III. Le motif très légitime qui permet de faire sans surplis la préparation à la Ste Messe et l'action de grâces, n'autorise pas néanmoins les oblats et les novices à se présenter à la Ste Table avec le seul habit religieux; ils doivent par conséquent communier en surplis.

IV. L'obligation d'entendre les confessions en surplis et en étole, dans les lieux où l'on peut sans inconvénient s'y conformer, ne regarde que les confessions extérieures des fidèles.

V. Contrairement à l'usage de quelques Congrégations religieuses, dans la nôtre on psalmodie l'Office, quand on est quatre au choeur; en dessous de ce nombre, on peut se contenter de le réciter ensemble, mais posément et gardant toujours la médiante.

VI. L'article I, (du) paragraphe II, (du) chapitre II, (de la) Partie II de la Règle marquant trois quarts d'heure pour l'oraison du matin, indépendamment de la prière vocale, les Supérieurs locaux doivent pourvoir à ce que les 3/4 d'heure prescrits soient intégralement employés à ce saint exercice.

VII. L'article de nos Constitutions: "Caeteri Oblati ad istud particulare Capitulum vocantur, sed vocem habent tantum consultativam", article IX, (du) paragraphe I, (du) chapitre I, (de la) Partie III, doit s'entendre de tous les prêtres oblats qui n'ont pas trois ans d'oblation et de tous les simples oblats. Dans le Chapitre particulier, ces prêtres et simples oblats donneront leur vote les premiers et à part. Le scrutin qui les renferme sera dépouillé avant que les autres Pères du Chapitre donnent leur vote, afin que ceux-ci puissent (le) connaître.

VIII. Pour parvenir à l'unité voulue par la Règle dans la doctrine et la pratique du Sacrement de pénitence, d'après le voeu unanimement exprimé par le Chapitre, le Révérendissime Père Général recommande aux Supérieurs locaux l'enseignement du B(ienheureux Alphonse de) Liguori dans les conférences théologiques. Dans les cas difficiles on consultera le Révérendissime Père Général.

IX. L'article IX, (du) paragraphe XVI, (du) chapitre I, (de la) Partie III, qui fixe la préséance des novices, doit être entendu de la sorte: toutes choses d'ailleurs égales, l'âge décidera entre deux ou plusieurs novices, lequel d'entre eux doit avoir la préséance.

X. Sur le mot "brevis" de l'article II, (du) paragraphe VIII, (du) chapitre II, (de la) Partie I de la Règle, il a été répondu qu'on ne devait jamais dépasser dix minutes dans l'exhortation ou la méditation qui suit la prière du soir. Il a été dit aussi que par ces mots "meditatio seu exhortatio", on ne devait pas entendre une exhortation ou méditation lue dans un livre, mais proposée de vive voix.

XI. L'examen du matin devra durer cinq minutes, celui du soir un demi quart d'heure.

XII. Les membres de la Congrégation ne peuvent s'appliquer parmi les privilèges des Ordres et des Congrégations religieuses, que ceux qui sont déjà avoués chez-nous. Pour les autres privilèges il est besoin d'une permission du T(rès) R(évérend) P(ère) Supérieur Général.

XIII. Les Supérieurs locaux presseront l'exécution de l'article IX, (du) paragraphe II, (du) chapitre III, (de la) Partie II de nos Règles qui concerne la direction.

VII

CHAPITRE GENERAL DE 1843

Bibliographie:

Registre des Chapitres généraux, t.I, p.67-81;

RAMBERT, Vie de Mgr de Mazenod, t.II, p.165-169;

REY, Histoire de Mgr de Mazenod, t.II, p.160-162;

ORTOLAN, Les Oblats de Marie Immaculée, t.I, p.380-382;

Missions 1920, p.214;
1938, p.6;

A.R.O.M.I., 1946, p.64.

§ I

Schéma historique

I) Convocation

C'est un Chapitre ordinaire, et il fut convoqué par le Fondateur. Selon la prescription de la Règle, on aurait dû le convoquer en 1840, au terme du triennat; mais on en retarda la convocation d'année en année par la suite des circonstances, telles que les difficultés des premières années d'épiscopat du Fondateur et celles des premières années de nos fondations en Angleterre et au Canada.

. . .

II) Déroulement

A) Ambiance

1°) Lieu - Le Chapitre s'assembla à Marseille, au Grand Séminaire, où était alors la maison générale.

2°) Durée - Il s'ouvrit le 10 juillet et se clôtura le 13 du même mois; il dura donc 4 jours.

3°) Membres - Y participèrent 22 capitulants, qui représentaient 64 profès et plus de 17 novices.
Voir la liste des noms dans Missions 1938, p.6; Rey, o.c., II,160.

4°) Commissions - Il n'y eut aucune commission.

5°) Séances - Il y eut 8 séances générales.

B) Travaux

Les travaux du Chapitre se déroulèrent sous la présidence du Fondateur. En voici un aperçu:

1°) Allocution du Fondateur sur l'état général de la Congrégation; et rapports du P. Telmon sur les oeuvres du Canada et du P. Aubert sur celles d'Angleterre.

2°) Discussion des affaires.
On y traita plusieurs questions. A noter surtout:
1) changement de la Règle sur la fréquence des Chapitres généraux, établissant qu'au lieu de chaque trois ans, ils auront lieu chaque six ans;
2) diverses décisions d'ordre disciplinaire, qu'on peut lire au texte des Actes dans le paragraphe suivant.

3°) Election, le 13 juillet, de Mgr Hippolyte Guibert et des PP. Henry Tempier, Hippolyte Courtès et François Moreau comme assistants généraux, et du P. Vincent Mille comme économe général.

C) Evenements

1°) Ce fut la première fois que, parmi les capitulants, on y voyait les représentants d'Angleterre et du Canada.

2°) Le changement apporté au texte de la Règle par le Chapitre, fut approuvé par le Saint-Siège par bref du 20 mars 1846.

III) Importance

C'est le septième Chapitre général de la Congrégation. On peut l'appeler "le Chapitre de l'adaptation", car, à la suite du développement de la Congrégation, il avisa (comme le dit le Fondateur lui-même à la séance d'ouverture) "aux moyens de mettre notre Règle plus en harmonie avec les besoins de la Société et en rapport avec le plus vaste horizon qui s'ouvre devant nous, en retouchant les points que ces circonstances nouvelles rendraient sans application et y ajoutant ceux que cette extension réclamait" (Registre des Chapitres généraux, t.I, p.68).

§ II

Texte des Actes

Les Actes de ce Chapitre se composent de 7 canons votés par le Chapitre et de 4 déclarations faites par le Fondateur au cours du Chapitre.

Le texte se trouve à la fin du Procès-verbal du Chapitre (Voir: Registre des Chapitres généraux, t.I, p.79-81).

En voici la transcription:

CANONS

du Chapitre général tenu en 1843.

I. Il est dérogé à l'article I, (du) paragraphe I, (du) chapitre I, (de la) Partie III de nos Constitutions, et désormais le Chapitre général au lieu de s'assembler tous les trois ans, ne s'assemblera que tous les 6 ans.

II. En vertu de l'article XLVI, (du) paragraphe I, (du) chapitre I, (de la) Partie III de nos Constitutions, le Chapitre général dispense tous les prêtres de la Congrégation de l'article V, (du) paragraphe III, (du) chapitre II, (de la) Partie II, conçu en ces termes: "Ordinariis anni diebus, solo pane jentabunt missionarii".

III. Désormais le premier cas réservé dans le dernier Chapitre sera ainsi formulé: "Discordiarum seminatio inter Patres et fratres; item et detractio contra eosdem".

IV. Il est établi en règle que les actes d'oblation qui sont transmis au Supérieur Général, resteront déposés dans les archives de l'Institut; et de plus au lieu de se contenter de noter dans le Registre des admissions au Noviciat l'époque de la profession de chaque membre, on en fera un acte à part dans ce même Registre.

V. Dans toutes les maisons de l'Institut, il y aura un septième registre dans lequel seront couchées et signées les délibérations du Conseil du Supérieur local. Au cas où il n'y aurait pas eu d'affaire à traiter ou que le Conseil n'aurait pas été tenu aux époques indiquées par nos Règles, on en fera mention dans la première réunion qui aura lieu.

VI. La Commission chargée par le Chapitre général de 1837 de réaliser un plan de hautes études ecclésiastiques, joindra à son travail un plan spécial et un règlement pour le juniorat de Lumières.

VII. En témoignage de la reconnaissance de l'Institut envers Mgr Charles Fortuné de Mazenod, ancien évêque de Marseille, notre insigne bienfaiteur, les Supérieurs locaux de retour dans leur maison respective feront célébrer pour lui un service funèbre auquel assisteront tous les membres de leur communauté.

DECLARATIONS

de notre très révérend Père Supérieur Général Fondateur
durant la tenue du Chapitre général de 1843.

I. Dans la Congrégation les simples oblats sont tenus à la récitation de l'Office divin au même titre que dans les Ordres religieux.

II. -1°. Lorsque le Supérieur local ou le Directeur spirituel sera absent, il deviendra facultatif de se confesser, mais sans abus, au plus ancien d'oblation des membres présents de la communauté.

-2°. Si le Supérieur local et le Directeur spirituel se trouvaient tous deux absents, les deux plus anciens membres de la communauté les remplaceront pour entendre les confessions.

-3°. A l'époque de la retraite annuelle, le Supérieur local désignera dans la communauté deux confesseurs de plus.

-4°. Ces confesseurs, ainsi que le Supérieur et le Directeur spirituel pourront pendant la retraite annuelle absoudre des cas réservés.

-5°. Ceux qui feront en particulier leur retraite annuelle, jouiront des mêmes avantages.

-6°. Les Assistants du Supérieur Général auront le droit de confesser partout les membres de la Congrégation.

-7°. Le visiteur durant le cours de sa visite pourra entendre en confession ceux des nôtres qui composent les maisons qu'il visite.

-8°. Il sera libre au Supérieur local et au Directeur spirituel de se confesser entre eux, ou de se confesser au plus ancien membre d'oblation.

-9°. En quelque lieu que se trouvent les Supérieurs locaux et les Directeurs spirituels avec les membres de leurs maisons respectives, ils auront la faculté de les absoudre.

III. L'habit ou costume des frères convers de l'Institut est une soutane, dans la forme de celle des Pères, conformément à ce qui se pratique dans les divers Ordres religieux; mais cette soutane doit être plus courte que celle des Pères, et n'arrivera qu'à mi-jambe, elle doit être fermée par des boutons plus gros et plus écartés. La ceinture est la même, le chapeau rond. Leur croix ne doit avoir que douze centimètres en long et six en travers avec un petit Christ proportionné. A raison des localités la culotte peut être remplacée par le pantalon.

IV. Les frères convers ont droit à la récréation; ils ne devront la prendre qu'entre eux et non avec les novices ni avec les oblats, encore moins avec les Pères; mais ils n'usent de ce temps de repos que lorsque cela ne les détourne pas des occupations que l'obéissance leur impose.

VIII

CHAPITRE GENERAL DE 1850

Bibliographie:

Registre des Chapitres généraux, t.I, p.81-112;

Circulaires administratives, t.I, p.1-8 (Circ. du 19 mars 1850);
9-12 (Règlement du 8 déc. 1853);
108-113 (Circ. du 2 août 1853);

RAMBERT, Vie de Mgr de Mazenod, t.II, p.328-329;

REY, Histoire de Mgr de Mazenod, t.II, p.339,346-352;

ORTOLAN, Les Oblats de Marie Immaculée, t.I, p.439-440;

Missions 1920, p.214;
1938, p.6;

A.R.O.M.I., 1946, p.64.

§ I

Schéma historique

I) Convocation

C'est un Chapitre ordinaire, et il fut convoqué par le Fondateur. Selon la prescription nouvelle de la Règle, on aurait dû le convoquer en 1849, au terme du sexennat; mais on en retarda la convocation d'une année à cause de la Révolution de 1848 en Europe.

II) Déroulement

A) Ambiance

1°) Lieu - Le Chapitre s'assembla à Marseille, au Grand Séminaire, où était alors la maison générale.

2°) Durée - Il s'ouvrit le 26 août et se clôtura le 31 du même mois; il dura donc 6 jours.

3°) Membres - Y participèrent 24 capitulants, qui représentaient 210 profès.
Ils auraient dû être 27; mais les 3 délégués des Missions de Ceylan, de l'Orégon et de la Rivière Rouge furent absents.
Voir la liste des noms dans Missions 1938, p.6 (à noter que le nom du P. Lagier a été omis); Rey, o.c., II,349-350.

4°) Commissions - Il y eut une Commission de 5 membres pour la révision de la Règle.

5°) Séances - Il y eut 12 séances générales, sans compter les séances particulières de la Commission.

B) Travaux

Les travaux du Chapitre se déroulèrent sous la présidence du Fondateur. En voici un aperçu:

1°) Rapports du Fondateur sur la Congrégation en général, et des autres Supérieurs sur les diverses maisons de France et sur les missions d'Angleterre, du Canada, de Ceylan et d'Algérie.

2°) Discussion des affaires.
On y traita plusieurs questions. A noter surtout:
1) la révision de la Règle;
2) la division de la Congrégation en Provinces et Vicariats;
3) les autres décisions qu'on peut lire au texte des Actes dans le paragraphe suivant.

3°) Election, le 31 août, des PP. Henry Tempier, Hippolyte Courtès, Ambroise Vincens et Charles Bellon comme assistants généraux, et du P. Joseph Fabre comme économe général.

C) Evénements

1°) Les changements apportés au texte de la Règle par le Chapitre, furent approuvés par le Saint-Siège par décret du 20 mars et par bref du 28 mars 1851.

2°) Conformément à la décision du Chapitre et après l'approbation du Saint-Siège, au Conseil général du 23-24 avril 1851, le Fondateur divisa la Congrégation en provinces, en érigeant les 4 Provinces de France-Midi, de France-Nord, d'Angleterre et du Canada, et les 4 Vicariats de Ceylan, de l'Orégon, de la Rivière Rouge et du Natal.

III) Importance

C'est le huitième Chapitre général de la Congrégation. On peut l'appeler "le Chapitre de la première révision de la Règle" ou bien "le Chapitre de la division de la Congrégation en provinces"; et il a été d'une importance capitale pour notre Institut:

1) avec la division des provinces et des vicariats on sauvegarda l'"unité de la famille par l'autorité absolue du chef et la fécondité des oeuvres locales par le choix d'intermédiaires dévoués, appelés à partager l'autorité mais aussi la responsabilité du Supérieur général" (Rey, o.c., II,346);

2) avec la révision de la Règle, la Congrégation s'adapta aux nouvelles exigences, en ce qui concerne l'acceptation de nouveaux ministères et la discipline religieuse;

3) dans son ensemble, avec les décisions de ce Chapitre, "le Fondateur posa le couronnement de l'édifice qu'il avait eu tant de peine à voir s'élever; l'oeuvre de sa vie était achevée et assurée pour le présent et pour l'avenir" (ibi. 352).

§ II

Texte des Actes

Les Actes de ce Chapitre se composent de 7 canons votés par le Chapitre et de 6 explications données par le Fondateur.

Le texte se trouve à la fin du Procès-verbal du Chapitre (Voir: Registre des Chapitres généraux, t.I, p.111-112).

En voici la transcription:

CANONS

du Chapitre général tenu en 1850.

I. Pour obéir à l'initiative prise par Notre Révérendissime Supérieur Général et fondateur, le Chapitre décrète qu'une Commission sera nommée pour s'occuper immédiatement des additions et modifications à introduire dans nos Règles et Constitutions, nécessitées par l'extension de la Congrégation. Il prie le Révérendissime Supérieur Général de désigner les membres qui doivent la composer.

II. Le Chapitre demande que les Supérieurs locaux auxquels s'adresse spécialement le 2ème canon du Chapitre général de 1837, l'exécutent avec ponctualité et en temps voulu.

Ce canon sera à l'avenir entendu et expliqué comme ci-après:

Art.1er. - Chaque Supérieur enverra chaque année en décembre, une relation des principaux événements qui concernent sa maison au Secrétaire général de l'Institut pour servir de matériaux à l'histoire de la Société.

Art.2ème. - On aura soin d'extraire deux fois l'an, de la correspondance des Supérieurs, tant provinciaux que locaux, avec le Supérieur général, un mémorial convenable des événements les plus dignes de remarque, qui se seront passés dans la Congrégation.

Art.3ème. - Cette relation sera envoyée après avoir été reconnue et approuvée par le Supérieur Général aux Provinciaux pour être communiquée à tous les Supérieurs de leur province; ceux-ci en feront donner lecture à leur communauté.

III. Art.1er. - Le Chapitre général statue que désormais nul des nouveaux prêtres de la Congrégation ne pourra être employé au saint ministère, avant d'avoir passé deux années dans la maison d'études préparatoires et spéciales aux fins de l'Institut.

Sont exceptés de cette mesure, les sujets qui devront être envoyés immédiatement aux missions étrangères, attendu qu'ils trouveront sur les lieux des secours propres au ministère qu'ils auront à remplir.

Art.2ème. - Les Pères de la maison susdite, pourront cependant, même durant les deux années fixées par l'art. 1er, être employés à quelques missions, cet exercice étant considéré pour lors comme un moyen de les aider à atteindre le but qu'on s'est proposé.

Art. 3ème. - Les prêtres qui ont été ordonnés avant d'entrer dans la Congrégation, devront eux mêmes après leur noviciat suivre pendant un an au moins les cours de la maison d'études.

IV. Art.1er. - La résidence du Supérieur général sera toujours en France, à moins qu'un ordre exprès du Souverain Pontife ne la transférât à Rome.

Art.2ème. - Au jour de son élection, le Supérieur Général après sa profession de foi, en présence du Chapitre et sur l'interpellation du Vicaire Général, prêtera serment de se conformer inviolablement à cet article; et si on avait élu pour Supérieur Général un membre absent du Chapitre, il devra prêter ce serment en présence de quatre assistants avant d'entrer en fonctions.

V. On affichera sur la porte de la bibliothèque de toutes les maisons de la Congrégation la défense suivante: "Par ordre du Révérendissime Père Général, il est expressément défendu de prêter ou d'emporter de la maison, aucun livre appartenant à la bibliothèque, sans en avoir obtenu par écrit une permission spéciale du Supérieur local".

VI. On mettra à exécution le décret neuvième du Chapitre général de 1837, décret concernant la direction des Grands Séminaires, rédigé conformément au rapport fait sur ce sujet et adopté par le Chapitre.

VII. On supprimera dans le canon 8ème du Chapitre général de 1831, la clause qui porte qu'un Père de passage dans une maison y recevra voix active. Ce canon sera donc désormais formulé comme il suit: "Tout membre de la Société ayant trois ans d'oblation, et qui au moment du Chapitre particulier se trouve dans une communauté autre que celle à qui il est attaché, conserve voix passive dans sa propre communauté".

EXPLICATIONS
données par le très révérend Père Général Fondateur dans le Chapitre général de 1850.

I. Notre Congrégation est en communication de privilèges, non seulement avec les Rédemptoristes, comme le porte le rescrit du pape Léon XII imprimé à la suite de nos Règles, mais encore avec tous les Ordres religieux présents, passés et futurs, d'après la déclaration formelle faite de vive voix à notre Révérendissime Père Général par le même Souverain Pontife, notre insigne protecteur. Toutefois les membres de la Congrégation ne pourront user des dits privilèges avant d'en avoir demandé et obtenu l'autorisation du Supérieur Général.

II. Les litanies que l'on doit réciter après le chapelet, seront les mêmes dans toutes les maisons de la province; elles se composeront de la liste des Saints Patrons des pays évangélisés dans cette province. Les Supérieurs locaux auront soin d'envoyer chaque année au provincial la liste des Saints Patrons des pays qu'on a évangélisés.

III. Les prières du matin et du soir, telles qu'on les a récitées jusqu'ici, seront toujours les mêmes dans toutes les maisons de la Société; on pourra toutefois les réciter dans la langue du pays où l'on se trouve.

IV. Désormais les frais des voyages des sujets envoyés soit du Noviciat, soit de la Maison des Oblats Scolastiques, seront à la charge des maisons auxquelles ils sont destinés. Il en sera de même pour ce qui regarde les dépenses faites pour ceux des nôtres qui seront envoyés aux missions étrangères.

V. Le Supérieur Général autorise le Supérieur local à désigner à ses sujets pendant son absence ou celle du Père Spirituel, le confesseur qu'il jugera à propos.

VI. Le Supérieur local et le Directeur spirituel ont la faculté de se confesser au plus ancien d'oblation parmi les Pères de leur communauté, alors même qu'ils se trouvent hors de la maison à laquelle ils appartiennent.

IX

CHAPITRE GENERAL DE 1856

Bibliographie:

Registre des Chapitres généraux, t.I, p.141-167;

Circulaires administratives, t.I, p.15-18 (Règlement du 2 février 1857);
113-121 (Circ. du 2 février 1857);

RAMBERT, Vie de Mgr de Mazenod, t.II, p.458-459;

REY, Histoire de Mgr de Mazenod, t.II, p. 609-610;

ORTOLAN, Les Oblats de Marie Immaculée, t.I, p.492;

Missions 1920, p.215;
1938, p.6;

A.R.O.M.I., 1946, p.64.

§ I

Schéma historique

I) Convocation

C'est un Chapitre ordinaire, et il fut convoqué par le Fondateur au terme du sexennat, selon la prescription de la Règle.

II) Déroulement

A) Ambiance

1°) Lieu - Le Chapitre s'assembla à Marseille, au Scolasticat de Montolivet, où était alors la maison générale.

2°) Durée - Il s'ouvrit le 5 août et se clôtura le 12 du même mois; il dura donc 8 jours.

3°) Membres - Y participèrent 21 capitulants, qui représentaient 285 profès.
Voir la liste des noms dans Missions 1938, p.6; REY, o.c., II,609.

4°) Commissions - Il y eut une Commission de 8 membres pour examiner les comptes des Provinces et de la Congrégation en général.

5°) Séances - Il y eut 12 séances générales, sans compter les séances particulières de la Commission.

B) Travaux

Les travaux du Chapitre se déroulèrent sous la présidence du Fondateur.
En voici un aperçu:

1°) Allocution initiale du Fondateur; et rapports sur les Provinces et les Vicariats.

2°) Discussion des affaires.
On y traita plusieurs questions. A noter surtout:
1) la décision d'introduire la cause de béatification du P. Albini;
2) les autres décisions qu'on peut lire au texte des Actes dans le paragraphe suivant.

3°) Election, le 12 août, des PP. Henry Tempier, Hippolyte Courtès, Ambroise Vincens et Casimir Aubert comme assistants généraux, et du P. Joseph Fabre comme économe général.

C) Evénements

1°) Consécration, le 10 août, de la Chapelle du Scolasticat de Montolivet par le Fondateur, assisté de Mgr Guibert, évêque de Viviers, et de Mgr Guigues, évêque de Bytown.

2°) Consécration épiscopale, le 17 août, de Mgr Semeria par le Fondateur, à Montolivet en présence de tous les capitulants.

III) Importance

C'est le neuvième Chapitre général de la Congrégation. On peut l'appeler "le Chapitre du testament du Fondateur", car ce fut le dernier qu'il présida et il a, sous cet aspect, une importance spéciale pour nous.

Comme le dit le Fondateur dans son allocution initiale, "le but (de ce Chapitre est) de maintenir dans la Congrégation cet esprit primitif (d'humilité, de pénitence, de mortification et de parfaite obéissance aux Règles et aux Supérieurs) qui a attiré sur elle tant de bénédictions du ciel et par là de prévenir le retour de ces déplorables défections qui nous ont attristés" (Registre des Chapitres généraux, t.I, p.142).

§ II

Texte des Actes

Les Actes de ce Chapitre se composent de 12 canons et d'une déclaration votés par le Chapitre, et de 9 explications données par le Fondateur au cours du Chapitre.

Le texte se trouve çà et là dans le Procès-verbal du Chapitre, mais il n'a pas été recueilli ensemble à la fin du Procès-verbal, comme pour les Chapitres précédents (Voir: Registre des Chapitres généraux, t.I, p.156-165 passim).

Toutefois, il existe aux Archives générales un document manuscrit de ce temps-là, qui nous donne le texte de ces Actes, recueillis ensemble.

En voici la transcription, selon la teneur de ce dernier document:

CANONS

du Chapitre général tenu en 1856.

I. A l'avenir il sera d'usage dans toute la Congrégation de réciter en choeur, après Complies, l'antienne "Tota pulchra es" en mémoire de la définition du dogme de l'Immaculée Conception de la Très Sainte Vierge.

II. A l'avenir les Provinciaux et Vicaires des Missions viendront au Chapitre avec un rapport écrit et détaillé sur l'état de leurs Provinces ou Vicariats depuis le dernier Chapitre; ceux d'entre eux qui ne pourront pas venir, seront tenus d'envoyer à l'avance ce rapport.

III. Le Chapitre général satisfait de la reddition des comptes qui lui a été présentée, émet le voeu que la comptabilité soit au plus tôt perfectionnée dans les Provinces, selon le mode qui a été suivi dans la première Province de France, et qui sera communiqué par un règlement du Révérendissime Supérieur Général.

IV. En raison de l'importance de la Congrégation et de la grande extension qu'elle a prise, le Chapitre général statue qu'il sera formé dans la caisse générale un fonds de réserve destiné à faciliter les opérations de l'administration et à parer aux éventualités qui peuvent survenir. Ce capital ne doit pas être employé aux dépenses ordinaires, et doit toujours être représenté dans la caisse en espèces ou en valeurs.

V. Le Chapitre général comptant sur le zèle et le dévouement de tous les membres de la Congrégation statue que ce fonds de réserve, dont le chiffre est exprimé au procès-verbal, sera formé par le concours des Provinces et des Vicariats des Missions, et il laisse au Révérendissime Supérieur Général

le soin de déterminer leur part contributive et de fixer le délai dans lequel les sommes doivent être versées.

VI. Capitulum generale declarat reservatum Superioribus et, ipsis absentibus, his qui illorum locum tenent, omne peccatum mortale contra sextum decalogi praeceptum in sua specie opere consummatum.

VII. L'extension qu'a prise la Congrégation rendant la tenue des Chapitres généraux tous les six ans plus difficile et très dispendieuse, le Chapitre actuel a résolu que l'article I, (du) paragraphe I, (du) chapitre I, (de la) troisième Partie des Constitutions relatif à l'époque où doivent avoir lieu les Chapitres généraux et commençant par ces mots: "Ut vincula etc... quolibet sexennio celebrabitur", sera amendé de la manière suivante: "Néanmoins il est facultatif au Révérendissime Supérieur Général, après qu'il en aura délibéré en son Conseil auquel seront adjoints le Procureur général, les quatre plus anciens Supérieurs de la Province qu'il habite et en outre le Supérieur de la maison où il réside, de proroger la tenue du Chapitre général jusqu'à la neuvième année, et non au delà. Ce Conseil jouissant de voix délibérative sera tenu dans le premier mois de la sixième année depuis la célébration du dernier Chapitre. Dans le cas que la prorogation fut prononcée, les dignitaires dont l'élection appartient aux Chapitres généraux seront continués dans leurs charges jusqu'à la tenue du prochain Chapitre".

VIII. Pour compléter le septième canon du Chapitre de 1826, relatif à l'uniformité du costume, la circulaire de notre Révérendissime Supérieur Général fixera le nombre des objets qui doivent composer le trousseau de chacun des nôtres; et, en outre, aucun sujet ne changera de maison, sans que l'inventaire de son trousseau n'ait été fait par le Supérieur de la maison qu'il quitte, afin de le compléter au besoin.

IX. Le Chapitre général statue que désormais, à l'égard des novices qui ne sont pas dans les ordres sacrés, la profession sera différée après l'année du noviciat, ou jusqu'au sous-diaconat, comme y autorise la Règle, ou jusqu'à ce qu'ils aient passé une deuxième année d'épreuve dans la maison d'études.

X. Dorénavant chaque Procureur local, dans toutes les maisons et résidences de la Congrégation, devra verser la somme annuelle de 100 frs pour chaque Père, au lieu du tiers des Messes, imposé par la circulaire de notre Révérendissime Supérieur Général en faveur de la Caisse générale.

XI. Le Chapitre voyant avec regret que les mesures proposées jusqu'ici pour un nécrologe détaillé de nos défunts sont demeurées sans résultats, statue que les Provinciaux et Vicaires des Missions pourvoiront à ce qu'il soit envoyé au Secrétaire général, dans l'espace d'une année, une notice sur la vie et la mort de ceux des nôtres qui sont décédés dans leurs Provinces ou Vicariats, et qu'à l'avenir ils ne différeront pas au delà d'un an, à partir du décès, de procurer ces renseignements.

XII. Le Chapitre sentant vivement l'importance des différentes retraites prescrites par la Règle, recommande aux Provinciaux et aux Supérieurs locaux de veiller soigneusement à ce que ces différentes retraites soient bien faites, et que ceux qui n'ont pu y assister avec la communauté, soient fidèles à remplir ce devoir en particulier.

DECLARATION

du Chapitre général tenu en 1856.

Le Chapitre général émet le voeu que les quatre assistants du Supérieur Général résident auprès de lui, alors même que notre Révérendissime Supérieur Général jugerait nécessaire d'en choisir un ou deux pour Provinciaux.

EXPLICATIONS

de notre Révérendissime Supérieur Général et Fondateur

I. Désormais tant en France qu'à l'étranger, tous les membres de la Société seront tenus d'adresser au moins une fois par an une lettre de direction au Supérieur Général.

II. En l'absence du Supérieur, toutes les lettres envoyées doivent être remises à celui qui le remplace, lequel les cachète devant celui qui les présente sans avoir le droit de les lire. Toutes les lettres reçues doivent également être remises à l'assesseur qui les distribue à ceux à qui elles seront adressées, sans qu'il ait le droit de les ouvrir. Cela s'applique à ceux qui sans être supérieurs locaux, président les missions. Quant aux directeurs des résidences, ils ont le même pouvoir et le même devoir par rapport aux lettres que les Supérieurs locaux.

III. Le Révérendissime Supérieur Général, averti par un membre du Chapitre des inconvénients qui se rencontrent quelquefois dans les voyages des religieux, déclare que désormais ceux des nôtres qui auraient à faire des voyages, ne les entreprennent pas sans une lettre d'obédience de leurs Supérieurs respectifs qu'ils présenteront aux Supérieurs des maisons de l'Institut où ils auront occasion de se rendre.

IV. Les sujets de passage dans une maison, sont soumis à l'obéissance au Supérieur de cette maison, et aux exercices communs.

V. Les noms des Saints Patrons des paroisses évangélisées par nos Pères, doivent être envoyés au secrétariat général de l'Institut pour former les litanies qui sont en usage dans nos maisons à la suite du chapelet.

VI. Tout provincial a sa préséance d'honneur, même dans une maison étrangère à sa Province. Les Consulteurs provinciaux et le Procureur provincial ont cette préséance d'honneur sur les assesseurs locaux; mais ils n'ont aucune juridiction dans le gouvernement de la maison, alors même que consulteurs et assesseurs seraient de la même communauté.

VII. Un Consulteur provincial de passage dans une maison a préséance d'honneur sur les assesseurs locaux.

Les Consulteurs provinciaux dépendent de leur Supérieur local au même titre que les simples sujets.

Le Procureur général, sous le rapport financier, doit être exempt pour

les lettres de l'inspection du Supérieur local, quand par circonstance il se trouve dans une maison autre que celle habitée par le Supérieur général; et si on lui écrira en cette qualité, on se servira d'une double enveloppe.

VIII. Notre Révérendissime Supérieur Général, désirant modifier une déclaration qu'il avait faite dans le Chapitre de 1843, règle que le costume de nos frères convers sera désormais composé comme suit: Lévite noire à col renversé, descendant à mi-jambe et croisant dans toute sa longueur; pantalon noir; gilet noir à col droit avec agrafes ou boutons; chapeau noir et rond. La croix sera suspendue comme le prescrit la Règle et assujettie au gilet. Ce costume est obligatoire pour l'Eglise, les sorties et les exercices de la communauté. Il ne peut être quitté que pour le travail.

IX. L'économe d'une résidence doit transmettre ses comptes au Supérieur de la maison d'où dépend la résidence, lequel aura soin de les marquer à part sur la note qu'il envoie au Provincial.

X

CHAPITRE GENERAL DE 1861

Bibliographie:

Registre des Chapitres généraux, t.II, p.3-19;

Circulaires administratives, t.I, p.69-71 (Circ. N.10);

ORTOLAN, Les Oblats de Marie Immaculée, t.III, p.16-18;

Missions 1877, p.560-571;
1887, p.6-18;
1920, p.215;
1938, p.7;

A.R.O.M.I., 1946, p.64.

§ I

Schéma historique

I) Convocation

C'est un Chapitre extraordinaire, et il fut convoqué par le P. Tempier, vicaire général de la Congrégation, à la suite de la mort du Fondateur pour l'élection du nouveau Supérieur général.

II) Déroulement

A) Ambiance

1°) Lieu - Le Chapitre devait s'assembler à Marseille, au Scolasticat de Montolivet, mais ensuite, "pour de sages raisons", il fut transféré à Paris, dans la maison de la rue St-Pétersbourg.

2°) Durée - Il s'ouvrit le 5 décembre et se clôtura le 8 du même mois; il dura donc 4 jours.

3°) Membres - Y participèrent 20 capitulants, qui représentaient 393 profès.
Ils auraient dû être 23, mais 3 furent absents.
Voir la liste des noms dans Missions 1877, p.560-561; 1887, p.7-8.

4°) Commissions - Il n'y eut aucune commission.

5°) Séances - Il y eut 7 séances générales.

B) Travaux

Les travaux du Chapitre commencèrent sous la présidence du P. Tempier, vicaire général de la Congrégation, et se continuèrent sous celle du P. Fabre, nouveau Supérieur général.
En voici un aperçu:

1°) Allocutions initiales du P. Tempier, de Mgr Guibert, et du P. Courtès.

2°) Election, le 5 décembre, du P. Joseph Fabre comme Supérieur général.

3°) Discussion des affaires.
On y traita diverses questions, comme on peut le voir au texte des Actes dans le paragraphe suivant.

4°) Election, le 6 décembre, des PP. Henry Tempier, Ambroise Vincens, Hippolyte Courtès et Florent Vandenberghe comme assistants généraux, et du P. Alexandre Soulerin comme économe général.

C) Evenements

Envoi d'une adresse, signée par tous les capitulants, au Pape Pie IX.

III) Importance

C'est le dixième Chapitre général de la Congrégation. On peut l'appeler "le Chapitre de la succession", car son travail principal ce fut d'avoir élu, comme successeur du Fondateur, un homme qui, pendant 32 ans, guidera la Congrégation dans son esprit primordial et lui donnera un très grand développement.

§ II

Texte des Actes

Les Actes de ce Chapitre se composent de 9 canons votés par le Chapitre et de 8 éclaircissements donnés par le Supérieur général.

Le texte se trouve à la fin du Procès-verbal du Chapitre (Voir: Registre des Chapitres généraux, t.II, p.16-18).

En voici la transcription:

CANONS

du Chapitre général tenu en 1861.

I. En témoignage de l'affection et de la reconnaissance que la Congrégation conserve pour notre vénéré Fondateur, un service solennel sera chanté à perpétuité dans la maison mère de la Congrégation, le jour anniversaire de sa mort, et un service sera chanté dans chaque maison et résidence de la Congrégation au premier anniversaire.

II. Un vote de remerciement est adressé au R.P. Tempier, comme preuve de la reconnaissance de la Congrégation, pour tous les soins qu'il lui a donnés, surtout pendant la durée de son vicariat général, et pour l'attention qu'il a eue de faire connaître par des circulaires l'état où se trouvait notre bien-aimé Supérieur Général pendant sa dernière maladie.

III. Le Chapitre général enverra une adresse au Souverain Pontife, signée par tous ses membres, comme un témoignage de notre attachement et de notre dévouement pour sa personne sacrée et de notre soumission à son autorité divine, en évitant cependant toute pensée politique.

IV. Le Chapitre général déclare approuver, confirmer autant que besoin, et donner sa complète adhésion à la mesure prise par notre Fondateur et Supérieur Général, sur l'affiliation avec la Sainte Famille, et se fait un devoir de reconnaître qu'il a accompli cet acte dans l'intérêt de l'Eglise et des deux Congrégations.

V. La grande extension qu'a prise la Congrégation rendant la tenue des Chapitres généraux tous les six ans très difficile et très dispendieuse, le Chapitre décide que l'article I, (du) paragraphe I, (du) chapitre I, de la troisième Partie de nos Constitutions relatif à l'époque où doivent avoir lieu les Chapitres généraux et qui commence par ces mots: "Ut vinculum etc. quolibet sexennio celebrabitur", sera amendé de la manière suivante: "Désormais, les Chapitres généraux seront convoqués et tenus tous les neuf ans".

Le Chapitre déclare que le deuxième canon (canon VII) de la séance du

soir du 11 août 1856 est rapporté. Il décide que dans les Vicariats lointains, quand le Vicaire pourra prévoir que s'il attendait la notification officielle de la convocation du Chapitre général tous les membres de son Vicariat ne pourront pas être prévenus de manière à ce qu'ils aient le temps nécessaire pour envoyer leurs votes, et procéder, ainsi que le déterminent nos saintes Règles, à l'élection du député du Vicariat, il devra lui-même demander les votes des Pères éloignés et les autres documents qu'ils désiraient présenter au Chapitre, avant la notification officielle. Mais l'ouverture de ces votes ne se fera que dans le Chapitre tenu pour l'élection des députés, après la réception de la lettre qui convoquera officiellement le Chapitre général.

VI. Le quatrième canon porté dans la seconde séance du Chapitre général de 1837, et le premier canon (canon VI) porté dans la séance du 11 août au soir du Chapitre général de 1856 sont modifiés ainsi qu'il suit:

"Le Supérieur local est autorisé à permettre momentanément à un sujet, lorsqu'il le jugera nécessaire ou utile, de se confesser à un Père de la Congrégation outre que le confesseur ordinaire, avec la faculté de se faire absoudre des cas réservés dont il peut absoudre lui-même. Si le sujet devait se confesser habituellement ou pour un temps assez considérable, à ce confesseur extraordinaire, le Supérieur local devra en référer au Provincial".

VII. On rédigera un manuel qui serve de guide pour les missions en France et de l'étranger, pour l'enseignement et la direction des grands séminaires et pour la conduite spirituelle des âmes.

VIII. Le canon porté dans la séance du 11 août au soir (canon VI de 1856), a été modifié ainsi qu'il suit: "Capitulum generale declarat reservatum Superioribus et, ipsis absentibus, his qui illorum locum tenent, omne peccatum mortale contra sextum decalogi praeceptum, cum complice, in sua specie opere consummatum".

IX. Désormais les jeûnes de Règle se feront à la romaine, c'est-à-dire qu'il sera permis de prendre le matin une très faible collation consistant en deux onces de pain au plus, avec un peu de café ou de chocolat à l'eau. Ceux des nôtres qui habitent des pays où le jeune à la romaine est en vigueur, pourront se conformer aux usages qui y sont établis, soit pour les jeûnes d'Eglise, soit pour les jeûnes de Règle.

ECLAIRCISSEMENTS

donnés par le très révérend Père Supérieur Général dans le Chapitre général de 1861

I. Les Pères et les frères en vertu des privilèges que nous partageons avec les Religieux, ont le pouvoir de se confesser à un Père de la Congrégation, lors même qu'il n'aurait pas reçu la juridiction de l'Ordinaire; ils ne doivent user de ce privilège qu'avec prudence.

II. On ne doit pas faire usage des privilèges qui nous sont communs avec les autres Ordres religieux, à moins d'une autorisation spéciale du Supérieur général.

III. Les frères convers qui habitent les lieux où la conscription n'existe pas, peuvent faire leur oblation avant l'âge de 20 ans, puisque ce n'est qu'à cause de cette loi que les Règles ne permettent pas aux frères convers de faire leurs voeux avant cet âge.

IV. Les suffrages que l'on applique aux oblats défunts, doivent être également appliqués aux novices qui font leurs voeux sur leur lit de mort. Cette faveur ne leur est point due en justice, mais la charité que l'on doit avoir pour tous les membres d'une même famille semble la commander.

V. Les frères convers porteront la soutanelle dans l'Eglise et l'intérieur de la maison quand leur emploi le permettra. Mais ils garderont pour la sortie, le costume fixé et déterminé par le Chapitre de 1856. Les circonstances et les lieux peuvent faire naître des exceptions; les Provinciaux et les Vicaires ne les approuveront qu'après avoir obtenu l'autorisation du Supérieur général.

VI. Les assistants généraux ont le pouvoir d'absoudre des cas réservés; cette faculté leur est conférée par le T(rès) R(évérend) P(ère) Supérieur général.

VII. Les frais de voyage d'un sujet qu'on retire d'une Province ou d'un Vicariat sont à la charge de la Province ou du Vicariat qui en profite; c'est-à-dire, quand un sujet est changé sur la demande du Provincial ou du Vicaire, c'est la Province qu'il quitte qui doit payer les frais de voyage; que s'il est changé au profit d'une autre Province, au préjudice de celle qu'il quitte, c'est la Province où il se rend qui doit le défrayer.

VIII. L'amendement porté à la Règle par le canon IX oblige les Supérieurs locaux à faire observer plus strictement les jeûnes de Règle et à n'accorder de dispenses que rarement et pour des raisons bien fondées.

XI

CHAPITRE GENERAL DE 1867

Bibliographie:

Registre des Chapitres généraux, t.II,p.20-106;

Circulaires administratives, t.I, p.169-176 (Circ. N.18);
193-196 (Circ. N.20);
199-226 (Circ. N.22);

Acta Capituli generalis 1867 (Parisiis 1871);

ORTOLAN, Les Oblats de Marie Immaculée, t.III, p.52;

Missions 1867, p.445-447;
1868, p.112;
1920, p.215;
1938, p.7;

A.R.O.M.I., 1946, p.64.

§ I

Schéma historique

I) Convocation

C'est un Chapitre ordinaire, et il fut convoqué par le P. Fabre, au terme du sexennat, selon la prescription de la Règle.

II) Déroulement

A) Ambiance

1°) Lieu - Le Chapitre s'assembla à Autun, dans notre Scolasticat.

2°) Durée - Il s'ouvrit le 5 août et se clôtura le 18 du même mois; il dura donc 14 jours.

3°) Membres - Y participèrent 25 capitulants, qui représentaient 452 profès dont 324 Pères, 29 scolastiques et 89 convers à voeux perpétuels.
Ils auraient dû être 28, mais 3 furent absents.
Voir la liste des noms dans Missions 1867, p.445-446.

4°) Commissions - Il y eut 4 commissions; à savoir: 1) des oeuvres, 2) des études et de la discipline, 3) de l'administration générale, et 4) de l'administration temporelle.

5°) Séances - Il y eut 17 séances générales, sans compter les séances particulières des commissions.

B) Travaux

Les travaux du Chapitre se déroulèrent sous la présidence du P. Fabre.
En voici un aperçu:

1°) Allocution initiale du P. Fabre.

2°) Discussion des affaires.
On y traita plusieurs questions. A noter surtout:
1) la révision de la Règle, dans laquelle on ajouta, entre autres, le paragraphe sur la direction des paroisses et celui sur le Procureur général auprès du Saint-Siège;
2) l'introduction des voeux temporaires d'un an pour ceux qui n'étaient pas dans les ordres sacrés;
3) les autres décisions qu'on peut lire dans la Circulaire N.22, ou au texte des Actes dans le paragraphe suivant.

3°) Election, le 17 août, des PP. Louis Soullier, Pierre Aubert, Charles Jolivet et Aimé Martinet comme assistants généraux, et du P. Marc Sardou comme économe général.

C) Evénements

Les changements apportés au texte de la Règle par le Chapitre furent approuvés par le Saint-Siège par décret du 10 janvier 1870.

III) Importance

C'est le onzième Chapitre général de la Congrégation. On peut l'appeler "le Chapitre de la deuxième révision de la Règle". En raison du nombre et de la gravité des questions traitées, son influence fut des plus efficaces pour les développements ultérieurs de la Congrégation.

§ II

Texte des Actes

Les Actes de ce Chapitre, et cela pour la première fois, sont rédigés en latin et comprennent aussi les décisions des Chapitres précédents que le Chapitre a cru opportun de maintenir en vigueur.

Le texte, et cela aussi pour la première fois, a été promulgué par imprimerie: il a été imprimé à Paris en 1871.

On y trouve, outre les décisions ou décrets capitulaires, les changements que le Chapitre apporta au texte de la Règle et qu'on peut facilement reconnaître parce qu'ils sont précédés toujours du mot: "Art."

On y suit la division de la Règle, c'est pourquoi ces Actes sont divisés en 3 Parties, et chacune d'elles est subdivisée en chapitres, paragraphes et numéros.

Pour une meilleure compréhension du texte, on peut lire utilement la Circulaire N.22 qui en accompagna la promulgation.

Voici la transcription des Actes; toutefois, pour en faciliter les références, j'ajoute, entre parenthèses au début de chaque décret, la numérotation unique et progressive, qui n'existe pas dans le texte original:

ACTA

CAPITULI GENERALIS

Augustoduni habiti
a die 5 ad diem 18 Augusti
anni 1867.

PARS PRIMA

Caput I
De fine Congregationis.

(1) Capitulum generale declarat litterariam juventutis institutionem in seminariis aut collegiis, finibus Instituti non adversari. (Sess.14).

Caput II
De Missionibus.

§ 1. De Missionibus in genere.
§ 2. Directorium pro Missionibus.

(2) 1. Quia plura continentur in capitulo de Missionibus, quae vario Provinciarum aut Vicariatuum situi accommodata non sunt, ea solum ex his retineantur quae ubivis locorum perfici possint. (Sess.9).

(3) 2. Quapropter suum cuique Provinciae aut Vicariatui Directorium erit, quod, a Superiore Generali approbatum, capitulo de Missionibus subsidiabitur.

(4) 3. Articuli VI, XVI, XIX et XXIV eo modo legi debent:

Art. VI. Duo saltem ibunt ad missiones, numquam unus, nisi de consensu Provincialis aut Vicarii. (1).

Art. XVI. Quantum fieri poterit, missiones peragendae non minus quam tres hebdomadae durabunt..., etc.

Art. XIX. Quatuor aut quinque mensibus a missionibus peractis, optandum foret ut iterum eaedem regiones invisantur et aliquot in eis...etc.

Art. XXIV. Eâdem ratione nequaquam licet paroecias regere, nisi gravibus de causis, rarissimè et de consensu Superioris Generalis, praevioque Sanctae Sedis indulto, nec quadragesimales ad populum habere conciones nisi de Provincialis mandato. (2).

* Art. XXVII. De caeterò, Missionarii diligenter observare tenentur ea omnia quae praescripta sunt in Missionum Directorio a Superiore Generali approbato et in usum Provinciae vel Vicariatûs recepto. (Sess.9).

(5) 4. Sodali cuicumque prohibitum esto opus quodcumque pium aggredi aut regere quasi sui proprium, non verò communitatis. (Sess.9).

(6) 5. Capitulum generale, cum sit sollicitum pro monialibus Oblatis quae Vimini et Ledesiae degunt, arbitrio Superioris Generalis dimittit, ut aliquos deligat qui earum Constitutiones et Regulas expendant, earum censum prout nostrâ interest statuant, atque ipsarum canonicae rationi provideant. (Sess.15).

(7) 6. Capitulum generale, comitiis anni 1861 consentiens, approbat, firmat et omnimodè asserit cooptationem Sodalitatis Sanctae Familiae Societati nostrae a RR. Fundatore ac Superiore Generali peractam, eamque Ecclesiae et utrique Congregationi utilem agnoscit. (Sess.15).

---

(1) Typi italici mutationes significant, asteriscus vero articulos ex integro insertos distinguunt.
(N.B. Dans ce volume, étant donné l'absence des caractères italiques, nous soulignerons les parties qui dans le texte original étaient écrites en caractères italiques).

(2) Hanc clausulam "nisi de Provincialis mandato" expungendam esse Capitulum existimaverat, Sacra vero Congregatio restituendam voluit.

Caput IV

§ 6. De horis canonicis rite persolvendis.

(8) 1. Officium divinum in modum psalmodiae recitabitur dum quatuor convenerint in choro, communiter verò si pauciores numero fuerint, graviter tamen semper et intersectè.

(9) 2. Oblati subdiaconatu minores, ex Regulâ tenentur ad officium canonicum, quod tamen, si superiores opportunum duxerint, aliis supplicationibus suppleri poterit; siquidem: "Vi tantum Constitutionum, non verò ex praecepto Ecclesiae, professi votorum simplicium nondum in sacris constituti, officium vel alias preces recitare tenentur." (Decret. 5 jan. 1866.)

(10) 3. Ut recolatur dogmatica definitio de Immaculatâ Conceptione B.V. M., antiphona Tota pulchra es recitabitur in choro, post Completorium, ubique per universam Congregationem. (Sess.12).

(11) 4. Optat Capitulum generale ut officiorum propriorum kalendarium reformetur ac Sanctae Sedis approbationi proponatur. (Sess.15).

§ 7. De paroeciis.

(12) * Art. I. Paroeciarum directionem assumere nullo modo possunt presbyteri Societatis, nisi praeviè obtentâ Sanctae Sedis veniâ.

(13) * Art. II. Provincialis ministerium hujusmodi pro nostris assumere nequit sinè expressâ Superioris Generalis licentiâ, qui utrum id expediat unà cum consilio suo dijudicat et Sanctae Sedis indultum postulat.

(14) * Art. III. Strictè prohibetur cuique nostrûm ambire munia parochialia, aut ea spontè accipere immediatâ ab episcopali auctoritate. Provincialis est aut Missionum Vicarii, Episcopis proponere ex nostris eos qui hujusmodi muniis functuri sunt, servatâ semper jurisdictione respectivi Ordinarii, ad formam sacrorum canonum et Apostolicarum constitutionum.

(15) * Art. IV. Societatis presbyter cui munus parochiale concreditum est, non ideò a Regularum aut vitae communis observantiâ eximitur.

(16) * Art. V. Omnes quicumque sint ecclesiae codices: deliberationum nempè, actorum et aerarii rationum, Superioris subjiciuntur inspectioni. Haec regula eos omnes astringit qui temporalem qualemcumque administrationem gerunt.

(17) * Art. VI. Peculiaris in casu describetur vivendi et agendi ratio, a Provinciali approbanda et a parocho observanda, eo fine ut parochialis ministerii atque vitae communis illaesa concordent officia. (Sess.9).

§ 8 inscribitur qui erat 7.

PARS SECUNDA

Caput I

De votis

§ 1. De voto paupertatis.

(18) Art. XXXVII. Semel dumtaxat per mensem quisque nostrûm poterit missam pro quo libuerit persolvere; sed istius missae stipendium non percipiet. (Sess.6).

Articuli XXXVIII et XXXIX ex integro servantur.

(19) * Art. XL. Parochi et quorumcumque piorum operum directores, qui ratione officii sui bona temporalia gerunt, regulam non praetermittent quae prohibet ne quis pecuniam, etiam depositam, servet. Verumtamen, si agatur de parochiali administratione, depositum reputanda non erit illa parva pecuniae quantitas quae, scitu Superioris, quotidianis impenditur usibus aut aerario fundendae est impar. (Sess.15).

(20) * Art. XLI. Nemo missarum stipendii aut casualium bonorum vel minimam partem retinere praesumat, eo etiam praetextu ut haec pecunia in bona cedat opera. Integrum stipendium, qualemcumque sit, in ejus deveniat manus cui aerarium administrandi onus incumbit necesse est.

(21) * Art. XLII. Contrà votum paupertatis ageret qui, praeter bona communitatis in codice authentico descripta, alia ibidem non descripta gereret, etiamsi illa bonorum administratio in lucrum verteret communitati. Et quidem, auctoritate abutitur suâ, dùm clandestinum, ut aiunt, aerarium, innominatis quibusdam expensis subveniendi causâ, instituit, regit aut regere permittit. (Sess.15).

Art. XLIII, qui erat XL, et subsequentes ex integro servantur.

§ 3. De obedientiae voto.

(22) 1. Nec communitas tota simul, nec Superior localis, nec privatus quisquam, absque Superiorum licentiâ, aedificationem ullam, sive ecclesiae, sive domûs, sive scholae erigere poterit, etiam censu fidelium et ultrà dominium Congregationis. (Sess.14).

(23) 2. Licentias circa factum suprà memoratum hucusque verbo concessas, irritas facit Capitulum generale. Licentiae et dispensationes circa vota, scripto solùm valiturae declarantur. (Sess.14).

§ 4. De voto perseverantiae.

(24) Art. II. Per hoc votum permanere tenentur usquè ad obitum in Societate, ipsiusque voti relaxationem non postulare nisi a Summo Pontifice, atque gravissimis de causis. (Sess.13).

(25) * Art. III. Superior Generalis dispensare valet a votis temporaneis scholasticorum et fratrum laïcorum, rationabili tamen de causâ. (Sess.13).

(26) Art. IV. Superiori semper erit facultas..., etc.

Caput II.

De... religionis exercitiis.

§ 2. De oratione aliisque religionis exercitiis.

(27) 1. Matutinae et vespertinae preces eaedem erunt in omnibus Congregationis domibus. Proprio tamen locorum idiomate recitari poterunt.

(28) 2. Sedulò attendet Superior, ut horae dodrans orationi vocali et mentali assignatus integrè impendatur, sicut et duodecima pars horae examini meridiano, et octava pars examini vespertino. (Sess.12).

(29) 3. Lectioni spirituali praevia erit una aut altera pagina Regularum, sed hoc praescriptum non obligat extrà Societatis domum. Lectioni autem Regularum faciendae in refectorio diebus quatuor temporum, sufficit paragraphus unus, post lectionem SS. Scripturarum. (Sess.14).

(30) 4. Litaniae quae dicuntum post Rosarium in domo generali, eaedem erunt in omnibus Congregationis domibus. (Sess.12).

(31) 5. Curent Superiores, ut Exercitia spiritualia per Regulam indicta rectè peragantur, et ut qui non potuerunt communiter, privatim ea perficiant. Si quis sodalium suorum nequivit interesse Exercitiis generalibus, id notum facient in relatione domûs suae Provinciali transmittendâ.

(32) 6. Superiores locales insimul, insimul alios Sodales, ad exercitia generalia, prout opportunum judicaverit, convocabit Superior Generalis. Item facient Provinciales in suâ quisque provinciâ. (Sess.12).

(33) 7. Tempore Exercitiorum annuorum, in communi relegentur canones et expositiones capitulorum generalium, itemque quaedam litterae encyclicae Superiorum Generalium speciatim indictae; quae etiam in argumentum assumi possunt orationum aut collationum. Ordinationes pariter Visitatorum, in privatis communitatum exercitiis, si fieri potest, recognoscantur. (Sess.14).

(34) 8. Sodales omnes, bis in anno, vota sua solemniter renovabunt; videlicet die 17 februarii et 1 novembris, post missam communitatis. Cùm hâc die 17 februarii, singulari Dei beneficio, Societas nostra e Sede Apostolicâ approbata et constituta fuerit, ut gratiae dignae habeantur, missa celebrabitur coràm Sanctissimo Sacramento exposito et omnes Societatis sacerdotes missam celebrabunt pro Congregatione. Primam autem novembris elegimus, quia in hac festivitate Omnium Sanctorum, prima vota sua decessores nostri Deo nuncupaverunt. (Sess.12).

(35) 9. Annua exercitia, propter jàm memoratam religiosae familiae recordationem, intrà diem 23 octobris et primam novembris potiori jure peragentur. Si verò serius aut maturius aptum tempus aestimaverint Superiores, finem dabit exercitiis renovatio votorum, absque ratione diei. (Sess.12).

§ 3. De mortificatione et corporis afflictationibus..

(36) 1. Festa B.V.M.I. quae habent apud nos vigiliam jejunii haec sunt: Immaculata Conceptio, Nativitas, Annuntiatio et Assumptio. (Sess.6).

(37) 2. Licita est in jejuniis ex Regulà refectiuncula, id est: tantillum cafaei vel chocolati, absque lacte, cum duabus circiter uncis panis. Licita etiam erit in jejuniis de praecepto, in locis ubi ab Ecclesiâ toleratur. (Sess.6).

§ 4. De conventibus domesticis.

(38) Sicut constitutum fuit a Venerabili Fundatore nostro, scholastici nostri, postquam culpas suas dixerint vel proclamatas audierint, de loco collationis recedant quin audiant de suis moderatoribus vel magistris. (Sess.15).

Caput III.

De aliis praecipuè observandis.

§ 1. De charitatè, humilitate et mundi fuga.

(39) 1. Ut servetur apud nos gravitas quae decet et comitas, honore invicem se praeveniant Sodales. Ideò Superior Generalis titulo admodum Reverendi Patris nominabitur; caeteri vero sacerdotes titulo Reverendi Patris; novitii autem et oblati, sive laïci sive clerici sacerdotio minores, Fratres vocabuntur. (Sess.6).

(40) 2. Superior localis, in suâ communitate, non nomine proprio, sed Reverendus Pater Superior dicetur. Itidem Reverendus Pater Magister, pro Magistro in domo novitiatûs. (Sess.6).

(41) 3. Vetitum est aliquem de nostris singulariter compellare (tutoyer) aut alio quam gentilitio nomine designare, cui nomen christianum addetur si plures idem gentilitatis nomen haberent. (Sess.6).

§ 2. De sacramentis et directione.

(42) 1. Quivis de Societate sacerdos ab Ordinario quocumque aut, in virtute Indulti apostolici, a Superiore Generali approbatus, ubivis locorum quemcumque sodalium suorum in confessione audire potest. (Sess.12).

(43) 2. Etsi liberum sit cuicumque inter approbatos Congregationis sacerdotes peccata sua confiteri, unus tamen erit in unaquâque domo, sub nomine moderatoris spiritualis, quem potiùs si maluerint adibunt, quique Fratres laïcos in spiritualibus diriget, nisi proprium praefectum habeant. (Sess.12).

(44) 3. * Art. IX. Manifestatio conscientiae, etsi summoperè consulenda, apud nos facultativa habetur et ad publicas Constitutionum transgressiones vel progressum in virtutibus restringitur.

Articulus X et sequentes delentur, prout voluit Sacra Congregatio.

(45) 4. Satagant Superiores ut spiritualem directionem optabilem et facilem reddant, et seipsos fide dignos ostendant animi moderatione, decore virtutum et regiminis sapientiâ.

(46) 5. Omnes Societatis Sodales, etiam in dissitis regionibus degentes, semel in anno cum Superiore generali per litteras conferre teneantur. (Sess.14).

§ 3. De vestibus ac refectione.

(47) 1. In domibus Congregationis, unus atque idem erit omnium vestitus, videlicet: sacerdotum ac scholasticorum qui vota perpetua emiserunt, vestis talaris, zona de lanâ communi et crux collo appensa: laïcorum verò, vestis brevior ac contractior, cum cingulo et crure minori; inferiùs, femoralia ad pedes protracta. Quae autem in his mutanda sunt cùm foràs prodeundum erit vel propter opera manualia, Provincialis aut Vicarius, praevio Superioris Generalis assensu, ordinabit.

(48) 2. Provincialis aut Vicarius statuet quae debeant esse numero vestitûs nominalia (trousseau) pro subditis suis, nec cuiquam licebit plura possidere. Dùm cuiquam Sodali de unâ in aliam communitatem migrandum erit, nominalia ejus recensebit, et si quid defecerit, absolvet proprius Superior aut absolvi faciet a novo sodalis Superiore.

(49) 3. In posterùm, Sodalis cujusque Provinciae aut Vicariatûs ad ea se conformabit quae circà victum ac vestitum in Provinciâ aut Vicariatu ubi degit communiter statutum est. (Sess.13).

§ 4. De relationibus cum proximo.

(50) 1. Superiores et residentiarum Rectores ea quae de epistolarum commeatu praescribuntur strictè servabunt. Qui in domo Superioris absentis vices tenet, ità et in missionibus praeses, litteras acceptas ei cui diriguntur remittet clausas; mittendas verò, eo praesente qui eas scripsit, claudet.

(51) 2. Superior tenetur subditorum suorum litteras aperire.

(52) 3. Admonitor Provincialis, minimè verò Consultores, cum Provinciae Sodalibus per clausas epistolas communicabit. (Sess.14).

(53) 4. Quotidianas aut periodicas ephemerides quas non probaverit Superior Generalis, non admittant Socii. (Sess.14).

§ 5. De itineribus.

(54) 1. Nemo iter aggrediatur quin secum deferat obedientiam Superioris sui, Superiori apud quem transierit exhibendam. Itinerans qui in domo hospitaturus esset ubi habitat Superior Generalis, eum opportuno tempore monitum faciat. (Sess.14).

(55) 2. Itinerans rectâ viâ iter perficiet, nisi divertendi veniam habuerit.

(56) 3. Itinerans qui domum Societatis non propriam incolit, regulas servabit sicut in propriâ, circa obedientiam Superiori, exercitia communia et litteras. Immunes verò erunt litterae cujuscumque Superioris ad sodalem et sodalis ad Superiorem proprium.

(57) 4. Capitulum generale censet nonnisi gravi de necessitate ad propriam familiam accedendum esse, existimatque id nimiâ facilitate expetiri. (Sess.14).

§ 6. De studiis (1).

(58) 1. Scholastici annum unum philosophiae, quatuor verò theologiae ediscendae impendent.

(59) 2. Ut plurimùm, nemo ad exteras missiones deputabitur qui studiorum stadium non perfecerit.

(60) 3. Per vices, unus aut plures Romam mittentur, ecclesiasticas disciplinas addicturi.

(61) 4. Cunctis in Provinciis, utpote sufficienter instructis operariorum copiâ, per annos tres ordinationi conterminos, a sacro ministerio animarum abstinebunt neomystae, nisi missionum operi aut alio cuicumque per transennam deputentur. Iidem Societatis alumni, per quinquennium ordinationi conterminum, annuo, scripto et orali examini subjicientur. Qui verò, sacerdotium jàm adepti, antè trigesimum aetatis suae annum profitentur, eâdem lege usquè ad quintum sui sacerdotii annum tenentur.

(62) 5. Argumentum praedicti examinis, a Superiore Generali dispositum, Provincialibus transmittetur, unà cum ordinatione ejusdem.

(63) 6. Quotannis Superiores locales argumentum collationum theologicarum accipient a Provinciali, eique de eisdem rationem annuatim reddent. (Sess.12).

(64) 7. Ut teneant sodales doctrinalem et practicam unitatem, secundùm mentem Venerabilis Fundatoris nostri theologia moralis sancti Alphonsi Mariae erit norma studiorum et collationum. In ardmis consuletur Superior Generalis. (Sess.12).

(65) 8. In votis habet Capitulum generale ut scholastici gallicum idioma et anglicum ediscant et probè norint priusquam scholae valedicant. (Sess.12).

(66) 9. Opportunum videtur ut quoddam ex decessorum traditionibus colligatur documentum vel norma, ad institutionem missionum in Galliis et alibi, ad praeceptionem et regimen seminariorum, necnon selectionem potiorum pro curâ animarum librorum. (Sess.14).

---

(1) Praesentem paragraphum de Studiis ut Regulae inserendum proposuerat Capitulum generale, sed re maturiùs perpensâ, satis esse visum fuit Superiori Generali et ejus consilio si inter capitulares praescriptiones adscriberetur.

Caput IV.

§ 3. De suffragiis.

(67) 1. Die 10 februarii, quotannis, in perpetuum celebrabitur missa in domo generali pro S.M. Leone Papâ XII, de Societate nostrâ optimè merito.

(68) 2. Itidem in eâdem domo, die anniversariâ 21 maii, pro Venerabili Patre et Fundatore nostro.

(69) 3. In posterum, eo modo ordinabuntur suffragia:

Art. I. Est idem.

* Art. II. Cum decesserit Superior Generalis, omnes Congregationis sacerdotes quinquies pro illo sacrum facient. Ter verò idem officium praestabunt pro Assistentibus aut totius Instituti Procuratore, dùm quis eorum obierit. Assistentes vicissim et Procurator generalis pro unoquoque societatis defuncto in perpetuum professo, tres missas legent.

* Art. III. Si perpetua qui decessit emiserit vota et sacerdotio insuper sit insignitus, unusquisque sacerdos ejusdem Provinciae vel Vicariatûs quinquies pro illo sacrosanctam peraget Actionem; ter verò, si defunctus sacerdotali dignitate auctus non fuerit. Praetereà, caeteri omnes Congregationis sacerdotes unam in utroque casu missam offerent.

* Art. IV. Oblati, sive scholastici sive laïci, ad annua vota admissi et ipsimet novitii qui ante elapsum tyrocinii annum in articulo mortis vota vovissent, suffragio unius missae ab unoquoque Provinciae vel Vicariatûs sacerdote celebrandae juvabuntur.

* Art. V. Novitii autem nequidem in articulo mortis professi, eodem levabuntur suffragio, a sacerdotibus tamen solius quam inhabitabant domûs persolvendo.

Art. VI. Oblati et novitii, sive scholastici sive laïci, totiès sacram communionem, quot sunt missae a sacerdotibus domûs suae celebrandae, pro mortuo suscipient. Fratres laïci, in eâ domo quam incolebat defunctus, per integram hebdomadam, tertiam Rosarii partem pro illo quotidie recitabunt.

Art. VII. Praeter missas ab unoquoque celebratas, funebre obsequium fiet in quâlibet domo et residentiâ Provinciae vel Vicariatûs defuncti, post recitatum integrum officium defunctorum in domo quam mortuus inhabitabat; in aliis autem domibus, post Nocturnum unum cum Laudibus.

Art. VIII. In quâlibet domo Provinciae aut Vicariatûs defuncti, ad ejus suffragium cedent per dies octo omnes orationes, communiones, poenitentiae et quaecumque opera bona: in vespertinis precibus hujus mentio fiet. Si de Superiore Generali agatur, praedicta suffragia necnon funebre obsequium, cum integro defunctorum officio, in omnibus Congregationis domibus fient. Eadem quoque pro Assistentibus et Instituti Procuratore

in universâ Congregatione persolventur; funebre autem obsequium pro illis non fiet nisi in domo generali et cujusque Provincialis aut Vicarii residentiâ.

Art. IX, X, XI et XII inscribuntur qui erant VI, VII, VIII et IX.

(70) 4. Sodales domorum regimini Superioris Generalis immediatè subjectarum, Provinciae intrà cujus limites sitae sunt suffragia accipient.

(71) 5. Simul ac unus è nostris vitâ decesserit, Provincialis ejus aut Vicarius, vel ipse Superior localis Superiorem Generalem monitum faciet, eique quantociùs de aegritudine, virtutibus et aliis quae aedificationis sunt, referet. Superior Generalis omnium communitatum suffragia pro defuncto citatim requiret, quae bona audiverit fusiùs posteà expositurus.

(72) 6. Qui habet jus ad suffragia pro uno ex propinquis suis, ea ipse a Superioribus Provinciae suae deposcet.

(73) 7. Gratitudinis causâ, praeter benefactorum nostrorum commemorationem in vespertinis precibus, sexta quoque pro illis decas rosarii cum subsequenti psalmo De profundis recitabitur. (Sess.12).

PARS TERTIA

Caput I

De generali Congregationis gubernio.

§ 1. De Capitulo generali.

(74) 1. Quolibet sexennio, quidquid praetereà dictum sit, Capitulum celebrabitur. Si antè elapsum periodum extraordinariè conveniat, ab istâ ultimâ celebratione initium sumet novum sexennium. Hoc modo autem accidentaliter convocatum, de rebus Congregationis non aget nisi electo Superiore, si eligendus fuisset; et, quocumque de casu, illo praesente. (Sess.6).

(75) 2. Generalis Capituli ordinationes latinè et in formam decretorum scribentur. Quae verò Regulae derogarent, si darentur hujusmodi, tunc solùm promulgabuntur cùm fuerint ab Apostolicâ Sede sancitae. Initio cujusvis Capituli legentur praecedentis Capituli decreta.

(76) 3. Provinciales et Vicarii, auditâ Capituli convocatione, rationem Provinciae aut Vicariatûs sui consilio generali mittent.

(77) 4. Quia significavit Superior Generalis se velle unius aut alterius Provinciae vel Vicariatûs negotia per Assistentes suos tractari, libenter assensit Capitulum. Ideoque quisque ipsorum in Capitulo referet quaecumque noverit de Provinciâ aut Vicariatu sibi speciàliter a Superiore Generali commisso. (Sess.7).

(78) 5. Si, labente sexennio, Vicarius praevideat litteras convocationis seriùs esse venturas quin possit, ob locorum distantiam, suos regulariter adunare, ei, prout opportunum duxerit et assessores sui assenserint, Vicariatûs Capitulum antevertere permittitur. (Sess.6)

(79) 6. Sodalis triennio oblationis aut sacerdotii junior, etsi Superior localis factus, in Capitulo quidem provinciali, non verò in Capitulo generali, admittitur. (Sess.6).

(80) 7. Decernit Capitulum generale, in quovis Congregationis Capitulo electiones absolutâ votorum majoritate perfici, etsi articulus LI, § 1, de Capitulo generali, statuat electionem Assistentium et Procuratoris generalis pluralitate fieri. Sufficit verò pluralitas pro Admonitore Superioris Generali et Secretario generali. Manent autem quae de suffragiorum expectatione scripta sunt. (Sess.6).

Art. LI. Electio Assistentium et Procuratoris generalis fiet ad absolutam votorum majoritatem. Si nemo suffragia dimidio majora obtinuerit, rursùs incipietur scrutinium, ut in art. XXI, XXII, XXIII et XXIV praesentis paragraphi dictum est.

(81) 8. Si Admonitor Superioris Generalis vitâ cesserit, electione prior inter superstites Assistentes, defuncti munus suscipit. (Sess.7).

(82) 9. Quaecumque priorum Capitulorum decreta perimuntur, praeter ea quae a praesenti Capitulo innovantur et sanciuntur. (Sess.15).

§ 2. De Superiore Generali.

(83) 1. Domi quam inhabitat Superior Generalis unà cum Assistentibus et Instituti Procuratore, plures etiam adscisci poterunt sacerdotes Operarii et Fratres famulantes: pro sacri nempè ministerii exigentiâ. Sed, prout Superioris Generalis consilio opportunum videbitur, isti non in communitatem completam, distinctam et a proprio Superiore moderatam constituentur. Ipsemet verò Superior Generalis, sibi vindicans auctoritatem localem, Assistentem delegabit qui vices suas gerat et, sub nomine Vice-Superioris, intra limites illi assignatos munus suum exerceat (1).(Sess.11).

---

(1) Quia verò hujusmodi ordinatio nonnihil canonicae domorum institutioni derogabat, voluit Superior Generalis Indulto Apostolico eam tutelari. Et quidem, omnibus pro prece de quâ suprà expositis, sequens obtinuit Rescriptum, quod opportuno tempore renovatur:

"Ex audientiâ Sanctissimi habitâ ab infrascripto Domino secretario Sacrae Congregationis Episcoporum et Regularium sub die 15 maii 1868, Sanctitas Sua, attentis expositis, benignè annuit precibus oratoris, pro petitâ facultate, ad decennium tantùm, contrariis quibuscumque non obstantibus."

Romae...

"A. Card. QUAGLIA, praef."

Loco + sigilli. "S. SVEGLIATI, secr."

(84) 2. Sodales ab auctoritate Provincialis exempti, iisdem juribus gaudent, quoad suffragia pro defunctis et electiones, ac si exempti non essent. Iidem verò, cum è domo exemptâ, sicut et Assistentes et Procurator generalis à munere suo, fuerint amoti, non sub potestate Provincialis statim transibunt, sed Superioris Generalis, cujus arbitrio hìc aut illìc utilitati Congregationis allaborabunt. (Sess.11).

(85) 3. Privilegia Congregationi vel privatis a Sede Apostolicâ concessa, Sodales non adhibeant sine proprio Superioris Generalis placito, quod tamen non requiritur pro impositione Scapularis caerulei, ex Indulto Apostolico illam cunctis Sodalibus elargiente. (Sess.12).

§ 5. De Procuratoribus.

(86) 1. Quotiès in consilio generali, provinciali aut locali de re temporali et censu tractabitur, Procurator proprius sententiam dicat, ejusque sensus in instrumento consilii referatur. (Sess.7).

(87) 2. Procurator generalis eâdem quâ Assistentes, exemptione de litteris gaudet. (Sess.14).

§ 6. De Procuratore generali apud Sanctam Sedem Apostolicam.

(88) * Art. I. Sub titulo Procuratoris generalis apud Sanctam Sedem, Societas habebit sacerdotem qui ipsam Romae repraesentet et, sub auctoritate Superioris Generalis immediatâ, omnia gerat negotia quae apud Sanctam Sedem tractanda sunt.

(89) * Art. II. Iste nominabitur ad tempus indefinitum a Superiore Generali de consensu consilii sui; et revocabilis erit ad arbitrium ejusdem.

(90) * Art. III. Procurator generalis apud Sanctam Sedem eligetur inter presbyteros qui trigesimum aetatis annum adepti et septem annis in Societate benè conversati, saltem per aliquod tempus Superioris munere functi sunt.

(91) * Art. IV. Capitulis generalibus tùm ordinariè tùm extraordinariè convocatis jure interest, et antè Provinciales et Missionum Vicarios locum obtinet.

(92) * Art. V. Si communitas Procuratori commissa regulariter constitui ac compleri nequeat, necesse erit ut Procurator saltem socium sacerdotem secum habeat. Haec communitas seu residentia non ab alio quàm a Superiore generali mandatum accipiet.

(93) * Art. VI. His quae sibi a Superiore Generali demandata sunt, tùm in genere tùm in specie, quoad omnia mentem componere satagat.

(94) * Art. VII. Bullae, brevia, decreta, rescripta, acta omnia quae Congregatio obtinuerit a Sanctâ Sede, Procuratoris custodiae committuntur. Instrumenta authentica in perpetuum valitura, in domum Congregationis principalem mittentur, et horum transumptum propriâ manu obsignatum et

inde, in virtute Indulti Apostolici praeviè obtenti, fidem faciens, penes se Procurator habebit. Quae verò renovatione indigent, ordine optimo distributa, a Procuratore servabuntur, qui curabit ut eorumdem transumptum ad Congregationis archivium perveniat.

(95) * Art. VIII. Curae erit Procuratori ut Superiorem Generalem monitum faciat, non tantùm de omnibus quae ipsemet tractans a Sanctâ Sede rescire potuit, sed etiam de quibuslibet decisionibus a Sacris Congregationibus latis quorum notitia juvare potest.

(96) * Art. IX. Omnia Congregationis negotia sub arcani lege servare, et de his nonnisi cum Superiore Generali ac ejus Assistentibus agere, expressè tenetur. (Sess.12).

§ 6 fit 7.

§ 8. De Provincialibus et Vicariis.

1. De Provincialibus.

(97) 1. Provinciarum gubernatio non dissentiat a Constitutionibus, praeter ineluctabilem necessitatem. (Sess.8).

(98) 2. Praesentem scholasterii statum, opportunum duci judicat Capitulum generale, donec aliter res se habeant. (Sess.8).

(99) 3. Provinciales et Superiores locales ad triennium, nunquam ultrà sexennium nominentur, nisi gravi de causâ Superior Generalis ejusque Assistentes ab hâc regulâ excipere judicarent. Non minori cum ponderatione procedendum esset, si ageretur de promotione ejusdem ad idem munus Superioris localis vel Provincialis, in alterâ quidem domo vel Provinciâ, sed non interposito vacationis trienno. (Sess.8).

(100) 4. Propter praesentes Congregationis angustias et donec meliora affulgeant tempora, primam obedientiam scholastici a Superiore Generali recipient, et scholasteriorum onera aerarium Procuratoris generalis sustinebit. (Sess.10).

(101) 5. Juniorum scholasteria approbantur, sed his tantùm patebunt qui satis latinitate sunt instructi; eorum institutionem perpendent Provinciales et aere provinciali ea sustinebunt. (Sess.11).

(102) 6. Patrimonia Sodalium Congregationis, ex placito Capituli generalis, ut scholasteriorum sumptibus subveniatur Procurator generalis dispensabit. (Sess.11).

(103) 7. Attendant Provinciales et Vicarii ut subditi sui, linguam gentium quibus operam dabunt, ore scitè loquantur. (Sess.12).

(104) 8. Provinciis Galliarum certi limites sunto. (Sess.14).

(105) 9. Postulantes, domum probationis Provinciae in quâ originem habent, ni aliter velint, conveniant.

(106) 10. De junioratu egrediens alumnus, ad alterutrum novitiatuum, pro sua origine, dirigetur. (Sess.12).

2. De Missionum Vicariis.

(107) 1. Satagant Missionum Vicarii ne nimio tempore commilitones sui sint segreges, neve stationes plus aequo dissitae constituantur quin convenire possint. Talis autem stationum perimetros sub unius Superioris regimine erit, sive Vicarii ipsius, si libuerit. Locales verò administratores residentiae Rectores vocabuntur. (Sess.9).

(108) 2. In quâvis Dioecesi aut Vicariatu, sive Praesul sodalis noster sit necne, alia quam Praesulis sit nobis propria domus, ubi opportunè possit esse communitas, salvis Praesulis juribus.

(109) 3. Episcopi Sedem habentes et Vicarii Apostolici de Congregatione nostrâ, si praelaturâ regulari fungantur, partem habebunt in censu pro Fidei propagatione decreto, et hanc ut libuerit impendent.

(110) 4. Iidem Praesules consiliariter statuent quae pars censûs, prout opus erit, cuique Vicariatûs sui stationi competat, et hanc distributionis rationem Procurator proprius Procuratori generali denuntiabit.

(111) 5. Cum census pro Fidei propagatione Vicario Apostolico decretus fuerit, definietur quotam censûs partem, titulo viatici, Congregationi tribuet Vicarius Apostolicus, pro sodalibus nostris qui in partem ministerii ejus legabuntur. Hinc conflabitur aerarium Congregationis, sub dispensatione Vicarii et consultorum ejus et arbitrio Superioris Generalis. Cujus aerarii rationem proprius Procurator cum generali conferet.

(112) 6. Ex hoc Vicariatûs aerario solventur, sive tributum aerario communi sive proprietates pro Congregatione acquirendae.

(113) 7. Distincta Vicariatûs et Congregationis aeraria, propriâ ratione servabuntur.

(114) 8. Pactione scriptâ, locorum Ordinarii vel Vicarii Apostolici et Congregatio de statu temporali inter se convenient. (Sess.9).

(115) 9. Qui de nostris ad Episcopatum promoventur, a Congregatione minimè abscinduntur. Imò, juribus et praerogativis omnibus quibus caeteri sodales, ipsi perfruuntur, Societatem decorant et de eâ optimè merentur. Ea vicissim optimam eis se matrem exhibere officii sui existimat.

Plures ex eis, pro adversâ regionum temperie rerumque inopiâ, praematuris incommodis sunt obnoxii, et si abdicare cogerentur, amiciora loca essent quaerenda. His igitur eventis consulendum est.

Quapropter, cunctis suffragiis decernitur Episcopos de Congregatione nostrâ, qui propter aegritudines aut aliter munus resignaverint, quasi ingenuos Societatis filios et ut par est ipsorum ordini, dignitati et meritis, esse suscipiendos.

Superior Generalis aptiorem eis Provinciam aut domum seliget, et ut

eorum utilitati provid atur cum Provinciâ aut Vicariatu a quo recesserunt solerter aget.

Episcopus Congregationis extrà suam jurisdictionem defunctus, suffragia percipiet duplicia, ab iis scilicet a quibus recessit et ab illis ad quos accessit fratribus, in utroque Vicariatu vel Provinciâ.

(116) 10. Sacerdotes nostri in Vicariatu degentes quinquenni trutinae doctrinali, ad normam priùs a Vicario indictam, subjicientur. (Sess.12).

(117) 11. Consultum sanè esset si, per annum ordinationi suae conterminum, salvâ necessitate, neomystae nostri missionum exterarum ab audiendis confessionibus eximerentur.

(118) 12. Si quaedam virorum aut mulierum communitas in vicinitate nostrâ esset instituenda quae operâ nostrâ indigeret, res esset primùm in consilio Provincialis aut Vicarii tractanda et sententia ad Superiorem Generalem referenda; qui, si, auditis Assistentibus, judicaverit propositum bono Congregationis non officere, Provincialem aut Vicarium monebit quo pacto manum operi admovere possit, et quid stipulare debeat cum iis quorum interest, Episcopo scilicet vel futurâ communitate. (Sess.15).

(119) 13. Extrà litem sunto quae hucusque id genus perfecta sunt. Tantummodò quâ lege constent scripto sciat Superior Generalis a Provincialibus et Vicariis. (Sess.15).

§ 8 fit 9.

§ 10. De conventu provinciae et vicariatus.

(120) 1. Domus quaecumque non alium quàm unum è suis ad Concilium provinciale delegare potest. (Sess.6).

(121) 2. Sodalis extrà domum suam legitimè degens voce activâ et passivâ inter suos minimè privatur, imò scripto pro domo suâ suffragari potest, nullatenùs verò pro domo in quâ forsan hospitatur. (Sess.6).

(122) 3. Articuli V et VII eo modo legi debent:

Art. V. Quae delegatio fit in particulari uniuscujusque domûs capitulo, ubi omnes presbyteri oblati, per suffragiorum numerum absolutè majorem, sub praesidentiâ Superioris localis, assistentibus ei assessoribus, inter se deligunt qui vices suas gerat in provinciali conventu.

Art. VI. Est idem.

Art. VII. Qui in isto votorum obtinuerit numerum absolutè majorem, erit domûs legatus et actum suae electionis recipiet, omnium cum voce deliberativâ adstantium chirographo firmatum, undè admitti valeat ad conventum provincialem. Si nemo obtinuerit suffragia dimidio majora, rursus incipietur scrutinium, ut in art. XXI, XXII, XXIII, et XXIV, § 1, hujus cap., pro electione Superioris Generalis dictum fuit. Quod pariter servabitur in conventu Provinciae.

Caput II

De speciali Congregationis regimine.

§ 1. De Superioribus localibus.

(123) 1. Praeter collationem de culpis accusandis, sermonem quoque de spiritualibus bis in mense ad communitatem suam habeat Superior. (Sess.14).

(124) 2. In quâvis Societatis domo, bibliothecae valvis haerebis sequens monitum: "De mandato admodum Reverendi Patris Generalis, penitùs prohibetur librum de bibliothecâ auferre aut extraneis commodare, absque scriptâ a Superiore licentiâ." (Sess.14).

(125) 3. Quotannis, nec septembri seriùs, quivis Superior memorialem libellum de praecipuis quae circa domum suam gesta sunt, ad Secretarium generalem transmittet.

(126) 4. Super officiis Admonitoris opportunum erit cuique sequentia pensare:

a). Admonitor non potest, citrâ culpam, de monitione sibi commissâ tacere, nisi manifestè falsa aut intempestiva res esset.

b). Eodem jure, nemini quidquam de monitione praeterquam Superiori loquatur Admonitor; nemini quoque mandans nisi Admonitori; nec ipse Superior originem admonitionis inquirere videatur.

c) Illicita pariter esset plurium simul chirographo signata monitio. Quòd si fortè plures in eamdem sententiam concurrerint, moneat unusquisque in suo sensu, nec unus ab alio sciscitetur quid fecerit aut quid agere velit. (Sess.15).

§ 10. Quis ordo in praecedendo tenendus.

(127) 1. In domo generali, absente Superiore Generali, exercitiis communitatis præerunt Assistentes, secundùm ordinem electionis suae, et Procurator, qui et benedictionem impertient. (Sess.6).

(128) 2. In caeteris Societatis domibus, iidem primum semper locum tenebunt. Superior localis cuncta perficiet ac si primus esset, nisi quòd, communitati suae benedicturus, eis priùs, itidem Visitatori, aquam benedictam aspergillo porrigit. Verumtamen Assistens aut Procurator psalmodiae in choro praecinit. (Sess.6).

(129) 3. Provinciae Consultores et Procurator sessione praecedunt assessores quoscumque in Provinciâ, quin ullum in domorum regimine jus illis competat. Superiori locali subsunt sicut et caeteri; et extrà Provinciam suam nihil illis pro titulo defertur. (Sess.6).

(130) 4. Inter novitios praecedentia, caeteris paribus quoad clericatûs ordines et susceptionem habitûs, antiquiori conceditur. (Sess.6).

Caput III

§ 2. De sacrae Missionariorum militiae tyrocinio.

(131) Art. I. Idem est.

(132) Art. II. Abrogatur.

(133) Art. III, IV, V et VI. Iidem sunt.

(134) * Art. VII, qui fit VI. Integrum novitiatûs annum tyrones explere debent in domo novitiatûs ab Apostolicâ Sede approbatâ, ac exercere tantum officia quae novitiorum sunt propria, sub immediatâ Magistri novitiorum directione, quin interim studiis vacare possint. Licet tamen sacris Scripturis operam dare. (Sess.12).

(135) Art. IX, qui fit VIII. Novitii, cujuscumque sint ordinis, non valebunt, tempore disciplinae regularis addiscendae, missionibus adhiberi.

Abrogatur clausula subsequens: Attamen...,etc.

(136) * Art. ultimus addendus, qui erit XXXIII. Firmum semper sit postulantes, ante professionem perpetuam, teneri cedere usumfructum ac administrationem bonorum suorum: ità tamen ut cessio hujusmodi fieri possit ad eorum libitum, nempe favore vel parentum, vel extraneorum, aut etiam favore Societatis. (Sess.6).

§ 3. De oblatione.

(137) 1. Novitii subdiaconatu minores, priusquam alio mittantur, vovebunt ad annum. Haec vota Superiori Generali reservantur, nec nisi elapso anno vota perpetua permittuntur. (Sess.8).

(138) 2. Ad annua vota, Provincialis, consulto Superiore Generali, novitios admittit. (Sess.14).

(139) 3. Haec annua scholasticorum sicut et annua ac quinquennalia laicorum vota, intrà missam utique, sed minori quàm perpetua apparatu, celebrabuntur. (Sess.14).

(140) 4. Qui haec vota emiserint Regulis sicut caeteri professi subjiciuntur et invicem ordinantur; non tamen in stabilem intrant Congregationis ordinem nisi per vota perpetua. (Sess.14).

(141) 5. Novitii in sacris, elapso probationis anno, perpetuò vovebunt. (Sess.8).

(142) 6. Pro debita reverentia mysterio Immaculatae B.V.M. Conceptionis, perpetuò vovens album scapulare B.V.M. Immaculatae facie decoratum, semper deferendum, simul ac crucem vocationis suae vexillum, accipiet. (Sess.12).

(143) 7. Emendato art. IV ubi de perseverantiâ, expungantur ab art. V. verba: Vel Superiore Generali. (Sess.14).

Art. IV. Si sententia Superioris Generalis novitio suffragetur, Provincialis aut Superior localis novitium ad se accerset et, post rei magnitudinem in memoriam reductam, post data consilia congruentia, reddet illum novitiorum solitudini, ut saltem per octo dies exercitiis spiritualibus operam det, quibus elapsis, ad Oblationem admittetur per emissa simplicia vota paupertatis, castitatis et obedientiae, et per emissum votum et juramentum perseverandi ad tempus vel in perpetuum in Congregatione, ipsâ beneficium acceptante.

* Art. V. Novitii in sacris ordinibus constituti, post expletum sacrum tyrocinii annum, vota perpetua emittent. Novitii verò ad sacrum subdiaconatûs ordinem non promoti, annua tantùm vota proferent, et ad perpetua non admittentur nisi post elapsum primae professionis tempus.

* Art. VI. Novitii scholastici ad annuam, laïci verò ad annuam vel quinquennalem professionem a Provinciali, consulto Superiore Generali, admittentur.

Art. VII. Perpetua vota et juramenta semper emittentur sub tacitâ conditione ut non possint solvi et irritari nisi a Summo Pontifice, et cum proposito in ipsis perseverandi, etiamsi infelici nec opinato casu Congregatio in separationem venire cogeretur.

* Art. VIII. Vota verò annua etiam a Superiore Generali solvi et irritari poterunt.

Art. VI, qui fit IX. Vota suscipientur...,etc.

§ 4. De Fratribus famulantibus.

(144) 1. Perspectum habens Capitulum quàm utile sit pro missionibus exteris Fratres laïcos in Provinciâ Britanniae Majoris informari, consilium perfici jubet. (Sess.11).

(145) 2. Fratres laïci ad vota perpetua non admittantur nisi perfectâ annuâ et quinquennali oblatione.

(146) 3. Missionibus exteris non deputentur nisi post oblationem perpetuam.

(147) 4. Pro illorum professione respectum habeant Superiores ad legem militarem, ità ut, consueto in rerum ordine, non simul militari ac religiosâ disciplinâ teneantur.

(148) 5. Relaxationi quotidianae indulgeant, sed conjunctim, quin tamen possint, etiam tunc temporis, praecipientis jussui se subducere. (Sess.11).

(149) 6. In conventu de culpis accusandis, Fratrds laïci, sive temporaria perpetuave sit eorum professio, absolutis accusatione propriâ et animadversionibus, recedent. (Sess.14).

(150) 7. Quicumque voluerit in statu laïcali noster esse, statim ab ingressu et priusquam tyro initietur, schedulam linguâ vernaculâ et ad formam juris civilis redactam subscribet ut sequitur: "Ego infrascriptus N. denuntio me nomen dedisse Societati Oblatorum Sanctissimae Virginis Mariae Immaculatae non quasi servum, sed socium. Denuntio praetereà me, si quâcumque de causâ ab eâ egressurus essem, nihil pro laboris stipendio exigere posse. — Datum... die... mensis... anni..."

§ 5. Aerariae leges.

(151) 1. Solvendis debitis aerarii communis, Provinciae et Vicariatus pro ratâ parte, judicio Superioris Generalis, venditione quorumdam praediorum contribuant.

(152) 2. Ut accepti et expensi annuae rationes concordent, praeter annuum centum francorum personale tributum, ab omnibus Societatis presbyteris elapso sexennio solutum, temporarium aliud centum francorum per Procuratorem Provinciae a Procuratore generali percipietur. (Sess.10 et 15).

(153) 3. Quo meliùs intelligatur quid sit superfluum in articulis de Procuratoribus memoratum, statuitur: 1. privatis domibus non licere pecunias seponere. Quòd si quid, anno labente, superfuerit, remittatur Procuratori provinciali qui id actis referet et a R.P. Provinciali consiliariter recognosci curabit: 2. Quantociùs in aerario provinciali pecuniarum summa seponatur, decimum pretii provincialium praediorum coaequans; hinc solventur sumptus commutationi praediorum civili jure affixi. Opportunum esset in Vicariatibus Missionum pecuniam, bis annuo Propagationis fidei censui aequam, seponere: 3. Si ratio Provinciae aliter componi nequeat, Provinciali licet domibus sibi subjectis consiliariter indicere tributum, dummodò a Superiore Generali sanciatur.

(154) 4. Ex aerario communi fiat quaedam sepositio undè regiminis impedimenta solvantur et accidentibus casibus provideatur, minimè verò consuetis expensis consulatur. Haec verò sepositio nummaria sit aut nummariae aequivalens, cui quantum et quandò tribuere debeant Provinciae et Vicariatus decernet Superior Generalis.

(155) 5. Reddendae rationis modum instituant Provinciales, quo in omnibus Provinciae suae domibus similis sit et continens sumptum pariatio, nec ab eo deflectat quivis Procurator.

(156) 6. Residentiae Procurator Superiori sub cujus auctoritate est rationem suam referet; Superior verò, sejunctim notatam, Provinciali.

(157) 7. Itinerum sumptus a domibus ad quas migrant itinerantes solventur, a Provinciâ verò cui prodest, si suâ discedant. Solvet verò domus novitiorum, si ex eâ itinerans ad scholasterium pergat. (Sess.15).

ANIMADVERSIONES

Capituli generalis

Attendant Provinciales et Superiores:

(158) 1. Votum paupertatis variis modis laesum iri: Humilem Regulae supellectilem pellit cultus rerum inutilium: Consuetum familiae victum improbat sensualitas, fercula et bellaria ultrà praescriptum multiplicans: Pecunia a propinquis aut extraneis quaeritur propriis usibus impendenda: Non rarò, si quid forsan conceditur aut negatur, parcimoniâ criminatur et marsurpia privata foventur.

(159) 2. Frequentiores ad propinquos visitationes religiosae vitae spiritum enecant. Idcirco eas aegrè fert Capitulum, quinimò perstringit.

(160) 3. Absolutâ sacramentali confessione, extrà tribunal colloquia protrahuntur et mutuae visitationes quasi furtivae intercedunt.

(161) 4. Extranei in cubiculis et locis regularibus admittuntur.

(162) 5. Videant utrùm obsequium vera sit religiosa obedientia, an potiùs industria quâ quis quod displicet avertere aut quod placet consequi conatur.

(163) 6. Persaepe non pauci sacris exercitationibus absunt, lex silentii et recollectionis parvipenditur, et de mortificatione parùm curatur.

(164) 7. Domi et foris obtrectatur proximo, familiaris sensus extinguitur, et forsan, vice charitatis quae praecipit honore invicem praevenire, liberior tractatus despectui affinis sufficeretur.

(165) 8. Nequam praesumptione, delabi quis posset ad detrahendum domesticae aut episcopati auctoritati. (Sess. 14).

XII

CHAPITRE GENERAL DE 1873

Bibliographie:

Registre des Chapitres généraux, t.II, p.107-175;

Circulaires administratives, t.I, p.269-284 (Circ. N.25);
285-301 (Circ. N.26);

Acta Capituli generalis 1873 (Parisiis 1874);

ORTOLAN, Les Oblats de Marie Immaculée, t.III, p.186-187;

Missions, 1873, p.245-453;
1874, p.413-416;
1920, p.215;
1938, p.7;

A.R.O.M.I., 1946, p.64.

§ I

Schéma historique

I) Convocation

C'est un Chapitre ordinaire, et il fut convoqué par le P. Fabre au terme du sexennat, selon la prescription de la Règle.

II) Déroulement

A) Ambiance

1°) Lieu - Le Chapitre s'assembla à Autun, dans notre Scolasticat.

2°) Durée - Il s'ouvrit le 31 juillet et se clôtura le 8 août; il dura donc 9 jours.

3°) Membres - Y participèrent 30 capitulants, qui représentaient 520 profès dont 372 Pères, 48 scolastiques et 100 convers à voeux perpétuels.
Ils auraient dû être 33, mais 3 furent absents.
Voir la liste des noms dans Missions 1873, p.247-249.

4°) Commissions - Il y eut 4 Commissions; à savoir: 1) des oeuvres, 2) des études et de la discipline, 3) de l'administration générale, et 4) de l'administration temporelle.

5°) Séances - Il y eut 12 séances générales, sans compter les séances particulières des commissions.

B) Travaux

Les travaux du Chapitre se déroulèrent sous la présidence du P. Fabre.
En voici un aperçu:

1°) Allocutions initiales du P. Fabre et de Mgr Guibert; et rapports du P. Fabre sur la Congrégation en général, et des Provinciaux et Vicaires sur les diverses Provinces et Vicariats.

2°) Discussion des affaires.
On y traita plusieurs questions. A noter surtout:
1) la décision de consacrer la Congrégation au Sacré-Coeur de Jésus;
2) la décision de dédier les différentes chambres de nos communautés au nom de quelque Saint, selon l'usage primitif;
3) les autres décisions qu'on peut lire au texte des Actes dans le paragraphe suivant.

3°) Election, le 8 août, des PP. Louis Soullier, Pierre Aubert, Charles Jolivet et Aimé Martinet comme assistants généraux, et du P. Marc Sardou comme économe général.

C) Evénements

1°) Dès le début, on mit les travaux du Chapitre sous la protection du Sacré-Coeur.

2°) Le 8 août, à la clôture du Chapitre, eut lieu la consécration de la Congrégation au Sacré-Coeur de Jésus, dans la chapelle du Scolasticat, en présence de tous les capitulants.

III) Importance

C'est le douzième Chapitre général de la Congrégation. On peut l'appeler "le Chapitre du Sacré-Coeur", car son mérite plus grand c'est celui d'avoir consacré la Congrégation au Sacré-Coeur.

§ II

Texte des Actes

Les Actes de ce Chapitre se composent de 9 décrets, de 8 déclarations, de 5 animadversions et de 6 voeux.

Le texte a été imprimé à Paris en 1874.

En voici la transcription:

ACTA

CAPITULI GENERALIS

Augustoduni habiti

a die 31 julii ad diem 8 augusti
anni 1873

DECRETA.

I. Proponente Reverendissimo Patre Guibert, Parisiensi Archiepiscopo, Capitulum generale unanimi sententia decrevit, ut texeretur quaestionum series, velut norma a Superioribus sequenda, in reddenda ratione aerarii et caeterorum quae ad Provinciam vel Vicariatum spectant. (Sessio 6.)

II. Quilibet Missionum Vicarius sodalibus nostris sibi commissis assignabit Viaticum, id est, praeter ea quae sunt necessaria ad victum, vestitum et itinera, aliquam pecuniae summam, Vicarii et Superioris generalis communi consilio statuendam, quae convenienter locata seu mutuo tradita, Missionariis fructificabit. Hujus autem pecuniae foenus a nostris perceptum, ipsorum necessitatibus inserviet, et praesertim domui aedificandae, cujus dominium perfectum habeat Congregatio. (Sess. 6.)

III. Capitulum generale licentiam dat Superiori generali, in consilio suo, ita res componendi cum Vicariis, ut unaquaeque Missio extera concurrat pro rata parte, ad sustinenda educationis onera Novitiorum vel Juniorum nostrorum. (Sess. 6.)

IV. Nullus nostrorum solus ad opus Missionum vel spiritualium exercitiorum adhibebitur, nisi a triennio sit sacerdotio insignitus, concionesque judicio Superioris et Provincialis idoneas, scripto jam mandatas habeat. (Sess.6.)

V. Sacerdotes nostri qui a curia Romana facultates personales impetrare cupiunt, ad secretarium Societatis se dirigant, qui bis in anno, circa festa Nativitatis Domini et Sanctissimae Trinitatis, omnes supplices libellos tradet Procuratori nostro apud Sanctam Sedem. (Sess. 7.)

VI. Ad roborandum § 6, cap. III, part.II, de Studiis, mandat Capitulum ut Provinciales Superiori generali quotannis relationem mittant de examine peracto, et de notis a neo-presbyteris nostris obtentis. Superior autem generalis patefaciet Provinciis generales examinis profectus, cuilibet vero ex examinatis notam propriam privatim indicabit. Si aliquod ex examinibus insufficiens judicetur, inter quinque praescripta non est computandum. (Sess. 9.)

VII. Transacto primo sacerdotii triennio, non statim admittantur sodales ad confessiones frequenter audiendas in Ecclesiis nostris, nisi e quinque examinibus a Capitulo praescriptis, tribus jam satisfecerint. Qui jam vocati sunt, speciali venia, ante elapsum tertium sacerdotii annum ad exercendum persaepe sacrum ministerium confessionum excipiendarum, posthac prosequi nequeant, nisi in tribus ex quinque examinibus, approbati fuerint. (Sess. 9.)

VIII. Domorum nostrarum aedes et cellae, alicujus Sancti nomine insignitae erunt, juxta morem a Fundatore nostro introductum, in Congregationis primordiis. (Sess. 10.)

IX. Sicut Capituli generalis initia et universae Congregationis opera Sacratissimo Cordi Jesu commendata sunt, sic speciali et solemni consecrationis actu, tota Oblatorum familia eidem Divinissimo Cordi devovebitur, antequam Capitulares Patres discedant. (Sess. 1.)

Praeterea, in omnibus Communitatibus iterabitur praedictus solemnis consecrationis actus, die a Provincialibus et Vicariis designanda.

Demum, in memoriam hujus solemnis consecrationis, et juxta formulam cum hoc decreto promulgandam, quotannis et perpetuo, die ultima exercitiorum spiritualium, renovabitur consecratio in cunctis Congregationis domibus.

Exercitium cujusque mensis, in honorem Sacratissimi Cordis Jesu, praescribitur et fiet prout notatur in manuali Congregationis; de consensu tamen Ordinarii, in Ecclesiis publicis. (Sess. 10.)

Declarationes.

I. Tenentur Superiores privatim et omnino aperire litteras, antequam cui diriguntur deferantur. Litterae mittendae, praesente scriptore, non sunt obsignandae. (Sess. 8.)

II. Per rem temporalem de qua in consilio audiendus est Procurator, ut voluit Capitulum generale anni 1867, intelligendae sunt res mere nummariae; in rebus autem mixtis, intelliguntur onera sumptuaria ex contractu assumenda. (Sess. 8.)

III. Mandatum quo Superiores locales et legati ad Capitulum mittuntur, non est merum privilegium, sed et onus quod recusare non possunt, nisi gravi de causa; et quo majoris momenti est electio, majores etiam requiruntur causae excusantes a mandato exsequendo.

Hinc 1° Si, nondum dimisso conventu, causa exponatur, de ea judicabunt Superior et coetus localis, pro electione locali; Provincialis et coetus Provinciae, pro electione Provinciali; et Superior generalis cum Capitulo, si agatur de electione generali. Si causa judicetur legitima, ad novam statim proceditur electionem; sin autem, mandatum exsequi tenetur electus.

Hinc 2° Si, jam dimisso conventu, causa proferatur, de ea judicabunt Provincialis, pro electione locali; Superior generalis, pro electione Provinciali; et Superior generalis ejusque Consilium, pro electione Capituli generalis. Si legitima habeatur causa, tunc Superior localis, ex sententia Provincialis, cœtum localem iterum convocat, novaque fit electio. Simili modo fit pro conventu Provinciae, ex sententia Superioris generalis. Sed quoad electionem Assistentis vel Procuratoris generalis, legitima causa non reputatur, nisi illa quae morti electi fere aequalis sit; quo in casu Superior generalis et ejus Assistentes, ad novam, secundum Regulas, electionem procedent. Rejecta excusationis causa, mandato obedire tenetur electus.

Hinc 3° Si, ob locorum distantiam, Vicarii Missionum opportuno tempore scire nequeant, utrum delegatus Vicarialis procul commorans, legitimas habeat causas mandatum recusandi, conventus Vicarialis subsidiariam facere potest electionem, quae effectum absolutum sortietur, casu quo prior electus, ex sententia Superioris generalis, esset legitime impeditus.

Hinc 4° Superiores locales tenentur assistere conventui Provinciali, nisi opportune exposita et legitima habita sit a Provinciali propriae absentiae causa. Postea conventui Provinciae causam istam notam faciet Provincialis. (Sess. 8.)

IV. Capitulum generale interpretans articulum X, § 9, cap. I, part. III, De Conventu Provinciae et Vicariatus, declarat facultatem Provincialibus et Vicariis concessam, alium pro se ad Capitulum delegandi, adeo pendere ab obligatione ipsis imposita, in prima parte ejusdem articuli, ut, hoc officio praetermisso, irrita sit delegatio.

Verumtamen, si, ob locorum distantiam, Superior generalis sententiam non posset expectare Vicarius, ei tunc permittitur, in eadem epistola Superiori generali aperire causam suae absentiae, una cum nomine delegati. Sed in hoc casu, actus delegationis et nomen delegati scribantur in obsignata schedula, quam Superior generalis aperiet, mittetque ad delegatum, si causa absentiae sit legitima; si vero causa sit insufficiens, irrita fit delegatio. (Sess. 8.)

V. Aequitati consonum est, ut Provincialis et Vicarius notum faciant Superiori generali nomen delegati Provinciae vel Vicariatus, saltem eodem tempore, quo ipsi delegato denuntiant electionem. (Sess. 8.)

VI. Per haec verba: "Inter membra alterius Provinciae a loco Capituli non longe distantis" (art. XI, § 9, cap. I, part. III. De Conventu Provinciae), Regula non excludit Provinciae vel Vicariatus longe distantis membra casu degentia non procul a loco Capituli. (Sess. 8.)

VII. Haec verba: "Nonnulla suffragia" et "Aliquot suffragia" (§ 1, cap. I, part. III, De Capitulo generali), de unico etiam suffragio intelligenda sunt ex occurrenti interpretatione et traditione apud nos habita . (Sess.10.)

VIII. Demum, haec verba: "De mandato Provincialis", pro quadragesimalibus concionibus, intelligenda sunt de mandato expresso et scripto. Nec oblivisCantur nostri, ad Missiones potius quam ad quadragesimales conciones nos inclinare debere. (Sess. 11.)

Animadversiones.

I. Capitulum generale confirmat reprehensionem Conventus Provinciae septentrionalis Galliarum, contra Superiores et delegatos quosdam, qui, rationibus proprio tantum judicio ponderatis, a Conventu abesse sibi licere putarunt. Provincialis reprehensionem delinquentibus denuntiabit, ut in posterum melius intelligant officium sibi a Regula impositum. (Sess. 1.)

II. In Congregationis domibus non paucis, plus aequo attenditur aedibus ecclesiisque construendis vel exornandis. Hinc plerumque apud quosdam, Regularum negligentia, et apud omnes studiorum et internae recollectionis turbatio; hinc quoque in magnum aes alienum incidunt domus, quod postea non sine multis durisque incommodis solvi potest. Notandum insuper, haec opera non esse semper necessaria. Igitur Superior tum generalis, tum provincialis licentias hujus generis non concedat; nisi, 1° agatur de aedificatione vel ornamentis necessariis vel maxime utilibus; nisi, 2° operis descriptio et ratio, nec non et opes viaeque rei agendae prius subjiciantur examini et probationi eorum quibus haec ex Regulis competunt. (Sess. 6.)

III. Cavendum est, ne absque sufficienti ratione introducatur inter nos usus tabaci fumifici, quo non utantur, nisi qui necessitate coacti prius licentiam obtinuerint. (Sess. 8.)

IV. Non facile nec citius utantur Missionarii facultate edendi carnes die sabbati, in locis ubi indultum Apostolicum concessum est; ne in hoc praeire videantur sacerdotibus saecularibus et piis fidelibus.
Invigilent Superiores super facilem violationem jejunii ex Regula. (Sess. 11.)

V. Capitulum generale urget:
1° Executionem decreti superioris Capituli generalis: De Studiis;
2° Strictiorem observantiam alius decreti quo statutum est, ut neo-presbyteri abstineant a confessionibus frequenter excipiendis, in primo sacerdotii triennio;
3° Fidelitatem Regulae praecipienti ut examini et censurae duorum Societatis sacerdotum a Superiore electorum, subjiciantur sermones et institutiones. (Sess. 10.)

Vota.

I. Desiderat Capitulum generale ut in codice Actorum in extenso describatur amplissima relatio a Reverendissimo Patre generali Capitulo perlecta, quam typis integre mandatam mitti exoptat ad nostros, ad exteros autem quaedam tantum excerpta nostris annalibus inserenda, his maxime praetermissis quae ad aerarium pertinent. (Sess. 3.)

II. Funebre obsequium cantabitur ante conclusionem Capituli generalis pro anima R.P. Tempier, in peculiare signum amoris, et grati animi causa erga optimum Patrem, qui in condenda Congregatione strenue laboravit. (Sess. 5.)

III. Capitulum Superiori generali ejusque Assistentibus gratiam habet, quod in annalibus multa ediderint familiae pergrata quae ad Reverendissimum Patrem de Mazenod spectant; quo in genere plura, si habeantur, in nostris annalibus typis mandari exoptat Capitulum, donec desideratum conficiatur opus de vita Venerandi Fundatoris nostri. (Sess. 6.)

IV. Optandum est ut Secretario generali committatur annalium confectio; utque Superiores in mittenda relatione negligenter se gerentes, admoneantur de obligatione ipsi s imposita. (Sess. 7.)

V. Directorium pro Juniorum domibus conficiendum esse existimat Capitulum. (Sess. 9.)

VI. Capitulum, nullatenus praesumens a Sancta Sede in posterum statuenda circa Missiones, in votis tamen habet ut quam primum, conventione facta, res inter Vicarios et Superiorem generalem in bonum commune ordinentur. (Sess.11.)

XIII

CHAPITRE GENERAL DE 1879

Bibliographie:

Registre des Chapitres généraux, t.II, p.176-241;

Circulaires administratives, t.I, p.343-344 (Circ. N.30);
353-356 (Circ. N.33);

Acta Capituli generalis 1879 (Parisiis 1879);

ORTOLAN, Les Oblats de Marie Immaculée, t.III, p.226-227;

Missions 1879, p.277-377, 409-471;
1880, p.5-48;
1920, p.215;
1938, p.7;

A.R.O.M.I., 1946, p.64.

§ I

Schéma historique

I) Convocation

C'est un Chapitre ordinaire, et il fut convoqué par le P. Fabre au terme du sexennat, selon la prescription de la Règle.

II) Déroulement

A) Ambiance

1°) Lieu - Le Chapitre s'assembla à Autun, dans notre Scolasticat.

2°) Durée - Il s'ouvrit le 30 juillet et se clôtura le 6 août; il dura donc 8 jours.

3°) Membres - Y participèrent 29 capitulants, qui représentaient 715 profès dont 434 Pères, 67 scolastiques et 214 convers, sans compter 67 novices et 175 junioristes.
Ils auraient dû être 31, mais 2 furent absents.
Voir la liste des noms dans Missions 1879, p.279-280.

4°) Commissions - Il y eut 4 Commissions; à savoir: 1) des oeuvres, 2) des études et de la discipline, 3) de l'administration générale, et 4) de l'administration temporelle.

5°) Séances - Il y eut 11 séances générales, sans compter les séances particulières des commissions.

B) Travaux

Les travaux du Chapitre se déroulèrent sous la présidence du P. Fabre.
En voici un aperçu:

1°) Allocution initiale du P. Fabre; et rapports du P. Fabre sur la Congrégation en général, et des Provinciaux et Vicaires sur les différentes Provinces et Vicariats.

2°) Discussion des affaires.
On y traita plusieurs questions. A noter surtout:
1) la décision de la publication du Personnel, qui en effet commença l'année suivante;
2) les autres décisions qu'on peut lire au texte des Actes dans le paragraphe suivant.

3°) Election, le 6 août, des PP. Louis Soullier, Pierre Aubert, Aimé Martinet et Melchior De L'Hermitte comme assistants généraux, et du P. Marc Sardou comme économe général.

C) Evénements.

1°) Envoi d'une adresse, signée par tous les capitulants, au Pape Léon XIII.

2°) Visite, du 4 au 6 août, du cardinal Guibert.

3°) Diverses visites de Mgr Perraud, évêque d'Autun.

III) Importance

. C'est le treizième Chapitre général de la Congrégation. Sa pensée principale fut de rappeler la double obligation de la prière et de l'étude pour se rendre dignes de notre sublime ministère.

§ II

Texte des Actes

Les Actes de ce Chapitre se composent de 5 décrets, de 10 déclarations et de 8 voeux.

Le texte a été imprimé à Paris en 1880.

En voici la transcription:

ACTA
CAPITULI GENERALIS
Augustoduni habiti
A die 30 Julii ad diem 6 Augusti
anni 1879

DECRETA

I. Praeter Directorium speciali modo Junioribus aptatum, conficiatur necesse est, ad usum Congregationis, Ratio studiorum universa, quam et ipsi Directores aut Professores in docendo sequi teneantur. (Sess. 7).

II. Crux in die Oblationis fratribus famulantibus tradenda, sexdecim centimetros in longum, octo verò in latum metietur. (Sess. 9).

III. Inter nos tabaci fumifici usus strictè prohibetur. Qui verò, necessitate coacti, ab hâc regulâ excusari vellent, priùs licentiam a Provinciali aut Vicario obtineant necesse est, eâque uti non valebunt nisi privatim. (Sess. 10).

IV. In unaquâque domo vel residentiâ, curae erit Superiori ut fiat et in tuto servetur graphica descriptio bonorum immobilium quae in loco Congregatio possidet; ut insuper duplicatum hujus descriptionis, unà cum bonorum eorumdem aestimatione venali, sive ex mensoribus et actoribus publicis sive ex consuetis emptionibus desumptâ, Administrationi mittatur tum generali tùm provinciali, eo fine ut prae oculis habeant documenta certiora qui de negotiis temporalibus hujusmodi tractare habent. (Sess. 10).

V. Cunctis in Provinciis aut Vicariatibus, neomystae, antequam ad officium quodcumque implendum deputentur, per unum saltem annum in eo technicè edoceantur. (Sess. 11).

DECLARATIONES.

I. Declarat Capitulum generale professores Societatis non magis ac alios Congregationis Sodales vacationes vindicare posse, sed omnes pariter inviolabili praecepto vitae communis quocumque tempore teneri. Tempore vacationum, ut aiunt, Provincialis est singulorum necessitatibus providere, sicut et Superiori locali incumbit exercitia vitae regularis in interiori domo ordinare, justo tamen cum moderamine et habitâ ratione ad personarum, locorum temporumque adjuncta. (Sess. 9).

II. Declarat Superior Generalis quòd, in collatione spirituali pro culpis accusandis, fratres laïci, sive novitii sive professi, post accusationem propriam vel mutuam, necnon post acceptas animadversiones a caeteris membris, etiam novitiis, ipsis impositas, statim a loco discedere habent, et tunc solummodò incipiet caeterorum accusatio. (Sess. 9).

III. His in regionibus ubi, decursu temporis, multùm detractum fuit auri praetio, permittit Capitulum ut, praeviè obtento Superioris Generalis assensu, media pars scudi dollaris, id est, duo francorum nummi cum dimidio, pro unitate sumatur in supputatione expensarum a Regulâ permissarum. (Sess. 9).

IV. Urget Capitulum generale executionem Decreti anno 1867 his terminis conditi: "Praeter collationem de culpis accusandis, sermonem quoque de spiritualibus, bis in mense, ad communitatem habeat Superior. (Sess. 14)"; idque declarat eo sensu esse intelligendum, quòd bis in mense teneatur Superior de spiritualibus alloqui subditos, sive id fiat occasione collationis aliundè praescriptae, sive in speciali collatione ad propositum indictâ. (Sess. 9).

V. Urget Capitulum generale executionem articuli XL, §1 de voto Paupertatis, et declarat quòd contrà votum Paupertatis agerent Sodales nostri qui, paroeciae vel piis operibus praepositi, libros aut quidpiam emerent sibi vel fidelibus sibi commissis sine licentiâ Superioris localis. (Sess. 10).

VI. Urget Capitulum generale executionem Art. VI, § 1 de Missionibus, sic a Capitulo anni 1867 ad novam formam redacti: "Duo saltem ibunt ad Missiones; nunquam unus nisi de consensu Provincialis," declaratque licentiam hujusmodi scripto et pro unoquoque casu esse exprimendam. (Sess. 10).

VII. Quae in Directorio pro Missionibus praescripta sunt, ab Art. I ad Art. VII, sedulò servari debent. Sufficiet tamen si semel in anno caeremonia ibi descripta perficiatur, tempore scilicet quo incipiunt Missiones et occasione primi Missionariorum discessûs. (Sess. 10).

VIII. Declarat Capitulum generale in quâlibet domo vel residentiâ conventum de culpis accusandis esse cogendum, dummodò in eo tres interesse possint sodales, ipso adnumerato communitatis Praeposito. (Sess. 11).

IX. Declarat Capitulum generale non licere Missionariis praedicantibus verbum uti in pulpito veste singulari qua m non approbâsset Provincialis loci. (Sess. 11).

X. Prohibetur apud nos collare romanum. In locis tamen ubi in usum venit, propter necessitatem frequenter induendi breviorem tunicam, permittitur. Tunc verò vestis talaris ea esse debet cujus forma communiter apud nos recipitur, id est, quae ad collum non incisa, parùm aut nullo modo sinit idem collare conspici. (Sess. 11).

VOTA

I. Optat Capitulum generale ut, in Juniorum et Scholasticorum domibus, anglicam linguam periti edoceant alumnos. (Sess. 6).

II. In votis habet Capitulum generale ut, praeter periodicum libellum cui titulus Missions et qui, ratione argumenti, vix Congregationis limites excedit, alius item periodicus conscribatur extraneis lectoribus magis accommodatus. (Sess. 7).

III. In votis habet Capitulum generale ut, quolibet tertio anno, Catalogus typis mandetur qui nomina referat omnium Sodalium nostrorum, per domos, provincias aut vicariatus distributorum, quique singulis ac solis Congregationis membris tradetur. (Sess. 8).

IV. Ne casu eveniat quòd, in dissitis et valdè extensis Vicariatibus, causae forsan majores committantur arbitrio duorum tantùm consilii membrorum, qui et diverso modo opinari possent, optat Capitulum generale ut nunquam duo, sed tres vel quatuor nominentur Vicarii Consultores; ut insuper Superior Generalis facultatem faciat eidem Vicario qui repentino casu a vicariatu abesse cogeretur, tùm pro-Vicarium, tùm etiam, si opus fuerit, novum consultorem inter subditos deligendi et ad tempus instituendi. (Sess. 8).

V. In votis habet Capitulum generale ut a Sanctâ Sede humili supplicatione obtineatur facultas celebrandi: 1° Festum SS. Cordis Jesu sub ritu 1ae classis; 2° Officium votivum Ejusdem, semel in mense, sub ritu semi-duplici; 3° Officium B. Margaritae Mariae, die 17 mensis octobris, sub ritu duplici; 4° Officium Divisionis Apostolorum, sub ritu duplici 2ae classis. (Sess. 9).

VI. Exoptat Capitulum generale ut, Sanctâ Sede approbante ac de thesauris coelestibus elargiente, Confraternitas quaedam, seu Tertius-Ordo, a Nostris instituatur, eo fine ut fideles utriusque sexûs, Congregationi nostrae spiritualiter conjuncti, perfectioris vitae insistant viam atque cuncta pietatis opera corde puro et animo volenti suscipiant. (Sess. 9).

VII. Urget Capitulum generale executionem Decreti anno 1867 his verbis editi: "Quapropter suum cuique Provinciae vel Vicariatui erit Directorium quod, a Superiore Generali approbatum, capitulo de Missionibus subsidiabitur." (Sess. 10).

VIII. Seduliùs quàm de praeterito incumbant Nostri muneribus sibi concreditis, dùm de negotiis temporalibus gerendis agitur. (Sess. 9).

XIV

CHAPITRE GENERAL DE 1887

Bibliographie:

Registre des Chapitres généraux, t.II, p.242-312;

Circulaires administratives, t.I, p.371-377 (Circ. N.37);
II, p.9-11 (Circ. N.41);
13-60 (Circ. N.42);
61-64 (Circ. N.43);

Acta Capituli generalis 1887 (Parisiis, 1887);

ORTOLAN, Les Oblats de Marie Immaculée, t.III, p.297-299;

Missions 1887, p.97-159,211,317-322;
1920, p.215;
1938, p.7;

A.R.O.M.I., 1946, p.64.

§ I.

Schéma historique

I) Convocation

C'est un Chapitre ordinaire, et il fut convoqué par le P. Fabre. Selon la prescription de la Règle, on aurait dû le convoquer en 1885, au terme du sexennat; mais on retarda la convocation à cause de la situation politique de France, contraire aux religieux.

II) Déroulement

A) Ambiance

1°) Lieu - Le Chapitre s'assembla à Rome, au Scolasticat de Via S. Pietro in Vincoli (aujourd'hui: Via Vittorino da Feltre), puisqu'en France, par suite des expulsions, il n'y avait ni un local suffisant pour contenir une assemblée si nombreuse, ni la liberté nécessaire pour pouvoir délibérer avec tranquillité.

2°) Durée - Il s'ouvrit le 25 avril et se clôtura le 6 mai; il dura donc 12 jours.

3°) Membres - Y participèrent 36 capitulants, qui représentaient 919 profès dont 12 évêques, 517 Pères, 129 scolastiques et 261 convers, sans compter 69 novices scolastiques et 26 novices convers.
Voir la liste des noms dans Missions 1887, p.103-105.

4°) Commissions - Il y eut 5 Commissions; à savoir: 1) de l'administration générale, 2) de la discipline intérieure, 3) des oeuvres extérieures, 4) des missions étrangères, et 5) des finances.

5°) Séances - Il y eut 17 séances générales, sans compter les séances particulières des Commissions.

B) Travaux

Les travaux du Chapitre se déroulèrent sous la présidence du P. Fabre. En voici un aperçu:

1°) Allocution initiale du P. Fabre; et rapports du P. Fabre sur la Congrégation en général, et des Provinciaux et Vicaires sur les différentes Provinces et Vicariats.

2°) Discussion des affaires.
On y traita plusieurs questions. A noter surtout:
1) la décision de demander au Saint-Siège la dispense du bréviaire durant le temps des missions;
2) la décision de déterminer et ajouter dans notre Manuel de prières les usages suivis dans nos communautés pendant les derniers jours de la semaine sainte;
3) les autres décisions qu'on peut lire au texte des Actes dans le paragraphe suivant.

3°) Election, le 6 mai, des PP. Louis Soullier, Aimé Martinet, Melchior De L'Hermitte et Eugène Antoine comme assistants généraux, et du P. Marc Sardou comme économe général.

C) Evénements

1°) Bénédiction papale au Chapitre, dès la première séance.

2°) Visites des cardinaux Louis Oreglia di S. Stefano, Thomas Zigliara, et Camille Mazzella.

3°) Audience de Léon XIII, le 5 mai.

III) Importance

C'est le quatorzième Chapitre général de la Congrégation. On peut l'appeler "le premier Chapitre de Rome", et il a eu comme préoccupation constante le maintien de la Règle et sa fidèle observance.

§ II

Texte des Actes

Les Actes de ce Chapitre se composent de 9 décrets, de 8 déclarations et de 13 voeux.

Le texte a été imprimé à Paris en 1887.

En voici la transcription:

ACTA
CAPITULI GENERALIS
Romae habiti
a die 25 Aprilis ad diem 6 Maii
anni 1887.

DECRETA

I. Meminerint Sodales nostri Missiones praecipuum esse Instituti scopum; potissimùm igitur studeant munus istud accuratè persolvere, atque in tradendis exercitiis, quantùm fieri poterit, justà Patrum nostrorum traditiones et methodum in Directorio descriptam, fideliter se habeant. (Sess. 9).

II. Quia ultimis hisce temporibus prorsùs mutatae fuerunt conditiones itinerantium, Capitulum generale illud statuit, nempè: Provincialis aut Vicarius qui, ex judicio Superioris Generalis in suo Consilio, non valeret sinè graviori Provinciae vel Missionis suae onere et detrimento, ad Capitulum generale iter aggredi, jus habet mandatarium suum deligendi, non tantùm inter propiùs commorantes, sed etiam si maluerit, inter membra suae Provinciae vel sui Vicariatûs, quantùmvis distantis et quidquid in contrarium statutum fuerit anteacto tempore. (Sess.12).

III. Omnes qui ad Capitulum provinciae convocantur, huic interesse debent sub poenâ juris sui amittendi pro hâc vice; illis nàmque solummodò licebit per schedulas obsignatas votum emittere, quibus a Superiore Generali talis concessa fuerit licentia specialis et de scripto. (Sess. 12).

IV. Ne nimiùm multiplicentur Residentiae et dispertientur Sodales nostri, quod brevi tempore verteret detrimento vitae regularis, urget Capitulum generale strictiorem executionem decreti Capituli generalis 1867 sic se habentis, relativè ad exteras Missiones: "Satagant Missionum Vicarii ne nimio tempore "commilitones sui sint segreges, neve stationes plus aequo dissitae consti- "tuantur quin convenire possint." Exoptat insuper ut, in Provinciis ritè constitutis, quaelibet domus quinque saltem sacerdotibus constet, nisi gravi de causâ Superior Generalis ejusque Assistentes huic voto derogandum esse judicaverint. (Sess. 12).

V. Strictè prohibetur Missionariis, praesertim in longè dissitis regionibus, parentes vel propinquos circà se arcessere. Quòd si verò jàm in regione commorentur isti, omninò vetitum est ne sub eodem tecto cohabitent cum sodalibus nostris. (Sess. 14).

VI. Sollicitudini Superioris Generalis committitur studiorum ac vitae Rationem constituendi, tùm junioribus tùm scholasticis accommodatam, in praxim primò deducendam, prout experientia docebit emendandam, in proximo Capitulo discutiendam ac demùm in corpus Regularum, si Sancta Sedes approbaverit, inserendam. (Sess. 9).

VII. Intrà tres menses qui decessum alicujus Sodalis nostri subsequuntur, unusquisque Superior domorum in quibus iste vixerit, ut junior alumnus, novitius, scholasticus aut presbyter et missionarius, vel ut frater laïcus, mittere tenetur Secretario generali documenta quae possidet vel ab aliis colligere potuit, ad communem aedificationem in encomio necrologico publicanda. Caetera insuper Congregationis membra quae defunctum noverunt, instantissimè rogantur ut eâdem viâ virtutes ejus et merita manifesta faciant. (Sess. 14).

VIII. Praeter orationes in quâlibet domo vel Provinciâ pro benefactoribus propriis fieri solitas, pro iis omnibus indiscriminatim Missa celebrabitur in domo generali semel in mense. (Sess. 9).

IX. Status animarum, ecclesiarum, scholarum, institutionum charitatis, piarum associationum et ipse Operariorum census, omnium denique quae ad fidei progressum attinent vel conferunt, quotannis mense januario, Secretario generali ab unoquoque Vicario Missionum mandabitur, ut in Annalibus nostris referatur. (Sess. 14).

DECLARATIONES

I. Quaesitum fuit quonam sensu intelligi debeat Articulus XXIII, § 1, Cap. 2, Part. III, sic sonans: "Superior localis a Regulis communibus dispensare nequit, nisi ob particulares necessitates et ex concilii sui sententiâ."

Ratio dubitandi est quòd, in articulo XXIX, § 2, praecedentis capitis, legitur: "Superior Generalis dispensare valet, non solùm in casibus particularibus, quod omnium Superiorum est, qui hoc jure non utentur nisi urgeat necessitas et de respectivi concilii sui sententiâ", undè concludendum esset superiores locales nequidem in casibus particularibus dispensare posse nisi de respectivi consilii sui sententiâ: quod in praxi sustineri non potest.

Collatione autem factâ latinae cum gallicâ et originali versione, compertum fuit quòd in istâ nullo modo de casibus particularibus fit mentio, sed de necessitatibus tantùm, quae modò sunt particulares alicui individuo et modò communes, modò ad tempus et modò in perpetuum duraturae, sed semper diuturnae supponuntur.

Porrò, dùm necessitas est alicui in individuo particularis (quamvis diuturna), Superior localis dispensat, non tamen sine consilii sui sententiâ. (Art. XXIII, § 2, Cap. II, Part. III).

Dùm necessitas est communis omnibus, Superior Generalis, consultis Assistentibus, dispensat, sed pro tempore tantùm. (Art. XXIX, § 2, Cap. I, Part. III).

Denique in eâdem necessitate communi, Capitulum duntaxat dispensare potest pro semper. (Art. XLIII, § 1, Cap. I, Part. III).

Nullibi autem, in citatis locis, versio gallica de casu particulari agit aut etiam verbum profert, quamvis obiter verbum istud inveniatur in versione latinâ. (Art. XXIX, § 2, Cap. I, Part. III). Proindè: in casu particulari, Superior localis propriâ auctoritate dispensare valet. Hinc tamen non sequitur quòd id semper expediat; talis enim casus inveniri potest in quo satius esset consulere sapientes. Sed tunc ex prudentiâ, non ex Regulâ ageret Superior. (Sess. 11).

II. Omnes qui Conventibus nostris intersunt, de domesticis negotiis aut de personis privatis consiliariter tractantibus, arcani lege tenentur, ut speculativè omnes ultrò fatentur; in praxi ergò, nemini nisi Superioribus majoribus revelare possunt quae in iis dicta vel acta fuerunt. (Sess. 13).

III. Quùm Obedientiae votum apud nos sit absolutum, id est, nullâ conditione vel restrictione corruptum aut foedatum, de singulis sodalibus disponere potest Superior Generalis secundùm Regulam et lege Dei servatâ, illosque mittere quòcumque Congregationis ministerium requirere videtur. (Sess. 13).

IV. Quaesitum fuit utrùm Vicarii Missionum possint, inconsulto Superiore Generali, subditos Oblatos ad Ordines promovere qui theologiae cursum non absolvissent.

Respondit Capitulum dicens: Standum est Regulae, et, in re tàm gravi, oneretur conscientia Vicarii Missionis, ne ad majores Ordines promoveantur incapaces. (Sess. 14).

V. Quaesitum fuit quonam ordine incedere debeat Provincialis extrà Provinciam suam domum ingrediens.

Respondit Capitulum: Provincialis extrà Provinciam suam domum adveniens, primum locum occupat post Provincialem loci, dummodò iste adsit praesens; eo verò absente, post Superiorem localem vel eum qui ejus vices gerit. (Sess.14).

VI. Urget Capitulum generale executionem Art. XL, § 1, de voto Paupertatis, atque renovat Declarationem Capituli generalis 1867 dicentis, quòd contrà votum utrumque Paupertatis et Obedientiae agerent Sodales nostri qui, paroeciae vel piis operibus praepositi, v.g. Confraternitatibus, scholis, etc., sine licentiâ Superioris expensas facerent in hujusmodi administratione suprà quantum a Regulâ determinatum, aut de acceptis et impensis rationem non redderent: quae quidem ratio in Codice aerarii localis inscribi debet. (Sess.16).

VII. Declarat Capitulum generale quòd, in aerarii administratione, sive superfluum ipsi Procuratori mittatur, ut expressè praecipitur in Articulo V, § V, Cap. I, Part. III, sive mittatur Provinciali, ut fert Articulus VI, § VIII ejusdem Capitis, res eadem est: semper etenim pecunia in manus Procuratoris quamprimùm devenire debet, secundùm Articulum III prioris paragraphi superiùs citati, et Articulum I posterioris, qui sic se habent: "Art. III "Procuratoris generalis est omnia gerere negotia quae ipsi a Superiore genera-"li vel a Capitulo committuntur." — "Art. I. Aerarium Provinciae vel Vicaria-"tûs administratur sub Provincialis aut Vicarii auctoritate, a Procuratore "quem Superior Generalis huic proponit officio."

Porrò non desunt rationes directè mittendi hujusmodi superfluum caeterasque pecunias ipsimet Procuratori, adeòque ita fieri decernit Capitulum generale, salvo semper jure Provincialis disponendi de iis secundùm Regulam, et requirendi ut, ad nutum, de statu nummario relatio sibi fiat. (Sess. 16).

VIII. Declarat Capitulum generale Articulum Regulae quo determinatur quantitas sumptûs Superiori locali vel Provinciali permissa, eo sensu intelligendum esse quòd, Superior quantitatem pecuniae determinatam impendere potest totiès quotiès sumptus est in se completus et ab omni alio specie distinctus, vel si intervallo tantùm, exclusâ saltem pravâ voluntate dividendi et conjungendi: dividendi nempè majores expensas in minutas, et conjungendi successivè minutas in majores, in fraudem legis; quia tunc cumulatio intentionalis aequivaleret quantitati non permissae. (Sess. 16).

VOTA

I. Ad Sanctam Sedem fiat petitio quatenùs festum Praesentationis B.V.M.I. ad ritum 2ae classis, festum Patrocinii S. Josephi, ad ritum 1ae classis, et festa SS. Georgii et Patritii ad ritum duplicem majorem in Congregatione eleventur. (Sess. 9 et 10).

II. Item petitio fiat ut Missionarii a recitatione divini officii exempti sint in diebus quibus Missionis exercitiorum multiplicitas eos divinum pensum persolvere aegrè admodùm sinerent. (Sess. 9).

III. Uniformitatis causâ, optat Capitulum generale ut Manuali nostro additio fiat, continens preces certis diebus, praesertim tribus ultimis Majoris hebdomadae, fieri solitas, necnon consuetudines et usus quosdam a decessoribus acceptos referens.

IV. Quùm juxta regulas ipsumque jus canonicum administratio paroeciarum et Monialium directio apud nos sint exceptionis ministerium, perrarò et gravissimis tantùm de causis huic ministerio deputentur Sodales nostri. (Sess.9).

V. Consultis Provincialibus, designentur a Superiore Generali quidam de nostris, magis scilicet idonei, qui, intuitu spiritualium Exercitiorum Clero tradendorum, materias comparare et ordinare opportuno tempore possint et incipiant. (Sess. 9).

VI. In domibus Juniorum non adhibeantur ut professores, praesertim Scholarum superiorum, Scholastici qui vota perpetua nondùm emiserunt et studiorum stadium non perfecerunt. (Sess. 10).

VII. Declarat Capitulum generale optimum fore si professores aliquot et ipsimet alumni ad gradus academicos, saltem inferiores, contenderent: idque in votis habet. (Sess. 11).

VIII. In votis habet Capitulum generale ut juvenes in Congregatione admittantur qui, inter Fratres laïcos, Societati essent nomen daturi, eo speciali fine ut, post susceptam scholarem disciplinam et emensum vitae religiosae tirocinium, elementa Litterarum alios docerent, tùm in exteris Missionibus apud sylvicolas, tùm apud domesticos fidei magis excultos, ubi hujusmodi ministerium instantissimè desideratur. (Sess. 11).

IX. Optat Capitulum generale ut, ex Provinciâ Britannicà nonnulli seligantur juniores alumni, qui inter gallicos altioribus litteris informarentur; et vicissim. (Sess. 11).

X. Capitulum generale exoptat ut Superior Generalis, dùm in comitia sua convocat Congregationem, Domibus ritè constitutis conjungat Residentias vel Stationes ab eis non longè distantes, ità ut, quantùm fieri poterit, electio deputati localis ad provincialem Conventum, fiat votis omnium Patrum in circumscriptione commorantium. (Sess. 12).

XI. Urget Capitulum generale executionem voti jàm enuntiati in praecedenti Capitulo, quoad libellum periodicum ad extraneos accomodatum; huncque libellum cun libello, vulgò dicto Missions, gallicâ et anglicâ linguâ conscribendum esse declarat. (Sess. 9).

XII. Capitulum generale gratiam habet Sororibus Associationibus Sanctae Familiae aliarumque Congregationum, quòd nostris Operariis, sive in Provinciis, sive in Missionum Vicariatibus, cum tantâ fortitudine tantâque liberalitate obsecundent. (Sess. 13).

XIII. Pro beneficiis acceptis grati animi sensus exprimendos decernit Capitulum generale ergà membra Consiliorum Associationis Propagandae Fidei, Associationis a Sacrâ Infantiâ nuncupatae, ac demùm Associationis vulgò dictae l'Oeuvre Apostolique. (Sess. 13).

XV

CHAPITRE GENERAL DE 1893

Bibliographie:

Registre des Chapitres généraux, t.III, p.1-127;

Circulaires administratives, t.II, p.118-120 (Circ. N.52);
121-126 (Circ. N.53);
151-198 (Circ. N.57);

Missions 1893, p.235-422,437-514;
1920, p.215;
1938, p.7;

A.R.O.M.I., 1946, p.64.

§ I

Schéma historique

I) Convocation

C'est un Chapitre extraordinaire, et il fut convoqué par le P. Soullier, vicaire général de la Congrégation, à la suite de la mort du P. Fabre, pour l'élection du nouveau Supérieur général.

II) Déroulement

A) Ambiance

1°) Lieu - Le Chapitre s'assembla à Paris, dans la maison générale de Rue de Saint-Pétersbourg.

2°) Durée - Il s'ouvrit le 11 mai et se clôtura le 23 du même mois; il dura donc 13 jours.

3°) Membres - Y participèrent 34 capitulants, qui représentaient 1211 profès dont 10 évêques, 648 Pères, 201 scolastiques et 352 convers, sans compter 91 novices scolastiques, 37 novices convers et 400 junioristes.
Ils auraient dû être 38, mais 4 furent absents.
Voir les noms dans Missions 1893, p.239-241.

4°) Commissions - Il y eut 5 Commissions; à savoir: 1) de l'administration générale, 2) des missions étrangères, 3) des oeuvres extérieures, 4) des finances, et 5) de la discipline et des études.

5°) Séances - Il y eut 16 séances générales, sans compter les séances particulières des Commissions.

B) Travaux

Les travaux du Chapitre se déroulèrent sous la présidence du P. Soullier, d'abord comme vicaire général de la Congrégation et ensuite comme nouveau Supérieur général.
En voici un aperçu:

1°) Allocution initiale du P. Soullier.

2°) Election, le 11 mai, du P. Louis Soullier comme Supérieur général.

3°) Discussion des affaires.
On y traita plusieurs questions. A noter surtout:
1) la décision de revenir aux retraites générales des Supérieurs et aux retraites provinciales;
2) la décision de charger, d'une manière spéciale, un assistant général des études de la Congrégation;
3) la décision de rédiger une Ratio studiorum pour la Congrégation;
4) les autres décisions qu'on peut lire au texte des Actes dans le paragraphe suivant.

4°) Election, le 23 mai, des PP. Aimé Martinet, Eugène Antoine, Cassien Augier et Alfred Voirin comme assistants généraux, et du P. Marc Sardou comme économe général.

C) Evénements

Le 23 mai, après la dernière séance, le Chapitre monta à Montmartre, où le P. Soullier renouvela solennellement la consécration de la Congrégation au Sacré-Coeur.

III) Importance

C'est le quinzième Chapitre général de la Congrégation. On l'appela "le Chapitre du Cénacle", parce qu'il eut lieu à la Pentecôte, étant donné qu'il s'ouvrit le jour de la fête de l'Ascension et se clôtura le mardi après la fête de la Pentecôte. Il donna une nouvelle impulsion à la discipline, aux études et à l'apostolat de la Congrégation.

§ II

Texte des Actes

Les Actes de ce Chapitre, rédigés en latin comme ceux des Chapitres précédents à partir de 1867, avaient été promis par la Circulaire N.57, mais ils ne furent jamais publiés.

Il y a seulement les Actes en français, qui ont été promulgués par la Circulaire N.57 et qui contiennent "la presque totalité" de tout ce qu'on aurait publié dans les Actes proprement dits en latin.

Ils se trouvent dans Circulaires administratives, t.II, p.173-194, et se composent de 3 décrets, de 13 voeux, de 29 déclarations et de 12 observations.

En voici la transcription, sans toutefois les explications que la susdite Circulaire N.57 ajoute après chaque décision:

ACTES DU CHAPITRE GENERAL DE 1893

DECRETS

1. "Avant de commencer leurs travaux, les membres du Chapitre général vaqueront pendant trois jours aux exercices de la retraite".

2. (On introduira au nombre de nos Offices propres l'Office de Notre-Dame du Bon-Conseil. En outre notre Office de Saint-Lazare, emprunté au diocèse de Marseille, ayant, dans sa rédaction, un caractère trop local pour convenir à tous les pays où nous sommes répandus, on lui substituera un autre).

3. (Pour l'avenir le sens de l'article de la Règle relatif aux cinq supérieurs qui ont droit d'assister au Chapitre général quand il s'agit de l'élection du Supérieur général, sera fixé comme il suit:)

"1°. Dès la mort du Supérieur général, le droit des cinq est définitif et irrévocable.

2°. Il n'est cependant ni inhérent ni personnel. En cas de mort ou de défection, le droit n'est pas éteint, il passe au premier qui se trouve dans les conditions voulues par la Règle.

3°. Ni directement, ni indirectement,il ne peut être annulé par la volonté du Vicaire général.

4°. Toutefois il n'est pas pratiquement inamissible. Une incapacité physique, intellectuelle ou morale, dont le Chapitre sera juge dans la séance de la vérification des pouvoirs, peut en empêcher l'exercice.

5°. Enfin, il ne met pas obstacle à l'autorité du vicaire général dans son gouvernement de la Congrégation. Celui-ci peut disposer de chacun des cinq, dans l'intérêt de la famille. Mais en déplaçant l'un d'entre eux, il ne lui enlèvera ni son droit d'assister au Chapitre, ni même son titre de supérieur. La place devenue vacante sera provisoirement occupée, soit par le

premier assesseur, soit par un administrateur temporaire, et cet état durera jusqu'à la fin du Chapitre".

VOEUX

1. "Le Chapitre estime très désirable qu'on revienne aussitôt que possible aux retraites générales des supérieurs et aux retraites provinciales".

2. "Pour la rédaction des notices nécrologiques, il y aurait lieu de presser les supérieurs locaux et les provinciaux d'en fournir les éléments, et il serait bon d'organiser un bureau de rédaction à la maison générale".

3. "Il serait bon de former des Frères convers à l'enseignement scolaire, sans toutefois les faire sortir de leur condition".

4. "Il serait bon de créer un juniorat spécialement destiné à former des recrues pour les missions étrangères".

5. "Il serait bon de créer un Tiers Ordre et, à cette fin, de nommer une commission de trois membres".

6. "Il y aurait lieu de favoriser nos oeuvres de recrutement et nos établissements scolaires en leur procurant des ressources; de fonder, à cette fin, des associations, des comités, un Tiers Ordre, des oeuvres de charité".

7. "Il serait utile de favoriser les vocations, et, pour cela, de visiter les grands et les petits séminaires, d'y prêcher des retraites, d'entretenir des relations avec les directeurs et avec les élèves, d'envoyer des Notices et de propager les Petites Annales".

8. "Il serait désirable que les jeunes Pères fussent employés pendant trois ans dans un établissement scolaire, et que jamais ils ne le fussent avant d'être prêtres".

9. "Nos missionnaires se souviendront qu'ils doivent donner tous leurs soins à la conversion des indigènes, sans négliger les domestiques de la foi".

10. "Il est à désirer que la correspondance épistolaire entre les supérieurs et les sujets soit plus exacte et plus suivie de part et d'autre".

11. "La publication des circulaires en langue anglaise est adoptée en principe".

12. "Il est à désirer qu'un des assistants du Supérieur général soit spécialement chargé de ce qui regarde les études dans la Congrégation, et plus particulièrement de l'Université catholique d'Ottawa".

13. "Il devient urgent de procéder à la rédaction du Ratio studiorum ac vitae, à l'usage des scolastiques".

DECLARATIONS

1. "Un Père de passage dans une maison est tenu de se conformer au règlement de cette maison. Toutefois, il n'est obligé d'assister à la coulpe que si son séjour se prolonge au delà de la quinzaine. Dans le même cas, il prendrait part à la retraite du mois".

2. "Les trois messes de Noël étant des messes rétribuées, elles sont acquittées, par les Pères de passage, au profit des maisons où ils se trouvent".

3. En attendant la formule réclamée de l'Administration générale, où seront définis les caractères distinctifs d'une maison régulière, d'une maison incomplète, d'une résidence et d'un district, voici, sur ce sujet, ce qui a été déclaré avec l'assentiment du Chapitre:

Une maison régulière est celle qui, constituée par ordonnance du Supérieur général, a reçu: 1° l'autonomie administrative prévue par la Règle; 2° un conseil composé du supérieur et de deux assesseurs; 3° et qui compte au moins cinq membres prêtres. Elle est représentée au Chapitre provincial par son Supérieur et par un délégué élu. L'ordonnance du Supérieur général est rédigée à triple exemplaire, et conservée dans les archives des trois administrations: générale, provinciale et locale.

Une maison incomplète est celle qui, fondée comme la précédente par ordonnance du Supérieur général, réalise les deux premières conditions, mais non la troisième. Elle est représentée au Chapitre provincial par son Supérieur, mais elle n'a pas droit à un délégué.

La résidence, qui sera désormais, elle aussi, fondée par ordonnance du Supérieur général, est essentiellement privée d'autonomie administrative; elle n'a ni supérieur ni conseil, mais seulement un directeur. Elle est annexée à une maison proprement dite, et elle relève du supérieur de cette maison, à moins qu'elle ne soit directement placée sous la tutelle du Provincial. Dans le premier cas, elle vote avec la maison dont elle dépend; dans le second cas, avec celle qui lui est indiquée, ordinairement la plus voisine.

Dans son gouvernement, le directeur de résidence peut, en général, tout ce que peut un supérieur sans son conseil. Il ouvre et ferme les lettres; il contrôle la correspondance; il préside l'exercice de la coulpe; il donne les permissions et les obédiences pour le saint ministère. Quand le Supérieur est présent à la résidence, il y exerce tous les droits d'un supérieur dans sa maison. Lui seul bénit la communauté après la prière du soir. Quand le directeur de résidence est de passage dans la maison de laquelle il dépend, il prend place immédiatement après le Supérieur. Mais cette distinction est purement honorifique. C'est le premier Assistant qui, en l'absence du Supérieur, fait les prières, préside l'office, bénit la table, donne les permissions.

Dans les Missions Etrangères, nos Pères, dispersés à de grandes distances les uns des autres, ne peuvent pas toujours former des maisons régulières, complètes ou incomplètes, ni même des résidences proprement dites. Ils se mettent alors en relation, autant que possible, avec le Vicaire de mission; ils s'administrent eux-mêmes selon les instructions reçues de lui, et ils votent individuellement, et par écrit, au chef-lieu du vicariat pour le délégué de la Mission au Chapitre général. Quand les relations le permettent, le vicariat est divisé en districts, et chaque district forme comme une communauté dispersée, comprenant essentiellement un supérieur, deux assistants et

un plus ou moins grand nombre de sujets. Le chef-lieu du district est alors, selon son importance et sa constitution, maison régulière, maison incomplète, simple résidence ou même simple poste; mais toujours il y a, dans le district, un supérieur et deux assistants, réunis ou dispersés, auxquels les affaires importantes sont déférées, et qui en donnent leur avis. Sous l'autorité du Supérieur, tous les Missionnaires du district ne forment qu'une communauté; ils s'administrent eux-mêmes selon les instructions reçues, et s'ils sont plus de quatre, ils ont droit d'être représentés au Chapitre vicarial, comme les maisons régulières, par leur Supérieur et par un délégué; ils votent, au chef-lieu du district, par écrit ou autrement.

4. "A moins que le Supérieur général ne soit obligé d'intervenir dans les Ordinations, comme il arrive lorsqu'on a recours à lui pour la lettre dimissoriale ou le permis d'ordonner à titre de Mense commune, les provinciaux et les vicaires de missions ont, de par la Règle, le droit de présenter aux Ordres leurs propres sujets.

Si les vicaires de missions ayant le caractère épiscopal, peuvent ordonner un sujet sans avoir recours au Supérieur général, ils sont priés instamment de tenir éloignés les indignes et les incapables. Tel est le sens de la déclaration capitulaire de 1887: In re tam gravi, oneretur conscientia vicarii Missionis, ne ad majores Ordines promoveantur incapaces".

5. "La représentation des maisons incomplètes, de trois ou quatre membres, est suffisante, dès lors que le Supérieur de chacune d'elles est de droit appelé au Chapitre".

6. "Les Supérieurs sont révocables ad nutum (ce qui ne veut pas dire sans raison). Ils sont nommés usque ad revocationem (ce qui ne veut pas dire in perpetuum). Ils restent donc en fonction, non pas seulement jusqu'à l'expiration de trois, de six ou de neuf ans, mais jusqu'à ce qu'ils soient positivement relevés de leur charge".

7. D'après la Règle, dans les Missions étrangères, les sujets dispersés votent directement et par écrit au Chapitre vicarial.

8. "La pratique d'imposer aux sauvages qui vivent en pays civilisés des pénitences publiques et corporelles peut offrir de grands avantages ou présenter de graves inconvénients, selon qu'on se place au point de vue des indigènes ou à celui des blancs, et en particulier des magistrats. C'est aux vicaires de Mission de juger et de décider ce qui convient le mieux, en pratique".

9. "Les aumôniers de religieuses ne doivent pas s'ingérer dans les affaires temporelles de celles-ci".

10. "En droit, les Supérieurs peuvent envoyer aux Missions étrangères un sujet qui ne l'a pas demandé, et le sujet est tenu d'obéir".

11. "Les prêtres scolastiques n'ont pas voix délibérative, mais seulement consultative, dans le Chapitre local, pour l'élection d'un délégué au Chapitre provincial".

12. "Le principe a toujours été, et il est encore, que pour obtenir une faculté de Rome, il faut faire apostiller sa demande par l'autorité supérieure".

13. Quelques-uns des nôtres demandent un commentaire de la Règle. "Donner un commentaire officiel n'est pas opportun. Il faudrait bientôt commenter le commentaire lui-même, tantôt pour y échapper, tantôt pour y ramener ses adversaires. Il serait peut-être moins clair que la Règle. Il aurait certainement moins d'autorité, à moins qu'il ne fût approuvé et imposé par le Saint-Siège, ce qui n'est pas dans les habitudes de Rome. Libre cependant à chacun de donner un commentaire privé. Tant vaudra l'ouvrage que vaudront les raisons. Il pourra être discuté, contredit; il ne fera pas loi; s'il fait la conviction, ce sera suffisant. Les Règles sont assez précises. Si elles laissent quelque latitude, cette latitude est nécessaire pour répondre à la diversité des esprits".

14. On s'est demandé "si le temps n'était pas venu de transférer le Général à Rome". Il a été répondu négativement. Mais il est bon de remarquer que cette réponse n'implique point que ce ne soit là qu'une affaire de temps. Si jamais la question était posée de nouveau, elle devrait l'être dans un sens plus large et, carrément, au sens de la Règle.

15. "Désormais, le Chapelet sera récité selon la forme prescrite par le Saint-Siège, savoir: cinq dizaines avec énoncé des cinq mystères qui y correspondent. La sixième dizaine, sans énoncé de mystère, dite selon notre usage pour les âmes du purgatoire, n'altérera en rien la forme reçue dans l'Eglise, parce qu'elle survient le Chapelet étant fini. On y joindra les litanies des saints patrons des nations, des provinces, des diocèses ou vicariats évangélisés par nos Pères. Ces litanies seront insérées dans le nouveau Manuel de prières".

16. "Pour les funérailles, suivre les usages du pays où l'on se trouve, usages qui varient selon les localités. Qu'elles soient néanmoins toujours simples et modestes: more pauperum".

17. "L'assistance aux funérailles du père ou de la mère sera assez facilement autorisée. L'assistance aux funérailles des autres parents sera plus difficilement accordée, sauf le cas de voisinage".

18. "Le jeûne de Règle oblige tous les membres de la Congrégation, novices ou Oblats, quel que soit leur âge, avec les dispenses nécessaires facilement accordées, quand avec le défaut d'âge il y a encore défaut de santé, ou d'autres raisons de dispense. Pour les jeûnes et les abstinences d'Eglise, on suivra les lois et les exemptions du pays qu'on habite".

19. "Personne n'a droit aux vacances; mais on peut avoir besoin de repos. Les Supérieurs procureront du repos en temps opportun, afin qu'on ne leur demande pas inopportunément des vacances. Toujours est-il que l'on condamne les visites trop fréquentes ou trop prolongées aux parents, comme aussi un repos dans les stations balnéaires qui ne serait pas manifestement justifié par l'état de la santé".

20. "Les Pères qui ont charge d'âmes ont certains devoirs à remplir comme pasteurs, et d'autres comme religieux. Il est impossible de tracer la délimitation exacte qu'on nous demande entre les uns et les autres. Nos Pères doivent se pénétrer de leur double obligation et agir de bonne foi, selon la conscience. Il y a des visites nécessaires et des visites qui ne le sont pas; des permissions requises et d'autres qui sont manifestement impliquées dans les devoirs de la charge". Dans tous les cas, la franchise des lettres a été refusée. Si les lettres portent en suscription: "affaires de conscience", "secret de confession", le Supérieur est en droit d'interdire cette manière de correspondre avec les fidèles, à raison des dangers de tous genres auxquels elle expose. La correspondance du curé avec l'évêque et réciproquement doit être toujours libre et, quand ils l'exigent, secrète.

21. On demande ce qu'il faut entendre par le nocte ingruente, heure indiquée par la Règle comme l'heure de rentrée à la maison. "Pour l'ordinaire, il faut l'entendre de 7 heures, heure de l'oraison. Dans certains cas extraordinaires, on peut l'entendre, avec la permission du Supérieur, de l'heure de la prière du soir.

Quant à l'usage, qui existe dans certains pays, de faire des visites après le souper ou le thé, et de les prolonger jusqu'à une heure avancée de la nuit, il est absolument interdit aux nôtres de l'adopter. Les assemblées publiques ayant un caractère religieux, ou la présidence de nos cercles de jeunes gens qui ferment tard à certains jours, font seuls exception à cette règle. Ce sont là des nécessités du saint ministère qui n'ont rien de commun avec les visites tardives".

22. Une série de questions minutieuses sur l'étendue des pouvoirs du Supérieur local a été posée au Chapitre, qui en a renvoyé la solution à la Règle.

Il y a excès dans ce besoin de réglementation. Vouloir tout régler par écrit, tend à fausser les idées en faisant croire que le nerf de la discipline est dans la lettre et non dans l'autorité vivante des Supérieurs. Les règles et les règlements sont pour diriger l'action de ceux qui commandent et de ceux qui obéissent; mais ils ne sont pas l'autorité elle-même. L'autorité vraie, c'est Dieu d'abord et ceux qui le représentent ensuite.

23. "Les congés hebdomadaires sont réglementés par le Provincial".

24. "On ne peut recevoir des dons en nature ou en argent qu'au profit de la communauté; pour soi, on ne le peut qu'à condition de subordonner l'acceptation à la volonté de son supérieur".

25. "On ne peut pas avoir de l'argent en dépôt chez l'économe, avec la prétention d'en être propriétaire et d'en user comme et quand on voudra".

26. "Sur la question du superflu, il n'a jamais rien été changé à la Règle. Ce qu'elle prescrit reste donc en vigueur".

27. "Au sujet des taxes vis-à-vis de la caisse générale, il n'y a pas d'exemption possible. C'est la province qui en prend la responsabilité et en effectue le payement. Pour les mêmes raisons, il est impossible de les diminuer".

28. "Chaque province, en se conformant à la Règle pour le fond, fixe elle-même le mode de sa comptabilité pour les détails. Ce qui doit se trouver partout, c'est une grande clarté et un ordre irréprochable".

29. "On ne peut rien statuer d'obligatoire pour former, en faveur des immeubles de la Congrégation, une grande société d'assurances qui embrasserait la Congrégation tout entière. Chaque province pourra agir selon ses intérêts, avec prudence, et présenter ses règlements à l'approbation du supérieur général".

OBSERVATIONS

1. "C'est un abus qui donne lieu à de justes récriminations, que d'obliger nos Pères à vivre habituellement avec des étrangers, dans la même maison et dans les mêmes exercices".

2. "On ne se pénètre pas assez de la nécessité de veiller dans nos Missions lointaines, comme dans toutes nos maisons, à la conservation de nos publications de famille".

3. "Dans une foule de circonstances, on s'est montré d'un commerce trop facile avec les sujets expulsés ou déserteurs de la Congrégation. On doit, au contraire, les traiter comme des étrangers qu'on ne connaît point, et avec lesquels on ne veut avoir aucune relation suivie".

4. "C'est un abus regrettable de lire tant de journaux. Il y a là une grande perte de temps et un signe de paresse coupable. Un grand journal universel et, si l'on veut, un journal de la localité devraient suffire".

5. "Le Chapitre a jugé bon de rappeler la règle du silence pendant le déjeuner".

6. "Le repos, après le travail d'une mission, n'est autorisé que dans une juste mesure. Il a pour objet de restaurer les forces morales autant que les forces physiques. Or, les conditions dans lesquelles on le prend, en certaines maisons, est loin de répondre à cette double fin".

7. "C'est un abus nuisible au résultat des missions de rester sur place après que la mission est finie, pour y prendre un jour ou deux de repos. Dès le lendemain matin, après la clôture, le missionnaire doit rentrer à la Maison par le plus court chemin".

8. "Les visites à la famille sont trop fréquentes. Elles doivent être soumises à l'appréciation du Provincial, qui ne les autorisera que rarement et pour de bonnes raisons".

9. "L'accomplissement de la Règle laisse à désirer en ce qui regarde les suffrages en faveur de nos défunts, notamment la psalmodie de l'office, savoir: trois nocturnes dans la maison du défunt, un nocturne dans toutes les autres maisons de la Province".

10. "Malgré toutes les résolutions prises en Chapitre et ailleurs, il arrive toujours que nos jeunes sujets sont lancés trop tôt dans les oeuvres du ministère, et laissés à eux-mêmes par les Supérieurs. Ils y entrent sans préparation; ils y persévèrent sans formation; ils y perdent le goût du travail bien fait".

11. "On accorde trop facilement la dispense des examens aux jeunes Pères qui y sont soumis. C'est un mauvais service qu'on leur rend".

12. "Dans la plupart des maisons, la conférence théologique est négligée. Les Provinciaux seront invités à prendre des mesures efficaces pour faire observer cette règle. Prescrire, par exemple, la tenue d'un registre où seraient inscrits le procès-verbal de chaque séance; non la discussion, ce qui pourrait être trop long pour être pratique, mais le sujet de la discussion, le nom des membres présents et la décision donnée".

XVI

CHAPITRE GENERAL DE 1898

Bibliographie:

Registre des Chapitres généraux, t.III, p.128-159;

Circulaires administratives, t.II, p.323-328 (Circ. N.66);
329-336 (Circ. N.67);
344-418 (Circ. N.70);
419-430 (Circ. N.71);

Acta Capitulorum generalium (Parisiis 1899);

Missions 1898, p.133-257,261-344,357-435;
1920, p.215-216;
1938, p.7;

A.R.O.M.I., 1946, p.64.

§ I

Schéma historique

I) Convocation

C'est un Chapitre extraordinaire, et il fut convoqué par le P. Antoine, vicaire général de la Congrégation, à la suite de la mort du P. Soullier pour l'élection du nouveau Supérieur général.

II) Déroulement

A) Ambiance

1°) Lieu - Le Chapitre s'assembla à Paris, dans la maison générale de Rue de Saint-Pétersbourg.

2°) Durée - Il s'ouvrit le 16 mai et se clôtura le 28 du même mois; il dura donc 13 jours.

3°) Membres - Y participèrent 42 capitulants, qui représentaient 1427 profès dont 13 évêques, 745 Pères, 277 scolastiques et 392 convers, sans compter 82 novices scolastiques et 54 novices convers.
Ils auraient dû être 44, mais 2 furent absents.
Voir la liste des noms dans Missions 1898, p.137-141.

4°) Commissions - Il y eut diverses Commissions, mais le Procès-verbal n'en spécifie pas le nombre ni la liste.

5°) Séances - Il y eut 16 séances générales, sans compter les séances particulières des Commissions.

B) Travaux

Les travaux du Chapitre commencèrent sous la présidence du P. Antoine, vicaire général de la Congrégation, et se continuèrent sous celle du P. Augier, nouveau Supérieur général.
En voici un aperçu:

1°) Allocution initiale du P. Antoine; et Rapports sur la Congrégation en général, et sur les différentes Provinces et Vicariats.

2°) Election, le 19 mai, jour de la fête de l'Ascension, du P. Cassien Augier comme Supérieur général.

3°) Discussion des affaires.
On y traita plusieurs questions. A noter surtout:
1) la décision que l'enseignement dans les collèges n'est pas contre la fin de la Congrégation;
2) la décision de demander au Saint-Siège la dispense du bréviaire durant le temps des missions;
3) l'approbation de l'usage déjà existant de réciter, durant la vacance du généralat, le verset "Pro Vicario nostro generali", à la place du verset "Pro Patre nostro generali", à l'examen particulier;

4) les autres décisions qu'on peut lire dans la Circulaire N.70, ou au texte des Actes dans le paragraphe suivant.

4°) Election, le 28 mai, des PP. Eugène Antoine, Charles Tatin, Edouard Gandar et Guillaume Miller comme assistants généraux, et du P. Marc Sardou comme économe général.

C) Evénements

1°) Le 28 mai, après la dernière séance, le Chapitre monta à Montmartre, où le P. Augier renouvela solennellement la consécration de la Congrégation au Sacré-Coeur.

2°) Le 28 mai, avant de se séparer, le Chapitre envoya une adresse au Pape Léon XIII, qui répondit par un Bref du 19 juin suivant.

III) Importance

C'est le seizième Chapitre général de la Congrégation. On l'appela "le Chapitre de l'Ascension", parce qu'il eut lieu à cette fête. Comme le Chapitre précédent, il donna une nouvelle impulsion à la discipline, aux études et à l'apostolat de la Congrégation.

§ II

Texte des Actes

Les Actes de ce Chapitre se composent de 201 numéros ou décrets, et comprennent aussi les décisions des Chapitres précédents que le Chapitre a cru opportun de maintenir en vigueur.

Le texte a été imprimé à Paris en 1899, et il fut promulgué par la Circulaire N.70.

Des 201 numéros de ces Actes appartiennent au Chapitre de 1898 seulement les numéros 1, 20, 25, 26, 39, 49, 79, 106, 117, 121, 131, 136, 138, 179, 199.

Les autres numéros appartiennent, avec ou sans modification, aux Chapitres précédents; à savoir:

1) au Chapitre de 1867 et aux Chapitres antérieurs, les numéros: 2, 3, 10, 11, 12, 17, 19, 21, 22, 23, 27, 33, 36, 37, 40, 41, 43, 46, 47, 48, 50, 52, 53, 54, 55, 58, 60, 63, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 76, 77, 78, 80, 82, 84, 90, 91, 93, 95, 97, 98, 102, 103, 105, 115, 116, 118, 119, 122, 124, 125, 126, 128, 130, 132, 133, 139, 140, 143, 146, 149, 151, 152, 153, 154, 157, 158, 159, 162, 164, 165, 168, 176, 180, 182, 183, 184, 185, 187, 188, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197;

2) au Chapitre de 1873, les numéros: 5, 7, 15, 18, 28, 42, 56, 61, 81, 100, 129, 135, 141, 144, 156, 171, 172, 173, 175;

3) au Chapitre de 1879, les numéros: 6, 13, 16, 24, 31, 34, 62, 64, 74, 75, 94, 137, 147, 161;

4) au Chapitre de 1887, les numéros: 4, 8, 35, 57, 85, 87, 104, 108, 111, 120, 142, 150, 155, 163, 169, 174, 181, 186;

5) au Chapitre de 1893, les numéros: 9, 14, 29, 30, 32, 38, 44, 45, 51, 59, 83, 86, 88, 89, 92, 96, 99, 101, 107, 109, 110, 112, 113, 114, 123, 127, 134, 145, 148, 160, 166, 167, 170, 177, 178, 189, 190, 198, 200, 201.

Voici la transcription intégrale du texte:

ACTA
CAPITULORUM GENERALIUM
Congregationis
Missionariorum Oblatorum
Sanctissimae et Immaculatae Virginis Mariae.

1. Ex omnibus Capitulorum actis ea solum vim habent quae hic inseruntur. (1898).

§ 1. De fine Congregationis. (Reg. P. I, Cap. 1)

2. Capitulum generale declarat litterariam juventutis institutionem in

seminariis aut collegiis, finibus Instituti non adversari, imo illis esse omnino conformem. (1867-1898).

§ 2.- De Missionibus in genere. (Reg. P.I, Cap.2, § I)

3. Cuique Nostrum prohibitum esto opus quodcumque pium aggredi aut regere quasi suî proprium, non vero Communitatis. (1867)

4. Meminerint sodales nostri Missiones praecipuum esse Instituti scopum; potissimum igitur studeant munus istud accurate persolvere, atque in tradendis exercitiis, quantum fieri poterit, juxta Patrum nostrorum traditiones et methodum in Directorio descriptam fideliter se habeant. (1887)

5. Haec verba Regulae (Art. XXIV) "De mandato Provincialis" pro quadragesimalibus concionibus, intelligenda sunt de mandato expresso et scripto. Nec obliviscantur Nostri ad Missiones potius quam ad quadragesimales conciones non inclinare debere. (1873)

6. Stricte observetur praescriptio Regulae (Art. VI) "Duo saltem ibunt ad Missiones, nunquam unus, nisi de consensu Provincialis", cujus licentia scripto pro unoquoque casu detur. (1879)

7. Nullus Nostrorum solus ad opus Missionum vel spiritualium exercitiorum adhibebitur, nisi a triennio sit sacerdotio insignitus, concionesque judicio Superioris et Provincialis probabiles, scripto jam mandatas habeat. (1873)

8. Consultis Provincialibus, designentur a Superiore generali quidam de Nostris, magis scilicet idonei, qui, intuitu spiritualium exercitiorum clero tradendorum, materias comparent et ordinent, quibus uti valeant opportuno tempore. (1887)

9. Sodales quibus cura spiritualis monialium committitur, harum temporalibus negotiis nullo modo se immisceant; haec enim sive ad Superiorem ecclesiasticum, sive ad Superiorem religiosum, qui, vi conventionis, consiliis earum interest, integro jure pertinent. (1893)

10. Capitulum generale, comitiis anni 1861 consentiens, approbat, firmat cooptationem Sodalitatis Sanctae Familiae Societati nostrae a RR. Fundatore ac Superiore generali peractam, eamque Ecclesiae et utrique Congregationi utilem agnoscit. (1867)

§ 3.- Directorium pro Missionibus.
(Reg. P. I, Cap. 2, § II)

11. Quia plura continentur in paragrapho: "Directorium pro Missionibus", quae variis Provinciarum aut Vicariatuum conditionibus accommodata non sunt, ea solum ex his retineantur quae ubivis locorum perfici possint. (1867)

12. Quapropter suum cuique Provinciae aut Vicariatui directorium erit quod, a Superiore generali approbatum, capitulo de Missionibus subsidiabitur. (1867)

13. Quae in Directorio pro Missionibus praescripta sunt ab Art. I ad VII, sedulo servari debent. Sufficiet tamen si semel in anno caerimonia ibi descripta perficiatur, tempore scilicet quo incipiunt Missiones, et occasione primi Missionariorum discessus. (1879)

14. Tanquam abusus qui non parum bono Missionum exitui obstet, mos iste habendus est quo Missionarii, opere completo, ibidem remaneant ut otio per aliquot dies indulgeant. Postridie mane a clausa missione, breviori qua valebit via, domum suam repetat Missionarius. Otium quo, absolutis Missionum laboribus, ad vires corporis et animi reficiendas indiget Missionarius non ideo prohibetur. (1893)

§ 4.- De praedicando verbo divino. (Reg. P.I, Cap.4, § I.)

15. Fideliter observetur regula praecipiens ut "examini et censurae duorum Societatis sacerdotum a Superiore electorum subjiciantur sermones et institutiones". (1873)

16. Declarat Capitulum generale non licere Missionariis praedicantibus verbum, uti in pulpito veste quam Provincialis loci non probaverit. (1879)

§ 5.- De sacramenti Poenitentiae administratione. (Reg. P.I, Cap.4, § II.)

17. Cunctis in Provinciis utpote sufficienti instructis operariorum copia, per tres annos ordinationi conterminos, a sacro ministerio animarum abstinebunt neomystae, nisi Missionum operi aut alii cuicumque, per transennam deputentur. (1867)

18. Transacto primo sacerdotii triennio, non statim admittantur sodales ad confessiones frequenter audiendas in ecclesiis nostris, nisi e quinque examinibus a Capitulo praescriptis, tribus jam satisfecerint. Qui autem speciali venia ante elapsum tertium sacerdotii annum frequenter ad confessiones audiendas vocati fuerint, diu prosequi nequeant, nisi in tribus e quinque examinibus sint approbati. (1873)

19. Absoluta sacramentali confessione, extra tribunal colloquia cum poenitente non habeantur neque in confabulatorio, neque alibi. (1867)

§ 6.- De juventutis directione. (P.I, Cap.4, § III)

20. Nemo non videt opera, juventutis dirigendae gratia instituta, gravissimi, nostris praesertim diebus, esse momenti, nosque in his fovendis aevo nostro tardiores nullatenus esse posse; quibus etiam operibus et haec quae viros ipsos spectant annumerentur. Quapropter ut ad praxim hoc propositum reduci queat, aliquot ex sodalibus junioribus huic muneri obeundo informentur. (1898)

§ 7.- De horis canonicis rite persolvendis. (P. I, Cap. 4, § VI)

21. Officium divinum in modum psalmodiae recitabitur dum quatuor convenerint in choro, communiter vero si pauciores numero fuerint, graviter tamen et intersecte. (1867)

22. Oblati subdiaconatu minores ex Regula tenentur ad Officium canonicum, quod tamen, si Superiores opportunum duxerint, aliis precationibus suppleri poterit, siquidem: "Vi tantum Constitutionum, non vero ex praecepto Ecclesiae, professi votorum simplicium nondum in sacris constituti, Officium vel alias preces recitare tenentur." Decret. 5 Jan. 1866. (1867)

23. Ut recolatur dogmatica definitio de Immaculata Conceptione B.V.M., antiphona Tota pulchra es recitabitur in choro post Completorium ubique per universam Congregationem. (1867)

§ 8.- De publicis exercitiis quae per annum in ecclesiis nostris peragentur. (P. I, Cap. 4, § VIII)

24. Exoptat Capitulum generale ut, S. Sede approbante ac de thesauris coelestibus elargiente, Confraternitas seu Tertius Ordo a Nostris instituatur eo fine ut fideles utriusque sexus, Congregationi nostrae spiritualiter conjuncti, perfectioris vitae insistant viam, atque cuncta pietatis opera corde puro et animo volenti suscipiant. (1879)

25. Annuit Capitulum generale ut inter omnes Congregationis Domos et Basilicam SS. Cordis (in Monte Martyrum), consociatio vigeat qua omnes Nostri zelo, prece, adoratione et reparatione uniantur. Ideo:

1° Ad singulas Communitates exercitium adorationis perpetuae extendatur, quod jam 6400 ecclesiae in usu habent.

2° Designetur in singulis Provinciis sive Vicariatibus sedes in qua Archiconfraternitas in Monte Martyrum erecta, canonice instituatur.

3° Addatur in ipso Missionum Directorio aliquod in honorem SS. Cordis exercitium, puta adorationis per diem integram una cum Sanctuario Montis Martyrum, necnon solemnes preces reparationis et consecrationis causa.

4° In omnibus ecclesiis et oratoriis nostris prima feria sexta cujusque mensis speciali cum solemnitate celebretur. (1898)

26. Approbat quoque Capitulum generale ut confoederatio precum inter omnes ecclesias sive oratoria Congregationis et sanctuarium Dominae Nostrae de Oratione (in pago Pontmain) pariter instituatur. (1898)

§ 9.- De voto paupertatis. (P. II, Cap. 1, § I.)

27. Attendant Provinciales et Superiores ne laedatur votum paupertatis, et videant ne humilem Regulae supellectilem pellat cultus rerum inutilium; ne fercula et bellaria ultra praescriptum multiplicando, a consueto Familiae nostrae victu recedatur et sensualitas foveatur.

Non sinant subditos suos a propinquis aut extraneis pecuniam quaerere propriis usibus impendendam, nec sub ullo unquam praetextu marsupia privata tolerent.

Sodales Superiorem parsimonia non arguant, si forsan ipsos aliquas privationes experiri permiserit. (1867)

28. Domorum nostrarum aedes et cellae alicujus Sancti nomine insignitae sint, juxta morem a Fundatore nostro introductum a Congregationis primordiis. (1873).

29. Quaecumque sive pecuniae sive cujuslibet rei dona in utilitatem communem convertantur; nemo vero proprii commodi causa, dona recipere valeat nisi sub moderamine Superioris. (1893)

30. Nemini fas est pecuniam Procuratori committere qua quis ad libitum, domini instar, uti se posse arbitretur. (1893)

31. Inter nos tabaci fumifici usus stricte prohibetur. Qui vero, necessitate coacti, ab hac regula excusari vellent, prius licentiam a Provinciali aut Vicario obtineant necesse est, eaque uti non valebunt nisi privatim.(1879)

32. Tres missae in Nativitate Domini legendae non secus ac caeterae in codice missarum inscribantur. (1893)

33. Contra votum utrumque paupertatis et obedientiae agerent sodales nostri qui, paraeciae vel piis operibus praepositi, v.g. confraternitatibus, scholis, etc., sine licentia Superioris expensas facerent in hujusmodi administratione, supra quantum a Regula determinatum, aut de acceptis et impensis rationem non redderent; quae quidem ratio in codice aerarii localis inscribi debet. (1867) (1)

34. His in regionibus ubi, decursu temporis, multum detractum fuit auri pretio, media pars nummi dollaris dicti, id est duae libellae gallicae cum dimidio, pro unitate sumatur, prius obtento Superioris generalis assensu, in supputatione expensarum a Regula permissarum. (1879)

§ 10.- <u>De obedientiae voto</u>. (Reg. P.II, Cap.1, § II.)

35. Quum obedientiae votum apud nos sit absolutum, id est nulla conditione vel restrictione corruptum vel foedatum, de singulis sodalibus disponere potest Superior generalis secundum Regulam et lege Dei servata, illosque mittere quocumque Congregationis ministerium requirere videbitur. (1887)

36. Videant Provinciales et Superiores ut obsequium vera sit religiosa obedientia, non autem industria qua quis quod displicet avertere aut quod placet consequi conatur. (1867)

37. Nunquam praesumant Nostri domesticae aut episcopali auctoritati detrahere. (1867)

38. Ex Regula ipsis Provincialibus et Missionum Vicariis jus inest proprium quo suosmet subditos sacris Ordinibus proponant, nisi tamen Superior generalis hoc ipse negotium capiat, cum, scilicet, ab ipso quaeruntur sive litterae dimissoriales, sive facultas Ordines suscipiendi titulo mensae communis. Qui vero inter Missionum Vicarios episcopali eminent dignitate et subditis suis sacros Ordines conferre vellent, vehementer rogantur ut moribus vel doctrina impares ab Ordinibus omnino arceant; nec alia vis est declarationis Capituli anno 1887 habiti: "In re tam gravi, oneretur conscientia Vicarii Missionis, ne ad majores Ordines promoveantur incapaces. (1893)

---

(1) Dans l'original, il y avait, par erreur: "(1887)", au lieu de "(1867)".

39. Optat Capitulum generale ut typis mandentur Nostrorum conciones quae dotibus a Regula commendatis exornatae existimantur. (1898)

40. Nec Communitas tota simul, nec Superior localis, nec privatus quisquam, absque Superiorum licentia scripto data, aedificationem ullam sive ecclesiae, sive domus, sive scholae erigere poterit etiam censu fidelium et extra dominium Congregationis. (1867)

41. Licentiae et dispensationes circa vota, in materia gravi, non nisi scripto dentur. (1867)

42. In Congregationis Domibus non paucis, plus aequo attenditur aedibus ecclesiisque construendis vel exornandis. Hinc plerumque apud quosdam Regularum negligentia, et apud omnes studiorum et internae recollectionis turbatio; hinc quoque in magnum aes alienum incidunt Domus, quod postea non sine multis durisque incommodis solvi potest. Notandum insuper haec opera non esse semper necessaria. Igitur Superior tum generalis tum provincialis licentias hujus generis non concedat, 1° nisi agatur de aedificatione vel ornamentis necessariis aut maxime utilibus; 2° nisi operis descriptio et ratio necnon et opes viaeque rei agendae prius subjiciantur examini et probationi eorum quibus haec ex Regulis competunt. (1873)

43. Omnes Societatis sodales etiam in dissitis regionibus degentes, semel in anno, cum Superiore generali per litteras conferre teneantur. (1867)

44. Optandum ut magna utrinque diligentia Superiores et eorum subditi ad invicem litteris communicent. (1893)

§ 11.- De silentio et interna animi recollectione.
(Reg. P.II, Cap.2, § I)

45. Silentium a Regula praescriptum accurate per jentaculum quoque servandum est; in caeteris vero refectionibus non nisi raro loquendi licentia concedatur. (1893)

46. Quidquid Regula praescribit circa silentium, recollectionem, mortificationem et spiritualia exercitia summopere commendatur. (1867)

§ 12.- De oratione aliisque Religionis exercitiis.
(Reg. P.II, Cap.2, § II)

47. Matutinae et vespertinae preces eaedem erunt in omnibus Congregationis domibus; proprio tamen locorum idiomate recitari poterunt. (1867)

48. Sedulo attendet Superior ut horae dodrans orationi vocali et mentali assignatus, integre impendatur, sicut et duodecima pars horae examini meridiano et octava pars examini vespertino. (1867)

49. Vacante Superioris generalis sede, sequens in examinis particularis litaniis adhibeatur formula usu jam recepta: Pro Vicario nostro generali. (1898)

50. Lectioni spirituali praevia erit una aut altera pagina Regularum, sed hoc praescriptum non obligat extra Societatis domum. Lectioni autem Regularum faciendae in refectorio diebus quatuor temporum sufficit paragraphus unus post lectionem SS. Scripturarum. (1867)

51. In posterum, corona Virginis juxta eam formam recitabitur quam S. Sedes praescripsit, scilicet, quinque decades cum mysterio convenienti; sexta vero decas, omisso mysterio, pro benefactoribus nostris de more recitetur, addito psalmo De profundis cum versiculis et orationibus. Sequuntur litaniae juxta formam in novo precum manuali praescriptam. (1893)

52. Curent Superiores ut exercitia spiritualia per Regulam indicta fideliter peragantur, et ut qui non potuerunt communiter, privatim ea perficiant. Si quis sodalium suorum nequivit interesse exercitiis generalibus, id notum facient in relatione Domus suae Provinciali transmittenda. (1867)

53. Superiores locales insimul, insimul alios sodales ad exercitia generalia, prout opportunum judicaverit, convocet Superior generalis; item faciant Provinciales in sua quisque Provincia. (1867-1893)

54. Tempore exercitiorum annuorum, legantur Capitulorum generalium acta nec non litterae encyclicae Superiorum generalium speciatim designatae, quae etiam in argumentum assumi possunt orationum aut collationum. Ordinationes pariter Visitatorum in privatis Communitatum exercitiis, si fieri potest, recognoscantur. (1867)

55. Sodales omnes bis in anno vota sua solemniter renovabunt, videlicet, die 17ª februarii et 1ª novembris, post missam Communitatis. - Cum hac die 17 februarii, singulari Dei beneficio, Societas nostra a Sede Apostolica approbata et constituta fuerit, ut dignae gratiae habeantur, missa celebrabitur coram SS. Sacramento exposito, et omnes Societatis sacerdotes sacrum facient pro Congregatione. - Primam autem novembris elegimus quia in festivitate Omnium Sanctorum primum vota sua Decessores nostri Deo nuncupaverunt.

Annua exercitia propter modo memoratam recordationem, intra diem 23am octobris et 1am novembris potiori jure peragentur. Si vero serius aut maturius aptum tempus aestimaverint Superiores, finem dabit exercitiis renovatio votorum absque ratione diei, et in hoc casu omittetur die 1ª novembris. (1867)

56. In memoriam solemnis consecrationis totius Oblatorum Familiae divinissimo Cordi Jesu factae anno 1873 ex decreto Capituli generalis hujus anni, quotannis et perpetuo, die ultima exercitiorum spiritualium, renovabitur haec consecratio in cunctis Congregationis Domibus, juxta formulam cum dicto decreto promulgatam. Exercitium cujusque mensis in honorem SS. Cordis Jesu praescribitur et fiet prout notatur in manuali Congregationis, de consensu tamen Ordinarii, in ecclesiis publicis. (1873)

57. Praeter orationes in qualibet Domo vel Provincia pro benefactoribus propriis fieri solitas et missas ibidem celebratas, pro iis indiscriminatim missa celebrabitur in Domo generali semel in mense. (1887)

58. Sodalis qui in aliena Communitate obiter degit, Regulas servabit sicut in propria quoad obedientiam Superiori, exercitia communia et litteras; immunes vero erunt litterae cujuscumque Superioris ad subditum et subditi ad

proprium Superiorem. Si ultra quindecim dies ibidem remanserit, illis intersit collationibus spiritualibus quae in hac Communitate habentur, necnon et spiritualibus exercitiis, quolibet mense fieri solitis. (1867-1893)

§ 13. De mortificatione et corporis afflictationibus.
(Reg. P.II, Cap.2, § III)

59. Omnes sodales, sive Novitii sive jam Oblati, cujuscumque sint aetatis, jejunio a Regula indicto adstringuntur, a quo tamen, si vires et anni simul desiderentur, vel aliunde legitimae adsint rationes, facilius eximentur. Quod autem ad abstinentias vel jejunia ecclesiastica spectat, hujus quam quisque inhabitat regionis leges ad amussim serventur. (1893)

60. Festa B.V.M.I. quae habent apud nos vigiliam cum jejunio haec sunt: Im. Conceptio, Nativitas, Annuntiatio et Assumptio. (1867)

61. Invigilent Superiores ne facilius omittatur jejunium ex Regula. (1873)

§ 14.- De conventibus domesticis.
(Reg. P.II, Cap.2, § IV)

62. In qualibet Domo vel Residentia conventus habeatur de culpis accusandis, dummodo in ea tres interesse possint sodales, ipso adnumerato Communitatis Praeposito. (1879)

63. Sicut constitutum fuit a Venerabili Fundatore nostro, Scholastici nostri, postquam culpas suas dixerint vel proclamatas audierint, de loco collationis recedant, quin audiant de suis Moderatoribus vel Magistris. (1867)

64. In collatione spirituali pro culpis accusandis Fratres laici, sive novitii sint sive professi, post accusationem propriam vel mutuam, necnon post acceptas animadversiones a caeteris membris etiam novitiis, statim a loco discedere habent; et tunc solummodo incipiet caeterorum accusatio. (1879)

§ 15.- De charitate, humilitate et mundi fuga.
(Reg. P.II, Cap.3, § I)

65. Ut servetur apud nos gravitas quae decet, honore invicem se praeveniant sodales. Ideo Superior generalis titulo admodum Reverendi Patris insignietur; caeteri vero sacerdotes titulo Reverendi Patris, novitii autem et oblati sive laici, sive clerici sacerdotio minores, Fratres vocabuntur. (1867)

66. Superior localis in sua Communitate non nomine proprio, sed Reverendus Pater Superior dicetur. Item Magister Novitiorum in Domo novitiatus Reverendus Pater Magister vocabitur. (1867)

67. Vetitum est aliquem de Nostris singulariter compellare (tutoyer), aut alio quam gentilitio nomine designare, cui nomen christianum addetur, si plures idem gentilitatis nomen haberent. (1867)

68. Cavendum omnino ne domi aut foris detrahatur proximo, et ne in Communitate, loco fraternae charitatis, quae praecipit honore invicem praevenire, liberior agendi modus despectui affinis sufficiatur. (1867)

§ 16.- De sacramentis et directione.
(Reg. P.II, Cap.3, § II)

69. Quivis de Societate sacerdos ab Ordinario quocumque aut, virtute Indulti apostolici, a Superiore generali approbatus, ubivis locorum quemcumque sodalium nostrorum in confessione audire potest. (1867)

70. Etsi liberum sit cuicumque inter approbatos Congregationis sacerdotes peccata sua confiteri, unus tamen erit in unaquaque domo quem potius, si maluerint, adibunt, quique Fratres laïcos in spiritualibus diriget, nisi proprium Praefectum habeant. (1867)

71. Satagant Superiores ut spiritualem directionem optabilem et facilem reddant, et seipsos fide dignos ostendant animi moderatione, decore virtutum et regiminis sapientia. (1867)

§ 17.- De vestibus ac refectione.
(Reg. P.II, Cap.3, § III)

72. In Domibus Congregationis, unus atque idem erit omnium vestitus, videlicet: sacerdotum ac scholasticorum qui vota perpetua emiserunt, vestis talaris, zona de lana communi et crux collo appensa; laïcorum vero vestis brevior ac contractior cum cingulo et cruce minori, inferius femoralia ad pedes protracta. Quae autem in his mutanda sunt cum foras prodeundum erit vel propter opera manualia, Provincialis aut Vicarius, praevio Superioris generalis assensu, ordinabit. (1867)

73. Provincialis aut Vicarius pro subditis statuet quot et quales quisque vestes habebit, nec cuiquam licebit plura possidere. Dum vero alicui de una in aliam Communitatem migrandum erit, vestes ejus recensebit, et si quid defuerit, absolvet proprius Superior aut suppleri faciet a novo sodalis Superiore. (1867)

74. Prohibetur apud nos collare romanum. In locis tamen ubi in usum venit propter necessitatem frequenter induendi breviorem tunicam, permittitur. Tunc vero vestis talaris ea esse debet cujus forma apud nos communiter recipitur, id est, quae ad collum non incisa, parum aut nullomodo sinit idem collare conspici. (1879)

75. Crux in die Oblationis Fratribus famulantibus tradenda, sexdecim centimetros in longum, octo vero in latum metietur. (1879)

76. In posterum sodales nostri ad ea se conformabunt quae circa victum ac vestitum in Provincia aut Vicariatu ubi actu degunt communiter statuta sunt. (1867)

§ 18.- De relationibus cum proximo.
(Reg. P.II, Cap.3, § IV)

77. Procurator generalis eadem qua Assistentes exemptione pro litteris gaudet. (1867)

78. Admonitor Provincialis, minime vero Consultores, cum Provinciae sodalibus per clausas epistolas communicabit. (1867)

79. Subditis licet, inscio Superiore locali, scribere admodum R. Patri Superiori generali et iis omnibus qui, juxta regulam, immunitate pro litteris gaudent. (1898)

80. Superiores et Residentiarum Rectores ea quae de epistolarum commeatu praescribuntur, stricte servabunt. Qui in Domo Superioris absentis vices tenet, ita et in Missionibus Praeses, litteras acceptas ei cui diriguntur tradet clausas; mittendas vero, eo praesente qui eas scripsit, claudet. (1867)

81. Tenentur Superiores privatim et omnino aperire litteras antequam cui diriguntur deferantur. Litterae mittendae, praesente scriptore non sunt obsignandae. (1873)

82. Quotidianas aut periodicas ephemerides Sanctae Sedis directionibus non omnino conformes, aut quas non probaverit Superior generalis, non admittant socii. (1867-1898)

83. In legendis ephemeridibus, tempus non terendum; hoc enim magno temporis dispendio et desidiae culpa non vacat. Satis abundeque est, si recipiatur unum diarium complexivam factorum notitiam praebens, cui, si lubet, regionis diarium addatur. (1893-1898)

84. Extranei in cubiculis et locis regularibus non admittantur. (1867)

85. Stricte prohibetur Missionariis, praesertim in longe dissitis regionibus, parentes vel propinquos ad se arcessere. Quod si jam in regione commorentur isti, omnino vetitum est ne sub eodem tecto cohabitent cum sodalibus nostris. (1887)

86. Tanquam abusus, justissimis quidem praebens ansam querelis, mos iste habendus est, quo sodales nostri tenentur cum extraneis vitam degere quotidianam in eadem domo iisdemque exercitiis. (1893)

87. Omnes qui conventibus nostris intersunt, de domesticis negotiis aut de personis privatis consiliariter tractantibus, arcani lege tenentur, ut speculative omnes ultro fatentur: in praxi ergo, nemini nisi Superioribus majoribus revelare possunt quae in iis dicta vel acta fuerunt. (1887)

88. Quae spectant ad feriarum dies singulis hebdomadibus concedi solitarum, ipse Provincialis disponat. (1893)

89. Quaesitum fuit quid in his verbis significetur: "Nocte ingruente fiet regressus". Art. XVI. - His verbis designatur, ut in pluribus, hora septima, qua habetur oratio mentalis vespertina.

Attamen, in paucioribus extra solitum contingentibus, haec verba, annuente Superiore, intelligi quoque possunt de illa hora qua serius fiunt preces serotinae. Consuetudinem vero, quibusdam in locis vigentem, confecta caena, e domo discedendi, visitationis causa quae sera sub nocte protrahatur, omnino vetitam esse denuntiat Capitulum generale. Quae tamen prohibitio ad illos non extenditur coetus publicos aliqua saltem ex parte religiosos, nec ad coetus

quibus juvenes chistiani, nocte jam ingruente, conveniunt: hic enim intervenit legitima ratio ministerii ecclesiastici. Ideo praecipit Capitulum generale ut a Superiore locali, non inconsulto Provinciali, hac de re provideatur.(1893)

§ 19.- De itineribus. (Reg. P.II, Cap.3, § V)

90. Nemo iter aggrediatur quin secum deferat obedientiam Superioris sui, Superiori ad quem transierit exhibendam. Qui autem in domo hospitaturus esset ubi habitat Superior generalis, eum opportuno tempore monitum faciat.(1867)

91. Itinerans recta via iter perficiet, nisi divertendi veniam habuerit. (1867)

92. Nulli fas est vacationes sibi vindicare; absit tamen ut, causa legitima existente, otium denegetur. Ideo, ne vacationes intempestive postulentur, studeant Superiores ut tempus otii conveniens praebeatur. Visitationes vero frequentiori et productiori modo apud propinquos habitas, necnon usum balneorum publicorum, nisi ab infirma valetudine aperte desiderentur, omnino prohibet Capitulum generale. (1893)

§ 20.- De studiis.

93. Ut plurimum, nemo ad exteras missiones deputabitur qui studiorum stadium non perfecerit. (1867)

94. Cunctis in Provinciis aut Vicariatibus neomystae, antequam ad officium quodcumque implendum deputentur, per unum saltem annum in eo technice edoceantur. (1879)

95. Ut apud nos in sacro confessionum ministerio eadem et ab omnibus semper teneatur doctrina et praxis, juxta mentem Venerabilis Fundatoris nostri, theologia moralis sancti Alphonsi Mariae norma erit studiorum et collationum. In arduis consuletur Superior generalis. (1867)

96. Majori cum sedulitate studio theologiae asceticae incumbant Nostri, ac ea semper prae oculis habeant quae a Constitutionibus de interna animi recollectione et vita spirituali monita edicuntur; quo fiet ut ipsi sanctiores in dies evadant, et animarum sibi commissarum perfectionem efficacius promoveant. (1893)

97. Singuli Societatis alumni per quinquennium ordinationi conterminum, scripto et orali examini quotannis subjicientur. (1867)

98. Argumentum praedicti examinis a Superiore generali dispositum, Provincialibus transmittetur una cum ordinatione ejusdem. (1867)

99. Non nisi difficillime neomystae ab examinibus subeundis eximantur, quod non sine ipsorum detrimento fieret. (1893)

100. Mandat Capitulum ut Provinciales Superiori generali quotannis relationem mittant de examine peracto, et de notis a neo-presbyteris nostris obtentis. Superior autem generalis patefaciet Provinciis generales examinis profectus, cuilibet vero sodali notam propriam privatim indicabit. Si examen insufficiens judicatur, inter quinque praescripta non est computandum.(1873)

101. Invigilent Provinciales et Superiores locales ut collatio theologica fideliter habeatur. In singulis Communitatibus specialis erit codex in quo tum nomina eorum qui collationi interfuerunt, tum quaestiones de quibus actum est, accurate describantur. (1893)

102. Quotannis Superiores locales argumentum collationum theologicarum accipient a Provinciali, eique de eisdem rationem annuatim reddent. (1867)

103. Opportunum videtur ut a Patrum decessorum traditionibus documentum depromatur vel norma Missionum in Gallia et alibi instituendarum, Seminariorumque regendorum, necnon catalogus selectorum qui ad curam animarum pertinent librorum. (1867)

104. Superioris generalis sollicitudini committitur ut studiorum ac vitae ratio constituatur tum Junioribus, tum Scholasticis accomodata, in praxim primo deducenda, prout experientia docebit emendanda, in Capitulo discutienda et si ita visum fuerit approbanda. (1887)

105. In votis habet Capitulum generale ut Junioristae et Scholastici gallicum idioma simul et anglicum ediscant et ut Scholastici utrumque idioma calleant priusquam scholae valedicant. (1867-1879)

106. Instat Capitulum generale ut pleniorem cantus notitiam addiscant alumni scholastici. (1898)

107. Optandum esset ut neomystae in scholarum institutis triennio vitam et operam agerent; nullus tamen unquam ad hoc deputetur officium, qui sacerdotio nondum fuerit insignitus. (1893)

108. Declarat Capitulum generale optimum fore si professores aliquot et ipsimet alumni ad gradus academicos saltem inferiores contenderent, idque in votis habet. (1887)

109. Optat Capitulum generale ut unus ex Superioris generalis Assistentibus designetur, cui studiorum totius Congregationis et ottaviensis Universitatis cura specialiter committatur. (1893)

110. Consulat Assistens generalis studiis regendis praepositus ut in omnibus scholasteriis, romano excepto, iisdem auctoribus utantur alumni iisdemque quaestionibus tractandis omnes pariter incumbant. Invigilet praesertim ut ubique sana doctrina tradatur. (1893)

111. In votis habet Capitulum generale ut juvenes in Congregatione admittantur qui inter Fratres laicos cooptati, post convenientem scholarum disciplinam et emensum vitae religiosae tyrocinium, elementa litterarum alios doceant tum in Missionibus apud indigenas tum apud domesticos fidei, ubi hujusmodi ministerium instantissime desideratur. (1887)

§ 21.- <u>De obsequiis</u>. (Reg. P.II, Cap.4, § II)

112. Quod ad exequiarum celebrationem attinet, serventur uniuscujusque loci consuetudines; omnia tamen more pauperum fiant. (1893)

113. Facultas sodalibus de facili dabitur ut patris et matris funeribus interesse valeant, aegre vero aliorum propinquorum funeribus, nisi forte vicinior sit locus. (1893)

§ 22.- De suffragiis. (Reg. P.II, Cap.4, § III)

114. Fidelissime serventur quae Regula praescribit circa suffragia pro defunctis nostris, praesertim circa recitationem officii, scilicet trium nocturnorum in defuncti Communitate, unius vero nocturni in caeteris Provinciae Domibus. (1893)

115. Die 10a februarii quotannis, in perpetuum, celebrabitur missa in Domo generali pro S.M. Leone Papa XII, de Societate nostra optime merito.(1867)

116. Itidem in eadem Domo, die anniversaria 21 maii, pro venerabili Patre et Fundatore nostro. (1867)

117. Cum Capitulum generale ad eligendum Superiorem generalem fuerit convocatum, funebre obsequium pro anima Superioris generalis recens defuncti cantabitur priusquam finis Capitulo imponatur. (1898)

118. Sodales Domorum regimini Superioris generalis immediate subjectarum Provinciae, intra cujus limites sitae sunt, suffragia accipient. (1867)

119. Qui jus habet ad suffragia pro uno ex propinquis suis, ea ipse a Superioribus Provinciae suae deposcet. (1867)

120. Intra tres menses qui decessum alicujus sodalis nostri subsequuntur, unusquisque Superior Domorum in quibus iste vixerit, ut junior alumnus, novitius, scholasticus aut presbyter et missionarius, vel ut frater laïcus, mittere teneatur Secretario generali documenta quae possidet vel ab aliis colligere potuit, ad communem aedificationem in encomio necrologico publicanda. Caetera insuper Congregationis membra quae defunctum noverunt, instantissime rogantur ut eadem via virtutes ejus et merita manifesta faciant. (1887)

121. Ut faciliori via exarentur encomia necrologica et omnia quae ad hoc pertinent documenta colligantur, decernit Capitulum generale ut Provinciales codicem prae se habeant in quo ea quae quisque de se quoad praeteritum nota facerit, inscribantur. Deinceps Provincialis diligenter adnotabit in isto codice omnes quae sodalibus suis permutationes contingent, quarum transcriptum ad Domum generalem quotannis mittatur. (1898)

§ 23. De Capitulo generali. (Reg. P.III, Cap.1, § I)

122. Quolibet sexennio, quidquid alias dictum sit, Capitulum celebrabitur. Si ante elapsam periodum extraordinarie conveniat, ab ista ultima celebratione initium sumet novum sexennium. Hoc modo autem accidentaliter convocatum, de rebus Congregationis non aget nisi electo Superiore, si eligendus fuisset, et, in quocumque casu, illo praesente. (1867)

123. Non prius Capituli generalis negotia inchoentur quam omnia membra spiritualibus exercitiis triduo interfuerint. (1893)

124. Si labente sexennio Vicarius Missionum praevideat litteras convocationis serius esse venturas quin possit, ob locorum distantiam, suos regulariter adunare, ei, prout opportunum duxerit et Assessores sui assenserint, Vicariatus Capitulum antevertere permittitur. (1867)

125. Provinciales et Vicarii, audita Capituli convocatione, rationem Provinciae aut Vicariatus sui Consilio generali mittent. (1867)

126. Quia significavit Superior generalis se velle unius aut alterius Provinciae aut Vicariatus negotia per Assistentes suos tractari, libenter assensit Capitulum. (1867)

127. Defuncto Superiore generali, quatuor oblatione antiquioribus Superioribus in Provincia quam inhabitabat, jus est plenum ut intersint Capitulo ad Superiorem generalem eligendum convocato; par item jus tribuitur Superiori locali Domus in qua suam habebat residentiam. Si quis vero quatuor praedictorum Superiorum e vita vel e Congregatione migraret, antiquiori inter Superiores ante mortem Superioris generalis nominatos, jus istud cederet. Jam vero nullatenus nec directe nec indirecte, arbitrio Vicarii generalis, jus istud ipsis adimi potest. Attamen, quominus exerceatur, inhabilitas sive physica, sive intellectualis, sive moralis praepedire potest, cujus quidem rei sit judex Capitulum generale, ineunte sessione in qua inspiciuntur litterae seu titulus deputationis.

Nec ideo Vicario generali plena minuitur in regenda Societate auctoritas: si enim hac fretus auctoritate quam Regulae necnon Capituli praecepta ipsi tribuunt, unum ex dictis Superioribus a munere removeat, nullo tamen modo jus de quo agitur ab eo detrahit, imo nec ipsum Superioris titulum aufert; sed viduata Domus regimini sive primi assessoris sive alicujus administratoris ad tempus permittetur. (1893)

128. Superior localis, etsi triennio oblationis aut sacerdotii junior, in Capitulo provinciali admittitur, non vero in Capitulo generali. (1867)

129. Haec verba Regulae nonnulla suffragia (Art. XXI), et aliquot suffragia (Art. XXII) de unico etiam suffragio intelligenda sunt ex occurrenti interpretatione et traditione apud nos habita. (1873)

130. Lingua latina et ad formam decretorum exarentur Capituli generalis praescripta. Si quae Regulis derogarent, non prius promulgabuntur quam ab Apostolica Sede sancita fuerint. (1867)

§ 24.- De Superiore generali. (Reg. P.III, Cap.1, § II)

131. Enixe postulat Capitulum generale ut quam maxime apud nos foveatur, tum sensus religiosus, tum obedientiae praxis, tum diligens erga Regulas observantia. Sperat ideo solerti Administrationis generalis cura haec obtinenda: 1° Strictiorem circa eos qui Societatis ingressum postulant disquisitionem; 2° Efficacius ex parte omnium Superiorum auctoritatis sibi concessae exercitium; 3° Ex parte vero localium Superiorum stabilioris residentiae studium. (1898)

132. Domui quam inhabitat Superior generalis una cum Assistentibus et Instituti Procuratore, plures etiam adscisci poterunt sacerdotes et Fratres

famulantes prout sacrum exiget ministerium. Attamen, si opportunum videatur consilio Superioris generalis, hisce Communitas completa, distincta sub moderamine proprii Superioris non constituetur. Ipse namque Superior generalis, auctoritate locali retenta, unum ex Assistentibus delegabit, qui vices gerat et sub titulo Vice-Superioris, intra limites statutos, munus istud exerceat. (1867)

133. Sodales ab auctoritate Provincialis exempti, iisdem juribus gaudent, quoad suffragia pro defunctis et electiones, ac si exempti non essent. Iidem vero, cum e Domo exempta, sicut et Assistentes et Procurator generalis cum a munere suo fuerint amoti, non sub potestate Provincialis statim transibunt, sed Superiori generali immediate subjecti remanent, cujus arbitrio hic aut illic utilitati Congregationis allaborabunt. (1867)

134. Optandum ut Provinciales, pro iis qui linguam gallicam non intelligunt, Superioris generalis litteras encyclicas majoris momenti, in proprium eorum idioma verti curent. (1893-1898)

135. Optandum est ut Secretario generali committetur Annalium confectio, utque Superiores in mittenda relatione negligenter se gerentes, admoneantur de obligatione ipsis imposita. (1873)

136. Rogat Capitulum generale ut in foliis "Missions" quaedam inserantur, cum propria paginarum distinctione, circa acta S. Sedis et Curiae Romanae necnon plura alia quae profecto scitu utilia singulis essent sodalibus. (1898)

137. In votis habet Capitulum generale ut quolibet tertio anno, catalogus typis mandetur qui nomine referat omnium sodalium nostrorum per Domos, Provincias aut Vicariatus distributorum, quique singulis ac solis Congregationis membris tradetur. (1879-1898)

138. Opera a Nostris in lucem edita singulis Communitatibus, etiam quum non postulassent, mittet Domus generalis, dummodo ea ipsis fore utilia judicet. (1898)

§ 25.- De Admonitore Superioris generalis.
(Reg. P.III, Cap.1, § IV.)

139. Si Admonitor Superioris generalis vita cesserit, electione prior inter superstites Assistentes defuncti munus suscipiet. (1867)

§ 26.- De Procuratoribus.

140. Quoties in consilio generali, provinciali aut locali de re temporali et censu tractabitur, Procurator proprius sententiam dicat, ejusque sensus in instrumento consilii referatur. (1867)

141. Per rem temporalem de qua in consilio audiendus est Procurator, intelligendae sunt res mere nummariae; in rebus autem mixtis, intelligentur onera sumptuaria ex contractu assumenda. (1873)

142. Superfluum caeteraeque pecuniae ipsimet Procuratori directe mittantur, salvo semper jure Provincialis disponendi de iis secundum Regulam, et exigendi ut, ad nutum, de statu nummario relatio sibi fiat. (1887)

143. Eumdem pro suae Provinciae Domibus rationis modum instituant Provinciales, qui sumptuum pariationem praebeat et a quo nullus deflectat Procurator. (1867)

144. Habeatur quaestionum series velut norma a Superioribus sequenda, in reddenda ratione aerarii et coeterorum quae ad Provinciam vel Vicariatum spectant. (1873)

145. Unicuique Provinciae, iis sane quae essentialia videntur secundum Regulam in ratione nummorum disponenda exacte servatis, liberum est ea quae prorsus sunt accidentalia, pro libitu determinare: suas adhibeat quisque populus consuetudines, dummodo nusquam rectus ordo et perspicuus desideretur. (1893)

146. Residentiae Procurator Superiori sub cujus auctoritate est, rationem suam referet; Superior vero sejunctim notatam, Provinciali. (1867)

147. Maxima cum sedulitate incumbant Nostri muneribus sibi concreditis, dum de negotiis temporalibus gerendis agitur. (1879)

NOTA.- Quaecumque ad Congregationis aerarium pertinent, separatim edita sunt, et quibus interest, tradita.

§ 27.- De Procuratore generali apud Sanctam Sedem. (Reg. P.III, Cap.1, § VI)

148. Neminem facultates a S. Sede postulare quin petitio Superiori locali tradatur subscribenda, mos fuit semper vigens nec obsoletus. (1893)

§ 28.- De Provincialibus. (Reg. P.III, Cap.1, § VIII)

149. Provinciarum gubernatio, citra casus ineluctabilis necessitatis, a Constitutionibus non dissentiat. (1867)

150. In Provinciis rite constitutis, quaelibet Domus quinque saltem sacerdotibus constet, nisi gravi de causa Superior generalis ejusque Assistentes huic legi derogandum esse judicaverint. (1887)

151. Praesens scholasteriorum status, existentibus Missionum nostrarum circumstantiis, conveniens videtur nec mutetur donec aliter res se habeant. (1867)

152. Primam obedientiam Scholastici a Superiore generali recipient. (1867)

153. Postulantes Domum probationis Provinciae in qua originem habent, ni aliter velint, conveniant. (1867)

154. Provinciales et Superiores locales ad triennium, nunquam ultra sexennium nominentur, nisi gravi de causa Superior generalis ejusque Assistentes ab hac regula excipere judicarent, nec ad idem munus Superioris localis aut Provincialis in altera Domo vel Provincia sine gravi pariter causa promoveantur, nisi uno saltem anno vacationis interposito. Elapso tamen triennio vel sexennio,

Superioris vel Provincialis facultates perseverant usquedum auctoritas provideat. (1867-1898)

155. Articulus Regulae quo determinatur quantitas sumptus Superiori locali vel Provinciali permissa, eo sensu intelligendus est quod Superior quantitatem pecuniae determinatam impendere potest toties quoties sumptus est in se completus, et ab omni alio specie distinctus, vel si intervallo tantum, exclusa saltem prava voluntate dividendi et conjungendi: dividendi nempe majores expensas in minutas, et conjungendi successive minutas in majores, in fraudem legis, quia tunc cumulatio intentionalis aequivaleret quantitati non permissae. (1887)

§ 29.- De Missionum Vicariis.
(Reg. P.III, Cap.1, § VIII)

156. Capitulum generale nullatenus praesumens a S. Sede in posterum statuenda circa Missiones, in votis tamen habet ut quam primum conventione facta, res inter Vicarios et Superiorem generalem in bonum commune ordinentur.(1873)

157. Satagant Missionum Vicarii ne nimio tempore commilitones sui sint segreges, neve stationes plus aequo dissitae constituantur quin convenire possint. (1867-1887)

158. Sacerdotes nostri in Vicariatu degentes quinquenni trutinae doctrinali, ad normam prius a Vicario indictam, subjicientur. (1867)

159. Consultum sane esset si per annum ordinationi suae conterminum, salva necessitate, neomystae nostri Missionum exterarum ab audiendis confessionibus eximerentur. (1867)

160. Sodales in Missionem advenientes studio idiomatis quo passim incolae utuntur, sine mora incumbant, ad idque, si opus sit, illos astringant Vicarii. (1893)

161. Ne casu eveniat quod in dissitis et valde extensis Vicariatibus causae forsan majores committantur arbitrio duorum tantum consilii membrorum qui diverso modo opinari possent, optat Capitulum generale ut nunquam duo sed tres vel quatuor nominentur Vicarii Consultores; ut insuper Superior generalis facultatem faciat eidem Vicario, qui repentino casu a Vicariatu abesse cogeretur, tum Pro-Vicarium tum etiam, si opus fuerit, novum Consultorem inter subditos deligendi et ad tempus instituendi. (1879)

162. Si quando evenerit virorum aut mulierum Communitatem in viciniis nostris esse constituendam, quae opera nostra indigeat, res esset primo in consilio Provincialis aut Vicarii tractanda et sententia ad Superiorem generalem referenda, qui si, auditis Assistentibus, judicaverit propositum bono Congregationis non officere, Provincialem aut Vicarium monebit quo pacto manum operi admovere possit et quid stipulare debeat cum iis quorum interest, Episcopo, scilicet, vel futura Communitate. - Extra litem sunto quae hucusque id genus perfecta sunt. Tantummodo qua lege constent scripto sciat Superior generalis a Provincialibus et Vicariis. (1867)

163. Status animarum, ecclesiarum, scholarum, institutionum charitatis, piarum associationum, omnium denique quae ad fidei progressum attinent vel conferunt, quotannis, mense januario, Secretario generali ab uno quoque Vicario Missionum mandabitur, ut in Annalibus nostris referatur. (1887)

164. Qui de Nostris ad Episcopatum promoventur, a Congregatione minime abscinduntur: imo juribus et praerogativis omnibus quibus caeteri sodales, ipsi perfruuntur, Societatem decorant et de ea optime merentur. Ea vicissim optimam eis se matrem exhibere officii sui existimat. Plures ex eis, pro adversa regionum temperie rerumque inopia, praematuris incommodis sunt obnoxii et si abdicare cogerentur, amiciora loca essent quaerenda. His igitur eventibus consulendum est. Quapropter cunctis suffragiis decernitur Episcopos de Congregatione nostra, qui propter aegritudines aut aliter munus resignaverint, quasi ingenuos Societatis filios, et ut par est ipsorum ordini, dignitati et meritis, esse suscipiendos. Superior generalis aptiorem eis Provinciam aut Domum seliget, et ut eorum utilitati provideatur, cum Provincia aut Vicariatu a quo recesserunt, solerter aget. Episcopus Congregationis extra suam jurisdictionem defunctus, suffragia percipiet duplicia, ab iis scilicet a quibus recessit et ab illis ad quos accessit fratribus, in utroque Vicariatu vel Provincia. (1867)

§ 30.- De Conventu Provinciae et Vicariatus.
(Reg. P.III, Cap.1, § X)

165. Domus quaecumque solummodo unum e suis ad Consilium provinciale delegare potest. (1867)

166. Communitates incompletae quae tribus vel quatuor membris constant, tum aequa gaudere videntur repraesentatione si earum Superior jure quidem ad Provinciae Conventum convocatur. (1893)

167. Hae sunt notae quibus ab invicem distinguuntur Domus regularis completa, Domus incompleta, Residentia, et id quod Districtus nuncupatur. - A. Domus regularis completa ea est quae vi mandati Superioris generalis erecta: 1° hac in rebus gerendis independentia, de qua Regula loquitur, jam gaudet; 2° cui adscribitur consilium Superiore et duobus Assessoribus constans; 3° in qua saltem quinque sunt sacerdotes. Hujusmodi Domus jus habet ad Conventum provincialem mittendi Superiorem et delegatum sorte electum. Praedictum Superioris generalis mandatum ter transcribi, atque in archiviis Domus generalis, provincialis et localis reponi debet. - B. Domus incompleta ea est quae mandato quidem Superioris generalis erecta, omnes Domus regularis conditiones possidet praeter ultimam. Superiorem, non autem delegatum ad Conventum provincialem mittet. - C. Residentia, mandato quoque Superioris generalis erigenda, non est sui juris in negotiis gerendis, nec Superiorem nec Consilium, sed Directorem tantum habet. Haec Domui propriae dictae conjungitur et ab hujus Superiore dependet, nisi immediato Provincialis aut Superioris generalis regimini subjiciatur. In primo casu, una cum Domo a qua dependet, suffragium emittit, in altero vero casu, cum Domo ipsi designata quae, ut in pluribus, omnium vicinior erit. Iisdem in regendo juribus, quibus Superior absque assensu Consilii sui, et Director Residentiae similiter fruitur. Litteras scilicet aperit et claudit, quas, si opportunum duxerit, leget, collationem spiritualem moderatur, licentias concedit et sacri ministerii munia ipse

disponit. Superior ad Residentiam deveniens, omnia quae Superior in propria Domo jura exercet, isque solus post preces vespertinas Communitati benedictionem impertitur. Director vero Residentiae, per Domum a qua dependet transiens, primam post Superiorem sedem obtinet; sed haec distinctio est mere honorifica, Assessorque localis, absente Superiore, orationum divinique officii recitationi praesidet, mensam benedicit ac licentias dat consuetas. - D. Apud Missiones exteras, Sodales nostri, utpote ingentibus distantes intervallis, saepius Domibus regularibus, et Residentiis proprie dictis constituendis impares esse non raro evenit. Quo in casu, meliori qua valent ratione, cum Missionis Vicario communicare conantur, ejusque praecepta in propriis rebus gerendis accurate servant, atque suum suffragium, cum agatur de delegato ad Capitulum generale designando, in sedem Vicariatus principalem, nominatim et scripto singuli transmittunt. Statim vero ac ipsa res dabit facultatem, Vicariatus plures in Districtus distribuetur, ac unicuique tunc Districtui, ad instar dispertitae Communitatis, Superior, duo Assessores ac plures vel pauciores subditi essentialiter adscribentur. Principalis autem sedes Districtus, vel Domus regularis, vel Domus incompleta, vel mera Residentia, imo vel mera Statio [poste], pro sua dignitate et constitutione evadet; attamen in unoquoque Districtu, tum Superior, tum duo Assessores semper aderunt sive simul sive sejunctim commorantes, qui omnia alicujus momenti negotia ad se revocent et dijudicent. Omnes quidem Missionarii alicujus Districtus, unam efformant, sub moderamine Superioris, Communitatem; suas unusquisque res proprias gerit ac si numero quatuor excedunt, jus habent cum Superiore delegatum mittendi ad Conventum Vicariatus, non secus ac Domus regulares; ideo suum suffragium, ad sedem principalem Districtus, sive scripto, sive alia ratione, mittent. (1893)

168. Sodalis extra Domum suam legitime degens voce activa et passiva inter Suos minime privatur; imo scripto pro Domo sua suffragari potest, nullatenus vero pro Domo in qua forsan hospitatur. (1867)

169. Omnes qui ad Capitulum provinciale convocantur, huic interesse debent sub paena juris sui amittendi pro hac vice; illis namque solummodo licebit per schedulas obsignatas votum emittere, quibus a Superiore generali talis concessa fuerit licentia specialis et de scripto. (1887)

170. Scholastici sacerdotio insigniti, cum in particulari Domus Capitulo suffragium emittunt, voce tantum consultativa fruuntur. (1893)

171. Mandatum quo Superiores locales et legati ad Capitulum mittuntur, non est merum privilegium, sed et onus quod recusare non possunt, nisi gravi de causa; et quo majoris momenti est electio, majores etiam requiruntur causae excusantes a mandato exsequendo.

Hinc 1° Si, nondum dimisso Conventu, causa exponatur, de ea judicabunt Superior et Coetus localis, pro electione locali; Provincialis et Coetus Provinciae, pro electione provinciali; et Superior generalis cum Capitulo, si agatur de electione generali. Si causa judicetur legitima, ad novam statim proceditur electionem; sin autem, mandatum exsequi tenetur electus.

Hinc 2° Si, jam dimisso Conventu, causa proferatur, de ea judicabunt Provincialis, pro electione locali; Superior generalis, pro electione provinciali; et Superior generalis ejusque Consilium, pro electione Capituli generalis. Si legitima habeatur causa, tunc Superior localis, ex sententia Provincialis, Coetum localem iterum convocat, novaque fit electio. Simili modo

fit pro Conventu Provinciae, ex sententia Superioris generalis. Sed quoad electionem Assistentis vel Procuratoris generalis, legitima causa non reputatur, nisi illa quae morti electi fere aequalis sit; quo in casu Superior generalis et ejus Assistentes, ad novam, secundum Regulas, electionem procedent. Rejecta excusationis causa, mandato obedire tenetur electus.

Hinc 3° Si, ob locorum distantiam, Vicarii Missionum opportuno tempore scire nequeant, utrum delegatus vicarialis procul commorans, legitimas habeat causas mandatum recusandi, Conventus vicarialis subsidiariam facere potest electionem, quae effectum absolutum sortietur, casu quo prior electus, ex sententia Superioris generalis, esset legitime impeditus.

Hinc 4° Superiores locales tenentur assistere Conventui provinciali, nisi opportune exposita et legitima habita sit a Provinciali propriae absentiae causa. Postea, Conventui Provinciae causam istam notam faciet Provincialis. (1873)

172. Aequitati consonum est ut Provincialis et Vicarius notum faciant Superiori generali nomen delegati Provinciae vel Vicariatus, saltem eodem tempore quo ipsi delegato, quando hic Capitulo non interfuit, denuntiant electionem. (1873)

173. Capitulum generale interpretans art. X declarat facultatem Provincialibus et Vicariis concessam, alium pro se ad Capitulum delegandi, adeo pendere ab obligatione ipsis imposita, in prima parte ejusdem articuli, ut, hoc officio praetermisso, irrita sit delegatio.

Verumtamen, si, ob locorum distantiam, Superioris generalis sententiam non posset expectare Vicarius, ei tunc permittitur, in eadem epistola Superiori generali aperire causam suae absentiae, una cum nomine delegati. Sed in hoc casu, actus delegationis et nomen delegati scribentur in obsignata schedula, quam Superior generalis aperiet, mittetque ad delegatum, si causa absentiae sit legitima; si vero causa sit insufficiens, irrita fit delegatio. (1873)

174. Quia ultimis hisce temporibus prorsus mutatae fuerunt conditiones itinerantium, Capitulum generale hoc statuit, nempe: Provincialis aut Vicarius qui, ex judicio Superioris generalis in suo consilio, non valeret sine graviori Provinciae vel Missionis suae onere et detrimento ad Capitulum generale iter aggredi, jus habet mandatarium suum deligendi non tantum inter propius commorantes, sed etiam, si maluerit, inter membra suae Provinciae vel sui Vicariatus quantumvis distantis et quidquid in contrarium statutum fuerit anteacto tempore. (1887)

175. Per haec verba: "Inter membra alterius Provinciae a loco Capituli non longe distantis" (Art. XI), Regula non excludit Provinciae vel Vicariatus longe distantis membra casu degentia non procul a loco Capituli. (1873)

§ 31.- De Superioribus localibus.
(Reg. P.III, Cap.2, § I)

176. Praeter collationem de culpis accusandis, sermonem quoque de spiritualibus, bis in mense, ad Communitatem habeat Superior. Haec allocutio sive occasione collationis aliunde praescriptae, sive in speciali collatione ad propositum indicta, habere potest. (1867-1879)

177. Enixe postulatur a Superioribus ne juniores sodales in variis sacri ministerii operibus praemature adhibeant, nec illos monitis quibus indigent destitutos relinquant, alioquin ad sacrum ministerium imparati accedent, indocti in eo perseverabunt ac tandem absoluti perfectique laboris incapaces evadent. (1893)

178. Sedulius invigilent Superiores omnes, praesertim in Missionibus exteris, ne pereant Congregationis publicationes ad ipsos missae. Non raro harum collectionem postulant, quam haberent si, ne perderentur, invigilassent. (1893)

179. Existimat Capitulum generale Superioribus localibus munus incumbere invigilandi ut omnes subditi ea quae ad Societatem nostram spectant nota habeant; ideo eorum quae in lucem prodeunt tot a Domo generali exemplaria postulent Superiores quot suae Domui necessaria existimant. Quod vero attinet ad litteras encyclicas quae gravioris suht momenti, ipsamet Administratio generalis singulis sodalibus harum transcriptum distribuet; si quae jam usu exhaustae fuerint, iterum typis mandabuntur. (1898)

180. Quotannis, nec septembri serius, quivis Superior memorialem libellum de praecipuis quae circa Domum suam gesta sunt, ad Secretarium generalem transmittat. (1867)

181. Circa dispensationes, sequentia sunt tenenda: In casu particulari, id est quando agitur de dispensatione propter necessitatem alicui individuo particularem et mox transituram, Superior localis propria auctoritate dispensare valet.

Si necessitas alicui individuo particularis, est diuturna, Superior localis dispensat, non tamen sine Consilii sui sententia. (Art. XXI, § I, Cap. 2, Part. III)

Dum necessitas est communis omnibus, Superior generalis, consultis Assistentibus, dispensat, sed pro tempore tantum. (Art. XXIX, § II, Cap.1,Part.III)

Denique in eadem necessitate communi, Capitulum duntaxat dispensare valet pro semper. (Art. XLII, § I, Cap. 1, Part. III) (1887)

182. Super officiis Admonitoris opportunum erit quemque sequentia pensare: A) Admonitor non potest, citra culpam, de monitione sibi commissa tacere, nisi manifeste falsa aut intempestiva res esset. - B) Eodem jure nemini quidquam de monitione praeterquam Superiori loquatur Admonitor; nemini quoque mandans nisi Admonitori; nec ipse Superior originem admonitionis inquirere videatur. - C) Illicita pariter esset plurium simul chirographo signata monitio. Quod si forte plures in eamdem sententiam concurrerint, moneat unusquisque prout senserit, nec unus ab alio sciscitetur quid fererit aut quid agere velit. (1867)

§ 32.- De bibliothecae Praeposito.

(Reg. P.III, Cap.2, § IX)

183. In quavis Societatis Domo, bibliothecae valvis inhaerebit sequens monitum: De mandato admodum R.P. Generalis penitus prohibetur librum de bibliotheca auferre aut extraneis commodare absque scripta a Superiore licentia. (1867)

§ 33.- Quis ordo in praecedendo tenendus. (Reg. P.III, Cap.2, § X)

184. In Domo generali, absente Superiore generali, exercitiis Communitatis praeerunt Assistentes secundum ordinem electionis suae, et Procurator, qui et benedictionem impertient. (1867)

185. In caeteris Societatis Domibus iidem primum semper locum tenent. Superior localis cuncta perficiet ac si primus esset. Verumtamen Assistens aut Procurator psalmodiae in choro praecinit. (1867)

186. Provincialis extra Provinciam suam Domum adveniens, primum locum occupat post Provincialem loci, dummodo iste adsit praesens; eo vero absente, post Superiorem localem vel eum qui ejus vices gerit. (1887)

187. Consultores et Procurator provincialis in sua Provincia Assessoribus Superioris localis praesunt, quin ullum Domus regendae jus illis competat; subsunt uti caeteri Superiori locali nec extra suam Provinciam aliquid honoris pro titulo confertur. (1867)

188. Inter Novitios praecedentia, caeteris paribus quoad clericatus ordines et susceptionem habitus, antiquiori conceditur. (1867)

§ 34.- Quales esse debeant qui Familiae nostrae nomen sunt daturi. (Reg. P.III, Cap.3, § I.)

189. Magnopere refert ut subsidiis undique comparatis, praesto adjuventur ea opera quibus Societas nostra numero accrescat necnon ejusdem scholastica instituta, ac eo fine associationes, sodalitates, Tertius Ordo et alia hujusmodi opera impigre instituantur. (1893)

190. Perutilem sane operam agent sodales nostri, si eorum quos Deus ad nos advocat, numeri augendi causa, seminaria in quibus clerici versantur, invisant, ibique exercitia spiritualia praestent, cum directoribus et alumnis amicas jungant consuetudines ac demum ephemeridas Petites Annales vel alias quibus Societas nostra undique notior evadat, diffundant. (1893)

§ 35.- De Oblatione. (Reg. P.III, Cap.3, § III)

191. Annua Scholasticorum sicut et annua et quinquennalia Laicorum vota, intra missam utique sed minori quam perpetua apparatu celebrabuntur. (1867)

192. Quicumque haec vota emittunt, Regulis subjiciuntur non minus ac caeteri sodales professi et ordinem inter se praefixum habent; non ideo tamen stabili ratione Congregationi, nisi perpetuis votis emissis, aggregantur. (1867)

193. Pro debita reverentia Mysterio Immaculatae B.V.M. Conceptionis, perpetuo vovens album scapulare B.V.M. Immaculatae imagine decoratum, semper deferendum, simul ac crucem, vocationis suae vexillum, accipiet. (1867)

§ 36.- De Fratribus famulantibus. (Reg. P.III, Cap.3, § IV)

194. In quantum fieri poterit, Missionibus exteris non deputentur Fratres famulantes nisi post oblationem perpetuam. (1867)

195. Pro illorum oblatione respectum habeant Superiores ad legem militarem, ita ut, consueto in rerum ordine, non simul militari ac religiosa disciplina teneantur. (1867)

196. Relaxationi quotidianae omnes conjunctim indulgeant, quin tamen possint jussui praecipientis tunc se subducere. (1867)

197. Quicumque voluerit in statu laïcali noster esse, statim ab ingressu et priusquam tyro initietur, schedulam lingua vernacula et ad formam juris civilis redactam subscribet ut sequitur: Ego infrascriptus, N. denuntio me nomen dedisse Societati Oblatorum sanctissimae Virginis Mariae Immaculatae non quasi servum, sed socium. Denuntio praeterea me, si quacumque de causa ab ea egressurus essem, nihil pro laboris stipendio exigere posse. - Datum... die... mensis... Ann. (1867)

§ 37. De causis ejectionis a Societate, quinam ejicere possint et quomodo. (Reg. P.III, Cap.4)

198. Qui, sponte sua vel a Superioribus dimissi, migraverunt e Societate nostra, tamquam extranei sunt habendi. (1893)

§ 38.- Appendix de exteris Missionibus.

199. Appendix de exteris Missionibus inter Regulas non computatur, nec praeceptivam sed directivam tantum vim prae se fert. Attamen maximi apud nos pretii semper habeatur cum mentem atque consilia V. nostri Fundatoris fideliter referat. (1898)

200. Meminerint Missionarii dum omni ope in convertendis infidelibus incolis adlaborant, non minori cura domesticis fidei prospiciendum. (1893)

201. Mos iste quo sylvicolis inter gentes jam excultas vitam degentibus, poenae publicae et corporeae infligi solent, perpensa utrinque sentiendi ratione sive incolarum, sive advenarum, sive praesertim ipsorum magistratuum, modo maxime prodesse, modo e contra non mediocriter obesse videbitur. Ideo Vicarii Missionum, quid hac in re opportunius agatur, ipsi judicent. (1893)

XVII

CHAPITRE GENERAL DE 1904

Bibliographie:

Registre des Chapitres généraux, t.IV, p.1-66;

Circulaires administratives, t.III, p.31-32 (Circ. N.79);
48-106 (Circ. N.84);
107-112 (Circ. N.85);

Missions 1904, p.378-397;
1905, p.1-78,121-206,269-333,389-457;
1920, p.216;
1938, p.7;

A.R.O.M.I., 1946, p.64.

§ I

Schéma historique

I) Convocation

C'est un Chapitre ordinaire, et il fut convoqué par le P. Augier au terme du sexennat, selon la prescription de la Règle.

II) Déroulement

A) Ambiance

1°) Lieu - Le Chapitre s'assembla à Liège, dans la maison du Scolasticat, où, par suite des expulsions, le 1er juin s'était transférée la maison générale.

2°) Durée - Il s'ouvrit le 14 août et se clôtura le 1er septembre; il dura donc 19 jours.

3°) Membres - Y participèrent 55 capitulants, qui représentaient 1777 profès, dont 12 évêques, 1016 Pères, 310 scolastiques et 439 convers, sans compter 98 novices scolastiques et 40 novices convers.
Voir la liste des noms, dans Missions 1904, p.389-392.

4°) Commissions - Il y eut diverses Commissions, mais le Procès-verbal ne spécifie pas combien.

5°) Séances - Il y eut 26 séances générales, sans compter les séances particulières des Commissions.

B) Travaux

Les travaux du Chapitre se déroulèrent sous la présidence du P. Augier. En voici un aperçu:

1°) Allocution initiale du P. Augier; et rapports sur la Congrégation en général, et sur les différentes Provinces et Vicariats.

2°) Discussion des affaires.
On y traita plusieurs questions. A noter surtout:
1) la division des Provinces de France en districts;
2) l'addition de l'invocation "Cor Jesu Sacratissimum, miserere nobis" après la messe basse;
3) la création d'un bureau central d'information et de propagande;
4) la décision de transférer la maison générale à Rome, le plus tôt possible;
5) les autres décisions qu'on peut lire dans la Circulaire N.84, ou au texte des Actes dans le paragraphe suivant.

3°) Election, le 1er septembre, des PP. Charles Tatin, Eugène Baffie, Servule Dozois et Simon Scharsch comme assistants généraux, et du P. Pierre Longeon comme économe général.

C) Evénements

1°) Participation à la procession de la Sainte Vierge, le 15 août.

2°) En commémoration du 50ème anniversaire de la proclamation du dogme de l'Immaculée Conception, au début de chaque séance on récite le "Tota pulchra es".

3°) Envoi d'une adresse au Pape Pie X, qui répondit le 17 novembre.

III) Importance

C'est le dix-septième Chapitre général de la Congrégation. On l'appela "le Chapitre du cinquantenaire de l'Immaculée", parce qu'il eut lieu pendant l'année cinquantenaire de la proclamation du dogme de l'Immaculée Conception. Il s'occupa surtout du sort de la Congrégation, notamment de l'Administration générale, à la suite de la persécution et des expulsions de la France.

§ II

Texte des Actes

Les Actes de ce Chapitre, rédigés en latin, n'ont jamais été publiés, nonobstant les réclamations des Chapitres suivants de 1906 et de 1908.

Il y a seulement les Actes en français, qui ont été promulgués par la Circulaire N.84.

Ils se trouvent dans Circulaires administratives, t.III, p.35-59, et se composent de 7 décrets, de 9 voeux, de 8 déclarations et de 10 observations (ces dernières cependant ne sont pas numérotées).

Aux Archives Générales, il y a aussi un document manuscrit qui nous donne le texte des "conclusions votées par le Chapitre général de 1904 d'après les Procès-Verbaux". Nous en donnerons le texte à la fin du volume, à l'Appendice I.

Ici nous donnons seulement la transcription des Actes de la Circulaire N.84, qui sont les Actes officiels; toutefois, nous omettons toujours les explications de la Circulaire susdite et parfois aussi nous en abrégeons le texte.

En voici la transcription:

ACTES DU CHAPITRE GENERAL DE 1904

Décrets

I. Le huitième jour de chaque mois, le Supérieur général offrira le Saint Sacrifice de la messe pour remercier Dieu d'avoir préservé Marie de la tache originelle et de l'avoir faite immaculée.

II. - 1° Que les Provinces de France soient divisées en districts, à l'instar de ce qui existe dans plusieurs de nos Vicariats, et qu'il y ait un supérieur et deux assesseurs nommés dans chaque district.

2° Qu'autant que la prudence le permettra, ces Pères se réunissent, une fois par mois, pour la retraite mensuelle et la conférence théologique; qu'ils correspondent, une fois par mois, avec le Supérieur, s'ils ne peuvent se rendre à ces réunions, de manière à rester dans la ligne de l'obéissance et de la pauvreté. Que le supérieur les visite lui-même régulièrement.

3° Que les Pères soient appelés, à tour de rôle, à participer aux exercices spirituels dans une maison régulière.

4° Qu'un statut, élaboré par l'administration générale, de concert avec les Provinciaux, règle les détails de moindre importance.

5° Quant aux Pères de nos Vicariats qui vivent aussi dans l'isolement, le Chapitre insiste sur l'application du décret n° 157 des Acta Capitulorum generalium.

III. Que l'on prépare, à la lumière du Droit ecclésiastique et à l'exemple des Ordres religieux, un Code correctionnel.

IV. Dans un certain nombre de nos communautés, les frères convers ne suffisent pas à assurer le service, et force est aux supérieurs de faire appel à des personnes du sexe. Qu'on observe strictement les statuts diocésains relativement à l'âge requis pour que ces personnes puissent habiter dans une maison ecclésiastique.

V. Qu'il soit établi un bureau central de rédaction et de propagande par la presse. La rédaction de l'Ordo, des Missions, des Annales, des Notices nécrologiques, les correspondances avec les journaux seront de son ressort.

VI. Que les cours de politesse et de tenue ecclésiastique soient rétablis dans les noviciats et que les Supérieurs veillent à l'observance de cet article.

VII. - a) La feuille des comptes apportée au Chapitre général par les Vicaires ou Provinciaux doit être une pièce authentique, signée par le Conseil.

b) Chaque procureur devra tenir ses comptes de façon qu'ils puissent être facilement vérifiés. Pour cela, qu'il ait de toute nécessité un Journal et un Grand Livre.

Que les comptes des maisons soient envoyés, tous les trois mois, au Procureur provincial, et que ceux de la fin de l'année lui parviennent quelque temps avant la tenue du Conseil Provincial.

Les rapports financiers au Chapitre seront toujours accompagnés d'un bilan qui fasse connaître l'actif et le passif, afin que, d'un Chapitre à l'autre, il soit facile d'établir l'état comparatif.

Voeux

I. Que l'administration générale se préoccupe de faire écrire l'histoire de la Congrégation, à l'occasion du centenaire de sa fondation, qui n'est plus bien éloigné.

II. - a) Que les Provinciaux envoient aux universités de renom des sujets qui ont donné des preuves de leurs aptitudes;

b) Qu'ils ne le fassent pas toutefois, sans avoir consulté le Supérieur général, et sans lui avoir manifesté les qualités du sujet à envoyer, les universités qu'il fréquentera et les conditions dans lesquelles il s'y trouvera.

III. - a) Que les provinciaux veillent avec le plus grand soin au choix du personnel dans les maisons d'éducation;

b) Qu'ils veillent aussi à la stabilité du personnel et à une application plus rigoureuse des Directoires approuvés.

IV. Que les Provinciaux, en ce qui concerne la formation professionnelle des Frères convers, prennent tous les moyens propres à développer leurs aptitudes, afin que leur concours soit toujours plus efficace, soit aux missions étrangères, soit dans l'intérieur de nos communautés.

V. Que les Vicaires des Missions aient à coeur de procurer, sur les fonds de la caisse vicariale, une bibliothèque suffisamment fournie à chaque maison ou du moins à chaque district.

VI. Qu'on n'accepte que très difficilement des oeuvres nouvelles, afin de consacrer toutes nos ressources en hommes et en argent à la consolidation de celles qui existent.

VII. Le Chapitre général exprime le désir que le siège définitif de l'Administration générale soit transféré à Rome; toutefois, vu les circonstances, le Chapitre général émet le voeu que le Supérieur général, de l'assentiment de ses Assistants, comme il est prévu par la Règle, choisisse une résidence provisoire, mais que l'administration y soit, aussi vite que possible, parfaitement organisée.

VIII. Que dans chaque province ou vicariat et à la maison générale, il y ait un Père qui soit mis au courant de la comptabilité du Procureur.

IX. Le Chapitre émet le voeu que le R.P. Procureur général ait près de lui un socius qui s'occupera plus spécialement des missions étrangères.

Déclarations

I. Bien que les missions soient la fin première et principale de l'Institut, cependant l'apostolat près des ouvriers, sous toutes les formes approuvées par le Saint-Siège et l'Episcopat, selon les principes de l'Encyclique de Léon XIII "de conditione opificum", et le motu proprio de S(a) S(ainteté) Pie X, sur la même question, et en dehors de tout parti politique, est non seulement conforme à la fin de l'Institut, mais encore doit être vivement encouragé dans les temps actuels.

II. Ont seuls droit de prendre part au Chapitre local, à l'exclusion de tous les autres, les Pères et les frères scolastiques qui ont émis les voeux perpétuels et qui font partie de la communauté. Mais ces derniers n'ont que voix consultative.

III. Le surplis étant un vêtement ecclésiastique, nul, hormis les clercs, n'a droit de le porter dans les cérémonies de l'Eglise. Néanmoins, les usages locaux autorisant quelquefois les sacristains ou les chantres à s'en revêtir, le Provincial est juge de l'opportunité qu'il peut y avoir de permettre à nos frères convers de le prendre, à l'Eglise, pendant les offices. Nul, en tous cas, ne doit le faire sans son autorisation.

IV. Il appartient également au Provincial de déterminer à quelles heures et pendant quels exercices les frères convers doivent être revêtus de la soutane; qu'on s'en tienne, dans chaque maison, à ce qu'il aura fixé.

V. - 1) Il est impossible qu'il y ait uniformité complète dans la Congrégation, en ce qui concerne le collet romain;

2) C'est au Conseil provincial à voir si le collet peut être mis en usage dans la Province;.

3) Dans chaque province, il doit y avoir uniformité.

VI. La Règle autorise chaque religieux prêtre à célébrer la messe, une fois par mois, à ses intentions personnelles, et non pas à celles du supérieur local. Le Père qui séjourne, pendant un mois entier, dans une communauté dont il ne fait pas partie, jouit de cette concession, et peut célébrer une messe à son intention particulière, comme s'il était dans sa propre communauté.

VII. La commémoraison de Saint Joseph n'est obligatoire, à la messe, que lorsqu'on a fait l'office de la Sainte Vierge.

VIII. Pour que la profession, faite in articulo mortis par un novice, donne au mourant droit aux suffrages prescrits par la Règle, l'acceptation du Supérieur général, représenté par le Maître des Novices, est nécessaire. Si on le peut, en référer par lettre ou par télégramme à son autorité. Si le temps fait matériellement défaut, nous autorisons le Maître des Novices à présumer notre permission.

Observations

1. Le Chapitre attire l'attention sur l'amour envers la Congrégation et ses oeuvres, et sur l'obéissance envers ses Supérieurs, en évitant l'esprit d'indépendance et de critique.

2. Le Chapitre recommande l'esprit de pauvreté, spécialement en ce qui concerne l'usage des choses superflues et les dépenses inutiles.

3. Le Chapitre rappelle l'article de la Règle qui, parlant des visites, prescrit que "Nocte ingruente fiet regressus".

4. On attire l'attention sur le décret "de observandis et evitandis in Missarum manualium satisfactione", publié au cours du mois de mai 1904 par la S. Congrégation du Concile.

5. Il arrive assez fréquemment, qu'un religieux, de passage dans une maison, omet d'inscrire sur le registre ad hoc les messes qu'il a célébrées dans cette maison. L'économe et le supérieur ne doivent pas suppléer à cet oubli avant d'avoir acquis la certitude que ces messes ont été acquittées pour le compte de leur maison.

6. Le Chapitre a ordonné, pour accéder à un désir du Souverain Pontife, que nous ajouterions aux prières prescrites par Léon XIII, après la célébration de la messe basse, trois fois l'invocation: Cor Jesu Sacratissimum, miserere nobis.

7. Quand approche la tenue du Chapitre général, les Provinciaux et les Vicaires doivent préparer le rapport qu'ils liront au Chapitre sur l'état du personnel et des oeuvres confiées à leur sollicitude. Mais ils ne doivent

pas attendre la réunion du Chapitre pour en envoyer un exemplaire au Supérieur général, qui pourra se faire ainsi une idée plus complète et plus exacte des besoins de la Congrégation.

8. La Règle fait un devoir au Supérieur local d'ouvrir les lettres adressées aux membres de sa communauté, et elle lui donne même le droit de les lire, s'il le juge opportun. Mais l'exercice de ce droit crée des obligations très délicates. Au secret naturel s'ajoute le secret professionnel pour commander au supérieur la discrétion la plus absolue. Le Chapitre a cru devoir appeler l'attention de l'Administration générale sur ce point.

9. Le Chapitre recommande également aux Supérieurs locaux une paternelle sollicitude pour les frères convers et une grande attention à leur double formation religieuse et professionnelle.

10. Le Chapitre demande de nouveau que, dans nos maisons de juniorat et de scolasticat, on consacre plus de temps et on donne plus d'attention à l'étude de la langue anglaise.

XVIII

CHAPITRE GENERAL DE 1906

Bibliographie:

Registre des Chapitres généraux, t.IV, p.66-154;

Circulaires administratives, t.III, p.117-124 (Circ. N.88);
127-134 (Circ. N.89);
135-137 (Circ. N.90);
138-139 (Circ. N.91);
140-206 (Circ. N.92);

Missions 1906, p.280-284,321-349;
1920, p.216;
1938, p.7;

A.R.O.M.I., 1946, p.64.

§ I

Schéma historique

I) Convocation

C'est un Chapitre extraordinaire, et il fut convoqué par le P. Baffie, vicaire général de la Congrégation, à la suite de la démission du P. Cassien Augier pour l'élection du nouveau Supérieur général.

II) Déroulement

A) Ambiance

1°) Lieu - Le Chapitre s'assembla à Rome, dans la maison générale de Via Vittorino da Feltre, qui était en même temps la maison du Scolasticat Romain.

2°) Durée - Il s'ouvrit le 20 septembre et se clôtura le 10 octobre; il dura donc 21 jours.

3°) Membres - Y participèrent 50 capitulants, qui représentaient 1747 profès.
Ils auraient dû être 54, mais 4 furent absents.
Voir la liste des noms dans Missions 1906, p.331-334. (A remarquer que la liste donnée aux pp.281-284 est antérieure au Chapitre et incomplète!)

4°) Commissions - Il y eut diverses Commissions, mais le Procès-Verbal ne spécifie pas combien.

5°) Séances - Il y eut 21 séances générales, sans compter les séances particulières des commissions.

B) Travaux

Les travaux du Chapitre commencèrent sous la présidence du P. Baffie, vicaire général de la Congrégation, et se continuèrent sous celle du P. Lavillardière, nouveau Supérieur général.
En voici un aperçu:

1°) Discussion préalable de la question si le Supérieur général doit être élu pour toute la vie ou bien ad tempus seulement.

2°) Election, le 23 septembre, du P. Auguste Lavillardière comme Supérieur général.

3°) Discussion des affaires.
On y traita plusieurs questions. A noter surtout:
1) quelques changements au texte de la Règle;
2) la décision de l'autonomie des Scolasticats, les mettant sous la juridiction immédiate des Provinciaux;
3) la condamnation des doctrines de Loisy;
4) la rétrocession de l'enseignement dans les collèges à oeuvre de mission;
5) les autres décisions qu'on peut lire dans la Circulaire N.92.

4°) Election, le 10 octobre, des PP. Eugène Baffie, Servule Dozois, Simon Scharsch et Isidore Belle comme assistants généraux, et du P. Frédéric Favier comme économe général.

C) Evénements

Audience de Pie X au Chapitre, le 9 octobre.

III) Importance

C'est le dix-huitième Chapitre général de la Congrégation. On peut l'appeler "le Chapitre de la crise", parce qu'il eut lieu à la suite de la fameuse crise financière de la Congrégation. Il eut le mérite de raffermir la confiance, la concorde et la discipline dans la Congrégation qui sortait alors d'une épreuve douloureuse.

§ II

Texte des Actes

Les Actes de ce Chapitre, rédigés en latin, avaient été promis par la Circulaire N.92, mais ils ne furent jamais publiés, nonobstant la réclamation du Chapitre suivant de 1908.

Dans les Actes du Chapitre de 1920 on trouvera, comme nous le verrons plus bas, 8 numéros qui se rapportent à notre Chapitre. D'autre part, la Circulaire N.92 nous fait connaître suffisamment les décisions de ce Chapitre, sans toutefois nous en donner les Actes sous forme de décrets.

Aux Archives Générales, il y a un document manuscrit, qui nous présente la liste des "conclusions votées par l'Assemblée Capitulaire (de 1906), d'après les Procès-Verbaux". Nous en donnerons le texte à la fin du volume, dans l'Appendice II.

Ici donc nous ne pouvons transcrire les Actes du Chapitre de 1906, puisqu'il n'y eut pas de promulgation officielle d'Actes proprement dits.

XIX

CHAPITRE GENERAL DE 1908

Bibliographie:

Registre des Chapitres généraux, t.IV, p.156-260;

Circulaires administratives, t.III, p.226-227 (Circ. N.102);
228 (Circ. N.103);
232-234 (Circ. N.105);
249-252 (Circ. N.108);

Missions 1908, p.421-430,502-503;
1909, p.1-101,129-211,241-288;
1920, p.216;
1938, p.8;

A.R.O.M.I., 1946, p. 64.

§ I

Schéma historique

I) Convocation

C'est un Chapitre extraordinaire, et il fut convoqué par le P. Favier, vicaire général de la Congrégation, à la suite de la mort du P. Lavillardière pour l'élection du nouveau Supérieur général.

II) Déroulement

A) Ambiance

1°) Lieu - Le Chapitre s'assembla à Rome, dans la maison générale de Via Vittorino da Feltre, où était aussi le Scolasticat romain.

2°) Durée - Il s'ouvrit le 19 septembre et se clôtura le 24 octobre; il dura donc 36 jours.

3°) Membres - Y participèrent 46 capitulants, qui représentaient 1917 profès, selon le Personnel de 1907.
Voir la liste des noms dans Missions 1908, p.429-430 (à remarquer cependant qu'on a omis trois noms!).

4°) Commissions - Il y eut 4 Commissions; à savoir: 1) du Droit canon, 2) des finances, 3) des oeuvres, 4) de la discipline.
En outre, il y eut des sous-commissions; par exemple, pour l'examen des rapports des Provinces, pour les modifications au paragraphe de la Règle concernant la direction des paroisses, etc.

5°) Séances - Il y eut 39 séances générales, sans compter les séances particulières des Commissions.

B) Travaux

Les travaux du Chapitre commencèrent sous la direction du P. Favier, vicaire général de la Congrégation, et se continuèrent sous celle de Mgr Dontenwill, nouveau Supérieur général.
En voici un aperçu:

1°) Election, le 20 septembre, de Mgr Augustin Dontenwill comme Supérieur général.

2°) Discussion des affaires.
On y traita plusieurs questions. A remarquer surtout:
1) le grand travail de la révision de la Règle, qui occupa longuement le Chapitre;
2) la décision que les assistants généraux soient constitués en Commission avant chaque Chapitre et chargés d'élaborer le programme des travaux, en indiquant les diverses questions à soumettre aux délibérations du Chapitre.

3°) Election, le 24 octobre, des PP. Servule Dozois, Eugène Baffie, Simon Scharsch et Isidore Belle comme assistants généraux, et du P. Frédéric Favier comme économe général.

C) Evénements

1°) Audience de Pie X au Chapitre, le 10 octobre.

2°) Les changements au texte de la Règle apportés par le Chapitre, furent approuvés par le Saint-Siège par décret du 21 décembre 1909 et par bref du 7 septembre 1910.

III) Importance

C'est le dix-neuvième Chapitre général de la Congrégation. On peut l'appeler "le Chapitre de la troisième révision de la Règle", et il a eu le grand mérite d'avoir fait ce travail de révision.

§ II

Texte des Actes

Les Actes de ce Chapitre n'ont jamais été publiés; et il n'a été publié, non plus, aucune Circulaire qui nous fasse connaître les décisions de ce Chapitre.

Dans les Actes du Chapitre de 1920, il y a, comme nous le verrons plus bas, trois numéros qui concernent notre Chapitre.

Malheureusement, aux Archives Générales, il n'existe aucun document manuscrit concernant la rédaction du texte de ces Actes, pas même en langue française.

Nous ne pouvons donc pas transcrire les Actes de ce Chapitre, car ils n'existent pas.

XX

CHAPITRE GENERAL DE 1920

Bibliographie:

Registre des Chapitres généraux, t.IV, p.262-361;

Circulaires administratives, t.III, p.259-260 (Circ. N.111);
309-310 (Circ. N.116);
339-340 (Circ. N.122);
344-345 (Circ. N.124);
349-355 (Circ. N.126);
356-357 (Circ. N.127);
358-416 (Circ. N.128);

Acta Capitulorum generalium (Romae 1923);

Missions 1913, p.471-472;
1914, p.66-68,386;
1920, p.213-301;
1921, p.1-114,249-300;
1938, p.8;

A.R.O.M.I., 1946, p.64.

§ I

Schéma historique

I) Convocation

C'est un Chapitre ordinaire, et il fut convoqué par Mgr Dontenwill: il avait été convoqué d'abord pour l'année 1914, au terme du sexennat; mais ensuite, à cause de la première guerre mondiale, il fut renvoyé "ad nutum Sanctae Sedis" jusqu'à la fin de la guerre.

II) Déroulement

A) Ambiance

1°) Lieu - Le Chapitre s'assembla à Rome, dans la maison générale de Via Vittorino da Feltre, qui était en même temps le siège du Scolasticat romain.

2°) Durée - Il s'ouvrit le 1er octobre et se clôtura le 22 du même mois; il dura donc 22 jours.

3°) Membres - Y participèrent 55 capitulants, qui représentaient 2080 profès, dont 12 évêques, 1331 Pères, 287 scolastiques et 462 convers, sans compter 150 novices et 705 junioristes.
Voir la liste des noms dans Missions 1920, p.217-218.

4°) Commissions - Il y eut 5 Commissions; à savoir: 1) de la discipline, 2) de l'administration, 3) des oeuvres de formation, 4) des finances, et 5) des missions.

5°) Séances - Il y eut 37 séances générales, sans compter les séances particulières des Commissions.

B) Travaux

Les travaux du Chapitre se déroulèrent sous la présidence de Mgr Dontenwill, supérieur général.
En voici un aperçu:

1°) Allocution initiale du Supérieur général; et Rapports sur la Congrégation en général, et sur les Provinces et Vicariats.

2°) Discussion des affaires.
On y traita plusieurs questions. A noter surtout:
1) la décision de la consécration de la Congrégation à l'Immaculée Conception;
2) l'introduction des Litanies de Saint-Joseph après le chapelet, à la place des Litanies des Saints Patrons des pays évangélisés;
3) le rétablissement de l'enseignement dans les collèges comme oeuvre de la Congrégation;
4) les autres décisions qu'on peut lire dans la Circulaire N.128, ou bien au texte des Actes dans le paragraphe suivant.

3°) Election, le 22 octobre, des PP. Servule Dozois, Isidore Belle, Euloge Blanc et Maximilien Kassiepe comme assistants généraux, et du P. Edmond Dubois comme économe général.

C) Evénements

1°) Envoi, le 2 octobre, d'un télégramme d'hommage au Pape, qui répondit le lendemain.

2°) Visite et allocution, le 20 octobre, du cardinal Guillaume Van Rossum, notre Cardinal Protecteur.

3°) Audience de Benoît XV au Chapitre, le 21 octobre.

4°) Consécration de la Congrégation à l'Immaculée Conception, le soir du 22 octobre, en présence du Chapitre.

III) Importance

C'est le vingtième Chapitre général de la Congrégation. On peut l'appeler "le Chapitre de l'après-guerre", et il donna, après cette guerre, une nouvelle impulsion à la charité, à la discipline religieuse et à l'apostolat de la Congrégation.

§ II

Texte des Actes

Les Actes de ce Chapitre ont été publiés d'abord en français par la Circulaire N.128, de l'année 1921. Nous en donnerons le texte à la fin du volume, à l'appendice III.

Il y eut ensuite la vraie publication, en latin. Les nouveaux Actes furent imprimés à Rome en 1923. Ils se composent de 166 numéros ou décrets, et comprennent aussi les décisions des Chapitres précédents que le Chapitre a cru opportun de maintenir en vigueur.

Des 166 numéros de ces Actes appartiennent au Chapitre de 1920 seulement les numéros 1, 7, 10, 25, 29, 33, 37, 41, 57, 58, 80, 81, 83, 90, 101, 102, 103, 106, 113, 118, 119, 120, 122, 124, 125, 131, 141, 142, 144, 145, 151, 152, 153, 166.

Les autres numéros appartiennent, avec ou sans modification, aux Chapitres précédents; à savoir:

1) au Chapitre de 1867, et aux Chapitres antérieurs, les numéros: 2, 8, 11, 15, 16, 17, 18, 24, 27, 30, 31, 35, 36, 39, 42, 43, 44, 45, 48, 50, 53, 56, 59, 60, 61, 62, 64, 66, 70, 72, 78, 79, 86, 87, 89, 91, 95, 98, 100, 104, 107, 108, 114, 126, 127, 132, 135, 139, 143, 146, 149, 150, 160, 161, 162;

2) au Chapitre de 1873, les numéros: 3, 19, 28, 46, 51, 67, 97, 109, 133, 134, 159;

3) au Chapitre de 1879, les numéros: 6, 9, 22, 52, 54, 63, 115, 154;

4) au Chapitre de 1887, les numéros: 4, 26, 47, 73, 75, 92, 129, 156;

5) au Chapitre de 1893, les numéros: 5, 20, 21, 23, 32, 34, 40, 49, 55, 71, 74, 76, 77, 82, 84, 85, 116, 121, 128, 136, 137, 147, 148, 163, 165;

6) au Chapitre de 1898, les numéros: 12, 38, 65, 88, 93, 99, 105, 138, 155, 164;

7) au Chapitre de 1904, les numéros: 13, 110, 117, 140;

8) au Chapitre de 1906, les numéros: 14, 68, 69, 96, 123, 130, 157, 158;

9) au Chapitre de 1908, les numéros: 94, 111, 112.

Voici la transcription intégrale du texte:

ACTA
CAPITULORUM GENERALIUM
Congregationis Missionariorum Oblatorum Sanctissimae et Immaculatae Virginis Mariae.

1. Ex omnibus Capitulorum actibus ea solum vim habent, quae in sequentibus articulis continentur (1920).

I.- De Missionibus (Const. art. 10-49).

2. Cuique nostrum prohibitum est opus quodcumque aggredi aut regere, absque missione aut licentia a legitimo Superiore accepta (1867).

3. Ne obliviscantur nostri ad missiones, potiusquam ad quadragesimales conciones, nos animum intendere debere (1873).

4. Curent Provinciales quosdam de nostris, magis scilicet idoneos, praemonere ut ad spiritualia exercitia clero tradenda materias comparent et ordinent, quibus opportuno tempore uti valeant (1887).

5. Sodales, quibus cura spiritualis monialium committitur, harum temporariis negotiis nullo modo sese immisceant; hoc enim ad proprium earum Superiorem, sive ecclesiasticum sive religiosum, integro jure pertinet (1893).

6. Quae in libro caeremoniali pro missionibus praescribuntur, sedulo servari debent. Verumtamen, sufficiet si semel in anno ritus, ibidem descriptus pro discessu Missionariorum, perficiatur, tempore scilicet quo incipiunt missiones vel alio magis congruo, juxta Provincialis praescriptum (1879-1920).

7. Omissio Vesperarum et Completorii, in actu missionis, aequivalet, in ratione culpae, omissioni totius Officii canonici (1920).

8. Secundum Constitutionum praescripta (art. 44), ubique servetur, quantum fieri potest, methodus apud nos recepta pro missionibus, qualis fuit a majoribus nostris tradita, et litteris fuit consignata — praesertim, in opere R.P. Audruger: "Manuel des Missions". Verumtamen, cum omnia eodem modo, ubivis locorum, perfici non valeant, suum cuique Provinciae aut Vicariatui directorium erit, quod, a Superiore Generali approbatum, capitulo Constitutionum de Missionibus subsidiabitur (1867-1920).

II.- De praedicando Verbo divino (Const. art. 99-122).

9. Declarat Capitulum generale non licere Missionariis, praedicantibus Verbum Dei, deferre in pulpito vestem quam Provincialis loci non probaverit(1879).

10. Sacerdotibus nostris, qui nondum perpetua emiserunt vota, fas erit, in actu missionis, Crucifixi imaginem collo appensam deferre, ad modum eorum qui sunt perpetuo professi (1920).

III.- De Sacramenti Poenitentiae Administratione (Const. art. 123-135).

11. Absoluta sacramentali confessione, colloquia cum poenitente, extra sacrum tribunal, nullatenus habeantur, nequidem in confabulatorio (1867).

IV.- De Juventutis Directione (Const. art. 136-143).

12. Nemo non videt opera, juventutis dirigendae gratia instituta, gravissimi, nostris praesertim diebus, esse momenti, nosque in his fovendis tardiores nullatenus esse posse; quibus etiam operibus et haec, quae viros ipsos spectant, annumerentur. Quapropter, ut ad praxim hoc propositum reduci queat, aliquot ex Sodalibus junioribus huic muneri obeundo informentur (1898).

13. Pari ratione, licet missiones sint praecipuus et primarius Instituti scopus, apostolatûs tamen opera erga opifices, juxta modum a Sancta Sede vel ab episcopis probatum, et nominatim juxta normas a Leone XIII et Pio X statutas, retineri debent, non solum ut Congregationis fini plane consona, sed etiam ut Sodalibus nostris valde commendanda. Stricte tamen cuique nostrum prohibetur ne in hujusmodi ministerio factionibus politicis, quoquo modo, sese immisceat (1904-1920).

14. Inter juniores nostros alumnos instituendos ne recipiantur juvenes qui modicam saltem pensionem non solvant, nisi Provincialis pro singulis casibus aliter judicaverit. Liquet tamen pensiones fundatas, loco pensionis personalis, pro his quibus applicantur, haberi posse (1906-1920).

V.- De Horis canonicis rite persolvendis (Const. art. 155-165).

15. Officium divinum in modum psalmodiae choralis recitabitur, dummodo quatuor saltem in choro convenerint. Si vero pauciores numero fuerint, illud recitabunt pariter in communi, moderate, debitis pausis servatis, sed absque ritibus choro propriis (1867).

16. Oblati nondum in sacris poterunt, ob studia peragenda, ab officio canonico, judicio Superiorum, dispensari, ipsis tamen impositis quibusdam aliis brevioribus precationibus, loco recitationis canonicae (1867-1920).

17. Ut apud nos jugis recolatur memoria definitionis dogmaticae Immaculatae Conceptionis Beatae Mariae Virginis, antiphona "Tota pulchra es" recitabitur in choro, post Completorium, ubique per universam Congregationem(1867).

VI.- De Voto Paupertatis (Const. art. 187-229).

18. Sedulo invigilent Provinciales et Superiores ut, in domibus nostris, servetur paupertatis votum et ut omnia, quae respiciunt victum, vestitum aut supellectilem, normis Constitutionum sint apprime consona. — Ne sinant subditos suos a propinquis aut extraneis pecuniam quaerere propriis usibus impendendam, nec, sub ullo praetextu, marsupia privata permittant. Sodales ne parcimonia Superiorem arguant, si forsan ipsos aliquas privationes experiri permiserit (1867-1920).

19. Domorum nostrarum aedes et cellae alicujus Sancti nomine insignitae sint, juxta morem a Fundatore nostro inductum a Congregationis primordiis(1873).

20. Quaecumque, sive pecuniae sive alterius modi dona, in utilitatem communem convertantur; nemo vero, proprii commodi causa, dona recipere valeat, nisi sub moderamine Superioris (1893).

21. Nemini fas est pecuniam oeconomo committere qua quis ad libitum, domini instar, uti se posse arbitretur (1893).

22. Nullus ex nostris tabaco fumifico utetur, absque licentia Provincialis aut Missionum Vicarii, qui hunc usum non permittet nisi privatum vel, si (ob speciales circumstantias) etiam publicum, nonnisi in determinatis loci et temporis conditionibus (1879-1920).

23. Tres Missae, in Nativitate Domini legendae, non secus ac caeterae, in Codice Missarum inscribantur (1893).

24. Contra votum paupertatis agerent Sodales qui, piis operibus praepositi quorum administratio ad Congregationem spectat, totam suam administrationem temporalem Superiori ejusque Consilio non subjicerent. Quod autem ad eos attinet, qui munia obeunt parochialia vel alia quaelibet quae sint Ordinario subjecta, Superioribus jus inest et officium in eos accurate invigilandi ut, cum debita Ordinario obedientia, dicta munia recte adimpleant et juxta prudentiae normas, ne ex eorum actibus aliquid detrimenti Congregationi obveniat; Superior ergo inspectiones et inquisitiones omnes ad id necessarias, vi sui muneris, peragere valet, ad normam canonum 630-631 Codicis Juris Canonici (1867-1920).

25. Unitas nummorum, qua computandum est quantum ad normam Constitutionum expendere licet, determinatur, pro varietate locorum et temporum, a Provinciali vel Vicario, cum approbatione Superioris Generalis (1920).

26. Articulus Constitutionum, quo determinatur quantitas sumptus Superiori locali vel Provinciali permissa, eo sensu intelligendus est quod Superior quantitatem pecuniae determinatam impendere potest, toties quoties sumptus est in se completus et ab omni alio specie distinctus, vel si intervallo tantum temporis sejunctus, exclusa intentione cumulandi, — cumulatio enim intentionalis aequivalet quantitati non permissae (1887).

27. Nec Superiores, nec a fortiori Sodalis quisquam, sine competentis auctoritatis licentia scripto data, aedificationem ullam — sive ecclesiae, sive domus, sive scholae — erigere poterunt, etiam censu fidelium et extra dominium Congregationis. Si autem aedificium exstruendum pertinere debeat, juxta leges canonicas, ad dominium alicujus dioecesis vel paroeciae, dicta licentia ab auctoritate ecclesiastica obtinenda erit, et quidem ita exarata ut de integrae aedificationis expensis eadem ecclesiastica auctoritas, non vero Congregatio, respondere habeat. Quem etiam ad finem, sedulo invigilabunt Superiores ut ad normam articuli 24, cum debitis cautelis, omnes respectivi contractus sint confecti (1867-1920).

28. In obsequium paupertatis et internae recollectionis, Superior, sive Generalis sive Provincialis, ne facile sinat subditos suos in aedibus aedificandis aut exornandis implicari. Hujusmodi ergo licentias ne concedat 1°) nisi agatur de aedificiis eorumve ornatu necessariis aut perutilibus, ac 2°) nisi operis descriptio et ratio, necnon opes aliaque media rei perficiendae, prius subjecta fuerint examini et approbationi legitimi Superioris, juxta Constitutionum praescripta et articuli praecedentis statuta (1873-1920).

29. Solus Provincialis potest licentiam concedere currum automobilem emendi (1920).

VII.- De Obedientiae Voto (Const. art. 235-257).

30. Numquam praesumant nostri domesticae aut episcopali auctoritati quidquam detrahere (1867).

31. Licentiae et dispensationes circa paupertatem et obedientiam, in materia gravi, nonnisi scripto dentur (1867).

32. Optandum est ut magna utrimque diligentia Superiores eorumque subditi ad invicem litteris communicent (1893).

VIII.- De Silentio et interna Animi Recollectione (Const. art. 261-268).

33. Capitulum generale iterum atque iterum omnes Sodales nostros instantissime hortatur ut vitae interiori totis viribus incumbant et spirituali profectui interno — sine quo, juxta monita Constitutionum (art. 268), ministerium nostrum externum omni fructu vacuum in aeternum foret (1920).

34. Silentium, a Constitutionibus praescriptum, accurate per jentaculum servandum est, sicut et in aliis refectionibus. Licentia autem loquendi nonnisi raro a Superiore concedatur (1893-1920).

35. Quidquid praescribitur in Constitutionibus circa silentium, recollectionem, mortificationem et spiritualia exercitia summopere commendatur (1867).

IX.- De Oratione aliisque Religionis Exercitiis (Const. art. 269-277).

36. Matutinae et vespertinae preces eaedem erunt in omnibus Congregationis domibus; proprio tamen locorum idiomate recitari poterunt (1867).

37. In precibus vespertinis, post memoriam Sanctissimi Domini Nostri Papae, nominabitur statim Cardinalis Protector noster (1920).

38. Vacante Superioris Generalis officio, sequens in examinis particularis litaniis adhibeatur formula, usu jam recepta: "Pro Vicario nostro generali..." (1898)

39. Lectioni spirituali praevia erit lectio unius vel alterius paginae Constitutionum; sed hoc praeceptum non obligat extra Societatis domos. Diebus

autem Quatuor Temporum, ut praescripto legendi Constitutiones in refectorio satisfiat, sufficiens erit lectio paragraphi unius post lectionem Sacrae Scripturae (1867).

40. In posterum, corona Virginis juxta eam formam recitabitur quam Sancta Sedes praescripsit: scilicet, quinque decades, cum mysterio convenienti; — sexta vero decas, omisso mysterio, pro benefactoribus nostris de more recitetur, addito psalmo "De profundis", cum versiculis et orationibus. Sequentur litaniae Sancti Joseph (1893-1920).

41. Congregatio nostra solemniter Beatae Mariae Virgini Immaculatae a Capitulo generali iterum consecratur. Actus vero consecrationis renovabitur, in omnibus domibus nostris, bis in anno, die scilicet 17ª Februarii et die 8ª Decembris (1920).

42. Curent Superiores ut exercitia spiritualia, per Regulam indicta, fideliter peragantur et ut, qui non potuerint communiter, privatim ea perficiant. Si quis subditorum suorum nequiverit interesse exercitiis generalibus, id notum facient in relatione domûs suae Provinciali transmittenda (1867).

43. Superiores locales insimul, insimul alios Sodales, ad exercitia generalia, prout opportunum judicaverit, convocet Superior Generalis; item faciant Provinciales, in sua quisque Provincia (1867-1893).

44. Tempore exercitiorum annuorum, legantur Capitulorum generalium acta, necnon litterae encyclicae Superiorum Generalium speciatim designatae, quae etiam in argumentum assumi possunt orationum aut collationum. Legantur pariter, in privatis communitatum exercitiis, si fieri potest, Visitatorum ordinationes (1867-1920).

45. Sodales omnes bis in anno vota sua solemniter renovabunt, — videlicet, die 17ª Februarii et 1ª Novembris, post Missam communitatis. Cum, hac die 17ª Februarii, singulari Dei beneficio, Societas nostra a Sancta Sede Apostolica approbata et constituta fuerit, ut dignae gratiae habeantur, Missa celebrabitur coram SS. Sacramento exposito, ut fert in Societate nostra immemorialis consuetudo, et omnes Societatis sacerdotes Sacrum facient pro Congregatione. Primam autem Novembris diem elegimus, quia, in Festivitate Omnium Sanctorum, primum vota sua Decessores nostri Deo nuncupaverunt. — Annua exercitia, propter modo memoratam recordationem, intra diem 23am Octobris et 1am Novembris potiori jure peragentur. Si vero serius aut maturius aptum tempus aestimaverint Superiores, finem dabit exercitiis renovatio votorum quae, in hoc casu, omittetur die 1ª Novembris (1867-1920).

46. In memoriam solemnis consecrationis totius Oblatorum Familiae divinissimo Cordi Jesu, factae anno 1873, ex decreto Capituli generalis hujus anni, quotannis et in perpetuum, die ultima exercitiorum spiritualium, renovabitur haec consecratio, in cunctis Congregationis domibus, juxta formulam in dicto decreto promulgatam. Exercitium cujusque mensis in honorem SS. Cordis Jesu praescribitur, et fiet prout notatur in Manuali Congregationis, de consensu tamen Ordinarii, in ecclesiis publicis (1873).

47. Praeter suffragia aut preces, in qualibet domo vel Provincia pro benefactoribus propriis fieri solita, et Missas ibidem celebratas, pro iis indiscriminatim Missa celebrabitur, in Domo generali, semel in mense (1887).

48. Sodalis, qui in aliena communitate obiter degit, Regulas servabit, sicut in propria, quoad obedientiam Superiori et exercitia communia. Si ultra quindecim dies ibidem remanserit, illis intersit collationibus, spiritualibus, quae in hac communitate habentur necnon et spiritualibus exercitiis, quolibet mense fieri solitis (1867-1920).

X.- De Mortificatione et Corporis Afflictationibus (Const. art. 278-285).

49. Omnes Sodales, sive novitii sive jam oblati, cujuscumque sint aetatis, jejunio a Regula indicto adstringuntur, a quo tamen, si vires vel aetas desiderentur vel aliunde legitimae adsint rationes, facilius eximentur. Quod autem ad abstinentias vel jejunia ecclesiastica spectat, hujus quam quisque inhabitat regionis leges adamussim serventur (1893).

50. Festa Beatae Virginis Mariae Immaculatae, apud nos vigiliam cum jejunio quae habent, haec sunt: Immaculata Conceptio, Nativitas, Annuntiatio et Assumptio (1867).

51. Invigilent Superiores ut, extra casum verae necessitatis, singulis feriis aliisque diebus in Constitutionibus designatis, fideliter servetur jejunium a Regula praescriptum (1873-1920).

XI.- De Conventibus domesticis (Const. 286-305).

52. In qualibet domo, conventus habeatur de culpis accusandis, dummodo tres interesse possint Sodales, ipso adnumerato communitatis Superiore (1879-1920).

53. Sicut constitutum fuit a venerabili Fundatore nostro, scholastici nostri, postquam culpas suas dixerint vel proclamatas audierint, de loco collationis recedant, quin audiant de suis Moderatoribus vel Magistris (1867).

54. In collatione spirituali pro culpis accusandis, Fratres laici, sive novitii sint sive professi, post accusationem propriam vel mutuam, necnon post acceptas animadversiones a caeteris membris, exclusis tamen novitiis, statim a loco discedant, et tunc solummodo incipiet caeterorum accusatio (1879-1920).

55. Invigilent Provinciales et Superiores locales ut collatio theologica fideliter habeatur. In singulis communitatibus, specialis erit codex in quo, tum nomina eorum qui collationi interfuerunt, tum quaestiones de quibus actum est, accurate describantur (1893).

56. Quotannis Superiores locales argumentum collationum theologicarum accipient a Provinciali, eique de eisdem rationem annuatim reddent (1867).

57. In collationibus theologicis, agitari poterunt variae questiones de re ascetica vel canonica, quin id ullo modo menti Constitutionum adversetur (1920).

XII.- De Charitate, Humilitate et Mundi Fuga (Const. art. 306-316).

58. Capitulum generale omnibus nostris instanter commendat ut, non solum litteram sequantur, sed et mentem canonis 140 Codicis Juris Canonici: "Spectaculis, choreis et pompis, quae eos dedecent vel quibus clericos interesse scandalo sit, praesertim in publicis theatris, ne intersint." Pariter, servent hac de re omnia Ordinariorum praescripta, semperque ea se gerant modestia, quae religiosos viros maxime decet (1920).

59. Ut serventur apud nos debita reverentia et religiosa urbanitas, honore invicem se praeveniant Sodales. Ideo Superior Generalis titulo "admodum Reverendi Patris" insignietur; caeteri vero sacerdotes titulo "Reverendi Patris"; novitii autem et oblati, sive laici sive clerici sacerdotio minores, "Fratres" vocabuntur (1867).

60. Superior localis, in sua communitate, non nomine proprio sed "Reverendus Pater Superior" nuncupabitur. Item, Magister novitiorum, in domo novitiatûs, "Reverendus Pater Magister" vocabitur (1867).

61. Cavendum omnino ne, domui aut foris, detrahatur proximo et ne, in communitate, fraterna charitas laedatur (1867-1920).

XIII.- De Vestibus ac Refectione (Const. art. 326-339).

62. Provincialis aut Vicarius pro subditis statuet quot et quales quisque vestes habebit, nec cuiquam plures habere licebit. Dum vero alicui de una in aliam communitatem migrandum erit, vestes ejus recensebit et, si quid defuerit, absolvet proprius Superior aut supplendum curabit a novo Sodalis Superiore (1867).

63. Crux, in die Oblationis Fratribus famulantibus tradenda, sexdecim centimetros habebit longitudinis, octo vero latitudinis (1879).

64. Sodales nostri, quoad victum ac vestitum, his sese accommodent quae in Provincia aut Vicariatu, ubi actu degunt, communiter statuta sunt (1867).

XIV.- De Relationibus cum Proximo (Const. art. 340-360).

65. Subditis licet, inscio Superiore locali, scribere Em° Cardinali Protectori, admodum Rev° Patri Generali et iis omnibus qui, juxta Constitutiones, immunitate censurae quoad litteras gaudent (1898).

66. Superiores et residentiarum Directores ea, quae de epistolis mittendis aut recipiendis praescribuntur, stricte servabunt. Qui in domo Superioris absentis vices tenet, ita et in missionibus praeses, litteras acceptas ei cui diriguntur tradet clausas (1867-1920).

67. Tenentur Superiores privatim et ex integro aperire litteras, antequam cui diriguntur deferantur; litterae mittendae, praesente scriptore, non sunt obsignandae (1873).

68. Superiori locali jus competit legendi, pro sua prudentia, omnes suorum subditorum litteras, nullis exceptis nisi iis quae in Constitutionibus immunes a censura declarantur (1906).

69. Superiori jus pariter erit apud se retinendi litteras subditorum, exceptis praedictis, prout necessarium judicaverit (1906).

70. Quotidianas aut periodicas ephemerides directionibus Sanctae Sedis non omnino conformes, illas quoque quas reprobaverit Superior Generalis vel Provincialis, non admittent Sodales nostri (1867-1920).

71. Ne in legendis ephemeridibus teratur tempus: hoc enim, tum interiori vitae, tum regulari disciplinae et sanctis operibus, saepius damnum affert (1893-1920).

72. Extranei in cubiculis et locis regularibus non admittantur (1867).

73. Stricte prohibetur Missionariis, praesertim in longe dissitis regionibus, parentes vel propinquos ad se arcessere. Quod si jam in regione commorentur isti, omnino vetitum est ne sub eodem tecto cohabitent cum Sodalibus nostris (1887).

74. Tamquam abusus, justissimis quidem praebens ansam querelis, mos iste habendus est, quo Sodales nostri tenentur cum extraneis vitam degere quotidianam, in eadem domo iisdemque exercitiis (1893).

75. Omnes qui conventibus nostris intersunt, de domesticis negotiis aut de personis privatis consiliariter tractantibus, arcani lege tenentur: nemini ergo, nisi Superioribus majoribus, revelare possunt quae in iis dicta vel facta fuerunt (1887).

76. Quae spectant ad feriarum dies, singulis hebdomadibus concedi solitarum, ipse Provincialis disponat (1893).

77. Quaesitum fuit quid his verbis significetur: "Nocte ingruente, fiet regressus" (art. 354). His verbis designatur, ut in pluribus, hora septima, qua habetur oratio mentalis vespertina. — Attamen, in paucioribus extra solitum contingentibus, haec verba, annuente Superiore, intelligi quoque possunt de illa hora qua serius fiunt preces serotinae. Consuetudinem vero, quibusdam in locis vigentem, confecta caena e domo discedendi, visitationis causa quae sera sub nocte protrahatur, omnino vetitam esse denuntiat Capitulum generale. Quae tamen prohibitio, dummodo adsit ratio alicujus ministerii ecclesiastici, ad illos non extenditur coetus publicos, aliqua saltem ex parte religiosos, nec ad coetus quibus juvenes christiani, nocte jam ingruente, conveniunt. Ideo praecipit Capitulum generale ut a Superiore locali, non inconsulto Provinciali, hac de re provideatur (1893).

XV.- De Itineribus (Const. art. 361-370).

78. Nemo iter aggrediatur, quin secum deferat obedientiae litteras Superioris sui, Superiori ad quem transierit exhibendas (1867-1920).

79. Itinerans recta via iter perficiet, nisi divertendi veniam habuerit (1867).

80. Ad Missionum Vicarios spectat determinare qualiter et a quonam solvendae sint expensae Missionarii itinerantis (1920).

81. Missionarii, qui ratione curae animarum aliquomodo ad residentiam obligantur, iter aggredi non possunt, absque licentia Superioris ecclesiastici. In praxi, tamen, licentia petatur a Missionum Vicario, qui rem ipse componet cum Superiore ecclesiastico, cujus judicio, in casu conflictûs, standum erit (1920).

82. Nulli fas est vacationes sibi vindicare; absit tamen ut, causa legitima exsistente, otium denegetur. Ideo, ne vacationes intempestive postulentur, studeant Superiores ut tempus otii conveniens praebeatur. Visitationes vero, frequentiori et productiori modo apud propinquos habitas, omnino prohibet Capitulum generale (1893).

83. Licentia adeundi publica loca balnearia, valetudinis recuperandae gratia, numquam concedatur a Provincialibus, sine gravi causa et vera necessitate (1920).

XVI.- De Obsequiis (Const. art. 377-382).

84. Quod ad exsequiarum celebrationem attinet, serventur uniuscujusque loci consuetudinem; omnia, tamen, more pauperum fiant (1893).

85. Facultas Sodalibus de facili dabitur ut patris et matris funeribus interesse valeant, — aegre vero aliorum propinquorum funeribus, nisi forte vicinior sit locus (1893).

XVII.- De Suffragiis (Const. art. 383-394).

86. Die decima Februarii, quotannis, in perpetuum celebrabitur Missa, in Domo generali, pro s.m. Leone Papa XII, de Societate nostra optime merito (1867).

87. Itidem, in eadem Domo, die anniversaria 21ª Maii, pro venerabili Patre et Fundatore nostro (1867).

88. Cum Capitulum generale ad eligendum Superiorem Generalem fuerit convocatum, funebre obsequium pro anima Superioris Generalis recens defuncti cantabitur, priusquam finis Capitulo imponatur (1898).

89. Sodales domorum, regimini Superioris Generalis immediate subjectarum, Provinciae intra cujus limites sitae sint suffragia accipient (1867).

90. Capitulum generale declarat omnino strictam esse obligationem celebrandi Missas a Constitutionibus pro defunctis nostris praescriptas. Declarat, insuper, charitati fraternae congruum prorsus esse et menti Constitutionum conforme, ut dictae Missae a singulis sacerdotibus nostris, quantum fieri potest, personaliter offerantur. Loco autem illorum qui essent personaliter impediti, Superior de debita celebratione aliter providebit. Sacerdos vero,

inhabitans domum non suam, si pro defuncto Sacrum offerat, obligationi erga domum illam satisfaciet, vel stipendium unius Missae praebendo vel aliam Missam post discessum celebrando (1920).

91. Qui jus habet ut suffragia fiant pro uno ex propinquis suis, ea ipse a Superioribus Provinciae suae deposcet (1867).

92. Intra tres menses post decessum alicujus Sodalis nostri, unusquisque Superior domorum in quibus iste vixerit, — ut junior alumnus, novitius, scholasticus, aut presbyter et missionarius, vel ut frater laicus, — mittere teneatur Provinciali documenta quae possidet vel ab aliis colligere potuit, ad communem aedificationem in encomio necrologico publicanda. Caetera, insuper, Congregationis membra, quae defunctum speciali modo noverint, instantissime rogantur ut eadem via virtutes ejus et merita manifesta faciant (1887).

93. Ut faciliori via exarentur encomia necrologica, et omnia quae ad hoc pertinent documenta colligantur, decernit Capitulum generale ut Provinciales codicem prae se habeant in quo ea, quae quisque de se quoad praeteritum nota fecerit, inscribantur. Deinceps, Provincialis diligenter adnotabit in isto codice omnes subditorum suorum translationes, quarum transcriptum ad Domum generalem quotannis mittatur (1898).

XVIII.- De Capitulo generali (Const. art. 395-452).

94. Ante celebrationem cujuslibet Capituli generalis, Assistentes Superioris Generalis commissionem instituant ad quaestiones examinandas et disponendas quae erunt deliberationibus Capituli subjiciendae (1908).

95. Provinciales et Vicarii, audita Capituli convocatione, rationem suae Provinciae aut Vicariatûs ad Superiorem Generalem mittent (1867).

96. Delegatus cujuslibet Provinciae tenetur Capitulo generali omnia subjicere negotia in hunc finem a Capitulo provinciali sibi commissa (1906).

97. Haec verba Constitutionum "nonnulla suffragia" (art. 415) et "aliquot suffragia" (art. 416) de unico etiam suffragio intelligenda sunt, ex occurrenti interpretatione et traditione apud nos habita (1873).

98. Lingua latina et ad formam decretorum exarentur Capituli generalis praescripta (1867).

XIX.- De Superiore Generali (Const. art. 453-472).

99. Enixe postulat Capitulum generale ut quam maxime apud nos foveatur, tum sensus religiosus, tum obedientiae praxis, tum diligens erga Regulas observantia. Optat igitur ut Administratio generalis efficaciter promoveat: 1°) strictiorem, circa eos qui Societatis ingressum postulant, disquisitionem; 2°) efficacius, ex parte omnium Superiorum, auctoritatis sibi commissae exercitium; 3°) ex parte vero localium Superiorum, stabilioris residentiae studium (1898).

100. In domum quam inhabitat Superior Generalis, una cum Administrationis suae membris, plures alii adscisci poterunt Societatis Sodales, prout ipse opportunum judicaverit, etiam ad sacrum ministerium obeundum (1867-1920).

101. Superiori Generali jus competit unius Provinciae subditos in aliam transferendi. Provinciali fas erit animadversiones suas reverenter proponere; sed decisioni, a Superiore Generali vix confirmatae, demisso anima parere debet (1920).

102. Capitulum generale enixe hortatur Vicarios apostolicos, Vicarios Missionum et Provinciales ut juvenes plurimos ad nostram Societatem advocent et ut partem expensarum, si fieri poterit, sustineant. Monentur, tamen, se nullum jus strictum in illos tyrones proprie retinere, cum primae litterae obedientiales semper ad Superiorem Generalem de jure pertineant (1920).

103. Ad Provinciales aut Missionum Vicarios spectat suos subditos ad sacras Ordinationes idoneos proponere; sed ipsorum sententia omni effectu caret, nisi fuerit a Superiore Generali confirmata (1893-1920).

104. Cum significaverit Superior Generalis se velle unius aut alterius Provinciae vel Vicariatûs negotia per Assistentes suos tractare, libenter assentit Capitulum (1867).

105. Rogat Capitulum generale ut in foliis periodicis "Missions des Oblats de Marie-Immaculée" quaedam inserantur, cum propria paginarum distinctione, circa acta Sanctae Sedis et Curiae Romanae, necnon plura alia, quae constiterit scitu utilia fore omnibus Sodalibus (1898).

106. In votis habet Capitulum generale ut elenchus Sodalium nostrorum, sub breviori quadam forma, quotannis conficiatur (1920).

XX.- De Admonitore Superioris Generalis (Const. art. 492-498).

107. Si Admonitor Superioris Generalis vita cesserit, alius nominabitur a Consilio, inter superstites Assistentes, qui defuncti munus suscipiat(1867).

XXI.- De Oeconomis (Const. art. 499-515).

108. Pro omnibus suae Provinciae domibus, schema conficiant Provinciales, quo ratio accepti et expensi clare exhibeatur et a quo nullus deflectat oeconomus (1867).

109. Conficiatur etiam quaestionum elenchus, quo utantur Superiores ut norma reddendae rationis aerarii aliarumque referendarum rerum quae ad Provinciam vel Vicariatum spectant (1873).

110. In singulis Provinciis aut Vicariatibus, item in Domo generalitia, eligatur sacerdos, etiam extra Consilium administrativum, qui omnibus edoceatur quae referuntur sive ad statum aerarii sive ad illius administrationis modum (1904).

111. Aerarii generalis status singulis mensibus conficiatur et a Consilio generali recognoscatur (1908).

112. Nullum mutuum in Societate, inter Provincias vel Vicariatus, detur, nisi quadam prius hypotheca in tuto positum vel cautione alia aequivalenti (1908).

113. Quantum fieri potest, servetur norma ut quaelibet schedula bancaria duorum e nostris sacerdotibus chirographo muniatur (1920).

114. Cujuslibet residentiae oeconomus proprio Superiori rationem reddet; Superior vero eam, sejunctim notatam, ad Provincialem transmittet (1867).

115. Maxima sedulitate incumbant nostri muneribus sibi concreditis, quae circa negotia temporalia versentur (1879).

XXII.- De Procuratore generali apud Sanctam Sedem (Const. art. 516-525).

116. Neminem facultates a Sancta Sede postulare, quin petitio Superiori locali tradatur subscribenda, mos fuit semper apud nos vigens nec obsoletus (1893). (1)

XXIII.- De Visitatoribus (Const. art. 526-538).

117. Visitationes omnes a Regula praescriptae fideliter peragantur, iisque absolutis semper conficiatur Visitationis actus (1904).

118. Ex Constitutionum praescripto, personali obligatione tenentur Provinciales et Missionum Vicarii domus sibi subditas visitare (art. 527-568). In qua Visitatione, libros oeconomi localis suae inspectioni subjici curabunt (art. 529-530). Nullum autem jus oeconomo provinciali vel vicariali competit ut ipse, propria auctoritate, dictam inspectionem librorum peragat. Quum valeat Superior Generalis Visitatores constituere pro Provinciis, potest, a fortiori, si opportunum duxerit pro casu quodam speciali, oeconomis provincialibus vel vicarialibus jus conferre dictos libros examinandi. — In actu Visitationis, fas est Provinciali vel Vicario Missionum proprium oeconomum secum ut adjutorem adducere, ad examen librorum perficiendum. — Ex novo jure, Provinciali personaliter impedito licet alium designare, quem voluerit (etiam oeconomum), qui vice sua Visitationem perficiet (1920).

XXIV.- De Provincialibus (Const. art. 539-581).

119. Capitulum iterum declarat Provinciarum divisionem apud nos haberi, communiter, secundum limites territoriales tantum; nihilominus, admittit alium divisionis modum aliquando, gravibus de causis, congruentiorem esse posse. Sed, in tali casu, motiva unice attendenda, et Sanctae Sedi subjicienda ut impetretur exceptio, ex sola fidelium necessitate desumi debent (1920).

120. Capitulum enixe hortatur Provinciales ut archivum Provinciae optimo ordine constituant, expostulatis etiam ad hunc finem, si opus fuerit, peritorum consiliis (1920).

---

(1) Dans l'original, il y avait, erronément: "(1920)", au lieu de "(1893)".

121. Optandum est ut Provinciales, pro iis qui linguam gallicam non intelligunt, Superioris Generalis litteras encyclicas majoris momenti in proprium eorum idioma verti curent (1893-1898).

122. Provinciales et Missionum Vicarii, casu quo quis e suis subditis a propria Provincia aut Vicariatu recedere habeat, plenas de illo informationes novo Superiori, praesertim quoad vitam et mores, exhibeant (1920).

123. Provincialis nequit domibus suae Provinciae censum imponere, nisi audito suo Consilio; et, si res sit alicujus momenti, non ante approbationem Consilii generalis, cujus est decisiones Consilii provincialis in hac re firmare, juxta Constitutionum praescripta (1906).

124. Cuique nostrum prohibitum est alicui societati extra Congregationem nomen suum dare, absque Provincialis licentia (1920).

125. Collegia, quae a nostris diriguntur, Provincialis auctoritati omnino subsunt (1920).

XXV.- De Missionum Vicariis (Const. art. 539-581).

126. Satagant Missionum Vicarii ne diutius Missionarii sint segreges, neve stationes plus aequo dissitae constituantur, quin Missionarii identidem convenire possint (1867-1887).

127. Sacerdotes nostri, in singulis Vicariatibus degentes, quinquenni examini doctrinali, juxta normam prius a Vicario statutam, subjiciantur (1867).

128. Sodales, in regionem propriae Missionis advenientes, studio idiomatis, quo passim incolae utuntur, sine mora incumbant, ad idque, si opus sit, illos adstringant Vicarii (1893).

129. Status animarum, ecclesiarum, scholarum, institutionum charitatis, piarum associationum, omnium denique quae ad Fidei incrementum attinent vel conferunt, quotannis Secretario generali ab unoquoque Missionum Vicario referantur, ut in "Annalibus" nostris asservari queant (1887).

130. In Vicariatibus, Dioecesibus aut paroeciis Societati nostrae commissis, habeatur nummorum computatio distincta et aerarium separatum Vicariatûs, Dioecesis, paroeciae necnon operum omnium quae Ordinarii inspectioni subjiciuntur ex una parte, Congregationis vero ex alia (1906).

131. Optat praeterea Capitulum generale ut, in his adjunctis, munera oeconomici religiosi et oeconomici ecclesiastici diversis titularibus conferantur (1920).

XXVI.- De Conventu Provinciae et Vicariatûs (Const. art. 595-614)

132. Sodalis, extra domum suam legitime degens, excepto tamen casu quo obtinuerit exclaustrationis indultum (can. 639), voce passiva minime privatur; voce autem activa item gaudet in domo sua per suffragium scriptum, nullatenus vero in domo in qua forsan hospitatur (1867-1920).

133. Mandatum, quo Superiores locales et delegati ad Capitulum mittuntur, non ut privilegium est habendum, sed ut onus quod, sine gravi causa, recusare non possunt; et, quo majoris momenti est electio, eo majores requiruntur causae ad mandatum recusandum. — Casu quo, dimisso conventu, aliquis ad Capitulum delegatus a mandato excusari vellet, ad Provincialem rem deferat, si agatur de electione locali, ad Superiorem vero Generalem, si agatur de electione provinciali. Si, eorum judicio, deputatus ad Capitulum sua obligatione solvatur, transibit onus, ipso facto, ad delegatum subsidiarium qui, juxta praescripta Constitutionum, in quolibet conventu est designandus (1873-1920).

134. Aequitati consonum est ut Provincialis et Vicarius notum faciant Superiori Generali nomen delegati Provinciae vel Vicariatûs, saltem eodem tempore quo ipsi delegato, quando hic Capitulo non interfuit, denuntiant electionem (1873).

XXVII.- De Superioribus localibus (Const. art. 615-639).

135. Praeter collationem de culpis accusandis, sermonem quoque de spiritualibus, bis in mense, ad communitatem habeat Superior. Haec allocutio, sive occasione collationis aliunde praescriptae, sive in speciali collatione ad propositum indicta, haberi potest, — quo facto, ad totam communitatem quod attinet, sufficienter servatur juris canonici praescriptum (1867-1920).

136. Enixe postulatur a Superioribus ne in variis sacri ministerii operibus neo-presbyteros praemature adhibeant, nec illos monitis quibus indigent destitutos relinquant: alioquin, ad sacrum ministerium imparati accedent, indocti in eo perseverabunt, ac tandem absoluti perfectique laboris incapaces evadent (1893).

137. Sedulius invigilent Superiores omnes, praesertim in Missionibus exteris, ne pereant Congregationis publica scripta ad eos missa, quorum copiam, si invigilassent, non adeo frequenter postularent (1893).

138. Existimat Capitulum generale Superioribus localibus munus incumbere invigilandi ut omnes subditi ea, quae ad Societatem nostram spectant, nota habeant; ideo eorum, quae in lucem prodeunt, tot a Domo generali exemplaria postulent Superiores, quot suae domui necessaria existimant. — Quod vero attinet ad litteras encyclicas, quae gravioris sunt momenti, ipsamet Administratio generalis singulis Sodalibus harum transcriptum distribuet. Si quae jam usu exhaustae fuerint, iterum typis mandabuntur (1898).

139. Quotannis, nec ultra mensem Septembris, Superior memorialem libellum de praecipuis, quae circa domum suam gesta sunt, ad Superiorem Generalem transmittat (1867).

140. Nullius Missae inscriptio fiat, nisi ad Superioris intentionem celebrata fuerit (1904).

141. Directoribus residentiarum nequeunt, per se, constitui assessores ad instar. Verumtamen, in particularibus adjunctis, valebit Provincialis, prout ipse opportunum judicaverit, alicui Directori Consilium assignare, quod munus suum exercebit, juxta peculiaria Provincialis statuta (1920).

142. Superiores juniorum alumnorum, et praesertim Magistri novitiorum et Moderatores scholasticorum, omnibus, quae ad subditorum suorum valetudinem attinent, sint apprime intenti (1920).

143. Quoad admonitiones, Superiori aliquando faciendas, sequentia ab omnibus semper mente retineantur: 1° grave officium committitur Superioris Admonitori, qui serio perpendere debet qualiter et quandonam monendus sit Superior; 2° Superior monitionem sibi factam humiliter audiat nec hujus unquam originem inquirat; 3° illicita esset plurium simul chirographo signata monitio. Quod si forte plures in eamdem sententiam concurrerint, Superiorem moneant singuli, prout senserint, aut Admonitori rem committant, aut tandem ad Provincialem omnia deferant (1867-1920).

144. Jura et officia Superiorum incipiunt a die quo ipsorum nominatio communitati ab ipsis regendae promulgatur; perseverant autem usque ad nominationem pariter promulgatam successoris (1920).

145. Optandum foret ut Superior, vix promulgatione sui officii facta, fidei professionem emitteret, coram omnibus suis subditis, in aula capitulari congregatis (1920).

XXVIII.- De Bibliothecae Praeposito (Const. art. 699-705).

146. In quavis Societatis domo, bibliothecae valvis inhaerebit sequens monitum: De mandato admodum Reverendi Patris Generalis, penitus prohibetur librum de bibliotheca auferre aut extraneis commodare, absque scripta a Superiore licentia (1867). (1)

XXIX.- Quales esse debeant qui Familiae nostrae Nomen sunt daturi (Const. art. 720-737).

147. Nihil intentatum relinquant Sodales nostri ut Congregationi honor accrescatur et numerus. Quapropter, tum viva voce, occasione missionum vel exercitiorum spiritualium, tum scripto, per libellos vel ephemerides, omnem navabunt operam ut optimi et plurimi tyrones ad nos adducantur et, simul, ut subsidia colligantur quibus scholastica nostra instituta sustentari possint (1893-1920).

148. Perutilem sane operam agent Sodales nostri, si eorum quos Deus ad nos advocat numeri augendi causa, seminaria, in quibus clerici versantur, invisant, ibique exercitia spiritualia praestent, cum directoribus et alumnis amicas jungant consuetudines, ac demum ephemerides, quibus Societas nostra undique notior evadat, diffundant (1893).

XXX.- De Oblatione (Const. art. 770-786).

149. In obsequium erga Immaculatam Conceptionem Beatae Mariae Virginis, perpetua vota emittens album scapulare, imagine Beatae Mariae Virginis Immaculatae ornatum, semper deferendum, simul ac Crucifixi effigiem, vocationis suae vexillum, accipiet (1867).

---

(1) Dans l'original,il y avait erronément: "(1859)", au lieu de "(1867)".

XXXI.- De Studiis ac Scholasteriis (Const. art. 787-796).

150. Ut apud nos, in sacro confessionum ministerio, eadem et ab omnibus teneatur doctrina et praxis, juxta mentem Fundatoris nostri, theologia moralis Sancti Alphonsi-Mariae norma erit studiorum et collationum (1867).

151. Curent Provinciales, Magistri novitiorum et scholasticorum Moderatores ut juvenes, qui in domibus nostris instituuntur, ad omnia Congregationis opera apti efficiantur (1920).

152. In scholis theologiae, ne omittant magistri ut, tum verbis, tum exemplis et exercitiis, tyrones nostros informent de recta methodo catechesim docendi et instructiones conficiendi, mentibus et moribus puerorum accommodatis (1920).

153. Optat Capitulum ut, in scholasteriis nostris, instituatur cursus theologiae asceticae, — item, in novitiatibus, ut habeatur series lectionum de historia Congregationis. Optat pariter ut scholasticis nostris notitia tradatur aerarii rationes instituendi (1920).

154. In votis habet Capitulum generale ut junioristae et scholastici gallicum idioma simul ac anglicum ediscant, ita ut scholastici utrumque idioma calleant, priusquam scholis valedicant (1879).

155. Instat Capitulum generale ut pleniorem cantûs notitiam addiscant alumni scholastici (1898).

156. Declarat Capitulum generale optimum fore, si professores aliquot et alumni ad gradus academicos, saltem inferiores, contenderent, idque in votis habet (1887).

157. Professores et directores, in Scholasteriis nostris, ab art. 302 Constitutionum (de Collatione theologica) dispensantur, ex aequa interpretatione art. 94, licet solos directores seminariorum explicite designet (1906).

158. Capitulum generale consuetudinem non reprobat, in nostris junioratibus et collegiis inductam, ut professores collationi de casibus conscientiae semel tantum in mense interesse debeant (1906).

159. Mandat Capitulum ut Provinciales Superiori Generali quotannis relationem exhibeant de examine theologico, a neo-presbyteris nostris subeundo, et de notis quas singuli meruerunt (1873-1920).

XXXII.- De Fratribus famulantibus (Const. art. 797-824).

160. Quantum fieri poterit, Missionibus exteris non deputentur Fratres famulantes, nisi post Oblationem perpetuam (1867).

161. Relaxationi quotidianae omnes conjunctim indulgeant, quin tamen auctoritatis competentis mandato se subducere possint, si forte aliud ipsis eo tempore injunctum fuerit (1867).

162. Quicumque voluerit in statu laicali noster esse, statim ab ingressu schedulam, lingua vernacula et ad formam juris civilis redactam, subscribet, ut sequitur: — "Ego, infrascriptus, N...., obtestor me nomen dedisse Societati Oblatorum Sanctissimae Virginis Mariae Immaculatae, non quasi servum, sed socium; obtestor, praeterea, me, si quacumque de causa ab ea egressurus essem, nihil pro laboris stipendio exigere posse. Datum..., die... mensis... anni..." (1867).

XXXIII.- De Causis Ejectionis e Societate; quinam ejicere possint et quomodo (Const. art. 825-829).

163. Qui a Societate sponte sua fuerint egressi aut a Superioribus rite dimissi, quamdiu egressi aut dimissi manebunt, tamquam nobis simpliciter extranei erunt habendi (1893-1920).

XXXIV.- Appendix de exteris Missionibus.

164. Appendix de exteris Missionibus inter Regulas non computatur, nec praeceptivam sed directivam tantum vim prae se fert. Attamen, maximi apud nos pretii semper habeatur, cum mentem atque consilia venerabilis Fundatoris nostri fideliter referat (1898).

165. Meminerint Missionarii, dum omni ope in convertendis infidelibus incolis adlaborant, non minori cura domesticis Fidei prospiciendum esse(1893).

166. Monentur Sodales nostri ne incultos regionum Missionum incolas appellationibus designent quae despectum quemdam redolere viderentur (1920).

XXI

CHAPITRE GENERAL DE 1926

Bibliographie:

Registre des Chapitres généraux, t.IV, p.364-486;

Circulaires administratives, t.IV, p.41-46 (Circ. N.135);
57-60 (Circ. N.136a);
61-98 (Circ. N.137);
101-106 (Circ. N.139);
107-147 (Circ. N.140);
149-167 (Circ. N.141);
185-195 (Circ. N.143);

Acta Capituli generalis 1926 (Romae 1927);

Missions 1926, p.33-38,405-416;
1927, p.7-102,307-454,575-674;
1938, p.8;

A.R.O.M.I., 1946, p.64.

§ I

Schéma historique

I) Convocation

C'est un Chapitre ordinaire, et il fut convoqué par Mgr Dontenwill au terme du sexennat, selon la prescription de la Règle.

II) Déroulement

A) Ambiance

1°) Lieu - Le Chapitre s'assembla à Rome, dans la maison générale de Via Vittorino da Feltre qui était en même temps le siège du Scolasticat romain.

2°) Durée - Il s'ouvrit le 20 septembre et se clôtura le 18 octobre; il dura donc 29 jours.

3°) Membres - Y participèrent 64 capitulants, qui représentaient 2647 profès dont 16 évêques, 1507 Pères, 531 scolastiques et 593 convers, sans compéter 238 novices et 1662 junioristes.
Ils auraient dû être 65, mais un fut absent.
Voir la liste des noms dans Missions 1926, p.414-416 (à remarquer cependant qu'on a mis aussi le nom du capitulant absent).

4°) Commissions - Il y eut 6 commissions; à savoir: 1) de l'examen des motions, 2) de l'examen des Emendationes, 3) de la discipline, 4) de l'administration et des oeuvres de formation, 5) des missions, et 6) des finances.

5°) Séances - Il y eut 33 séances générales, sans compter les séances particulières des Commissions.

B) Travaux

Les travaux du Chapitre se déroulèrent sous la présidence de Mgr Dontenwill.
En voici un aperçu:

1°) Allocution initiale de Mgr Dontenwill; et rapports sur la Congrégation en général, et sur les Provinces et Vicariats.

2°) Discussion des affaires.
On y traita plusieurs questions. A noter surtout:
1) le grand travail de la révision de la Règle;
2) le nouveau Statut de notre Association Missionnaire de Marie Immaculée;
3) les autres décisions qu'on peut lire dans la Circulaire N.137, ou bien au texte des Actes dans le paragraphe suivant.

3°) Election, le 18 octobre, des PP. Servule Dozois, Isidore Belle, Eulogе Blanc et Jean Pietsch comme assistants généraux, et du P. Edmond Dubois comme économe général.

C) Evénements

1°) Visite du card. Guillaume Van Rossum, notre Cardinal Protecteur, le 14 octobre.

2°) Audience de Pie XI au Chapitre, le 17 octobre.

3°) Les changements apportés par le Chapitre au texte de la Règle, furent approuvés par le Saint-Siège par décret du 2 juillet 1927 et par bref du 21 mai 1928.

III) Importance

C'est le vingt et unième Chapitre général de la Congrégation. On peut l'appeler "le Chapitre du centenaire", parce qu'il a eu lieu dans l'année centenaire de l'approbation; ou bien "le Chapitre de la quatrième révision de la Règle", puisque son grand travail ce fut la révision du texte de la Règle.

§ II

Texte des Actes

Les Actes de ce Chapitre, rédigés en latin et d'une manière particulière au Chapitre, se composent de 4 décrets, de 13 déclarations, de 7 monitions, de 3 résolutions et de 9 voeux.

Le texte fut publié à Rome en 1927 et promulgué par la Circulaire N.137. Il se trouve dans Circulaires administratives, t.IV, p.93-98, et dans Missions 1927, p.669-674.

En voici la transcription:

ACTA CAPITULI GENERALIS 1926

I.- Decreta

1. Religiosi, qui e Missionibus exteris in patriam ad tempus redeunt, subiiciuntur, ad disciplinam religiosam quod attinet, Provinciali loci in quo degunt; nec licite itinera extra Provinciam aggredi possunt, absque permissu Superioris Generalis.

2. Quando sodalis aliquis Missiones exteras relinquere cogitur, absque spe reditus, in Provinciam originis aut in aliam, jubente Superiore Generali, admittatur, saltem ad triennium, quo transacto, Superior Generalis de eo definitive statuet.

3. Qui mittitur ad Missiones exteras, sub iurisdictione remanet Provincialis illius Provinciae a qua procedit, donec in Missionem suam pervenerit.

4. Si in aliquibus regionibus necessarium est mulieres in domibus nostris, ratione famulatus, adhibere, unusquisque Provincialis pro sua Provincia statuta ferat, a Superiore Generali cum suo Consilio approbanda, quibus secundum regulas prudentiae res tota ordinetur et quodvis periculum praecaveatur.

II.- Declarationes

1. Superiori generali ius competit, etiam inconsulto Provinciali, unius Provinciae subditos in aliam transferendi, iuxta art. 458 et 574 Constitutionum. Provinciali fas erit animadversiones suas reverenter proponere; sed decisioni, a Superiore Generali vix confirmatae, demisso animo parere debet.

2. Superiores maiores alicui vacationes ne concedant, quominus Superiorem localem praemonitum faciant de tempore et modo concessionis, nisi petitionem subditi ab ipso Superiore locali commendatam acceperint.

3. Ut aliquis uti possit instrumentis radiophonicis, licentia Provincialis necessaria est; qui tamen nequaquam concedet huiusmodi instrumenta usui privato destinari et in cubiculis collocari.

4. Solus Provincialis potest licentiam concedere currum automobilem emendi (1920). Item ipsius est invigilare ne currus ematur nimii pretii, qui virum religiosum dedeceat. Haec autem regula non adstringit parochos, sicubi currus automobilis in dominio est paroeciae. Attamen, etiam in hoc casu, licentia Provincialis requiritur ut parochus illum adhibere valeat.

5. Provincialis est edicere utrum lectio Sacrae Scripturae, quae fit immediate post benedictionem mensae, audiri conveniat antequam ministerium prandii aut coenae incipiatur.

6. Utrum lectio ephemeridum, et qualium, permittenda sit fratribus laicis, Provincialis est decernere.

7. Permittente Provinciali, licet subditis titulos cautionis in propriam vitam (vulgo, Assurances sur la vie) sumere in favorem Provinciae, itemque nomen suum dare societatibus in beneficium senectutis erectis (Caisses générales de retraite).

8. Oeconomo Provinciali nullas expensas facere, sine permissu Provincialis, fas est, iuxta art. 590 Constitutionum; itemque, iuxta can. 843 et 844, § 2, stipendia Missarum in codice praetermittere et aliis tradere nequit.

9. Superiores locales potestatem habent dominativam in subditos, prout fert can. 501; et ideo proprie non tenentur Consilium suum adunare, nisi quando a Constitutionibus praescribitur, iuxta art. 627, 629, 671 et 772 Constitutionum.

10. Praesente Provinciali, Superior localis subditos suos corrigere potest, cum, vi art. 534 Constitutionum, etiam coram Superiore maiori omnia iura sui officii retineat.

11. Magister novitiorum litteras, absque licentia Superioris, mittere aut recipere nequit, iuxta art. 340 Constitutionum, praescripto art. 642.

12. Missionarius, in aliam Congregationis domum vocatus ad aliquod ministerium exercendum, celebret iuxta art. 222 Constitutionum; Superiores autem utriusque domus de Missarum eleemosynis inter se decernant.

13. Ad modum quod attinet se invicem alloquendi, verba adhibendo in secunda persona singulari (vulgo, se tutoyer), accurate serventur probatae locorum consuetudines traditionesque in domibus nostris Superiorum auctoritate sancitae.

III.- Monita

1. Nulla Provincia, etsi raro missionarios in loca Missionum mittat, ab effectiva cooperatione ad apostolatum inter acatholicos et ethnicos exempta maneat. Singuli sodales nostri, ad praestantissimum hunc Congregationis finem promovendum, quotidie coram Deo preces fundant et, insuper, ad apostolicas vocationes suscitandas et formandas aut eleemosynas procurandas pro viribus indesinenter adlaborent.

2. Ubi urgens necessitas animarum coegit quosdam ex nostris vitam segregem agere, ministerio incumbentes paroeciarum Congregationi nostrae non concreditarum, Provinciales satagant ut omnes sui subditi vitae communi, Regulae nostris consentaneae, quamprimum restituantur.

3. Provincialis nequit permittere, nisi dispersio legum vexantium iniuria imponatur, ut sodales extra propriam communitatem vivant. Si quando autem id petitur in adiunctis aut a personis quibus difficile obsisti possit, in singulis casibus res tota deferatur ad Superiorem Generalem, nihilque fiat antequam responsum eius pervenerit.

4. Capitulum enixe hortatur Provinciales ut archivum Provinciae optimo loco constituant, expostulatis etiam ad hunc finem, si opus fuerit, peritorum consiliis. Disponatur autem in archivo communi, ad normam can. 379, armarium seu scrinium omnino clausum et obseratum, cuius apertio et inspectio, et quidem sub stricta lege arcani, iis ad quos iure pertinet reservantur.

5. Quamquam, propter valorem imminutum pecuniae, in variis regionibus, non solum obligationes, ut aiunt, aut reditus Debiti publici, sed etiam actiones emere liceat, attamen bona Congregationis in aleam casus committere, in titulis incertis ea collocando (Fonds de spéculation), oeconomis nostris omnino vetari sciatur.

6. Exemplaria authentica actorum legalium, quibus in Missionibus exteris iura Congregationis in propria bona nituntur, accurate mittantur Curiae Generali et in eius archivo serventur.

7. Missionarii, in Missionibus exteris degentes, certiores fiant a suis Superioribus clausularum "Modi vivendi", rem temporalem determinantium, illasque, ut par est, rite servent.

IV.- Resolutiones

1. Circa Associationem Mariae Immaculatae Capitulum Generale statuit:

a) Ut Superior Generalis Secretarium Generalem eidem constituat, Romae residentem in Curia Generali;

b) Ut Provinciales a Superiore Generali invitentur ad Directorem Provincialem nominandum in unaquaque Provincia;

c) Ut Secretarius Generalis communi consilio procedat cum Directoribus Provincialibus ad maiorem unitatem augendam in statutis, in obligationibus, in ratione librorum inscribendorum;

d) Ut Provincialis in unaquaque domo sodalem nominet qui curam gerat Associationis;

e) Ut relatio Capitulo Generali praesentata a Commissione de Propaganda Opera Missionum, typis mandata et nostris distributa, littera speciali Superioris Generalis universae Congregationi promulgetur.

2. In unum collegantur et in extenso, lingua latina, publicentur omnes facultates quibus uti possunt nostri.

3. Statuit Capitulum Generale ut in Annalibus nostris (Missions) quaedam inserantur, lingua vulgari, circa Acta Sanctae Sedis, scitu necessaria, ad vitam religiosam ministeriumque nostrum attinentia.

V.- Vota

1. Optat Capitulum Generale ut, praetermissis iis agendi modis qui in unaquaque Provincia ob rationes peculiares locorum et adiunctorum comperiuntur esse diversi, Directorium Generale, normam practicam statuens in multis quae a Regulis praescribi nequeunt circa consuetudines Familiae nostrae, traditiones observantiasque varias, item circa institutionem iuvenum qui nostri esse volunt, aliaque id genus plurima, lingua latina exaratum, praeparetur et approbationi proximi Capituli Generalis subiiciatur.

2. In Provinciis et Vicariatibus, missionarii designentur quorum cura erit communicandi Postulatori Congregationis nomina sodalium nostrorum, in fama sanctitatis defunctorum, pro quibus aliqua spes causae Beatificationis introducendae affulgeat, ut ab ipso opportunas instructiones recipere valeant.

3. Provincialis sodales nominet quorum cura erit iuvenes inquirendi qui indicia praebeant vocationis religiosae.

4. In titulis Associationum Mariae Immaculatae, quae in variis Provinciis eriguntur, notio missionaria in memoriam revocetur, ut puta Association missionnaire de Marie Immaculée vel Marianischen Missionsvereins.

5. Brevis historia Congregationis nostrae praeparetur et in lucem edatur, ut, in domibus ubi instituuntur alumni nostri, res gestas decessorum cognoscant et sic facilius et plenius spiritum Familiae nostrae hauriant.

6. Quamprimum Litterarum circularium Superiorum Generalium, adiunctis adnotationibus, nova editio fiat.

7. Ut primum facultas feret, Annalium nostrorum triplex editio fiat, — alia lingua gallica, alia anglica, tertia germanica. Substantia trium editionum sit eadem; documentorum officialium translatio detur quam exactissima; reliqua vero, litterario modo, secundum indolem cuiusque linguae, vertantur.

8. Ut huiusmodi editio aliaque scripta, quae in publicum edentur ad operam Missionum propagandam, in convenienti sede fiant, optandum est Curiam Generalem a Scholasterio Romano separari et distinctas aedes utrique destinari.

9. Optandum est ut in singulis bibliothecis nostris habeantur libri a nostris conscripti.

XXII

CHAPITRE GENERAL DE 1932

Bibliographie:

Registre des Chapitres généraux, t.IV, p.487-527;

Circulaires administratives, t.IV, p.209-225 (Circ. N.149);
235-248 (Circ. N.152);
251-268 (Circ. N.154);

Acta Capitulorum generalium (Romae 1932);

Missions 1932, p.665-676, et Supplément, p.3-280;
1938, p.8;

A.R.O.M.I., 1932, p.881,944,950-952;
1946, p.64.

§ I

Schéma historique

I) Convocation

C'est un Chapitre extraordinaire, et il fut convoqué par le P. Blanc, vicaire général de la Congrégation, à la suite de la mort de Mgr Dontenwill pour l'élection du nouveau Supérieur général.

II) Déroulement

A) Ambiance

1 1°) Lieu - Le Chapitre s'assembla à Rome, dans la nouvelle maison générale de Via Vittorino da Feltre, à côté du Scolasticat romain.

2°) Durée - Il s'ouvrit le 8 septembre et se clôtura le 24 du même mois; il dura donc 17 jours.

3°) Membres - Y participèrent 60 capitulants, qui représentaient 3988 profès dont 1945 évêques et Pères, 1137 scolastiques et 906 convers.
Voir la liste des noms dans Missions 1932, p.665-668.

4°) Commissions - Il y eut 7 Commissions; à savoir: 1) de l'examen des motions, 2) de la discipline, 3) de l'administration, 4) de la formation, 5) des missions, 6) des finances, et 7) de la propagande.

5°) Séances - Il y eut 21 séances générales, sans compter les séances particulières des Commissions.

B) Travaux

Les travaux du Chapitre commencèrent sous la présidence du P. Blanc, vicaire général de la Congrégation, et se continuèrent sous celle du P. Labouré, nouveau Supérieur général.
En voici un aperçu:

1°) Allocution initiale du P. Blanc; et Rapports sur la Congrégation en général, et sur les Provinces et Vicariats.

2°) Election, le 8 septembre, du P. Théodore Labouré comme Supérieur général.

3°) Discussion des affaires.
On y traita plusieurs questions. A noter surtout:
1) l'exhortation à prêcher plus souvent sur l'Immaculée Conception de la Sainte Vierge;
2) la décision d'adjoindre un socius à l'économe général;
3) les autres décisions qu'on peut lire dans la Circulaire N.154, ou bien au texte des Actes dans le paragraphe suivant.

4°) Election, le 24 septembre, des PP. Euloge Blanc, Jean Pietsch, Anthime Desnoyers et Henry Lennon comme assistants généraux, et du P. Edmond Dubois comme économe général.

C) Evénements

Audience de Pie XI au Chapitre, le 14 septembre.

III) Importance

C'est le vingt-deuxième Chapitre général de la Congrégation. Comme les autres Chapitres, il contribua à resserrer la discipline et à encourager l'apostolat de la Congrégation.

§ II

Texte des Actes

Les Actes de ce Chapitre se composent de 160 numéros ou décrets, et comprennent aussi les décisions des Chapitres précédents que le Chapitre a cru opportun de maintenir en vigueur.

Le texte a été imprimé à Rome en 1932.

Des 160 numéros de ces Actes appartiennent au Chapitre de 1932 seulement les numéros: 1, 30, 38, 39, 76, 96, 97, 98, 99, 111, 113, 116, 117, 122, 123, 136, 155, 157, 159.

Les autres numéros appartiennent, avec ou sans modification, aux Chapitres précédents, à savoir:

1) au Chapitre de 1867 et aux Chapitres antérieurs, les numéros: 2, 6, 14, 17, 18, 19, 20, 22, 28, 33, 35, 40, 41, 44, 49, 51, 57, 61, 67, 68, 80, 81, 84, 88, 89, 100, 108, 121, 126, 133, 137, 143, 144, 150, 151, 153;

2) au Chapitre de 1873, les numéros: 23, 42, 45, 101, 124, 125, 149;

3) au Chapitre de 1879, les numéros: 4, 12, 26, 47, 58, 146;

4) au Chapitre de 1887, les numéros: 3, 21, 43, 63, 64, 85, 118, 148;

5) au Chapitre de 1893, les numéros: 8, 9, 29, 31, 46, 48, 62, 65, 66, 74, 78, 79, 95, 109, 127, 128, 139, 140, 154;

6) au Chapitre de 1898, les numéros: 15, 34, 82, 86, 129;

7) au Chapitre de 1904, les numéros: 16, 102;

8) au Chapitre de 1906, les numéros: 59, 119, 141;

9) au Chapitre de 1908, les numéros: 87, 103;

10) au Chapitre de 1920, les numéros: 5, 10, 13, 24, 36, 37, 50, 56, 69, 70, 77, 83, 90, 91, 93, 104, 110, 112, 114, 115, 120, 132, 134, 135, 145;

11) au Chapitre de 1926, les numéros: 7, 11, 25, 27, 32, 52, 53, 54, 55, 60, 71, 72, 73, 75, 92, 94, 105, 106, 107, 114, 130, 131, 138, 142, 147, 152, 156, 158, 160.

Voici la transcription intégrale du texte:

ACTA
CAPITULORUM GENERALIUM
Congregationis
Missionariorum Oblatorum
Sanctissimae et Immaculatae Virginis Mariae

1. Ex omnibus Capitulorum actibus ea solum vim habent, quae in sequentibus articulis continentur (1932).

I.- De sacris Missionibus praedicandis (Const. art. 11-36).

2. Cuique nostrum prohibitum est opus quodcumque aggredi aut regere, absque missione aut licentia a legitimo Superiore accepta (1867).

3. Curent Provinciales quosdam de nostris, magis scilicet idoneos, praemonere ut ad spiritualia exercitia clero tradenda materias comparent et ordinent, quibus opportuno tempore uti valeant (1887).

4. Quae in libro caeremoniali pro missionibus praescribuntur, sedulo servari debent. Verumtamen, sufficiet si semel in anno ritus, ibidem descriptus pro discessu Missionariorum, perficiatur, tempore scilicet quo incipiunt missiones vel alio magis congruo, juxta Provincialis praescriptum (1879-1920).

5. Recitatio Vesperarum et Completorii in actu missionis sub gravi imponitur (1920-1932).

6. Ubique servetur, quantum fieri potest, methodus apud nos recepta pro missionibus, qualis fuit a majoribus nostris tradita et litteris consignata. Verumtamen, cum omnia eodem modo ubivis locorum perfici non valeant, suum cuique Provinciae aut Vicariatui directorium erit, quod, a Superiore Generali approbatum, capitulo Constitutionum de Missionibus subsidiabitur (1867-1920).

II.- De missionibus in partibus infidelium et acatholicorum (Const. art. 37-47).

7. Nulla Provincia, etsi raro missionarios in loca Missionum mittat, ab effectiva cooperatione ad apostolatum inter acatholicos et ethnicos exempta maneat. Singuli sodales nostri ad praestantissimum hunc Congregationis finem promovendum quotidie coram Deo preces fundant et insuper, ad apostolicas vocationes suscitandas et formandas aut eleemosynas procurandas, pro viribus indesinenter adlaborent (1926).

8. Sodales, in regionem propriae destinationis advenientes, studio idiomatis, quo passim incolae utuntur, sine mora incumbant, ad idque, si opus sit, illos adstringant Superiores (1893).

9. Meminerint Missionarii, dum omni ope in convertendis infidelibus incolis adlaborant, non minori cura domesticis Fidei prospiciendum esse (1893).

10. Monentur Sodales nostri ne incultos regionum Missionum incolas appellationibus designent quae despectum quemdam redolere viderentur (1920).

11. Missionarii in Missionibus exteris degentes certiores fiant a suis Superioribus de clausulis "Modi vivendi" rem temporalem determinantibus, illasque, ut par est, rite servent (1926).

III.- De praedicando Verbo divino (Const. art. 94-117).

12. Declarat Capitulum generale non licere Missionariis, praedicantibus Verbum Dei, deferre in pulpito vestem quam Provincialis loci non probaverit (1879).

13. Sacerdotibus nostris, qui nondum perpetua emiserunt vota, fas erit, in actu missionis, Crucifixi imaginem collo appensam deferre, ad modum eorum qui sunt perpetuo professi (1920).

IV.- De Sacramenti Poenitentiae Administratione (Const. art. 118-126).

14. Absoluta sacramentali confessione, colloquia cum poenitente, extra sacrum tribunal, nullatenus habeantur, nequidem in confabulatorio (1867).

V.- De juventutis directione (Const. art. 127-133).

15. Nemo non videt opera juventutis dirigendae gratia instituta gravissimi, nostris praesertim diebus, esse momenti, nosque in his fovendis tardiores nullatenus esse posse; quibus etiam operibus et haec quae viros ipsos spectant, annumerentur. Quapropter, ut ad praxim hoc propositum reduci queat, aliquot ex Sodalibus junioribus huic muneri obeundo informentur (1898).

16. Pari ratione, licet missiones sint praecipuus et primarius Instituti scopus, apostolatus tamen opera erga opifices, juxta modum a Sancta Sede vel ab episcopis probatum, et nominatim juxta normas a Leone XIII, Pio X et Pio XI statutas, retineri debent, non solum ut Congregationis fini plane consona, sed etiam ut Sodalibus nostris valde commendanda. Stricte tamen cuique nostrum prohibetur ne in hujusmodi ministerio factionibus politicis, quoquo modo, sese immisceat (1904-1920).

VI.- De Horis canonicis rite persolvendis (Const. art. 144-155).

17. Officium divinum in modum psalmodiae choralis recitabitur, dummodo quatuor saltem in choro convenerint. Si vero pauciores numero fuerint, illud recitabunt pariter in communi, moderate, debitis pausis servatis, sed absque ritibus choro propriis (1867).

18. Oblati nondum in sacris poterunt, ob studia peragenda, ab officio canonico, judicio Superiorum, dispensari, ipsis tamen impositis quibusdam aliis brevioribus precationibus, loco recitationis canonicae (1867-1920).

19. Ut apud nos jugis recolatur memoria definitionis dogmaticae Immaculatae Conceptionis Beatae Mariae Virginis, antiphona "Tota pulchra es" recitabitur in choro, post Completorium, ubique per universam Congregationem (1867).

VII.- De voto paupertatis (Const. art. 176-216).

20. Contra votum paupertatis agerent Sodales qui, piis operibus praepositi quorum administratio ad Congregationem spectat, totam suam administrationem temporalem Superiori ejusque Consilio non subjicerent. Quod autem ad eos attinet, qui munia obeunt parochialia vel alia quaelibet quae sint Ordinario subjecta, Superioribus jus inest et officium in eos accurate invigilandi ut, cum debita Ordinario obedientia, dicta munia recte adimpleant et juxta prudentiae normas, ne ex eorum actibus aliquid detrimenti Congregationi obveniat; Superior ergo inspectiones et inquisitiones omnes ad id necessarias, vi sui muneris, peragere valet, ad normam canonum 630-631 Codicis Juris Canonici (1867-1920).

21. Articulus Constitutionum, quo determinatur quantitas sumptus Superiori locali vel Provinciali permissa, eo sensu intelligendus est quod Superior quantitatem pecuniae determinatam impendere potest, toties quoties sumptus est in se completus et ab omni alio specie distinctus, vel si intervallo tantum temporis sejunctus, exclusa intentione cumulandi, — cumulatio enim intentionalis aequivalet quantitati non permissae (1887).

22. Nec Superiores, nec a fortiori Sodalis quisquam, sine competentis auctoritatis licentia scripto data, aedificationem ullam — sive ecclesiae, sive domus, sive scholae — erigere poterunt, etiam censu fidelium et extra dominium Congregationis. Si autem aedificium extruendum pertinere debeat, juxta leges canonicas, ad dominium alicujus dioecesis vel paroeciae, dicta licentia ab auctoritate ecclesiastica obtinenda erit, et quidem ita exarata ut de integrae aedificationis expensis eadem ecclesiastica auctoritas, non vero Congregatio, respondere habeat. Quem etiam ad finem, sedulo invigilabunt Superiores ut ad normam articuli 20, cum debitis cautelis, omnes respectivi contractus sint confecti (1867-1920).

23. In obsequium paupertatis et internae recollectionis, Superior, sive Generalis sive Provincialis, ne facile sinat subditos suos in aedibus aedificandis aut exornandis implicari. Hujusmodi ergo licentias ne concedat 1°) nisi agatur de aedificiis eorumve ornatu necessariis aut perutilibus, ac 2°) nisi operis descriptio et ratio, necnon opes aliaque media rei perficiendae, prius subjecta fuerint examini et approbationi legitimi Superioris, juxta Constitutionum praescripta et articuli praecedentis statuta (1873-1920).

24. Solus Provincialis cum suo consilio potest licentiam concedere currum automobilem emendi aut commutandi. Item ipsius est invigilare ne currus ematur nimii pretii, qui virum religiosum dedeceat. Haec autem regula non adstringit parochos, sicubi currus automobilis in dominio est paroeciae. Attamen, etiam in hoc casu licentia Provincialis requiritur ut parochus illum adhibere valeat (1920-1926).

25. Permittente Provinciali, licet subditis titulos cautionis in propriam vitam (vulgo Assurances sur la vie) sumere in favorem Provinciae, itemque nomen suum dare societatibus in beneficium senectutis erectis (Caisses générales de retraite) (1926).

26. Nullus ex nostris tabaco fumifico utetur, absque licentia Provincialis aut Missionum Vicarii (1879-1932).

27. Missionarius in aliam Congregationis domum vocatus ad aliquod ministerium exercendum, missam celebret iuxta art. 209 Constitutionum. Superiores autem utriusque domus de Missarum eleemosynis inter se decernant (1926).

VIII.- De obedientiae voto (Const. art. 222-242).

28. Licentiae et dispensationes circa paupertatem et obedientiam, in materia gravi, nonnisi scripto dentur (1867).

29. Optandum est ut magna utrimque diligentia Superiores eorumque subditi ad invicem litteris communicent (1893).

30. Occasione oblationis perpetuae vel ordinationis sacerdotalis sodales invitantur ut Superiori Generali epistolam scribant (1932).

IX.- De silentio et interna animi recollectione (Const. art. 246-253).

31. Silentium, a Constitutionibus praescriptum, accurate per jentaculum servandum est, sicut et in aliis refectionibus. Licentia autem loquendi nonnisi raro a Superiore concedatur (1893-1920).

32. Provincialis est edicere utrum lectionem Scripturae Sacrae, quae fit immediate post benedictionem mensae, audire conveniat antequam ministerium prandii aut coenae incipiatur (1926).

X.- De oratione aliisque Religionis exercitis (Const. art. 254-262).

33. Matutinae et vespertinae preces eaedem erunt in omnibus Congregationis domibus; proprio tamen locorum idiomate recitari poterunt (1867).

34. Vacante Superioris Generalis officio, sequens in examinis particularis litaniis adhibeatur formula, usu jam recepta "Pro Vicario nostro generali..." (1898).

35. Lectioni spirituali praevia erit lectio unius vel alterius paginae Constitutionum (1867).

36. Post recitationem Coronae Virginis recitabitur sexta decas, addito Psalmo "De profundis" cum versiculis et oratione, pro benefactoribus nostris; sequentur litaniae Sancti Joseph (1920-1932).

37. Actus quo Congregatio nostra consecratur B.M.V. Immaculatae, renovabitur, in omnibus domibus nostris, bis in anno, die scilicet 17ª Februarii et die 8ª Decembris (1920).

38. In filiale obsequium erga Patronam nostram caelestem, Mariam Immaculatam, sodales nostri enixe invitantur ut saepius in praedicationibus hanc praerogativam Immaculatae Conceptionis exponant et venerationi fidelium commendent (1932).

39. Provinciales invigilabunt ut annuis exercitiis spiritualibus secundum Constitutiones (art. 261) et consuetudines nostras octo dies impendantur; nec contrariam consuetudinem exercitiorum per quinque vel sex tantum dies induci permittant (1932).

40. Tempore exercitiorum annuorum, legantur Capitulorum generalium acta, necnon litterae encyclicae Superiorum Generalium speciatim designatae, quae etiam in argumentum assumi possunt orationum aut collationum. Legantur pariter, in privatis communitatum exercitiis, si fieri potest, Visitatorum ordinationes (1867-1920).

41. Sodales omnes bis in anno vota sua solemniter renovabunt, — videlicet, die 17ª Februarii et 1ª Novembris, post Missam communitatis. Cum hac

die 17ª Februarii, singulari Dei beneficio, Societas nostra a Sancta Sede Apostolica approbata et constituta fuerit, ut dignae gratiae habeantur, Missa celebrabitur de consensu Ordinarii, coram SS. Sacramento exposito, ut fert in Societate nostra immemorialis consuetudo, et omnes Societatis sacerdotes Sacrum facient pro Congregatione. Primam autem Novembris diem elegimus, quia, in Festivitate Omnium Sanctorum, primum vota sua decessores nostri Deo nuncupaverunt. — Annua exercitia, propter modo memoratam recordationem, intra diem 23.am Octobris et 1.am Novembris potiori jure peragentur. Si vero serius aut maturius aptum tempus aestimaverint Superiores, finem dabit exercitiis renovatio votorum quae, in hoc casu, omittetur die 1ª Novembris (1867-1920).

42. In memoriam solemnis consecrationis totius Oblatorum Familiae divinissimo Cordi Jesu factae ex decreto Capituli generalis anni 1873, quotannis et in perpetuum, die ultima exercitiorum spiritualium, renovabitur haec consecratio, in cunctis Congregationis domibus, juxta formulam in Manuali nostro contentam. Exercitium cujusque mensis in honorem SS. Cordis Jesu praescribitur, et fiet prout notatur in Manuali Congregationis, de consensu tamen Ordinarii, in ecclesiis publicis (1873).

43. Praeter suffragia aut preces, in qualibet domo vel Provincia pro benefactoribus propriis fieri solita, et Missas ibidem celebratas, pro iis indiscriminatim Missa celebrabitur, in Domo generali, semel in mense (1887).

44. Sodalis, qui in aliena communitate obiter degit, Regulas servabit, sicut in propria, quoad obedientiam Superiori et exercitia communia. Si ultra quindecim dies ibidem remanserit, illis intersit collationibus spiritualibus, quae in hac communitate habentur necnon et spiritualibus exercitiis, quodlibet mense fieri solitis (1867-1920).

45. Domorum nostrarum aedes et cellae alicujus Sancti nomine insignitae sint, juxta morem a Fundatore nostro inductum a Congregationis primordiis(1873).

XI.- De mortificatione et corporis afflictationibus (Const. art. 263-269).

46. Omnes Sodales, sive novitii sive jam oblati, cujuscumque sint aetatis, jejunio a Regula indicto adstringuntur, a quo tamen, si vires vel aetas desiderentur vel aliunde legitimae adsint rationes, facilius eximentur (1893).

XII.- De conventibus domesticis (Const. art. 270-286).

47. Collatio spiritualis de culpis accusandis habeatur, dummodo tres interesse possint, ipso adnumerato communitatis Superiore (1879-1920).

48. Invigilent Provinciales et Superiores locales ut collatio theologica fideliter habeatur. In singulis communitatibus, specialis erit codex in quo, tum nomina eorum qui collationi interfuerunt, tum quaestiones de quibus actum est, accurate describantur (1893).

49. Quotannis Superiores locales argumentum collationum theologicarum submittent Provinciali eique de eisdem rationem annuatim reddent (1867).

XIII.- De caritate, humilitate et mundi fuga (Const. art. 287-298).

50. Capitulum generale omnibus nostris instanter commendat ut, non solum litteram sequantur, sed et mentem canonis 140 Codicis Juris Canonici: "Spectaculis, choreis et pompis, quae eos dedecent vel quibus clericos interesse scandalo sit, praesertim in publicis theatris, ne intersint". Pariter, servent hac de re omnia Ordinariorum praescripta, semperque ea se gerant modestia, quae religiosos viros maxime decet (1920).

51. Ut serventur apud nos debita reverentia et religiosa urbanitas, honore invicem se praeveniant Sodales. Ideo Superior Generalis titulo "admodum Reverendi Patris" insignietur; caeteri vero sacerdotes titulo "Reverendi Patris"; novitii autem et oblati, sive laici sive clerici sacerdotio minores, "Fratres" vocabuntur. Superior localis in sua communitate, non nomine proprio sed "Reverendus Pater Superior" nuncupabitur. Item, Magister novitiorum, in domo novitiatus, "Reverendus Pater Magister" vocabitur (1867).

52. Si in aliquibus regionibus necessarium est mulieres in domibus nostris ratione famulatus adhibere, unusquisque Provincialis pro sua provincia statuta ferat a suo consilio approbanda, quibus secundum regulas prudentiae res tota ordinetur et quodvis periculum praecaveatur (1926).

53. Ut aliquis uti possit instrumentis radiophonicis, licentia Provincialis necessaria est; qui tamen nequaquam concedet huiusmodi instrumenta usui privato destinari et in cubiculis collocari (1926).

54. Ubi urgens necessitas animarum cogit quosdam ex nostris vitam segregem agere, ministerio incumbentes paroeciarum Congregationi nostrae non concreditarum, Provinciales satagant ut omnes sui subditi vitae communi Regulis nostris consentaneae quamprimum restituantur (1926).

55. Provincialis nequit permittere, nisi dispersio legum vexantium iniuria imponatur, ut sodales extra propriam communitatem vivant. Si quando autem id petitur in adiunctis aut a personis quibus difficile obsisti possit, in singulis casibus res tota deferatur ad Superiorem Generalem, nihilque fiat antequam responsum eius perveniat (1926).

56. Cuique nostrum prohibitum est alicui societati extra Congregationem nomen suum dare, absque Provincialis licentia (1920).

XIV.- De vestibus ac refectione (Const. art. 308-319).

57. Provincialis aut Vicarius pro subditis statuet quot et quales quisque vestes habebit, nec cuiquam plures habere licebit. Dum vero aliquis de una in aliam domum per obedientiam transit, vestes eius recensebit Superior prioris domus, et si quid defecerit, supplebit; secus supplendum erit a novo Superiore, sed expensis domus antecedentis (1867-1932).

58. Crux, in die Oblationis Fratribus famulantibus tradenda, sexdecim centimetros habebit longitudinis, octo vero latitudinis (1879).

XV.- De relationibus cum proximo (Const. art. 320-337).

59. Superiori jus erit apud se retinendi litteras subditorum, prout necessarium judicaverit, exceptis iis de quibus in art. 320 Constitutionum(1906).

60. Magister novitiorum litteras absque licentia Superioris mittere aut recipere nequit, iuxta art. 320 Constitutionum, servato tamen praescripto in art. 608 (1926).

61. Quotidianas aut periodicas ephemerides directionibus Sanctae Sedis non omnino conformes, illas quoque quas reprobaverit Superior Generalis vel Provincialis, non admittent Sodales nostri (1867-1920).

62. Ne in legendis ephemeridibus teratur tempus: hoc enim, tum interiori vitae, tum regulari disciplinae et sanctis operibus, saepius damnum affert (1893-1920).

63. Stricte prohibetur Missionariis, praesertim in longe dissitis regionibus, parentes vel propinquos ad se arcessere. Quod si jam in regione commorentur isti, omnino vetitum est ne sub eodem tecto cohabitent cum Sodalibus nostris (1887).

64. Omnes qui conventibus nostris intersunt, de domesticis negotiis aut de personis privatis consiliariter tractantibus, arcani lege tenentur: nemini ergo, nisi Superioribus majoribus, revelare possunt quae in iis dicta vel facta fuerunt (1887).

65. Quae spectant ad feriarum dies, singulis hebdomadibus concedi solitarum, ipse Provincialis disponat (1893).

66. Verbis "nocte ingruente" (art. 335 Const.), intelligitur hora qua habetur oratio mentalis vespertina. Consuetudo, quibusdam in locis vigens, confecta caena e domo discedendi, visitationis causa quae sera sub nocte protrahatur, omnino vetita est. Quae tamen prohibitio, dummodo adsit ratio alicujus ministerii ecclesiastici, ad illos non extenditur coetus quibus juvenes christiani, nocte jam ingruente, conveniunt. Ideo praecipit Capitulum generale ut a Superiore locali, non inconsulto Provinciali, hac de re provideatur (1893).

XVI.- De Itineribus (Const. art. 338-348).

67. Nemo iter aggrediatur, quin secum deferat obedientiae litteras Superioris sui, Superiori ad quem transierit exhibendas (1867-1920).

68. Itinerans recta via iter perficiet, nisi divertendi veniam habuerit (1867).

69. Ad Missionum Vicarios spectat determinare qualiter et a quonam solvendae sint expensae Missionarii itinerantis (1920).

70. Missionarii, qui ratione curae animarum aliquomodo ad residentiam obligantur, iter aggredi non possunt, absque licentia Superioris ecclesiastici.

In praxi, tamen, licentia petatur a Missionum Vicario, qui rem ipse componet cum Superiore ecclesiastico, cujus judicio, in casu conflictus, standum erit (1920).

71. Religiosi, qui e missionibus exteris in patriam ad tempus redeunt, subiciuntur, ad disciplinam religiosam quod attinet, Provinciali loci in quo degunt. Quare hic de eorum adventu certior fieri debet, sive per ipsum religiosum, sive, quod melius est, per eius Provincialem. Nec licite itinera extra Provinciam commorationis aggredi possunt absque permissu Superioris Generalis (1926-1932).

72. Quando sodalis missiones exteras relinquere cogitur, absque spe reditus, in Provinciam originis aut in aliam, jubente Superiore Generali, admittatur, saltem ad triennium, quo transacto, Superior Generalis de eo definitive statuet (1926).

73. Qui mittitur ad missiones exteras, sub iurisdictione remanet Provincialis illius Provinciae a qua procedit, donec in missionem suam pervenerit (1926).

74. Nulli fas est vacationes sibi vindicari; absit tamen ut, causa legitima exsistente, otium denegetur. Ideo, ne vacationes intempestive postulentur, studeant Superiores ut tempus otii conveniens praebeatur. Visitationes vero, frequentiori et longiori modo apud propinquos habitas, omnino prohibet Capitulum generale (1893).

75. Superiores provinciales alicui vacationes ne concedant, quin Superiorem localem praemonitum faciant de tempore et modo concessionis, nisi petitionem subditi ab ipso Superiori locali commendatam acceperint (1926-1932).

76. Superior Generalis sodalibus qui ex missionibus exteris in patriam ad tempus redeunt, audito eorum provinciali, determinabit quantum tempus a sua missione abesse possunt (1932).

77. Licentia adeundi publica loca balnearia, valetudinis recuperandae gratia, numquam concedatur a Provincialibus, sine gravi causa et vera necessitate (1920).

XVII.- De exsequiis (Const. art. 355-360).

78. Quod ad exsequiarum celebrationem attinet, serventur uniuscujusque loci consuetudines; omnia, tamen, more pauperum fiant (1893).

79. Facultas Sodalibus de facili dabitur ut patris et matris funeribus interesse valeant, nisi agatur de itinere transoceanico aut de longiore itinere, iuxta aestimationem Provincialis; aegre vero pro aliorum propinquorum funeribus, nisi forte vicinior sit locus (1893).

XVIII.- De suffragiis (Const. art. 361-371).

80. Die decima Februarii, quotannis, in perpetuum celebrabitur Missa, in domo generali, pro s.m. Leone Papa XII, de Societate nostra optime merito (1867).

81. Itidem, in eadem domo, die anniversario 21a Maii, pro venerabili Patre et Fundatore nostro (1867).

82. Cum Capitulum generale ad eligendum Superiorem Generalem fuerit convocatum, Missa de Requiem pro anima Superioris Generalis recenter defuncti cantabitur, priusquam finis Capitulo imponatur (1898).

83. Capitulum generale declarat omnino strictam esse obligationem celebrandi Missas a Constitutionibus pro defunctis nostris praescriptas. Declarat, insuper, charitati fraternae congruum prorsus esse et menti Constitutionum conforme, ut dictae Missae a singulis sacerdotibus nostris, quantum fieri potest, personaliter offerantur. Loco autem illorum qui essent personaliter impediti, Superior de debita celebratione aliter providebit. Sacerdos vero, inhabitans domum non suam, si pro defuncto Sacrum offerat, obligationi erga domum illam satisfaciet, vel stipendium unius Missae praebendo vel aliam Missam post discessum celebrando (1920).

84. Qui jus habet ut suffragia fiant pro uno ex propinquis suis, ea ipse a Superioribus Provinciae suae deposcet (1867).

85. Intra tres menses post obitum alicujus Sodalis nostri, unusquisque Superior domorum in quibus iste vixerit, — ut junior alumnus, novitius, scholasticus, aut presbyter et missionarius, vel ut frater laicus, — mittere tenetur Provinciali documenta quae possidet vel ab aliis colligere potuit, ad communem aedificationem in encomio necrologico publicanda. Caetera insuper Congregationis membra, quae defunctum speciali modo noverint, instantissime rogantur ut eadem via virtutes ejus et merita manifesta faciant (1887).

86. Ut faciliori via exarentur encomia necrologica, et omnia quae ad hoc pertinent documenta colligantur, decernit Capitulum generale ut Provinciales codicem prae se habeant in quo ea, quae quisque de se quoad praeteritum nota fecerit, inscribantur. Deinceps, Provincialis diligenter adnotabit in isto codice omnes subditorum suorum translationes, quarum transcriptum ad domum generalem quotannis mittatur (1898).

XIX.- De Capitulo Generali (Const. art. 372-429).

87. Ante celebrationem cujuslibet Capituli generalis, Assistentes Superioris Generalis commissionem instituant ad quaestiones examinandas et disponendas quae erunt deliberationibus Capituli subiciendae (1908).

88. Provinciales et Vicarii, audita Capituli convocatione, rationem suae Provinciae aut Vicariatus Capitulo exhibendam parabunt (1867-1932).

89. Lingua latina et ad formam decretorum exarentur Capituli generalis praescripta (1867).

XX.- De Superiore Generali (Const. art. 430-445).

90. Superiori Generali jus competit unius Provinciae subditos in aliam transferendi. Provinciali fas erit animadversiones suas reverenter proponere; sed decisioni, a Superiore Generali vix confirmatae, demisso animo parere debet (1920).

91. Capitulum generale enixe hortatur Vicarios apostolicos, Vicarios Missionum et Provinciales ut juvenes plurimos ad nostram Societatem advocent et ut partem expensarum, si fieri poterit, sustineant. Monentur, tamen, se nullum jus strictum in illos tirones proprie retinere, cum primae litterae obedientiales semper ad Superiorem Generalem de jure pertineant (1920).

92. Statuit Capitulum Generale ut in Annalibus nostris ("Missions") quaedam inserantur lingua vulgari circa Acta Apostolicae Sedis scitu magis necessaria, et ad vitam religiosam ministeriumque nostrum attinentia (1926).

93. Elenchus Sodalium nostrorum, sub breviori quadam forma, quotannis conficiatur (1920).

94. Epistolae circulares majoris momenti Fundatoris et Superiorum Generalium denuo typis edantur, cum annotationibus et indicibus materiarum ibi discussarum (1926-1932).

95. Optandum est ut Provinciales, pro iis qui linguam gallicam non intelligunt, Superioris Generalis litteras encyclicas majoris momenti in proprium eorum idioma verti curent (1893-1898).

XXI.- De OEconomis (Const. art. 470-483; 549-561; 634-644).

96. In reddenda ratione suae administrationis coram Capitulo Generali, Oeconomus Generalis debet praesentare conspectum redituum et expensarum ordinariarum, et separatim conspectum expensarum extraordinariarum, si quae sint (1932).

97. Item debet Capitulo tabellam exhibere titulorum debiti publici, obligationum, actionum aliarumque similium (1932).

98. In votis habet Capitulum Generale, ut Oeconomo Generali socius adiungatur qui gestioni negotiorum Oeconomi Generalis initiandus est (1932).

99. Rogat Capitulum Generale ut Administratio Generalis diligenter examinet, utrum aliud systema contributionum et allocationum, aequitati magis consentaneum, proximo Capitulo Generali proponi possit (1932).

100. Pro omnibus suae Provinciae domibus, schema conficiant Provinciales, quo ratio accepti et expensi clare exhibeatur et a quo nullus deflectat oeconomus (1867).

101. Conficiatur etiam quaestionum elenchus, quo utantur Superiores ut norma reddendae rationis aerarii aliarumque referendarum rerum quae ad Provinciam vel Vicariatum spectant (1873).

102. In singulis Provinciis aut Vicariatibus, item in domo generalitia, eligatur sacerdos, etiam extra Consilium administrativum, qui omnibus edoceatur quae referuntur sive ad statum aerarii sive ad illius administrationis modum (1904).

103. Nullum mutuum in Societate, inter Provincias vel Vicariatus, detur, nisi quadam prius hypotheca in tuto positum vel cautione alia aequivalenti (1908).

104. Nisi aliter Provincialis decreverit, servetur norma ut quaelibet schedula bancaria duorum e nostris sacerdotibus chirographo muniatur ita ut pecunia semper in tuto sit (1920-1932).

105. Quamquam propter valorem imminutum pecuniae, in variis regionibus, non solum obligationes, ut aiunt, aut reditus Debiti Publici sed etiam actiones emere liceat, attamen bona Congregationis in aleam casus committere, in titulis incertis ea collocando (Fonds de spéculation), oeconomis nostris omnino prohiberi sciatur (1926).

106. Exemplaria authentica duplicata actorum legalium, quibus in Missionibus exteris iura Congregationis in bona propria nituntur, accurate mittantur Curiae Generali et in eius archivo serventur (1926).

107. OEconomo Provinciali nullas expensas facere, sine permissu Provincialis, fas est iuxta Constitutiones; itemque, iuxta can. 843 et 844 par. 2, stipendia Missarum in codice praetermittere et aliis tradere nequit (1926).

108. Cujuslibet residentiae oeconomus proprio Superiori rationem reddet; Superior vero eam, sejunctim notatam, ad Provincialem transmittet (1867).

XXII.- De Procuratore generali apud Sanctam Sedem (Const. art. 484-493).

109. Nemo facultates a Sancta Sede postulet quin petitio Provinciali tradatur subscribenda (1893-1932). (1)

XXIII.- De Visitatoribus (Const. art. 494-507).

110. In actu visitationis fas est Provinciali oeconomum provincialem ut adiutorem adducere ad examen librorum perficiendum. Potest etiam illum delegare quovis tempore ad inspectionem illorum librorum. Nullum autem ius oeconomo provinciali competit, ut ipse, propria auctoritate, dictam inspectionem librorum peragat (1920-1932).

111. Provincialis qui simul est Superior localis potest quidem visitationem huius propriae domus sicut et aliarum domorum provinciae facere; prudenter vero aget, si in casu speciali ad visitandam hanc domum alium sodalem delegat (1932).

XXIV.- De Provincialibus et Vicariis (Const. art. 508-548).

112. Capitulum iterum declarat Provinciarum divisionem apud nos haberi, communiter, secundum limites territoriales tantum; nihilominus, admittit alium divisionis modum aliquando, gravibus de causis, congruentiorem esse posse. Sed, in tali casu, motiva unice attendenda, et Sanctae Sedi subicienda ut impetretur exceptio, ex sola fidelium necessitate desumi debent (1920).

---

(1) Dans l'original, il y avait erronément: "(1920-1932)", au lieu de "(1893-1932)".

113. In relationibus ad Capitulum Generale vel ad Superiorem Generalem missis, Provinciales maiori cura de statu disciplinae religiosae in provinciis rationem reddant, ut facilius opportuna remedia adhiberi possint (1932).

114. Capitulum enixe hortatur Provinciales ut archivum Provinciae optimo ordine constituant, expostulatis etiam ad hunc finem, si opus fuerit, peritorum consiliis. Disponatur autem in hoc archivo, ad normam can. 379, armarium seu scrinium omnino clausum et obseratum, cuius apertio et inspectio, et quidem sub stricta lege arcani, iis ad quos pertinet reservantur (1920-1926).

115. Provinciales et Missionum Vicarii, casu quo quis e suis subditis a propria Provincia aut Vicariatu recedere habeat, plenas de illo informationes novo Superiori, praesertim quoad vitam et mores, exhibeant (1920).

116. Consultores provinciales eo quod secundum Constitutiones habent votum deliberativum in nominatione Superiorum localium aliorumque munerum, ius possident faciendi proprias propositiones pro his nominationibus (1932).

117. De his quae in sessione Consilii Provinciali aguntur, debet relatio scripto confici quae vel in fine cuiusque sessionis, vel initio proximae sessionis legenda et ab omnibus subscribenda est (1932).

118. Status animarum, ecclesiarum, scholarum, institutionum charitatis, piarum associationum, omnium denique quae ad Fidei incrementum attinent vel conferunt, quotannis Secretario generali ab unoquoque Missionum Vicario referantur (1887).

119. In Vicariatibus, Dioecesibus aut paroeciis Societati nostrae commissis, habeatur *nummorum* computatio distincta et aerarium separatum Vicariatus, Dioecesis, paroeciae necnon operum omnium quae Ordinarii inspectioni subiciuntur ex una parte, Congregationis vero ex alia (1906).

120. Optat praeterea Capitulum generale ut, in his adjunctis, munera oeconomi religiosi et oeconomi ecclesiastici diversis titularibus conferantur (1920).

XXV.- De Capitulo Provinciae vel Vicariatus (Const. art. 562-579).

121. Sodalis alicuius Provinciae, extra domum suam legitime degens, excepto tamen casu quo obtinuerit exclaustrationis indultum, voce passiva minime privatur. Sodalis autem alicuius Provinciae, qui in altera Provincia domicilium habet, voce activa gaudet pro Provincia et domo domicilii. Si vero in Provincia et domo solummodo transeunter hospitatur, sine domicilio, voce activa gaudet pro Provincia cui adscriptus est (1867-1920-1932).

122. Superior localis qui de iudicio Provincialis cum suo consilio legitime impediretur quominus ad capitulum provinciale conveniret, votum suum decisivum in schedula obsignate mittet, prout art. 572 de delegato principali vel subsidiario dicitur (1932).

123. Ut praecaveatur ne in capitulo domus, districtus vel provinciae aliquis pro seipso suffragium ferat, unusquisque vocalis schedulam aliquo signo

munitam suo nomine signabit et schedulam ita claudet ut eius nomen a scrutatoribus legi non possit. In casu quo aliquis obtinuerit non plus quam vota stricte necessaria, electus suam schedulam manifestabit, ita ut scrutatores possint eam plene aperire et verificare utrum sibi ipsi suffragium dederit; in hoc casu electio secundum Jus canonicum (can. 170) esset nulla (1932).

124. Mandatum, quo Superiores locales et delegati ad Capitulum mittuntur, non ut privilegium est habendum, sed ut onus quod, sine gravi causa, recusare non possunt; et, quo majoris momenti est electio, eo majores requiruntur causae ad mandatum recusandum. — Casu quo, dimisso conventu, aliquis ad Capitulum delegatus a mandato excusari vellet, ad Provincialem rem deferat, si agatur de electione locali; ad Superiorem vero Generalem, si agatur de electione provinciali. Si, eorum judicio, deputatus ad Capitulum sua obligatione solvatur, transibit onus, ipso facto, ad delegatum subsidiarium qui, juxta praescripta Constitutionum, in quolibet conventu est designandus (1873-1920).

125. Aequitati consonum est ut Provincialis et Vicarius notum faciant Superiori Generali nomen delegati Provinciae vel Vicariatus, saltem eodem tempore quo ipsi delegato, quando hic Capitulo non interfuit, denuntiant electionem (1873).

XXVI.- De Superioribus localibus (Const. art. 580-605).

126. Praeter collationem de culpis accusandis, sermonem quoque de spiritualibus, bis in mense, ad communitatem habeat Superior vel residentiae Director. Haec allocutio, sive occasione collationis aliunde praescriptae, sive in speciali collatione ad propositum indicta, haberi potest, — quo facto, ad totam communitatem quod attinet, sufficienter servatur juris canonici praescriptum (1867-1920).

127. Enixe postulatur a Superioribus ne in variis sacri ministerii operibus neo-presbyteros praemature adhibeant, nec illos monitis quibus indigent destinatos relinquant: alioquin, ad sacrum ministerium imparati accedent, indocti in eo perseverabunt, ac tandem absoluti perfectique laboris incapaces evadent (1893).

128. Sedulius invigilent Superiores omnes, praesertim in Missionibus exteris, ne pereant Congregationis publica scripta ad eos missa, quorum copiam si invigilassent, non adeo frequenter postularent (1893).

129. Existimat Capitulum generale Superioribus localibus munus incumbere invigilandi ut omnes subditi ea, quae ad Societatem nostram spectant, nota habeant; ideo publicationum nostrarum tot a Domo generali exemplaria postulent Superiores, quot suae domui necessaria existimant. — Quod vero attinet ad litteras encyclicas, quae gravioris sunt momenti, ipsamet Administratio generalis singulis Sodalibus harum transcriptum distribuet. Si quae jam usu exhaustae fuerint, iterum typis mandabuntur (1898).

130. Superiores locales potestatem habent dominativam in subditos, prout fert can. 501; et ideo proprie non tenentur Consilium suum adunare, nisi quando a Constitutionibus praescribitur, iuxta art. 592, 594, 634 et 735 Constitutionum (1926).

131. Praesente Provinciali, Superior localis subditos suos corrigere potest, cum vi art. 501 Constitutionum, etiam coram Superiore maiore omnia iura sui officii retineat (1926).

132. Directoribus residentiarum nequeunt, per se, constitui assessores ad instar. Verumtamen, in particularibus adjunctis, valebit Provincialis, prout ipse opportunum judicaverit, alicui Directori Consilium assignare quod munus suum exercebit juxta peculiaria Provincialis statuta (1920).

133. Quoad admonitiones, Superiori aliquando faciendas, sequentia ab omnibus semper mente retineantur: 1° grave officium committitur Superioris Admonitori, qui serio perpendere debet qualiter et quandonam monendus sit Superior; 2° Superior monitionem sibi factam humiliter audiat nec hujus unquam originem inquirat; 3° illicita esset plurium simul chirographo signata monitio. Quod si forte plures in eamdem sententiam concurrerint, Superiorem moneant singuli, prout senserint, aut Admonitori rem committant, aut tandem ad Provincialem omnia deferant (1867-1920).

134. Jura et officia Superiorum incipiunt a die quo ipsorum nominatio communitati ab ipsis regendae promulgatur; perseverant autem usque ad nominationem pariter promulgatam successoris (1920).

135. Optandum foret ut professio fidei, necnon iuramentum contra modernismum, quae secundum can. 1406 Superior emittere debet, coram Communitate in aula capitulari emittatur (1920-1932).

136. Quoad iura Directoris residentiae, capitulum declarat, secundum art. 513 et 605 Constitutionum ipsi competere ius aperiendi litteras subditorum, necnon faciendi collationem spiritualem de qua art. 270 et sequ. Constitutionum, nisi Provincialis ob speciales circumstantias auctoritatem Directoris in hac re restrinxerit (1932).

XXVII.- <u>De bibliothecae praeposito</u> (Const. art. 661-667).

137. In quavis Societatis domo, bibliothecae valvis inhaerebit sequens monitum: De mandato admodum Reverendi Patris Generalis, penitus prohibetur librum de bibliotheca auferre aut extraneis commodare, absque scripta a Superiore licentia (1867). (1)

138. Optandum est ut in singulis bibliothecis nostris habeantur libri a nostris conscripti (1926).

XXVIII.- <u>Quales esse debeant qui Familiae nostrae nomen sunt daturi</u> (Const. art. 682-698).

139. Nihil intentatum relinquant Sodales nostri ut Congregationi honor accrescatur et numerus. Quapropter, tum viva voce, occasione missionum vel exercitiorum spiritualium, tum scripto, per libellos vel ephemerides, omnem navabunt operam ut optimi et plurimi tirones ad nos adducantur et, simul, ut

---

(1) Dans l'original, il y avait erronément: "(1859)", au lieu de "(1867)".

subsidia colligantur quibus scholastica nostra instituta sustentari possint (1893-1920).

140. Perutilem sane operam agent Sodales nostri, si eorum quos Deus ad nos advocat numeri augendi causa, seminaria, in quibus clerici versantur, invisant, ibique exercitia spiritualia praestent, cum directoribus et alumnis amicas jungant consuetudines, ac demum ephemerides, quibus Societas nostra undique notior evadat, diffundant (1893).

141. Inter juniores nostros alumnos instituendos ne recipiantur juvenes qui modicam saltem pensionem non solvant, nisi Provincialis pro singulis casibus aliter judicaverit. Liquet tamen pensiones fundatas, loco pensionis personalis, pro his quibus applicantur, haberi posse (1906-1920).

142. Provincialis sodales nominet quorum cura erit iuvenes inquirendi, qui indicta praebeant vocationis religiosae (1926).

XXIX.- De Oblatione (Const. art. 732-746).

143. In obsequium erga Immaculatam Conceptionem Beatae Mariae Virginis, perpetua vota emittens album scapulare, imagine Beatae Mariae Virginis Immaculatae ornatum, semper deferendum, simul ac Crucifixi effigiem, vocationis suae vexillum, accipiet (1867).

XXX.- De domibus studiorum (Const. art. 747-761).

144. Ut apud nos, in sacro confessionum ministerio, eadem et ab omnibus teneatur doctrina et praxis, juxta mentem Fundatoris nostri, theologia moralis Sancti Alphonsi-Mariae norma erit studiorum et collationum (1867).

145. Optat Capitulum ut, in scholasteriis nostris, instituatur cursus theologiae asceticae, — item, in novitiatibus, ut habeatur series lectionum de historia Congregationis. Optat pariter ut scholasticis nostris notitia tradatur aerarii rationes instituendi (1920).

146. In votis habet Capitulum generale ut junioristae et scholastici gallicum idioma simul ac anglicum ediscant, ita ut scholastici utrumque idioma calleant, priusquam scholis valedicant (1879).

147. Brevis historia Congregationis nostrae praeparetur et in lucem edatur, ut in domibus, ubi instituuntur alumni nostri, res gestas antecessorum cognoscant et sic facilius et plenius spiritum Familiae nostrae hauriant(1926).

148. Declarat Capitulum generale optimum fore, si professores aliquot et alumni ad gradus academicos contenderent, idque in votis habet (1887).

149. Mandat Capitulum ut Provinciales Superiori Generali quotannis relationem exhibeant de examine theologico, a neo-presbyteris nostris subeundo, et de notis quas singuli meruerunt (1873-1920).

XXXI.- De Fratribus famulantibus (Const. art. 762-784).

150. Missionibus exteris non deputentur Fratres famulantes, nisi post probationem sufficientem (1867-1932).

151. Relaxationi quotidianae omnes conjunctim indulgeant, quin tamen auctoritatis competentis mandato se subducere possint, si forte aliud ipsis eo tempore injunctum fuerit (1867).

152. Utrum lectio ephemeridum, et qualium, permittenda sit fratribus laicis, Provincialis est decernere (1926).

153. Quicumque voluerit in statu laicali noster esse, statim ab ingressu schedulam, lingua vernacula, et ad normam juris civilis loci redactam, subscribet, ut sequitur — "Ego, infrascriptus, N...., obtestor me nomen dedisse Societati Oblatorum Sanctissimae Virginis Mariae Immaculatae, non quasi servum, sed socium; obtestor praeterea, me, si quacumque de causa ab ea egressurus essem, nihil pro laboris stipendio exigere posse. Datum..., die... mensis... anni..." (1867).

XXXII.- De egressu et de dimissione e Societate (Const. art. 785-798).

154. Qui e Societate sponte sua fuerint egressi aut a Superioribus rite dimissi, quamdiu egressi aut dimissi manebunt, tamquam nobis simpliciter extranei erunt habendi (1893-1920).

XXXIII.- Varia

155. In votis habet Capitulum Generale ut ex scriptis Venerandi Fundatoris nostri aliqua Anthologia colligatur seu excerpta earum rerum quae ad aedificationem religiosam totius Congregationis maxime conferre possunt (1932).

156. Annalium nostrorum triplex editio fiat, alia lingua gallica, alia anglica, tertia germanica. Substantia trium editionum erit eadem; documentorum officialium translatio dabitur quam fidelissime, reliqua vero libero modo secundum indolem cuiusque linguae vertantur (1926-1932).

157. Exoptat Capitulum Generale ut nova Directoria pro junioribus alumnis, novitiis et scholasticis ad tramitem Directoriorum iam olim editorum publicentur (1932).

158. Optat Capitulum Generale ut, praetermissis iis agendi modis qui in unaquaque Provincia ob rationes peculiares locorum et adiunctorum comperiuntur esse diversi, Directorium Generale, normam practicam statuens in multis quae a Constitutionibus praescribi nequeunt circa consuetudines Familiae nostrae, traditiones observantias varias, aliaque id genus plurima, lingua latina exaratum praeparetur et approbationi proximi Capituli Generalis subiciatur (1926-1932).

159. Exoptat Capitulum Generale ut liber meditationum R.P. Boisramé saltem quoad substantiam denuo typis edatur, postquam revisum fuerit (1932).

160. Circa Associationem Missionariam Mariae Immaculatae Capitulum Generale statuit:

a) Ut Superior Generalis Secretarium Generalem eidem constituat, Romae residentem in Curia Generali;

b) Ut Provinciales a Superiore Generali invitentur ad Directorem Provincialem nominandum in unaquaque Provincia;

c) Ut Secretarius Generalis communi consilio procedat cum Directoribus Provincialibus ad maiorem unitatem obtinendam in statutis, in obligationibus, in modo inscriptionis in libris Associationis;

d) Ut Provincialis in unaquaque domo sodalem nominet qui curam gerat Associationis;

e) Ut in titulis Associationum Mariae Immaculatae quae in variis Provinciis eriguntur, notio missionaria in memoriam revocetur, ut puta Association Missionnaire de Marie Immaculée, Marianischer Missionsverein, vel similiter (1926).

XXIII

CHAPITRE GENERAL DE 1938

Bibliographie:

Registre des Chapitres généraux, t.V, p.1-225;

Circulaires administratives, t.IV, p.295-316 (Circ. N.163);
319-379 (Circ. N.164);
393-397 (Circ. N.166);

Missions 1938, p.34, 8, 322, 407-416;

A.R.O.M.I., 1938, p.146-150;
1946, p.64.

§ I

Schéma historique

I) Convocation.

C'est un Chapitre ordinaire, et il fut convoqué par le P. Labouré au terme du sexennat, selon la prescription de la Règle.

II) Déroulement

A) Ambiance

1°) Lieu - Le Chapitre s'assembla à Rome, dans la maison générale de Via Vittorino da Feltre.

2°) Durée - Il s'ouvrit le 8 septembre et se clôtura le 27 du même mois; il dura donc 20 jours.

3°) Membres - Y participèrent 72 capitulants, qui représentaient 5434 profès dont 21 évêques, 2743 Pères, 1460 scolastiques et 1210 convers, sans compter 420 novices.
Voir la liste des noms dans Missions 1938, p.414-416.

4°) Commissions - Il y eut 8 Commissions; à savoir: 1) de l'examen des motions, 2) de la Règle et de la discipline religieuse, 3) des oeuvres de formation, 4) des finances, 5) des oeuvres et du ministère, 6) des missions étrangères, 7) de la propagande, et 8) de l'administration.

5°) Séances - Il y eut 26 séances générales, sans compter les séances particulières des commissions.

B) Travaux

Les travaux du Chapitre se déroulèrent sous la présidence du P. Labouré. En voici un aperçu:

1°) Allocution initiale du P. Labouré; et Rapports sur la Congrégation en général, et sur les Provinces et Vicariats.

2°) Discussion des affaires.
On y traita plusieurs questions. A noter surtout:
1) la déclaration que, pendant les retraites provinciales, le Provincial ne peut pas présider la conférence de la coulpe;
2) l'introduction des invocations "Regina Congregationis nostrae" et "Sancta Theresia a Jesu Infante", aux Litanies de l'examen particulier;
3) les autres décisions qu'on peut lire dans la Circulaire N.164.

3°) Election, le 27, des PP. Euloge Blanc, Jean Pietsch, Amthime Desnoyers et Henry Lennon comme assistants généraux, et du P. Edmond Dubois comme économe général.

C) Evénements

1°) Envoi, le 8 septembre, d'un télégramme au Pape, qui répondit le lendemain.

2°) Visite et conférence, le 20 septembre, du card. Joseph Pizzardo, président de l'Action Catholique de l'Eglise universelle.

3°) Audience de Pie XI au Chapitre, le 24 septembre.

4°) Interruption du Chapitre, le 27 septembre au soir, à cause des bruits de guerre.

III) Importance

C'est le vingt-troisième Chapitre général de la Congrégation. On peut l'appeler "le Chapitre de l'avant-guerre", et il contribua à resserrer les liens de la discipline religieuse.

§ II

Texte des Actes

Les Actes de ce Chapitre n'ont jamais été publiés, à cause de la guerre qui éclata après ce Chapitre et qui dura si longtemps.

Dans les Actes du Chapitre de 1947, il y a, comme nous le verrons plus bas, un numéro qui se rapporte à notre Chapitre.

Malgré cette lacune, on peut connaître les décisions de ce Chapitre en lisant la Circulaire N.164 qui nous en donne le compte-rendu.

XXIV

CHAPITRE GENERAL DE 1947

Bibliographie:

Registre des Chapitres généraux, t.V, p.229-390;

Circulaires administratives, t.IV, p.470-477 (Circ. N.173);
V, p.1-8 (Circ. N.175);
9-24 (Circ. N.176);
25-43 (Circ. N.177);
54-63 (Circ. N.179);
64-127 (Circ. N.180);
128-203 (Circ. N.181);
204-221 (Circ. N.182);

Acta Capitulorum generalium (Romae 1949);

Missions 1947, p.2-176, 401-603;
1948, p.1-105,305-414;

A.R.O.M.I., 1946, p.17;
1947, p.48, 49-50, 61,62,74,90;
1948, p.1.

§ I

Schéma historique

I) Convocation

C'est un Chapitre extraordinaire, et il fut convoqué par le P. Balmès, vicaire général de la Congrégation, à la suite de la mort du P. Labouré pour l'élection du nouveau Supérieur général.

On aurait dû le convoquer en 1944, mais la guerre en empêcha la convocation.

II) Déroulement

A) Ambiance

1°) Lieu - Le Chapitre s'assembla à Rome, dans la maison générale de Via Vittorino da Feltre.

2°) Il s'ouvrit le 1er mai et se clôtura le 22 du même mois; il dura donc 22 jours.

3°) Membres - Y participèrent 70 capitulants, qui représentaient 6264 profès dont 33 évêques, 3945 Pères 1092 scolastiques et 1194 convers.

Ils auraient dû être 71, mais un fut absent.

Malheureusement la liste des noms n'a jamais été publiée: celle de A.R.O.M.I. 1947, p.48, antérieure au Chapitre, ne correspond pas exactement.

4°) Commissions - Il y eut 7 Commissions; à savoir: 1) des Règles et de la discipline, 2) de l'administration, 3) des études et de la formation, 4) des œuvres, 5) des missions étrangères, 6) des finances, et 7) de la propagande.

5°) Séances - Il y eut 24 séances générales, sans compter les séances particulières des Commissions.

B) Travaux

Les travaux du Chapitre commencèrent sous la présidence du P. Balmès, vicaire général de la Congrégation, et se continuèrent sous celle du P. Deschâtelets, nouveau Supérieur général.

En voici un aperçu:

1°) Allocution initiale du P. Balmès; et Rapports sur la Congrégation en général, et sur les Provinces et Vicariats.

2°) Election, le 2 mai, du P. Léo Deschâtelets comme Supérieur général.

3°) Discussion des affaires.

On y traita plusieurs questions. A noter surtout:

1) l'élévation du nombre des Assistants généraux de 4 à 6;

2) le rattachement des Vicariats aux Provinces;

3) la décision de créer la charge du Directeur général des études;

4) les autres décisions qu'on peut lire dans la Circulaire N.181, ou bien au texte des Actes dans le paragraphe suivant.

4°) Election, le 22 mai, des PP. Hilaire Balmès, Anthime Desnoyers, Robert Becker, Michael O'Ryan, Gaétan Drago, et Jean Boekenfoehr comme assistants généraux, et du P. Edmond Servel comme économe général.

C) Evénements

1°) Envoi d'un télégramme au Pape, le 3 mai.

2°) Audience du Pape Pie XII au Chapitre, le 7 mai.

3°) Approbation du Saint-Siège, par décret du 9 mai, du changement apporté au texte de la Règle sur le nombre des assistants généraux.

III) Importance

C'est le vingt-quatrième Chapitre général de la Congrégation. Il "a enrichi la Congrégation en développant sa charité et l'union entre ses membres" (Circ. adm., V,138); et il a donné une nouvelle impulsion à nos oeuvres de formation et d'apostolat.

§ II

Texte des Actes

Les Actes de ce Chapitre se composent de 151 numéros ou décrets, et comprennent aussi les décisions des Chapitres précédents que le Chapitre a cru opportun de maintenir en vigueur.

Le texte a été imprimé à Rome en 1949.

Des 151 numéros de ces Actes appartiennent au Chapitre de 1947 seulement les numéros: 1, 6, 7, 8, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 21, 23, 33, 36, 37, 59, 71, 74, 81, 84, 85, 86, 137, 144, 145, 147, 148, 149, 150.

Les autres numéros appartiennent, avec ou sans modification, aux Chapitres précédents; à savoir:

1) au Chapitre de 1867 et aux Chapitres antérieurs, les numéros: 4, 18, 19, 20, 22, 24, 26, 32, 39, 44, 45, 48, 52, 54, 61, 65, 80, 88, 89, 95, 103, 115, 124, 128, 133, 139, 140, 142;

2) au Chapitre de 1873, les numéros: 27, 46, 49, 96, 118, 119, 138;

3) au Chapitre de 1879, les numéros: 2, 30, 62, 135;

4) au Chapitre de 1887, les numéros: 25, 47, 67, 68, 112;

5) au Chapitre de 1893, les numéros: 34, 50, 51, 66, 69, 70, 76, 79, 92, 104, 120, 130, 131, 143;

6) au Chapitre de 1898, les numéros: 38, 82, 121;

7) au Chapitre de 1904, les numéros: 17, 97;

8) au Chapitre de 1906, les numéros: 63, 113, 132;

9) au Chapitre de 1908, les numéros: 87, 98;

10) au Chapitre de 1920, les numéros: 3, 9, 16, 28, 40, 41, 53, 60, 78, 83, 90, 91, 99, 105, 107, 109, 110, 114, 123, 125, 126, 134, 146;

11) au Chapitre de 1926, les numéros: 5, 29, 31, 35, 55, 56, 57, 58, 64, 72, 75, 77, 100, 101, 102, 122, 129, 136, 141, 151;

12) au Chapitre de 1932, les numéros: 42, 43, 93, 94, 106, 108, 111, 116, 117, 127;

13) au Chapitre de 1938, le numéro: 73.

Voici la transcription intégrale du texte:

ACTA CAPITULORUM GENERALIUM Congregationis Missionariorum Oblatorum Sanctissimae et Immaculatae Virginis Mariae (1)

1. Ex omnibus Capitulorum actibus ea solum vim habent, quae in sequentibus articulis continentur (1947). (2)

I.- De sacris missionibus praedicandis (Const. art. 11-36).

2. Quae in libro caeremoniali pro missionibus praescribuntur, in quantum fieri potest, serventur (1879-1920-1947).

3. Recitatio Vesperarum et Completorii in actu missionis imponitur (1920-1932).

4. Ubique servetur, quantum fieri potest, methodus apud nos recepta pro missionibus, qualis fuit a maioribus nostris tradita et litteris consignata. Verumtamen, cum omnia eodem modo ubivis locorum perfici non valeant, suum cuique Provinciae aut Vicariatui si opus fuerit, directorium sit proprium, a Superiore Generali approbandum (1867-1920-1947).

II.- De Missionibus in partibus infidelium et acatholicorum (Const. art. 37-47).

5. Nulla Provincia ab apostolatu inter acatholicos et ethnicos exempta maneat. Quare singuli sodales nostri quotidie coram Deo preces pro Missionibus fundant et ad apostolicas vocationes suscitandas et formandas eleemosynasque procurandas summis viribus laborent.

Superiores et directores scholasteriorum spiritu apostolico et missionario nostros imbuant eosque forment ad ministerium in Missionibus exteris exercendum (1926-1947).

6. Singula territoria Missionum, in quantum fieri potest, pro arbitrio tamen prudenti Superioris Generalis et non exclusis caeteris modis, cum una vel pluribus Provinciis connectantur. Haec connexio non necessario infert unionem administrativam, sed in eo tantum consistit, ut Provincia, cum qua connectitur Missio, specialem habeat curam de Missionariis et auxiliis pecuniariis in hanc prae aliis Missionem mittendis (1947).

7. Novi Missionarii, cum in Missionum territorium pervenerint, adscribantur domui Congregationis, in qua "ad tempus permaneant sub directione alicuius

---

(1) Art. 446 aliisque correlativis Constitutionum inserendum est, sex deinceps esse Assistentes Generales.

(2) Dans l'original, il y avait erronément: "(1932-1947)", au lieu de "(1947)".

probati Missionarii, ut linguam regionis addiscant et ad munia ministerii sese praeparent" (Statutum n. 4). Si nulla exstat domus Congregationis, haec specialis praeparatio sub perito Missionario nullo modo omittenda est (cf. Stat. n. 5) (1947).

8. Meminerint nostri in locis Missionum quoque finem nostrae Congregationis primarium negligendum non esse, *missionum* et exercitiorum scil. praedicationem (art. 41 et 42 Const.). Quapropter in singulis Missionum territoriis, in quantum fieri potest, domus Oblatorum condantur, in quas sacerdotes mittantur ad hoc munus ministerii speciali modo designati (1947).

9. Monentur sodales nostri ne incultos regionum Missionum incolas appellationibus designent, quae despectum redolere viderentur (1920).

10. Commendatur Missionariis nostris ut, si opportunum videatur, cives fiant nationis quam Christo lucraturi sunt (1947).

11. Superiores religiosi in Missionibus maxime adlaborent ut in qualibet residentia, in quantum fieri potest, duo saltem sint Missionarii (1947).

12. Vicarii Missionum cum suo consilio in Superiores districtuum eligant ex Missionariis quos huic muneri aptissimos cognoverint, prudentia scil., spiritu religioso, caritate, actione et industria conspicuos. Post sex annos, in quantum fieri potest, aliis suppleantur (1947).

13. Missionarii fideliter observent, quae per "Statutum pro Missionibus Congregationis Missionariorum Oblatorum B.M.V.I. commissis" auctoritate Summi Pontificis a S. Congregatione de Propaganda Fide decreta fuerunt, pariter determinationes quoad res temporales a Superioribus religiosis huic documento appositas per "Modos vivendi" (1947).

14. Nova Missionum territoria ne acceptentur, nisi Romanus Pontifex expresse suam voluntatem patefecerit (1947).

III.- De ministerio animarum (Const. art. 94-133).

15. Cum maximi momenti sit praedicandi modum consentaneum esse exigentiis hodierni temporis missionarii summopere studeant in componendis sermonibus ut huius necessitatis rationem ducant tum in expressione doctrinae tum in forma verborum. Actionem catholicam a Summis Pontificibus nostrae aetatis adeo commendatam maximi faciant missionarii. Proinde secundum principia huius Actionis laicos forment, qui in missionibus et in sacro ministerio sacerdotibus auxilium praestent (1947).

16. Sacerdotibus nostris, qui nondum perpetua emiserunt vota, fas erit, in actu missionis Crucifixi imaginem collo appensam deferre, ad modum eorum qui sunt perpetuo professi (1920).

17. Apostolatus erga opifices, juxta modum a S. Sede vel ab episcopis probatum et nominatim iuxta normas a Leone XIII, Pio X et Pio XI, Summis Pontificibus, statutas, retineri debet non solum ut Congregationis fini plane consonus, sed etiam sodalibus nostris valde commendandus. Stricte tamen cuique nostrum prohibetur ne in huiusmodi ministerio factionibus politicis quoquo modo sese immisceant (1904-1920).

IV.- De Horis canonicis persolvendis (Const. art. 144-155).

18. Officium divinum in modum chori recitabitur, dummodo quatuor saltem in choro convenerint. Si vero pauciores numero fuerint, illud recitabunt pariter in communi, moderate, debitis pausis servatis, sed absque ritibus choro propriis (1867).

19. Oblati nondum in sacris poterunt, ob studia peragenda, ab officio canonico, iudicio Superiorum, dispensari, ipsis tamen impositis quibusdam aliis brevioribus precationibus, loco recitationis canonicae (1867-1920).

20. Ut apud nos iugis recolatur memoria definitionis dogmaticae Immaculatae Conceptionis Beatae Mariae Virginis, antiphona "Tota pulchra es" recitabitur post Completorium, ubique per universam Congregationem (1867).

V.- De voto paupertatis (Const. art. 176-216).

21. Capitulum in memoriam revocat art. 189 et 190 Constitutionum et declarat contra votum paupertatis agere, qui ex donis personalibus, sive sit pecunia sive sint aliae res utiles, quae ratione ministerii vel quovis alio titulo sibi oblata fuerint, quidquam retinet et absque licentia Superiorum pro suo arbitrio in usum vertit. Monet praeterea omnes ut vere more pauperum agant et vivant (1947).

22. Contra votum paupertatis pariter agerent sodales qui, piis operibus praepositi, quorum administratio ad Congregationem spectat, non totam suam administrationem temporalem Superiori eiusque Consilio subicerent (1867-1920).

23. Poterit tamen aliquis a Provinciali ad munus speciale pro tota Provincia destinatus, v.gr. ad opera nostra propaganda, rerum temporalium administrationem gerere independenter ab administratione domus, sub immediato Provincialis eiusque Consilii regimine, cui rationem reddere tenetur, integro semper manente iure et officio vigilantiae Superioris localis (1947).

24. Quoad eos, qui munia obeunt parochialia vel alia quaelibet quae sint Ordinario subiecta, munus recte et iuxta prudentiae normas adimpleant, ne ex eorum actibus Congregatio quid detrimenti capiat. Superior ergo inspectiones et perquisitiones omnes ad id necessarias vi sui muneris peragere valet ad normam can. 630-631 Codicis Iuris Canonici et art. 161-164 Const. (1867-1920).

25. Articulus Constitutionum, quo determinatur quantitas sumptus Superiori locali vel Provinciali permissa, eo sensu intelligendus est, quod Superior quantitatem pecuniae determinatam impendere potest, quoties sumptus est in se completus et ab omni alia specie distinctus, vel si est intervallo temporis seiunctus, exclusa tamen intentione cumulandi -- cumulatione enim intentionali quantitas permissa exceditur (1887).

26. Nec Superiores, nec a fortiori Sodalis quisquam, sine competentis auctoritatis licentia scripto data, aedificationem ullam — sive ecclesiae, sive domus, sive scholae — erigere poterunt, etiam censu fidelium et extra dominium Congregationis. Si autem aedificium extruendum pertinere debeat, iuxta leges canonicas, ad dominium alicuius dioecesis vel paroeciae, dicta

licentia ab auctoritate ecclesiastica obtinenda erit, et quidem ita exarata ut de integrae aedificationis expensis eadem ecclesiastica auctoritas, non vero Congregatio, respondere debeat. Quapropter sedulo invigilabunt Superiores ut ad normam articuli 24 omnes respectivi contractus cum debitis cautelis sint confecti (1867-1920).

27. In obsequium paupertatis et internae recollectionis, Superior, sive Generalis sive Provincialis, ne facile sinat subditos suos in aedibus aedificandis aut exornandis implicari. Huiusmodi ergo licentias ne concedat 1°) nisi agatur de aedificiis eorumve ornatu necessariis aut perutilibus, ac 2°) nisi operis descriptio et ratio, necnon opes aliaque media rei perficiendae, prius subiecta fuerint examini et approbationi legitimi Superioris, iuxta Constitutionum praescripta et articuli praecedentis statuta (1873-1920).

28. Solus Provincialis cum suo consilio potest licentiam concedere currum automobilem emendi aut commutandi. Item ipsius est invigilare ne currus ematur nimii pretii, qui virum religiosum dedeceat (1920-1926).

29. Permittente Provinciali, licet subditis titulos cautionis in propriam vitam (vulgo: Assurances sur la vie) sumere in favorem Provinciae, itemque nomen suum dare societatibus in beneficium senectutis erectis (Caisses générales de retraite) (1926).

30. Nemo ex nostris tabaco fumifico utetur, absque licentia Provincialis aut Missionum Vicarii (1879-1932).

31. Missionarius, in aliam Congregationis domum vocatus ad aliquod ministerium exercendum, missam celebret iuxta art. 209 Constitutionum. Superiores autem utriusque domus de Missarum eleemosynis inter se decernant (1926).

VI.- De obedientiae voto (Const. art. 222-242).

32. Licentiae et dispensationes circa paupertatem et obedientiam, in materia gravi, nonnisi scripto dentur (1867).

VII.- De perseverantiae voto (Const. art. 243-245).

33. Ut provideatur perseverantiae nostrorum Magistri novitiorum ne proponant ad vota, nonnisi quos vere aptos cognoverint, sive agatur de clericis sive de fratribus famulantibus;

Superiores et Directores domorum, praesertim novitiatuum et scholasteriorum, summopere studeant ut gravitatem obligationis votorum, imprimis voti perseverantiae, inculcent suosque subditos perfecte secundum Regulam forment, quae optima est fidelitatis custodia;

Provinciales in admittendis Oblatis ad vota et sacros ordines sese imbuant justa illa severitate a iure canonico et a SS. Pontificibus tantopere commendata, et arceant a nostra familia omnes, de quorum perseverantia moraliter non sunt certi;

Superiores locales domorum Oblatos benigne excipiant, iisque paterne invigilent et ab iis observantiam Constitutionum et Regularum fortiter exigant.

Convocentur praeterea a Provinciali quotannis, si fieri potest, omnes per quinquennium ad examina obligati in domum aliquam religiosam ut specialiter

instruantur tum quoad studia et ministerium, tum quoad praxim vitae sacerdotalis et religiosae. Optandum est, ut ii, qui per plures annos in cura animarum assidue laboraverint, communitatem regularem per tempus sat longum adeant ad vitam internam excolendam (1947).

VIII.- De silentio et interna animi recollectione (Const. art. 256-253).

34. Silentium a Constitutionibus praescriptum per jentaculum sicut in aliis refectionibus servandum est (1893-1920).

35. Ad Provincialem spectat determinare, utrum statim post benedictionem mensae an tantum post lectionem Scripturae Sacrae principium mensae incipere conveniat (1926).

IX.- De oratione aliisque religiosis exercitiis (Const. art. 254-262).

36. Non licet substituere modo generali et habituali precibus matutinis vel serotinis recitationem horarum canonicarum (1947).

37. Superiores provideant ne oratio mentalis vespere coram Sanctissimo (Const. art. 254) plus aequo impediatur oratione vocali aliisque pietatis exercitiis.

Curent pariter ut dies, quae unoquoque mense spiritualibus exercitiis impenditur (art. 261), vera sit recollectionis animae dies pro communitate (1947).

38. Vacante Superioris Generalis officio, in precibus post litanias examinis particularis, adhibeatur formula "Pro Patre nostro Vicario Generali" (1898).

39. Lectioni spirituali praevia erit lectio unius vel alterius paginae Constitutionum (1867).

40. Post recitationem Coronae Virginis recitabitur sexta decas, addito Psalmo "De profundis" cum versiculis et oratione, pro benefactoribus nostris; sequentur litaniae Sancti Joseph (1920-1932).

41. Actus quo Congregatio nostra consecratur B.M.V. Immaculatae, renovabitur, in omnibus domibus nostris, bis in anno, die scilicet 17ª Februarii et die 8ª Decembris (1920). (1)

42. In filiale obsequium erga Patronam nostram caelestem, Mariam Immaculatam, sodales nostri enixe invitantur ut saepius in praedicationibus hanc praerogativam Immaculatae Conceptionis exponant et venerationi fidelium commendent (1932).

---

(1) Ad quinquennium concessum est indultum ut primo sabbato cujusvis mensis, observatis rubricis generalibus, celebretur Missa cum pio exercitio in honorem Immaculati Cordis B.M.V.

43. Provinciales invigilabunt ut annuis exercitiis spiritualibus secundum Constitutiones (art. 261) et consuetudines nostras octo dies impendantur; nec contrariam consuetudinem exercitiorum per quinque vel sex tantum dies induci permittant (1932).

44. Tempore exercitiorum annuorum legantur Capitulorum Generalium acta, necnon Superiorum Generalium litterae encyclicae ab Administratione Generali adhuc indicandae. Vitae et scriptis venerabilis nostri Fundatoris praecipuus in lectione locus dandus est. Legantur pariter, si fieri potest, in singulis communitatibus Visitationum acta (1867-1920-1947).

45. Sodales bis in anno vota sua post missam communitatis solemniter renovabunt, videlicet die 17ª Februarii et in fine exercitiorum spiritualium annuorum. Cum die 17ª Februarii singulari Dei beneficio Societas nostra a Sancta Sede approbata fuerit, pro digna gratiarum actione omnes Societatis sacerdotes sacrum faciant pro Congregatione (1867-1920-1947).

46. Quotannis die ultima exercitiorum annuorum renovabitur consecratio SS. Cordi Iesu in cunctis Congregationis domibus iuxta formulam manualis nostri, in memoriam solemnis consecrationis totius Oblatorum familiae factae ex decreto Capituli Generalis anni 1873.
Prima feria sexta cuiusque mensis pia in honorem SS. Cordis Iesu fient exercitia secundum formulam manualis Congregationis (1873).

47. Praeter suffragia aut preces, in qualibet domo vel Provincia pro benefactoribus propriis fieri solita, et Missas ibidem celebratas, pro iis indiscriminatim Missa celebrabitur, in Domo generali, semel in mense (1887).

48. Sodalis, qui in aliena communitate obiter degit, Regulas servabit sicut in propria quoad exercitia communia et obedientiam erga Superiorem (1867-1920).

49. Domorum nostrarum aedes et cellae alicuius Sancti nomine insignitae sint, iuxta morem a Fundatore nostro inductum a Congregationis primordiis(1873).

X.- De mortificatione et corporis afflictationibus (Const. art. 263-269).

50. Omnes sodales, sive novitii sive Oblati, cuiusque aetatis ieiunio a Regula indicto adstringuntur, a quo tamen, si vires vel aetas desint vel aliae legitimae adsint rationes, facilius eximentur (1893).

XI.- De conventibus domesticis (Const. art. 270-286).

51. Invigilent Provinciales et Superiores ut collatio de culpis accusandis et collatio theologica fideliter habeantur. In singulis communitatibus specialis erit codex, in quo tum nomina eorum qui collationi theologicae interfuerunt, tum quaestiones de quibus actum est, accurate describantur. Si conventus pro collatione theologica haberi difficile sit, resolutae quaestiones scriptae ad Provincialem mittantur (cf. can. 131, 2) (1893-1947).

52. Quotannis Superiores locales argumentum collationum theologicarum submittent Provinciali eique acta collationum habitarum mittent (1867-1947).

XII.- De caritate, humilitate et mundi fuga (Const. art. 287-298).

53. Capitulum generale omnibus nostris instanter commendat, ut non solum litteram sequantur, sed et mentem canonis 140 Codicis Iuris Canonici: "Spectaculis, choreis et pompis, quae eos dedecent vel quibus clericos interesse scandalo sit, praesertim in publicis theatris, ne intersint". Pariter, servent hac de re omnia Ordinariorum praescripta, semperque ea se gerant modestia, quae religiosos viros maxime decet (1920).

54. Ut serventur apud nos debita reverentia et religiosa urbanitas, honore invicem se praeveniant Sodales. Ideo Superior Generalis titulo "admodum Reverendi Patris" insignietur; caeteri vero sacerdotes titulo "Reverendi Patris"; novitii autem et oblati, sive laici sive clerici sacerdotio minores, "Fratres" vocabuntur. Superior localis in sua communitate, non nomine proprio sed "Reverendus Pater Superior" nuncupabitur. Item, Magister novitiorum, in domo novitiatus, "Reverendus Pater Magister" vocabitur (1867).

55. Si in aliquibus regionibus necessarium est mulieres in domibus nostris ratione famulatus adhibere, unusquisque Provincialis pro sua provincia statuta ferat a suo consilio approbanda, quibus secundum regulas prudentiae res tota ordinetur et quodvis periculum praecaveatur (1926).

56. Ut aliquis uti possit instrumentis radiophonicis, licentia Provincialis necessaria est, qui tamen ordinarie ne concedat huiusmodi instrumenta usui privato destinari et in cubiculis collocari (1926-1947).

57. Ubi urgens necessitas animarum cogit quosdam ex nostris vitam extra communitatem agere, ministerio incumbentes paroeciarum Congregationi nostrae non concreditarum, Provinciales satagant ut omnes sui subditi vitae communi Regulis nostris consentaneae quamprimum restituantur (1926).

58. Provincialis nequit permittere, ut sodales extra communitatem vivant, nisi dispersio ex legibus iniustis imponatur. Si ratio tamen specialis sive circumstantiarum sive personarum id exegerit, in singulis casibus totum negotium deferatur ad Superiorem Generalem nihilque executioni detur, nisi eius responso accepto (1926).

59. Sacerdotes nostri sacrum ministerium extra propriam domum habitualiter exercentes semel saltem in mense rationem huius reddant proprio Superiori (1947).

60. Cuique nostrum prohibitum est alicui societati extra Congregationem nomen suum dare absque Provincialis licentia (1920).

XIII.- De vestibus ac refectione (Const. art. 308-319).

61. Provincialis aut Vicarius pro subditis statuet quot et quales quisque vestes habebit, nec cuiquam plures habere licebit. Dum vero aliquis de una in aliam domum per obedientiam transit, vestes eius recensebit Superior prioris domus, et si quid defecerit, supplebit; secus supplendum erit a novo Superiore, expensis domus antecedentis (1867-1932).

62. Crux, in die Oblationis Fratribus famulantibus tradenda, sexdecim centimetros habebit longitudinis, octo vero latitudinis (1879).

XIV.- De relationibus cum proximo (Const. art. 320-337).

63. Superiori ius erit apud se retinendi litteras subditorum, prout necessarium iudicaverit, exceptis iis de quibus in art. 320 Constitutionum(1906).

64. Magister novitiorum litteras absque licentia Superioris mittere aut recipere nequit, iuxta art. 320 Constitutionum, servato tamen praescripto in art. 608 (1926).

65. Quotidiananas aut periodicas ephemerides directionibus Sanctae Sedis non omnino conformes, illas quoque quas reprobaverit Superior Generalis vel Provincialis, non admittent Sodales nostri (1867-1920).

66. Ne in legendis ephemeridibus teratur tempus in damnum tum interioris vitae tum regularis disciplinae tum operum concreditorum (1893-1920).

67. Stricte prohibetur Missionariis, praesertim in longe dissitis regionibus, parentes vel propinquos ad se arcessere. Quod si jam in regione commorentur isti, omnino vetitum est ne sub eodem tecto cohabitent cum Sodalibus nostris (1887).

68. Omnes qui conventibus nostris intersunt, de domesticis negotiis aut de personis privatis consiliariter tractantibus, arcani lege tenentur: nemini ergo, nisi Superioribus maioribus, revelare possunt quae in iis dicta vel facta fuerunt (1887).

69. Provincialis determinabit dies feriarum, quae concedi solent singulis hebdomadibus (1893).

70. Ad Provincialem spectat in variis communitatibus secundum consuetudines et exigentias loci declarare, quibus ex causis vespere post orationem mentalem e domo egredi liceat et statuere horam regressus, ratione habita ministerii animarum. Si alia est ratio, nonnisi rarissime detur permissio egrediendi post orationem mentalem vespertinam, qua de re Superiores locales speciali modo invigilent (1893-1947).

XV.- De itineribus (Const. art. 338-348).

71. Quoad permissiones et expensas itinerum Missionariorum standum est, quae determinantur per "Statutum" (1947).

72. Religiosi, qui e Missionibus exteris in patriam ad tempus redeunt, subiciuntur quoad disciplinam religiosam Provinciali loci, in quo degunt, qui a Missionum Vicario de adventu Missionarii certior fieri debet. Permissiones itinerum intra Provinciam commorationis a Missionum Vicario dantur, a Provinciali nonnisi in casu urgenti. Itinera vero extra Provinciam commorationis aggredi non licet absque permissu Superioris Generalis (1926-1938-1947).

73. Vacationum duratio a Missionum Vicario determinatur non inconsultis Superiore Generali et ecclesiastico (1938-1947).

74. Extra casus per "Statutum" determinatos Missionum Vicario non licet remittere Missionarium, qui Missionem definitive relinquere debet, in alium Vicariatum aliamve Provinciam, absque praevia Superioris Generalis licentia, qui ipse Missionario dimisso Provinciam assignabit. Poterit tamen Missionum Vicarius, si imminens est periculum in mora, Missionarium pro tempore in aliam Provinciam mittere, Provinciali loci, quo mittitur, praemonito. Protinus tamen res deferenda est ad Superiorem Generalem, penes quem solum decisio definitiva est (1947).

75. Qui mittitur ad Missiones exteras, sub iurisdictione remanet Provincialis illius Provinciae a qua procedit, donec in Missionem suam pervenerit (1926).

76. Nemini fas est vacationes sibi vindicari, etsi causa legitima existente, otium denegandum non sit. Quapropter Superiores studeant ut otium conveniens praebeatur. Visitationes vero frequentiores et longiores apud propinquos omnino prohibentur (1893).

77. Provinciales nemini vacationes concedant, quin Superiorem localem praemoneant de tempore et modo concessionis, nisi petitionem subditi ab ipso Superiore locali commendatam acceperint (1926-1932).

78. Licentia adeundi publica loca balnearia valetudinis recuperandae gratia ne concedatur a Provincialibus sine gravi causa et ex vera necessitate (1920).

XVI.- De exsequiis et suffragiis (Const. art. 355-371).

79. Faciliter sodalibus permittatur, ut funeribus patris et matris intersint, nisi agatur de itinere transoceanico aut longiore iuxta aestimationem Provincialis; aegre vero pro aliorum propinquorum funeribus permissio detur, nisi forte vicinior sit locus (1893).

80. Die 10a Februarii quotannis in perpetuum celebrabitur missa in domo generali pro f.r. Leone XII de Societate nostra optime merito (1867).

81. In eadem domo, die anniversario, 21a Maii, celebrabitur missa ad impetrandam canonizationem Servi Dei Fundatoris nostri (1947).

82. Cum Capitulum generale ad eligendum Superiorem Generalem fuerit convocatum, missa de Requiem pro anima Superioris Generalis recenter defuncti cantabitur, priusquam Capitulo finis imponatur (1898).

83. Omnino stricta est obligatio celebrandi missas a Constitutionibus pro defunctis nostris praescriptas. Caritati fraternae prorsus congruum est et menti Constitutionum conforme, ut dictae missae a singulis sacerdotibus nostris personaliter persolvantur. Loco autem illorum, qui essent personaliter impediti, Superior de debita celebratione aliter providebit. Sacerdos vero commorans in domo non sua, si pro defuncto Sacrum obtulerit, obligatur ad stipendium huic domui praebendum vel ad aliam missam pro ea persolvendam (1920).

84. Missa cantata pro defunctis nostris praescripta art. 365 Const. celebrari debet in qualibet domo et residentia, etsi parva sit communitas. Qui hanc missam cantavit, non eximitur ab obligatione persolvendi aliam missam ex onere personali (1947).

85. Superior Generalis providebit ut pro defunctis olim ad Administrationem Generalem pertinentibus uberiora fiant suffragia (1947).

86. Curent Provinciales ut mox post obitum cuiuslibet sodalis ex Provincia breve saltem componatur encomium necrologicum, cuius transsumptum ad Administrationem Generalem mittere tenentur (1947).

XVII.- De Capitulo generali (Const. art. 372-429).

87. Ante celebrationem Capituli generalis instituatur ab Administratione Generali commissio ad examinandas et disponendas quaestiones deliberationibus Capituli subjiciendas (1908-1947).

88. Accepto nuntio convocationis Capituli Provinciales et Vicarii relationem de statu Provinciae vel Vicariatus parabunt Administrationi Generali exhibendam (1867-1932).

89. In forma decretorum lingua latina exarentur Capituli Generalis praescripta (1867).

XVIII.- De Superiore Generali (Const. art. 430-445).

90. Superiori Generali jus competit unius Provinciae subditos in aliam transferendi. Provincialis poterit animadversiones suas reverenter proponere; sed decisioni a Superiore Generali confirmatae demisso animo parere debet(1920).

91. Enixe monentur Vicarii Apostolici, Vicarii Missionum et Provinciales, ut juvenes quam plurimos ad nostram Societatem advocent et ut partem expensarum, si fieri poterit, sustineant. Recordentur tamen se nullum jus strictum in illos tirones proprie habere, cum primae litterae obedientiales semper ad Superiorem Generalem de jure pertineant (1920).

92. Curent Provinciales versionem litterarum encyclicarum majoris momenti Superioris Generalis in proprium idioma pro iis, qui linguam gallicam non intelligunt (1893-1898).

XIX.- De oeconomis (Const. art. 470-483; 559-561, 634-644).

93. In reddenda ratione suae administrationis coram Capitulo Generali, Oeconomus Generalis debet praesentare conspectum redituum et expensarum ordinariarum, et separatim conspectum expensarum extraordinariarum, si quae sint (1932).

94. Item debet Capitulo tabellam exhibere titulorum debiti publici, obligationum, actionum aliarumque similium (1932).

95. Pro omnibus suae Provinciae domibus schema conficiant Provinciales, quo ratio accepti et expensi exhibeatur, ab omnibus oeconomis fideliter servandum (1867).

96. Conficiatur etiam quaestionum elenchus, quo utantur Superiores ut norma reddendae rationis aerarii aliarumque referendarum rerum quae ad Provinciam vel Vicariatum spectant (1873).

97. In singulis Provinciis aut Vicariatibus, item in domo generalitia, eligatur sacerdos, etiam extra Consilium administrativum, qui omnibus edoceatur quae referuntur sive ad statum aerarii sive ad illius administrationis modum (1904).

98. Nullum mutuum in Societate, inter Provincias vel Vicariatus, detur, nisi quadam prius hypotheca in tuto positum vel cautione alia aequivalenti (1908).

99. Nisi aliter Provincialis decreverit, servetur norma ut quaelibet schedula bancaria duorum e nostris sacerdotibus chirographo muniatur ita ut pecunia semper in tuto sit (1920-1932).

100. Quamquam propter valorem imminutum pecuniae, in variis regionibus, non solum obligationes, ut aiunt, aut reditus Debiti Publici sed etiam actiones emere liceat, attamen bona Congregationis in aleam casus committere, in titulis incertis ea collocando (Fonds de spéculation), oeconomis nostris omnino prohiberi sciatur (1926).

101. Exemplaria authentica duplicata actorum legalium, quibus in Missionibus exteris iura Congregationis in bona propria nituntur, accurate mittantur Curiae Generali et in eius archivo serventur (1926).

102. Oeconomo Provinciali nullas expensas facere, sine permissu Provincialis, fas est iuxta Constitutiones; itemque, iuxta can. 843 et 844 par. 2, stipendia Missarum in codice praetermittere et aliis tradere nequit (1926).

103. Cujuslibet residentiae oeconomus proprio Superiori rationem reddet; Superior vero eam, sejunctim notatam, ad Provincialem transmittet (1867).

XX.- De Procuratore generali apud Sanctam Sedem (Const. art. 484-493).

104. Nemo facultates a Sancta Sede postulet quin petitio Provinciali tradatur subscribenda (1893-1932). (I)

XXI.- De Visitatoribus (Const. art. 494-507).

105. In actu visitationis fas est Provinciali oeconomum provincialem ut adiutorem adducere ad examen librorum perficiendum. Potest etiam illum

---

(1) Dans l'original, il y avait erronément: "(1920-1932)", au lieu de "(1893-1932)".

delegare quovis tempore ad inspectionem illorum librorum. Nullum autem ius oeconomo provinciali competit, ut ipse, propria auctoritate, dictam inspectionem librorum peragat (1920-1932).

106. Provincialis qui simul est Superior localis potest quidem visitationem huius propriae domus sicut et aliarum domorum provinciae facere; prudenter vero aget, si in casu speciali ad visitandam hanc domum alium sodalem delegat (1932).

XXII.- De Provincialibus et Vicariis (Const. art. 508-548).

107. Capitulum iterum declarat Provinciarum divisionem apud nos habere, communiter, secundum limites territoriales tantum; nihilominus, admittit alium divisionis modum aliquando, gravibus de causis, congruentiorem esse posse. Sed, in tali casu, motiva unice attendenda, et Sanctae Sedi subicienda ut impetretur exceptio, ex sola fidelium necessitate desumi debent (1920).

108. In relationibus ad Capitulum Generale vel ad Superiorem Generalem missis, Provinciales maiori cura de statu disciplinae religiosae in provinciis rationem reddant, ut facilius opportuna remedia adhiberi possint (1932).

109. Capitulum enixe hortatur Provinciales ut archivum Provinciae optimo ordine constituant, expostulatis etiam ad hunc finem, si opus fuerit, peritorum consiliis. Disponatur autem in hoc archivo, ad normam can. 379, armarium seu scrinium omnino clausum et obseratum, cuius apertio et inspectio, et quidem sub stricta lege arcani, iis ad quos pertinet reservantur (1920-1926).

110. Provinciales et Missionum Vicarii, casu quo quis e suis subditis a propria Provincia aut Vicariatu recedere debeat, plenas de illo informationes novo Superiori, praesertim quoad vitam et mores, exhibeant (1920).

111. De his quae in sessione Consilii Provinciae aguntur, debet relatio scripto confici quae vel in fine cuiusque sessionis, vel initio proximae sessionis legenda et ab omnibus subscribenda est (1932).

112. Status animarum, ecclesiarum, scholarum, institutionum charitatis, piarum associationum, omnium denique quae ad Fidei incrementum attinent vel conferunt, quotannis Administrationi Generali ab unoquoque Missionum Vicario referantur (1887).

113. In Vicariatibus, Dioecesibus aut paroeciis Societati nostrae commissis, habeatur nummorum computatio distincta et aerarium separatum Vicariatus, Dioecesis, paroeciae necnon operum omnium quae Ordinarii inspectioni subiciuntur ex una parte, Congregationis vero ex alia (1906).

114. Optat praeterea Capitulum generale ut, in his adjunctis, munera oeconomi religiosi et oeconomi ecclesiastici diversis titularibus conferantur (1920).

XXIII.- De Capitulo Provinciae vel Vicariatus (Const. art. 562-579).

115. Sodalis alicuius Provinciae, extra domum suam legitime degens, excepto tamen casu quo obtinuerit exclaustrationis indultum, voce passiva minime privatur. Sodalis autem alicuius Provinciae, qui in altera Provincia domicilium habet, voce activa gaudet pro Provincia et domo domicilii. Si vero in Provincia et domo solummodo transeunter hospitatur, sine domicilio, voce activa gaudet pro Provincia cui adscriptus est (1867-1920-1932).

116. Superior localis qui de iudicio Provincialis cum suo consilio legitime impediretur quominus ad capitulum provinciale conveniret, votum suum decisivum in schedula obsignate mittet, prout art. 572 de delegato principali vel subsidiario dicitur (1932).

117. Ut praecaveatur ne in capitulo domus, districtus vel provinciae aliquis pro seipso suffragium ferat, unusquisque vocalis schedulam aliquo signo munitam suo nomine signabit et schedulam ita claudet ut eius nomen a scrutatoribus legi non possit. In casu quo aliquis obtinuerit non plus quam vota stricte necessaria, electus suam schedulam manifestabit, ita ut scrutatores possint eam plene aperire et verificare utrum sibi ipsi suffagium dederit; in hoc casu electio secundum Jus canonicum (can. 170) esset nulla (1932).

118. Mandatum, quo Superiores locales et delegati ad Capitulum mittuntur, non ut privilegium est habendum, sed ut onus quod, sine gravi causa, recusare non possunt; et, quo majoris momenti est electio, eo majores requiruntur causae ad mandatum recusandum. — Casu quo, dimisso conventu, aliquis ad Capitulum delegatus a mandato excusari vellet, ad Provincialem rem deferat, si agatur de electione locali; ad Superiorem vero Generalem, si agatur de electione provinciali. Si, eorum judicio, deputatus ad Capitulum sua obligatione solvatur, transibit onus, ipso facto, ad delegatum subsidiarium qui, juxta praescripta Constitutionum, in quolibet conventu est designandus (1873-1920).

119. Provincialis vel Vicarius quamprimum notum faciant Superiori Generali nomen delegati Provinciae vel Vicariatus (1873).

XXIV.- De Superioribus localibus (Const. art. 580-605).

120. Enixe postulatur a Superioribus, ne in variis sacri ministerii operibus neo-presbyteros adhibeant, nec illos sine debitis instructionibus ministerium adimplere permittant (1893).

121. Superioribus localibus munus incumbit invigilandi ut omnes subditi ea, quae ad nostram Societatem spectant, cognoscant. Ideo publicationum nostrarum tot exemplaria expostulent, quot suae domui necessaria existimant. Litterarum encyclicarum gravioris momenti ipsamet Administratio Generalis singulis sodalibus exemplar distribuet, quae, si exhaustae fuerint, iterum typis mandabuntur (1898).

122. Praesente Provinciali, Superior subditos suos corrigere potest, cum vi art. 501 Const. etiam Superiore majore praesente, omnia jura sui officii retineat (1926).

123. Directoribus residentiarum nequeunt, per se, constitui assessores ad instar. Verumtamen, in particularibus adjunctis, valebit Provincialis, prout ipse opportunum judicaverit, alicui Directori Consilium assignare quod munus suum exercebit juxta peculiaria Provincialis statuta (1920).

124. Quoad admonitiones, Superiori aliquando faciendas, sequentia ab omnibus semper mente retineantur: 1° grave officium committitur Superioris Admonitori, qui serio perpendere debet qualiter et quandonam monendus sit Superior; 2° Superior monitionem sibi factam humiliter audiat nec hujus unquam originem inquirat; 3° illicita esset plurium simul chirographo signata monitio. Quod si forte plures in eamdem sententiam concurrerint, Superiorem moneant singuli, aut Admonitori rem committant, aut tandem ad Provincialem omnia deferant (1867-1920).

125. Jura et officia Superiorum incipiunt a die quo ipsorum nominatio communitati ab ipsis regendae promulgatur; perseverant autem usque ad nominationem pariter promulgandam successoris (1920).

126. Professio fidei, can. 1406 Superiori praescripta, coram communitate in aula capitulari emittatur (1920-1932).

127. Quoad iura Directoris residentiae, capitulum declarat, secundum art. 513 et 605 Constitutionum ipsi competere ius aperiendi litteras subditorum, necnon faciendi collationem spiritualem de qua art. 270 et sequ. constitutionum, nisi Provincialis, ob speciales circumstantias auctoritatem Directoris in hac re restrinxerit (1932).

XXV.- De bibliothecae praeposito (Const. art. 661-667)

128. In quavis Societatis domo, bibliothecae valvis inhaerebit sequens monitum: De mandato admodum Reverendi Patris Generalis, penitus prohibetur librum de bibliotheca auferre aut extraneis commodare, absque scripta a Superiore licentia (1867). (1)

129. Optandum est ut in singulis bibliothecis nostris habeantur libri a nostris conscripti (1926).

XXVI.- Quales esse debeant qui Familiae nostrae nomen sunt daturi (Const. art. 682-698).

130. Nihil intentatum relinquant Sodales nostri ut Congregationi honor accrescantur et numerus. Quapropter, tum viva voce, occasione missionum vel exercitiorum spiritualium, tum scripto, per libellos vel ephemerides, omnem navabunt operam ut optimi et plurimi tirones ad nos adducantur et, simul, ut subsidia colligantur quibus scholastica nostra instituta sustentari possint (1893-1920).

131. Perutilem sane operam agent Sodales nostri, si eorum quos Deus ad nos advocat numeri augendi causa, seminaria, in quibus clerici versantur,

---

(1) Dans l'original, il y avait erronément: "(1859)" au lieu de "(1867)".

invisant, ibique exercitia spiritualia praestent, cum directoribus et alumnis amicas jungant consuetudines, ac demum ephemerides, quibus Societas nostra undique notior evadat, diffundant (1893).

132. Inter juniores nostros alumnos instituendos ne recipiantur juvenes, qui non modicam saltem pensionem solvant, nisi Provincialis pro singulis casibus aliter judicaverit. Pensiones personales tamen pensionibus fundatis suppleri possunt (1906-1920).

XXVII.- De Oblatione (Const. art. 732-746).

133. In obsequium erga Immaculatam Conceptionem Beatae Mariae Virginis, perpetua vota emittens album scapulare, imagine Beatae Mariae Virginis Immaculatae ornatum, semper deferendum, simul ac Crucifixi effigiem, vocationis suae vexillum, accipiet (1867).

XXVIII.- De domibus studiorum (Const. art. 747-761).

134. Instituatur in scholasteriis nostris cursus theologiae asceticae, item in scholasteriis et novitiatibus series lectionum historiae Congregationis. Tradatur pariter scholasticis nostris notitia de ratione aerarii conficienda (1920).

135. Professores et alumni excitantur ut ad gradus academicos contendant. Juniores et scholastici linguam gallicam et anglicam addiscant (1879-1887-1947).

136. Brevis historia Congregationis nostrae praeparetur et in lucem edatur, ut in domibus, ubi instituuntur alumni nostri, res gestas antecessorum cognoscant et sic facilius et plenius spiritum Familiae nostrae hauriant (1926).

137. Nominetur a Superiore Generali director studiorum in Administratione Generali, qui speciali modo studiis et formationi tum scholasticorum tum novitiorum tum juniorum totius Congregationis provideat (1947).

138. Mandat Capitulum ut Provinciales Superiori Generali quotannis relationem exhibeant de examine theologico, a neo-presbyteris nostris subeundo, et de notis quas singuli meruerunt, quae, si insufficientes sint, examen anno proximo repetendum erit, protrahendo periodum examinum ultra quinquennium (1873-1920-1938).

XXIX.- De fratribus famulantibus (Const. art. 762-784).

139. Missionibus exteris non deputentur fratres famulantes, nisi post sufficientem probationem (1867-1932).

140. Relaxationi quotidianae omnes intersint, quin tamen auctoritatis competentis mandato se subducere possint, si forte eo tempore aliud ipsis injunctum fuerit (1867).

141. Provincialis est decernere, num et quales ephemerides a fratribus legi possint (1926).

142. Quicumque in statu laicali Congregationi adscribi vult, statim ab ingressu schedulam lingua vernacula et ad normam juris civilis loci redactam subscribet tenoris sequentis: "Ego, infrascriptus N... obtestor me nomen dedisse Societati Oblatorum B.M.V.I., non quasi servum, sed socium. Obtestor praeterea me, si quacumque de causa ab ea egressurus essem, nihil pro laboris stipendio exigere posse. Datum... die... mensis... anni... (1867).

XXX.- De egressu et de dimissione e Societate (Const. art. 785-798).

143. Qui e Societate sponte fuerint egressi aut a Superioribus rite dimissi, quandiu egressi aut dimissi manebunt, nobis tanquam simpliciter extranei erunt habendi (1893-1920).

XXXI.- De cognitione et operibus Congregationis propagandis et promovendis.

144. Agentia Romana O.M.I. (AROMI) semel per mensem de rebus in familia gestis Congregationem edoceat lingua gallica et anglica (1947).

145. Periodicum trimestre, cui titulus "Missions" duas partes habebit. In prima parte Acta S. Sedis, quae ad nostros attinent, necnon Acta Administrationis Generalis promulgentur, insuper relationes Provincialium et Vicariorum; altera in parte refertur de iis, quae in variis Congregationis partibus fiunt. Acta S. Sedis et Administrationis Generalis latine evulgantur, caetera lingua gallica aut anglica (casu occurente germanica vel alia) addito reassumpto in altera lingua (1947).

146. Elenchus sodalium nostrorum breviore quadam forma saepius conficiatur (1920).

147. In unaquaque Provincia a Provinciali designabitur sodalis, qui Congregationem eiusque cognitionem et opera speciali modo propaget et promoveat ad vocationes Congregationi adducendas et subsidia pecuniaria comparanda. Ipsi pariter speciali modo cordi erit diffundere informationes de statu causarum nostrarum beatificationis. In suo munere fungendo (cf. n.23) immediate administrationi provinciali subicitur, etiam in bonis ad id pertinentibus administrandis (1947).

148. Omnium eorum, quae typis a nostris eduntur, duo exemplaria Administrationi Generali mittantur; si agitur de rebus ad Missiones exteras spectantibus, insuper aliud exemplar Pontificiae Bibliothecae S.C. de Propaganda Fide mandetur.

Conficiatur et mittatur ad Administrationem Generalem ab omnibus Provincialibus et Missionum Vicariis elenchus omnium librorum, qui a nostris compositi sunt, etiam nondum praelo evulgatorum v.g. grammaticarum et vocabulariorum in linguis indigenis (1947).

149. In sigillo et stemma nostrae Congregationis, prout traditum est, nihil immutetur (1947).

150. Solius Superioris Generalis est nominare Oblatos honoris causa (1947).

151. De Associatione Missionaria Mariae Immaculatae statuta sunt, quae sequuntur:

a) Superior Generalis Associationi Secretarium Generalem Romae residentem in Curia Generali constituat.

b) A Superiore Generali pariter nominetur, Provinciali praesentante, Director provincialis in qualibet Provincia.

c) Secretarius Generalis communi consilio procedat cum Directoribus provincialibus ad unitatem obtinendam in statutis, in obligationibus, in modo inscriptionis in libris Associationis.

d) Provincialis in unaquaque domo sodalem nominet, qui curam gerat Associationis.

e) Titulus Associationis erit deinceps in universa Congregatione: "Consociatio Missionaria Mariae Immaculatae", qui titulus ab omnibus Provinciis adoptandus et in omnibus linguis verbatim traducendus est (1926-1947).

XXV

CHAPITRE GENERAL DE 1953

Bibliographie:

Registre des Chapitres généraux, t.VI, p.3-249;

Circulaires administratives, t.V, p.405-475 (Circ. N.195);
482-485 (Circ. N.198);
VI, p.5-30 (Circ. N.200);
31-77 (Circ. N.201);
107-168 (Circ. N.203);
169-180 (Circ. N.204);
181-195 (Circ. N.205);
197-214 (Circ. N.206);

Missions 1953, p.1-295, 312-564, 595-681;

A.R.O.M.I., 1953, p.18, 89, 90-91.

§ I .

Schéma historique

I) Convocation

C'est un Chapitre ordinaire, et il fut convoqué par le P. Deschâtelets au terme du sexennat, selon la prescription de la Règle.

II) Déroulement

A) Ambiance.

1°) Lieu - Le Chapitre s'assembla à Rome, dans la nouvelle maison générale de Via Aurelia.

2°) Durée - Il s'ouvrit le 1er mai et se clôtura le 27 du même mois; il dura donc 27 jours.

3°) Membres - Y participèrent 84 capitulants, qui représentaient 6264 profès, dont 33 évêques, 3945 Pères, 1092 scolastiques et 1194 convers, sans compter 400 novices et 4230 junioristes.
Ils auraient dû être 87, mais 3 furent absents.
Malheureusement la liste des noms n'a jamais été publiée; celle de A.R.O.M.I. 1953, p.18, antérieure au Chapitre, ne correspond pas exactement.

4°) Commissions - Il y eut 7 Commissions; à savoir: 1) de la Règle et de la discipline, 2) de l'administration, 3) das oeuvres, 4) des missions étrangères, 5) des études et de la formation, 6) des finances, et 7) de la propagande.

5°) Séances - Il y eut 31 séances générales, sans compter les séances particulières des Commissions.

B) Travaux

Les travaux du Chapitre se déroulèrent sous la présidence du P. Deschâtelets.
En voici un aperçu:

1°) Allocution initiale du P. Deschâtelets; et Rapports sur la Congrégation en général, et sur les Provinces et Vicariats.

2°) Discussion des affaires.
On y traita plusieurs questions. A noter surtout:
1) l'addition au texte de la Règle de deux nouveaux articles sur l'érection des Vicariats, des maisons et des résidences en pays de mission, où il n'était pas toujours possible de trouver toutes les conditions requises pour de telles érections;
2) la décision, en ligne de principe, du second noviciat;
3) l'addition, au texte de la Règle, d'un nouveau paragraphe sur le Directeur général des études;
4) les autres décisions qu'on peut lire dans la Circulaire N.203.

3°) Election, le 27 mai, des PP. Jean Drouart, Robert Becker, Joseph Birch, Sinphorien Lucas, Stanislas La Rochelle, et Jean Walsh comme assistants généraux, et du P. Edmond Servel comme économe général.

C) Evénements

1°) Envoi d'un télégramme au Pape, le 1er mai.

2°) Consécration épiscopale du P. Jean Boekenfoehr, le 3 mai, dans la Chapelle de la maison générale.

3°) Visite et allocution du P. Arcadius Larraona, secrétaire de la Sacrée Congrégation des Religieux, le 5 mai.

4°) Audience du Pape Pie XII au Chapitre, le 9 mai.

III) Importance

C'est le vingt-cinquième Chapitre général de la Congrégation, et il a donné une nouvelle impulsion à l'observance fidèle des Règles et, en même temps, à l'esprit d'adaptation de la Congrégation aux ministères modernes d'apostolat.

§ II

Texte des Actes

Les Actes de ce Chapitre n'ont pas encore été publiés.

Cette lacune est comblée, au moins en partie, par la Circulaire N.203 qui nous donne le compte-rendu des décisions du Chapitre.

APPENDICES

Nous donnons ici, en trois Appendices, les Actes des Chapitres généraux de 1904, de 1906 et de 1920.

Les deux premiers ne sont pas officiels, parce qu'ils n'ont pas été promulgués; les derniers ont été promulgués, mais ensuite il y eut les nouveaux Actes officiels que nous avons déjà donnés.

APPENDICE I

ACTES DU CHAPITRE GENERAL DE 1904

(D'après un document manuscrit des Archives Générales)

I. Décrets

1° Que les Provinces de France, dans les Régions atteintes par la persécution, soient divisées en Districts; à l'instar de ce qui existe dans plusieurs de nos Vicariats, avec un Supérieur et deux Assesseurs pour chaque District.

2° Autant que la prudence le permettra, ces Pères se réuniront une fois le mois pour la retraite mensuelle et la conférence théologique. S'ils ne peuvent se rendre à ces réunions ils correspondront une fois le mois avec le Supérieur, de manière à rester dans la ligne de l'obéissance et de la pauvreté. Le Supérieur lui-même profitera de toutes les occasions pour les visiter.

3° Les Pères de ces Districts seront appelés à tour de rôle pour prendre part à la retraite annuelle dans une maison régulière. Pour les autres détails relatifs à leur situation on s'en rapportera à la sollicitude des autorités majeures, générale et provinciale.

4° On récitera, après chaque Messe, l'invocation trois fois répétée: Cor Jesu Sacratissimum, miserere nobis.

5° Une surtaxe de 50 francs de contribution pour chaque Père est décrétée par le Chapitre. Si cette surtaxe est insuffisante pour combler entièrement le déficit, le Procureur général répartira le payement de ce déficit sur toutes les Provinces et tous les Vicariats qui ont pris l'engagement d'y faire face.

II. Voeux

1° Que l'on prépare, pour être ensuite approuvé et appliqué dans la Congrégation, un Code pénal.

2° Que dans chaque Province ou Vicariat ainsi qu'à la maison générale, un Père soit mis au courant de la comptabilité du Procureur; que la feuille de comptes apportée au Chapitre général par les Vicaires et Provinciaux soit signée par les membres du Conseil.

3° Que la fête de l'Immaculée Conception devienne une fête privilégiée, dans la Congrégation et que la fête de N.D. de la Miséricorde soit élevée au rite double de 2 classe, en raison du Scapulaire du Sacré-Coeur qui nous a été confié.

4° Qu'on envoie aux Universités de renom des sujets qui ont donné des preuves de leurs aptitudes; mais que les Provinciaux obtiennent la permission du Supérieur Général avant de les envoyer. Qu'ils fassent aussi

connaître au Supérieur Général les qualités des sujets à envoyer, les Universités qu'ils devront fréquenter et les conditions dans lesquelles ils s'y trouveront.

5° Qu'il soit envoyé une supplique au Pape pour demander avec le plus grand respect l'examen de la cause de Béatification de Pie IX.

6° Que l'on fasse la demande de nouvelles indulgences en faveur du Scapulaire du Sacré-Coeur.

7° Que l'on crée, avec le concours d'artistes s'il est nécessaire deux modèles spéciaux d'images du Sacré-Coeur et de la Vierge Immaculée pour l'usage de la Congrégation.

8° Que l'on prépare, pour l'admission aux voeux et aux saints ordres un Directoire qui restera à l'état de manuscrit à l'usage seulement de la Congrégation.

9° Que l'on s'adonne à l'étude de l'anglais dans les juniorats et les scolasticats.

10° Qu'un avertissement à propos de la pratique du voeu de pauvreté, spécialement en ce qui concerne les dépenses inutiles, soit adressé à la Congrégation.

11° Qu'un Règlement bien précis (modus vivendi) soit établi entre la Congrégation et les Vicaires Apostoliques ou les Evêques de nos Missions et que, dans tous les cas, l'autorité des Supérieurs locaux et autres soit sauvegardée.

12° Que les Provinciaux veillent avec le plus grand soin sur le choix du personnel des Maisons de formation; qu'il y ait dans les juniorats une plus grande stabilité du personnel et une application plus rigoureuse des Directoires approuvés.

13° Que les classes de politesse soient rétablies dans les noviciats et que les Supérieurs veillent à l'observance de cet article de Règlement.

14° Que l'on étudie la question de la représentation de l'Université d'Ottawa au Chapitre Général concurremment avec la représentation de la Province de façon que les proportions entre le nombre des Pères soient mieux gardées.

15° Qu'il soit établi un bureau central d'informations et de Propagande.

16° Que le Siège définitif de l'Administration générale soit transféré à Rome. Toutefois,vu les circonstances, que le Supérieur général, de l'assentiment de son Conseil, comme il est prévu par la Règle, se choisisse une résidence provisoire et que l'Administration y soit, aussi vite que possible, réorganisée.

III. Déclarations

1° Le Provincial, assisté de son Conseil, a une autorité immédiate pleine et entière, quoique dépendante du T.R.P. Général, sur tous les Supérieurs et sujets, sur toutes les maisons et les oeuvres de la Province et, pour les cas ordinaires, cette autorité est suffisante.

2° Néanmoins, l'autorité du Supérieur Général sur les Provinciaux, les sujets, les maisons et les oeuvres de chaque Province, est absolue; mais elle ne s'exerce, ordinairement que par l'intermédiaire du Provincial et n'intervient directement que dans des cas exceptionnels et non d'une manière habituelle.

3° En conséquence, le Provincial fait ordinairement les nominations, les fondations de maisons, sauf approbation du Supérieur Général selon la Règle; admet aux voeux, sauf confirmation par le même Supérieur Général; donne les permissions qui sont de son ressort; en un mot, administre et gouverne la Province avec l'assistance de son Conseil.

4° Le Provincial, dans son gouvernement, doit s'inspirer des vues de son Supérieur Général, lui rendre un compte régulier et exact de toute son administration, lui demander les approbations exigées par la Règle, recevoir ses observations et en tenir compte. Mais le Provincial doit gouverner avec ses Assesseurs et ne pas se passer de leurs conseils, sous prétexte de régler tout avec le Supérieur Général, car ce serait détruire le gouvernement provincial établi par le Fondateur.

5° Aucun Supérieur ni aucun sujet de la Province, bien que pouvant toujours avoir recours au Supérieur Général, ne peut être admis à se soustraire à l'autorité du Provincial pour ne dépendre que de l'Administration Générale.

6° Le Supérieur général a le droit absolu de donner la première obédience, aux sujets sortant des noviciats et des scolasticats. Que si des Provinciaux ou des Vicaires des Missions ont fait des sacrifices en faveur des oeuvres de formation, il est juste de leur donner un surplus de sujets proportionné à ces sacrifices.

7° Le Chapitre laisse à la sollicitude de l'Administration Générale, le soin de la traduction de la Règle des Frères convers en diverses langues.

8° Il n'est pas possible d'avoir l'uniformité complète du costume dans toute la Congrégation, en ce qui concerne le col romain. C'est au Provincial avec son Conseil de décider si ce col peut être mis en usage dans sa Province. Mais il doit y avoir uniformité dans chaque Province et le collet de la soutane doit être sans échancrure.

9° Le Chapitre est d'avis qu'il ne faut accepter que difficilement les fondations nouvelles et qu'il faut fortifier les oeuvres déjà existantes.

10° Les Règles théologiques au sujet des honoraires de Messes doivent être rappelées aux membres de la Congrégation, plusieurs paraissant les oublier et s'en écarter.

11° Est réprouvé l'usage non conforme à la Règle en vertu duquel le remplaçant d'un Supérieur de Scolasticat absent se croit en droit d'ouvrir les lettres.

12° Les Frères convers ne doivent assister à aucun Chapitre local ou provincial.

13° Aucune Messe ne doit être inscrite sur le Régistre des Messes acquittées tant qu'il n'est pas certain qu'elle a été dite à l'intention du Supérieur.

14° Le Chapitre rappelle l'article de la Règle. "Nocte ingruente fiet regressus". Dans le Code correctionnel une peine devrait être insérée contre les délinquants, s'il y avait récidive de manquement grave à l'obéissance.

15° Bien que les Missions soient la fin principale et première de l'Institut, cependant l'Apostolat près des ouvriers, sous toutes les formes approuvées par le St Siège et l'Episcopat, selon les principes de Sa Sainteté Léon XIII "De conditione opificum" et le "Motu proprio" de Sa Sainteté Pie X sur la même question, et en dehors de tout parti politique, est non seulement conforme à la fin de l'Institut, mais encore doit être vivement encouragé dans les temps actuels.

16° Le Chapitre général a droit de contrôle sur l'usage que ferait le Supérieur Général des pouvoirs extraordinaires dont il use dans les diverses Provinces.

Conclusions votées par le Chapitre de 1904, d'après les Procès-Verbaux.

APPENDICE II

ACTES DU CHAPITRE GENERAL DE 1906

(D'après un document manuscrit des Archives Générales)

1° Procurator generalis tenetur rationem reddere singulis mensibus, au lieu de sex mensibus.

2° La taxe annuelle de chaque Père est élevée de 100 francs.

3° Les supérieurs, professeurs et économes des scolasticats et juniorats ainsi que les maîtres des novices et leur Socius sont exemptés de la taxe générale.

4° Les scolasticats sont placés sous la juridiction immédiate des Provinciaux.

5° La nomination des professeurs comme celle des modérateurs de scolasticat est soumise à l'approbation du Supérieur Général. (Modif. de la Règle page 149).

6° Le privilège des 4 plus anciens supérieurs de la Province qu'habite le Supérieur Général d'assister au Chapitre où doit se faire l'élection du nouveau Supérieur Général est abrogé. (Approuvé par le Saint-Siège).

7° Les novices qui sont dans les ordres sacrés doivent faire comme les autres des voeux temporaires avant d'être admis à la profession perpétuelle.

8° Abrogation de l'article des Constitutions d'après lequel le Siège de l'Administration générale était obligatoirement fixé en France (Approuvé à Rome).

9° Aucune maison ou résidence ne doit rester soumise immédiatement à la juridiction du Supérieur Général, à l'exception de la Procure de Paris.

10° "Capitulum generale decernit doctrinam illam quae ab ejus auctore, aut principali fautore, Loysiana nuncupatur vel aliam ejusdem generis, pessimam ac infandam luem a nobis habendam esse, atque ab Instituto quovis modo arcendam. Quapropter, si quis professor, in Scholasteriis nostris aut Seminariis, illam quovis modo propugnare aut propagare audeat, Provinciali ac Superiori generali absque mora denuntietur, atque, de imputato delicto convictus, primum deponatur de officio docendi, deinceps, nisi resipuerit, ejiciatur".

11° Chacun des Oblats à voeux perpétuels, à quelque Province ou Vicariat qu'il appartienne, n'a droit, après sa mort, qu'à une seule Messe.

12° Superior Generalis auctoritate pollebit suprema (au lieu de "absoluta").

13° De pecuniis sibi commissis nihil insumere poterit (Procurator generalis) pro impensis solvendis, nec eosdem collocare aut collocatos alio transferre valebit absque etc...

14° Que les Provinciaux et Vicaires des Missions fassent un règlement en rapport avec les exigences locales en vue de remplacer moralement la double clef dans les pays où l'argent de la caisse est en banque.

15° Qu'un Règlement administratif pratique et explicatif de nos Constitutions soit préparé par l'Administration Générale.

16° Qu'on se débarrasse des immeubles qui ne sont d'aucun profit mais plutôt une lourde charge pour la Congrégation.

17° Que des mesures pratiques soient prises pour développer l'esprit apostolique dans la Congrégation, surtout en ce qui concerne l'évangélisation et l'instruction des peuples confiés à nos soins.

18° Qu'on n'accepte pas dans nos juniorats des enfants qui ne peuvent pas payer au moins une partie de la pension.

19° Que la "Marianischer Missionsverein" fondée par la Province d'Allemagne soit admise en participation des prières, suffrages et bonnes oeuvres qui se font dans la Congrégation.

20° Que l'on fasse une traduction complète de nos Saintes Règles en langue vulgaire à l'usage de nos frères convers.

21° Que l'on publie, ainsi que cela se pratiquait jusqu'à ces derniers temps, les actes et les décisions des Chapitres généraux.

22° Que l'on consulte la S. Congrégation des Evêques et Réguliers pour savoir si un supérieur peut être nommé, après six ans, supérieur d'une autre maison; également pour savoir si les actes d'un Conseil provincial incomplet sont valides.

23° Que les Provinciaux fassent leur visite canonique régulièrement tous les ans.

(24°) Qu'à l'article XI (du) § III. De Assistentibus Superioris generalis soient ajoutés tous les cas où les Assistants ont voix délibérative...

(25°) Que le Supérieur général rappelle aux Admoniteurs qu'ils sont obligés de remplir leurs fonctions selon la Règle.

(26°) Pour interpréter les articles de la Règle au sujet du superflu des maisons le Chapitre déclare qu'il faut s'en tenir aux explications données à ce sujet par les Chapitres de 1867 et 1887 n° 142.

(27°) Les concours pour les scolastiques de Rome demeurent supprimés jusqu'au prochain Chapitre.

(28°) Les délégués sont tenus de remettre au Chapitre les questions qui leur viennent de leurs Provinces respectives.

(29°) Les voyages des Missionnaires des Pays étrangers en Europe ne doivent être faits que pour des raisons graves et avec l'autorisation du Supérieur Général. Les procureurs vicariaux ou provinciaux ne doivent avancer les fonds nécessaires pour ces voyages que sur la vue de leur autorisation par qui de droit, et seulement les frais du voyage, les autres dépenses restant à la charge du voyageur ou de ceux qui le commissionnent.

(30°) Conformément aux déclarations des Chapitres de 1867 et de 1898 le Chapitre de 1906 adopte ce principe: "Literariam juventutis institutionem in seminariis aut collegiis, finibus Instituti non adversari; imo illis esse omnino conformem. Mais il ajoute cette remarque: Intra limites tamen instructionis Fundatoris nostri "De exteris Missionibus".

(31°) Il n'est pas douteux que le choix d'un Manuel de Philosophie et de Théologie dans nos Scolasticats ne soit de la compétence des Supérieurs majeurs. Que l'on doive s'astreindre aux méthodes admises jusqu'ici et ne pas les changer sans l'assentiment des mêmes Supérieurs. Qu'un Manuel est utile et doit être habituellement suivi par le professeur et les élèves. Le professeur peut d'ailleurs suppléer à ses lacunes, s'il y a lieu. Le choix des auteurs à consulter est laissé à sa sagesse. Le Chapitre pense que les professeurs s'inspireront utilement des prescriptions spéciales aux Séminaires (Ch. III, § I et II) quoiqu'elles ne soient pas obligatoires dans les Scolasticats.

(32°) Conformément au texte et à l'esprit de nos Constitutions "De Visitatoribus", les Assistants généraux ne peuvent pas être envoyés habituellement comme Visiteurs, surtout dans les Missions lointaines. Les Visiteurs doivent être choisis en dehors du Conseil général.

(33°) La ligne de conduite à tenir par rapport à nos immeubles de France confisqués sera la suivante: Nous conservons tous nos droits sur nos immeubles. Nous ne pouvons pas les racheter nous-mêmes. Nous autorisons les personnes qui voudraient faire une bonne oeuvre et munies de la permission du Saint Siège et des supérieurs majeurs, à les racheter à leurs risques et périls sous la condition de les rendre à leurs vrais propriétaires dès que les circonstances le permettront. Il y aurait alors un arrangement à l'amiable pour fixer les compensations dues à ces personnes.

(34°) Le supérieur a le droit, quand il le juge à propos, dans sa prudence et sa sagesse, d'intercepter les lettres, même celles qui porteraient en suscription: Confidentiel... Matière de Direction, de Confession...

(35°) D'après l'usage, les Maîtres des novices jouissent de la franchise des lettres.

(36°) Tous les membres de la Congrégation doivent occuper une place plus ou moins importante dans les Notices Nécrologiques.

Conclusions votées par l'Assemblée Capitulaire, d'après les Procès-Verbaux.

APPENDICE III

ACTES DU CHAPITRE GENERAL DE 1920

(D'après les Circulaires administratives, t.III, p.411-416).

Décrets

1. Il ne sera pas hors des finalités de la Congrégation qu'elle accepte exceptionnellement quelque oeuvre d'enseignement, même en pays civilisé. (Ce décret doit devenir point de Règle, après approbation du Saint-Siège).

2. Dans la prière du soir, après le Pape, sera nommé le Cardinal Protecteur.

3. La Congrégation sera consacrée solennellement à Marie Immaculée, et cette Consécration renouvelée le 17 Février et le 8 Décembre de chaque année.

4. On récitera désormais les Litanies de Saint Joseph après le Chapelet.

5. Délimitation des Provinces:
a) le Chapitre maintient le principe de la délimitation territoriale pour la division des Provinces;
b) Il admet qu'il peut y avoir des exceptions pour de graves motifs;
c) Il déclare que les raisons invoquées pour demander quelque exception au Saint-Siège devront être basées uniquement sur le besoin des fidèles.

6. Il est interdit aux membres de la Congrégation de s'affilier à une société quelconque sans l'autorisation du R.P. Provincial.

7. Il faut se tenir dans la mesure du possible à l'obligation de faire signer les chèques par deux Pères.

8. Les prêtres qui n'ont pas encore les voeux perpétuels pourront porter la Croix in actu missionis.

Déclarations

1. Le Supérieur Général a le droit de changer un sujet de Province; le Provincial peut présenter des observations respectueuses; mais si l'obédience est maintenue, il doit s'incliner.

2. Les Vicaires Apostoliques et les Provinciaux, lorsqu'un sujet quitte leur Province ou Vicariat, doivent donner des renseignements complets sur son état moral.

3. Il appartient au Provincial de contrôler les Collèges, soit par lui-même, soit par un délégué.

4. Les pouvoirs des Supérieurs commencent à la promulgation de leur nomination et durent jusqu'à la promulgation de celle de leurs successeurs.

5. On ne peut donner aux Directeurs des Résidences des assesseurs ad instar, mais, dans certains cas, le Provincial pourra leur imposer de consulter leurs Pères.

6. En faisant une instruction tous les quinze jours à leur communauté, à l'occasion de la coulpe, les Supérieurs sont en règle avec le Droit Canon.

7. Dans les Conférences théologiques, on peut traiter des questions d'Ascétisme et de Droit Canon, sans aller contre la Règle.

8. Omettre Vêpres et Complies in actu missionis serait une faute de la même gravité que celle de la non-récitation de l'office entier.

9. Le Provincial seul peut donner à un sujet la permission d'acheter une automobile.

10. Il appartient au Vicaire des Missions de régler qui doit payer le voyage d'un missionnaire.

11. Les voyages en Europe touchent en quelque façon aux oeuvres du ministère, en ce sens qu'ils peuvent provoquer un arrêt de ces oeuvres ou en entraver la marche. La permission de l'autorité ecclésiastique est alors requise. En pratique, la permission doit être demandée au Vicaire des Missions, qui s'entend avec les Supérieurs ecclésiastiques. S'il y a conflit, ceux-ci l'emportent, salvo recursu ad S. Sedem.

12. L'acquit des messes pour nos défunts est une obligation grave et personnelle: chaque Père, à moins d'impossibilité, doit les célébrer. Les Supérieurs Provinciaux et locaux sont priés de veiller à ce que même les Pères dispensés de résidence s'acquittent de ce devoir imposé par la Règle. Si quelqu'un s'en dispense, le Supérieur le sommera d'obéir aux Constitutions, et, au besoin, avertira l'Administration Générale. Le Supérieur ne peut dispenser de cette obligation, le droit d'un tiers étant engagé.

Un Père indisposé est tenu de dire cette messe dès qu'il pourra.

Un Père de passage doit, ou bien remettre sa messe à plus tard, ou mieux l'acquitter immédiatement et suppléer par la célébration d'une messe supplémentaire à l'intention de la maison où il passait à ce moment, ou par le don du stipendium de la messe.

13. Visite des comptes locaux:

1. La Règle prescrit aux Provinciaux et Vicaires la Visite personnelle des Provinces et Vicariats (art. 567,568): cette Visite comporte le contrôle des livres des économes locaux (art. 569,530). La Règle ne contient rien qui confère à l'Econome Provincial ou Vicarial le droit de Visite des dits livres.

2. Le T.R.P. Général peut donner, dans des cas particuliers, aux Economes Provinciaux et Vicariaux le droit et la charge de contrôler les livres des économes locaux, comme il peut nommer des Visiteurs pour les Provinces.

3. A l'occasion de sa Visite, le Provincial ou Vicaire peut emmener avec lui son Econome pour l'aider dans le contrôle des livres.

4. La nouvelle législation canonique donne au Provincial le droit, s'il ne peut pas faire lui-même sa Visite régulière, de nommer un Visiteur pour le remplacer, au besoin un spécialiste, comme son Econome.

Recommandations

1. Le Chapitre recommande aux Provinciaux de tenir en ordre leurs archives et de se faire aider en cas de besoin.

2. Il faut entreprendre une propagande, pour le recrutement des Frères convers et des Junioristes et Novices, soit de vive voix dans les Missions et Retraites, soit par des brochures, journaux hebdomadaires, Revues religieuses, et les Provinciaux emploieront à cet effet les Bureaux de Presse dont ils disposent.

3. Que les Provinciaux, Maîtres des Novices et Modérateurs des Scolastiques préparent les jeunes gens qui entrent chez nous à toutes les oeuvres de la Congrégation.

4. Que le Professeur d'éloquence s'inspire davantage du Manuel des Missions composé par le R.P. Audruger.

5. Dans le Cours de Pastorale, le Professeur fera bien de descendre dans le détail d'une classe de Catéchisme bien faite, ainsi que des sermons appropriés à la faiblesse et à la légèreté des enfants.

6. Les Supérieurs des Juniorats, et surtout les Maîtres des Novices et les Modérateurs suivront attentivement les modifications de la santé de chaque sujet.

7. Qu'on n'emploie plus le mot "sauvages" pour désigner les natifs.

8. Il est désirable que la profession de foi à prononcer par le nouveau Supérieur, soit émise en présence de tous ses sujets, dans la salle de communauté.

9. Tous sont invités à considérer la charge de l'admoniteur du Supérieur comme très sérieuse et importante.

10. Qu'on observe le Canon 140: Spectaculis, choreis et pompis quae eos dedecent, vel quibus clericos interesse scandalo sit, praesertim in publicis theatris, ne intersint", ainsi que les ordonnances épiscopales sur la matière, en y ajoutant la réserve encore plus grande de l'état religieux.

11. Qu'on observe ponctuellement le jeûne du Vendredi.

12. Le Chapitre, sur l'invitation formulée par le Révérendissime Père Général dans son rapport, s'est surtout préoccupé de la vie intérieure des Oblats, car son grand souci a été de conserver et de fortifier la vie religieuse, dont la vie intérieure est l'élément essentiel. Néanmoins, avant de clore ses travaux, le Chapitre tient à recommander instamment et très directement à tous les Oblats le développement de l'esprit surnaturel, sans lequel, suivant la parole du Cardinal Protecteur, tout apostolat reste stérile.

Voeux

1. Que les fonctions d'Econome Vicarial soient toujours séparées, par la nomination de titulaires distincts, de celles d'économe des Vicariats Apostoliques.

2. Qu'un Personnel abrégé soit édité tous les ans.

3. Les Vicaires Apostoliques, Vicaires des Missions et Provinciaux sont vivement encouragés à rechercher des sujets, et

1. à les envoyer dans tel ou tel Noviciat et Scolasticat;
2. à aider la Province qui les recevra à payer la pension de ces sujets;
3. mais ce qu'ils auront fait ne leur donnera pas un droit absolu à la première obédience, qui reste toujours le fait et le droit du Supérieur Général.

4. Qu'on introduise dans les Scolasticats un Cours d'Ascétisme, un Cours de Comptabilité, et dans les Noviciats un Cours d'Histoire de la Congrégation.

5. Que le Cours d'Anglais soit organisé au Juniorat et au Scolasticat.

6. Qu'on n'accorde qu'en cas de maladie sérieuse la permission de faire des saisons dans les villes d'eau et sur le bord de la mer.

TABLE ANALYTICO-ALPHABETIQUE

Cette "Table" se rapporte seulement aux textes officiels des Actes des Chapitres, et non pas aux schémas historiques ni aux appendices.

Elle a pour but de faire trouver vite les différents sujets des Actes de nos Chapitres et, en même temps, de faire connaître dans combien de Chapitres ces sujets ont été traités (1).

Chaque renvoi de cette "Table" comprend trois indications; à savoir:

1°) l'année du Chapitre auquel on renvoie; par ex. 1818, etc.;

2°) la décision du susdit Chapitre, qu'on indique, selon les circonstances, par une des abréviations suivantes:

an.	= animadversion;	expl.	= explication;
art.	= article;	mon.	= monition;
can.	= canon;	n.	= numéro;
décl.	= déclaration;	obs.	= observation;
décr.	= décret;	rés.	= résolution;
écl.	= éclaircissement;	vo.	= vœu.

3°) la page (p.) relative de ce volume, où se trouve la susdite décision.

---

(1) Que l'on se rappelle cependant, en ce qui concerne ce dernier point, que cette liste des Chapitres n'est pas toujours complète, les Actes des Chapitres généraux de 1906, de 1908, de 1938 et de 1953 faisant défaut et ceux des Chapitres généraux de 1893 et de 1904 étant provisoires et incomplets.

Abstinence
- de l'Eglise
1893, décl.18, p. 135;
1898, n. 59, p. 150;
1920, n. 49, p. 195.

- du samedi
1873, an. IV, p. 106.

Actes des Chapitres généraux
- rédaction, promulgation et lecture au Chapitre.
Voir: Chapitre général.

- valeur des Actes des Chapitres précédents
1867, n. (82), p. 89;
1898, n. 1, p. 143;
1920, n. 1, p. 190;
1932, n. 1, p. 219;
1947, n. 1, p. 246.

- lecture au réfectoire.
Voir: Quatre-temps; Retraite annuelle.

Actes d'oblation
1843, can. IV, p. 51.

Actes de visite
- rédaction. - Voir: Visite canonique.

- transcription des Actes des visites du Fondateur
1837, can. VII, p. 43.

- lecture au réfectoire. - Voir: Quatre-temps; Retraite annuelle

Action catholique
1947, n. 15, p. 247.

Action de grâces
Voir: Surplis.

Admission aux Ordres
1887, décl. IV, p. 123;
1893, décl. 4, p. 134;
1898, n. 38, p. 147;
1920, n. 103, p. 200.

Admoniteur
- du Supérieur (en général)
1867, n. (126), p. 94.
1898, n. 182, p. 163;
1920, n. 143, p. 204;

1932, n. 133, p. 233;
1947, n. 124, p. 259.

- du Supérieur général
1867, n. (81), p. 89;
1898, n. 139, p. 157;
1920, n. 107, p. 200.

- du Provincial - Voir: Lettres, censure.

Affiliation
- à l'Archiconfrérie du Sacré Coeur de Montmartre. - Voir: Sacré Coeur.

- au Sanctuaire de N.D. de la Prière de Pontmain. - Voir: Sainte Vierge.

- aux Associations non-oblates
1920, n. 124, p. 202;
1932, n. 56, p. 225;
1947, n. 60, p. 252.

Voir aussi: Assurances.

Alphonse, saint. - Voir: Théologie morale.

Amour envers la Congrégation
1904, obs. 1, p. 174.

Anglais - Voir: Langues.

Annales de la Congrégation - Voir: Missions O.M.I.; Petites Annales.

Anniversaire
- de l'approbation (17 février)
1826, can. III, p. 31;
1831, can. IV, p. 37;
1867, n. (34), p. 83;
1898, n. 55, p. 149;
1920, n. 45, p. 194;
1932, n. 41, p. 223;
1947, n. 45, p. 251.

Voir aussi: Consécration, à l'Immaculée.

- de la mort de Léon XII (10 février). - Voir: Léon XII.

- de la mort du Fondateur (21 mai). - Voir: Fondateur.

- des premiers voeux (1er novembre)
1826, can. II, p. 31;
1867, n. (34), p. 83;
1898, n. 55, p. 149;
1920, n. 45, p. 194;
1932, n. 41, p. 223.

Annonce du décès
1867, n. (71), p. 88;

Annonciation, vigile avec jeûne. - Voir: Jeûne de Règle, jours.

Anthologie des écrits du Fondateur. - Voir: Fondateur.

Apostolat des ouvriers
1904, décl. I, p. 173;
1920, n. 13, p. 191;
1932, n. 16, p. 221;
1947, n. 17, p. 247.

Apôtres, saints. - Voir: Saints Apôtres.

Appellatif
- parmi les Oblats
1821, can. -, p. 20;
1826, can. XII, p. 32;
1837, can. XV, p. 44;
1867, n.(39)-(40)p. 84;
1898, n. 65-66, p. 150;
1920, n. 59-60, p. 196;
1932, n. 51, p. 225;
1947, n. 54, p. 252.

- aux indigènes. - Voir: Missions étrangères, qualificatifs.

Appendice des Règles, sur les Missions étrangères. - Voir: Missions étrangères.

Approbation de la Congrégation. - Voir: Anniversaire, de l'approbation.

Application des Messes. - Voir: Messe, application.

Archiconfrérie du Sacré Coeur. - Voir: Sacré Coeur

Archives
- générales
1843, can. IV, p. 51;
1926, mon. 6, p. 213;
1932, n. 106, p. 230;
1947, n. 101, p. 256.

- locales
1879, décr. IV, p. 113.

- provinciales
1920, n. 120, p. 201;
1926, mon. 4, p. 213;
1932, n. 114, p. 231;
1947, n. 109, p. 257.

Armoiries de la Congrégation
1947, n. 149, p. 261.

A.R.O.M.I.
1947, n. 144, p. 261.

Ascétisme. - Voir: Théologie ascétique.

Assesseurs
- des maisons. - Voir: Préséance

- des résidences. - Voir: Résidences, conseil.

Assistants généraux
- résidence
1856, décl. -, p. 65.

- assignation des Provinces et des Vicariats
1867, n. (77), p. 88;
1898, n. 126, p. 156;
1920, n. 104, p. 200.

Voir aussi: Confesseur des Oblats; Directeur, des études; Lettres, censure; Préséance.

Association missionnaire
1879, vo. VI, p. 115;
1893, vo. 5-6, p. 132;
1898, n. 24 et 189, p. 146, 164;
1926, rés. 1 et vo. 4, p. 213,214;
1932, n. 160, p. 236;
1947, n. 151, p. 262.

Associations non Oblates. - Voir: Affiliation; Assurances.

Assomption, vigile avec jeûne. - Voir: Jeûne de Règle, jours.

Assurances
1893, décl. 29, p. 137;
1926, décl. 7, p. 212;
1932, n. 25, p. 222;
1947, n. 29, p. 249.

Audruger. - Voir: Directoire, des missions.

Automobile
1920, n. 29, p. 193;
1926, décl. 4, p. 212;
1932, n. 24, p. 222;
1947, n. 28, p. 249.

Bibliothèque
1850, can.V, p. 58;
1867, n.(124), p. 94;
1898, n. 183, p. 163;
1904, vo. V, p. 173;
1920, n. 146, p. 204;
1932, n. 137, p. 233;
1947, n. 128, p. 259.

Voir aussi: Publications Oblates.

Bienfaiteurs
- messe mensuelle à la Maison générale
1887, décr.VIII, p. 122;
1898, n. 57, p. 149;
1920, n. 47, p. 194;
1932, n. 43, p. 224;
1947, n. 47, p. 251.

- prières au chapelet (sixième dizaine et De profundis). - Voir: Chapelet.

Biens
- de la Congrégation
1879, décr. IV et vo. VIII, p. 113, 115;
1898, n. 147, p. 158;
1920, n. 115, p. 201;
1926, mon. 6, p. 213;
1932, n. 106, p. 230;
1947, n. 101, p. 256.

- de l'Eglise. - Voir: Comptabilité, double.

- personnels
1867, n. (102), p. 91.

Boisramé. - Voir: Méditation.

Bon-Conseil. - Voir: Sainte Vierge.

Bréviaire. - Voir: Office divin.

Bureau de presse
1893, vo. 2, p. 132;
1904, décr. V, p. 172.

Caisse générale. - Voir: Contributions; Fonds de réserve.

Cardinal protecteur. - Voir: Lettres, censure; Prière du soir.

Carêmes. - Voir: Prédication.

Cas réservés
1837, can. V et XXI, p. 43, 45;
1843, can. III, p. 51;
1856, can. VI, p. 64;
1861, can. VIII, p. 72.

Catéchèse aux enfants. - Voir: Théologie pastorale.

Causes de canonisation
1926, vo. 2, p. 214;
1947, n. 81, 147, p. 254, 261.

Censure des lettres. - Voir: Lettres.

Cérémonial de la Congrégation
1837, can. XI, p. 44.
Voir aussi: Manuel de prières.

Chambres, noms des Saints
1873, décr. VIII, p. 104;
1898, n. 28, p. 146;
1920, n. 19, p. 192;
1932, n. 45, p. 224;
1947, n. 49, p. 251.

Chant
1898, n. 106, p. 154;
1920, n. 155, p. 205.

Chapelet (litanies, prières, mode)
1850, expl. II, p. 58;
1856, expl. V, p. 65;
1867, n. (30), (73) p. 83, 88;
1893, décl. 15, p. 135;
1898, n. 51, p. 149;
1920, n. 40, p. 194;
1932, n. 36, p. 223;
1947, n. 40, p. 250.

Chapitre du district. - Voir: Chapitre local.

Chapitre général
- fréquence
1843, can. I, p. 51;
1856, can. VII, p. 64;
1861, can. V, p. 71;
1867, n. (74), p. 88;
1898, n. 122, p. 155.

- commission préparatoire
1920, n. 94, p. 199;
1932, n. 87, p. 228;
1947, n. 87, p. 255.

- membres
1831, can. I-II, p. 37;
1867, n. (79), p. 89;
1873, décl.III-VI, p. 104-105;
1887, décr. II, p. 121;
1893, décr. 3, p. 131;
1898, n. 127 et 171-175, p. 156, 161-162;
1920, n. 96 et 133-134, p. 199, 203;
1932, n. 124-125,p. 232;
1947, n.118-119, p. 258.

- retraite préparatoire
1893, décr. 1, p. 131;
1898, n. 123, p. 155.

- service funèbre pour le Supérieur général défunt
1898, n. 117, p. 155;
1920, n. 88, p. 198;
1932, n. 82, p. 228;
1947, n. 82, p. 254.

- lecture des Actes des Chapitres précédents
1837, expl.II, p. 45;
1867, n. (75), p. 88.

- serment pour l'élection du Supérieur général
1826, expl. -, p. 32.

- nombre des voix
1867, n. (80), p. 89;
1873, décl.VII, p. 105;
1898, n. 129, p. 156;
1920, n. 97, p. 199.

- décret d'élection du Supérieur général. - Voir: Supérieur général.

- rapport du Supérieur général
1873, vo. I, p. 106.

- rapport de l'économe général
1932, n. 96-97, p. 229;
1947, n. 93-94, p. 255.

- rapports sur les Provinces et Vicariats
1856, can. II, p. 63;
1867, n. (76), p. 88;
1898, n. 125, p. 156;
1904, décr. VII et obs. 7, p. 172, 174;
1920, n. 95, p. 199;
1932, n. 88,113, p. 228, 231;
1947, n. 88,108, p. 255, 257.

- rédaction des Actes
1826, can. I, p. 31;
1867, n. (75), p. 88;
1898, n. 130, p. 156;
1920, n. 98, p. 199;
1932, n. 89, p. 228;
1947, n. 89, p. 255.

- promulgation des Actes
1837, can.VIII, p. 44;
1867, n. (75), p. 88;
1898, n. 130, p. 156.

Chapitre local
- membres
1831, can. I et VIII et expl. I-II, p. 37,38;
1837, expl.VII, p. 46;
1850, can. VII, p. 58;
1867, n. (121), p. 93;
1873, décl.III, p. 104;
1887, vo. X, p. 125;
1893, décl. 11, p. 134;
1898, n. 168 et 170, p. 161;
1904, décl. II, p. 173;
1920, n. 132-133,p. 202-203;
1932, n. 121, p. 231;
1947, n. 115, p. 258.

- nombre de voix
1831, expl. III-IV, p. 38;
1867, n. (122), p. 93;
1932, n. 123, p. 231;
1947, n. 117, p. 258.

Chapitre particulier. - Voir: Chapitre local.

Chapitre provincial
- membres
1867, n. (120), p. 93;
1873, décl. III et an. I, p. 104, 106;
1887, décr.III, p. 121;
1893, décl. 5, p. 134;
1898, n. 128, 165-166, 169, 171, p. 156, 160, 161;
1920, n. 133, p. 203;
1932, n. 122,124,p. 231, 232;
1947, n. 116,118,p. 258.

- nombre de voix
1932, n. 123, p. 231;
1947, n. 117, p. 258.

- détails sur le Chapitre vicarial
1861, can. V, p. 71;

1867, n. (78), p. 89;
1893, décl. 7, p. 134;
1898, n. 124, p. 156.

Charité fraternelle
1867, n.(164), p. 98;
1898, n. 68, p. 150;
1920, n. 61, p. 196.

Chèques
1920, n. 113, p. 201;
1932, n. 104, p. 230;
1947, n. 99, p. 256.

Cigarettes. - Voir: Tabac.

Circulaires administratives
- réédition
1926, vo. 6, p. 214;
1932, n. 94, p. 229.

- traductions
1893, vo. 11, p. 132;
1898, n. 134, p. 157;
1920, n. 121, p. 202;
1932, n. 95, p. 229;
1947, n. 92, p. 255.

- lecture au réfectoire. - Voir: Retraite annuelle.

Circulaires nécrologiques. - Voir: Annonce du décès.

Clergé. - Voir: Prédication.

Clôture
1867, n. (161), p. 98;
1893, obs. 1, p. 137;
1898, n. 84,86, p. 152;
1920, n. 72,74, p. 197.

Code correctionnel
1904, décr.III, p. 172.

Collèges
1867, n. (1), p. 79;
1898, n. 2, p. 143;
1920, n. 125, p. 202.

Collet romain
1879, décl. X, p. 115;
1898, n. 74, p. 151;
1904, décl. V, p. 174.

Commémoraison de St-Joseph. - Voir: Saint Joseph.

Commentaire de la Règle. - Voir: Règles.

Commission préparatoire au Chapitre. - Voir: Chapitre général.

Communautés religieuses. - Voir: Direction, des communautés religieuses.

Communion. - Voir: Surplis.

Comptabilité
- double
1920, n. 130-131, p. 202;
1932, n.119-120, p. 231;
1947, n.113-114, p. 257.

- mode
1856, can.III, p. 63;
1867, n.(155), p. 97;
1873, décr. I, p. 103;
1893, décl. 28, p. 137;
1898, n.143-145, p. 158;
1904, décr.VII, p. 172;
1920, n.108-109, p. 200;
1932, n.100-101, p. 229;
1947, n. 95-96, p. 256.

- cours aux scolastiques
1920, n. 153, p. 205;
1932, n. 145, p. 234;
1947, n. 97, p. 256.

Comptes. - Voir: Comptabilité; Reddition des comptes.

Conférence bimensuelle du Supérieur
1837, can.VI, p. 43;
1867, n.(123), p. 94;
1879, décl.IV, p. 114;
1898, n. 176, p. 162;
1920, n. 135, p. 203;
1932, n. 126, p. 232.

Conférence de la coulpe. - Voir: Conférence spirituelle.

Conférence spirituelle
- fidélité
1947, n. 51, p. 251.

- nombre suffisant
1879, décl.VIII, p. 114;
1898, n. 62, p. 150;
1920, n. 52, p. 195;
1932, n. 47, p. 224.

- ordre
1867, n. (38) et (149), p. 84, 96;
1879, décl. II, p. 114;
1898, n. 63-64, p. 150;
1920, n. 53-54, p. 195.

- obligation pour les Pères de passage. - Voir: Hôtes.

Conférence théologique
- fidélité et registre
1893, obs. 12, p. 138;
1898, n. 101, p. 154;
1920, n. 55, p. 195;
1932, n. 48, p. 224;
1947, n. 51, p. 251.

- sujet
1867, n. (63), p. 86;
1898, n. 102, p. 154;
1920, n. 56-57, p. 195;
1932, n. 49, p. 224;
1947, n. 52, p. 251.

- dispense pour les professeurs
1920, n.157-158, p. 205.

- doctrine de saint Alphonse. - Voir: Théologie morale.

Confesseur des Oblats
1837, can. IV et expl. I, p. 43, 45;
1843, décl. II, p. 52;
1850, expl.V-VI, p. 58;
1861, can. VI et décl. I, p. 72;
1867, n.(42)-(43)p. 84;
1898, n. 69-70, p. 151.

Confessions
- pouvoirs des jeunes Pères. - Voir: Jeunes Pères.

- habit
1837, expl. IV, p. 45.

- doctrine de saint Alphonse. - Voir: Théologie morale.

- relations avec les pénitents
1867, n.(160), p. 98;
1898, n. 19, p. 145;
1920, n. 11, p. 191;
1932, n. 14, p. 221.

Confréries. - Voir: Association missionnaire; Recrutement.

Congés
- hebdomadaires
1893, décl.23, p. 136;
1898, n. 88, p. 152;
1920, n. 76, p. 197;
1932, n. 65, p. 226;
1947, n. 69, p. 253.

- annuels. - Voir: Vacances.

Consécration
- au Sacré Coeur
1873, décr.IX, p. 104;
1898, n. 56, p. 149;
1920, n. 46, p. 194;
1932, n. 42, p. 224;
1947, n. 46, p. 251.

- à l'Immaculée
1920, n. 41, p. 194;
1932, n. 37, p. 223;
1947, n. 41, p. 250.

Conseils
- obligation du secret
1887, décl. II, p. 123;
1898, n. 87, p. 152;
1920, n. 75, p. 197;
1932, n. 64, p. 226;
1947, n. 68, p. 253.

- présence des économes
1867, n. (86), p. 90;
1873, décl. II, p. 104;
1898, n.140-141, p. 157.

- registre des délibérations du Conseil local
1843, can. V, p. 51.

- procès-verbal du Conseil provincial
1932, n. 117, p. 231;
1947, n. 111, p. 257.

- des résidences. - Voir: Résidences.

Constructions
1867, n.(22)-(23)p. 82;
1873, an. II, p. 106;
1898, n. 40, 42, p. 148;
1920, n. 27-28, p. 192;
1932, n. 22-23, p. 222;
1947, n. 26-27, p. 248-249.

Consulteurs provinciaux
1932, n. 116, p. 231.
Voir aussi: Lettres, censure; Préséance.

Consulteurs vicariaux
1879, vo. IV, p. 115;
1898, n. 161, p. 159.

Contributions
1856, can. X, p. 64;
1867, n. (151)-(154), p. 97;
1887, décl.VII, p. 123;
1893, décl.26-27, p. 136;
1898, n. 142, p. 157;
1920, n. 123, p. 202;
1932, n. 99, p. 229.

Convers
- déclaration avant le noviciat
1867, n.(150), p. 97;
1898, n. 197, p. 165;
1920, n. 162, p. 206;
1932, n. 153, p. 235;
1947, n. 142, p. 261.

- formation religieuse et professionnelle
1904, vo. IV et obs. 9, p. 173, 175.

- formation pour l'enseignement
1867, n.(144), p. 96;
1887, vo.VIII, p. 124;
1893, vo. 3, p. 132;
1898, n. 111, p. 154.

- récréation
1843, décl.IV, p. 52;
1867, n.(148), p. 96;
1898, n. 196, p. 165;
1920, n. 161, p. 205;
1932, n. 151, p. 235;
1947, n. 140, p. 260.

Voir aussi: Conférence spirituelle, ordre; Costume; Journaux et revues; Obédience; Oblation.

Correspondance. - Voir: Lettres.

Costume
- uniformité
1826, can. VII, p. 31;
1867, n.(47),(49)p. 85;
1898, n. 72, 76, p. 151;
1920, n. 64, p. 196.

- trousseau
1856, can.VIII, p. 64;
1867, n. (48), p. 85;
1898, n. 73, p. 151;
1920, n. 62, p. 196;
1932, n. 57, p. 225;
1947, n. 61, p. 252.

- frères convers, scolastiques et Pères
1843, décl.III, p. 52;
1856, expl.VIII, p. 66;
1861, écl. V, p. 73;
1867, n. (47), p. 85;
1879, décr. II, p. 113;
1898, n. 75, p. 151;
1904, décl.IV, p. 17[illegible];
1920, n. 63, p. 196;
1932, n. 58, p. 225;
1947, n. 62, p. 253.

Voir aussi: Collet romain; Confessions, habit; Prédication, habit; Surplis.

Coulpe. - Voir: Conférence spirituelle.

Cours. - Voir: Comptabilité; Histoire de la Congrégation; Philosophie; Politesse; Théologie; Théologie ascétique; Théologie morale; Théologie pastorale.

Courtoisie. - Voir: Politesse.

Croix
- des frères convers. - Voir: Costume, frères convers.

- des jeunes missionnaires. - Voir: Prédication, habit.

Danses. - Voir: Spectacles.

Déclaration, des frères convers avant le noviciat. - Voir: Convers.

Décret d'élection, du Supérieur général. - Voir: Supérieur général.

Décrets des Chapitres généraux. - Voir: Actes des Chapitres généraux.

Déjeuner
- aliments
1837, can. I, p. 43;
1843, can. II, p. 51.

- silence. - Voir: Silence, pendant les repas.

De Mazenod (Mgr Fortuné)
1843, can. VII, p. 1.

Dépenses. - Voir: Pauvreté.

Dépôt. - Voir: Pauvreté.

De profundis, pour les bienfaiteurs. - Voir: Chapelet.

Directeur
- des études
1893, vo. 12, p. 132;
1898, n.109-110, p. 154;
1947, n. 137, p. 260.

- de résidence
1932, n. 136, p. 233;
1947, n. 127, p. 259.

Voir aussi: Lettres, censure; Maisons, notion.

- spirituel des maisons
1837, can. IV, p. 43;
1843, décl. II, p. 52;
1850, expl.V-VI, p. 58;
1867, n. (43), p. 84;
1898, n. 70, p. 151.

- de district. - Voir: Maisons, notion.

- local et provincial de l'Association missionnaire. - Voir: Association missionnaire.

Direction
- des communautés religieuses
1867, n. (118)-(119), p. 93;
1887, vo. IV, p. 124;
1893, décl. 9, p. 134;
1898, n.9, 162, p. 144, 159;
1920, n. 5, p. 190.

- de la jeunesse
1898, n. 20, p. 145;
1920, n. 12, p. 191;
1932, n. 15, p. 221.

- des paroisses. - Voir: Paroisses.

- des séminaires. - Voir: Séminaires.

Direction spirituelle
1837, expl.XIII, p. 46;
1867, n.(44)-(45)p. 84-85;
1898, n. 70-71, p. 151.

Directoire
- des juniorats
1873, vo. V, p. 107;
1879, décr. I, p. 113;
1932, n. 157, p. 235.

- des missions
1861, can. VII, p. 72;
1867, n.(3),(66),p. 80, 86;
1879, décl. VII et vo. VII, p. 114, 115;
1887, décr. I, p. 121;
1898, n. 4, 11-13 et 103, p. 144, 144-145, 154;
1920, n. 6 et 8, p. 190;
1932, n. 4 et 6, p. 220;
1947, n. 2 et 4, p. 246.

- des noviciats et des scolasticats
1932, n. 157, p. 235.

- pour la conduite spirituelle des âmes
1861, can. VII, p. 72;
1867, n. (66), p. 86;
1898, n. 103, p. 154.

- pour l'enseignement
1861, can. VII, p. 72.

- pour la direction des séminaires
1861, can. VII, p. 72;
1867, n. (66), p. 86;
1898, n. 103, p. 154.

- général
1926, vo. 1, p. 214;
1932, n. 158, p. 235.

Dispenses. - Voir: Permissions.

District
- notion
1893, décl. 3, p. 133;
1898, n. 167, p. 160.

- supérieur
1947, n. 12, p. 247.

- division des Provinces de France en districts
1904, décr. II, p. 171.

Domestiques
1904, décr. IV, p. 172;
1926, décr. 4, p. 211;
1932, n. 52, p. 225;
1947, n. 55, p. 252.

Dons. - Voir: Pauvreté.

Droit canonique. - Voir: Conférence théologique.

Economie général
- reddition des comptes au Conseil général
1920, n. 111, p. 200.
- socius
1904, vo. IX, p. 173;
1932, n. 98, p. 229.

Voir aussi: Chapitre général, rapport; Conseils, présence; Lettres, censure; Préséance.

Economie local. - Voir: Conseils, présence.

Economie provincial
- dépenses et messes
1926, décl. 8, p. 212;
1932, n. 107, p. 230;
1947, n. 102, p. 256.
- inspection des registres des maisons. - Voir: Visite canonique, du Provincial.

Voir aussi: Conseils, présence; Préséance.

Ecrits du Fondateur. - Voir: Fondateur.

Ecriture sainte. - Voir: Lecture au réfectoire.

Elèves. - Voir: Formation aux ministères; Grades académiques.

Emprunts, entre Provinces
1920, n. 112, p. 201;
1932, n. 103, p. 229;
1947, n. 98, p. 256.

Enseignement. - Voir: Collèges

Etole, pour les confessions
1837, expl. IV, p. 45.

Etrangers. - Voir: Clôture.

Etudes
- paragraphe sur les études
1867, n.(58)-(66)p. 86;
1873, an. V, p. 106;
1898, n. 93-111, p. 153-154.
- Ratio studiorum
1879, décr. I, p. 113;
1887, décr.VI, p. 122;
1893, vo. 13, p. 132;

1898, n. 104, p. 154.

Voir aussi: Cours; Directeur, des études; Juniorats; Langues; Noviciats; Scolasticats.

Evêques Oblats
1867, n.(115), p. 92;
1898, n. 164, p. 160.

Examen de conscience, durée
1837, expl. XI, p. 46;
1867, n. (28), p. 83;
1898, n. 48, p. 148.

Examen particulier
- durée
1837, expl. XI, p. 46;
1867, n. (28), p. 83;
1898, n. 48, p. 148.
- prière pour le Supérieur général
1837, can.XXII, p. 45.
- prière pour le Vicaire général
1898, n. 49, p. 148;
1920, n. 38, p. 193;
1932, n. 34, p. 223;
1947, n. 38, p. 250.

Examens
- des jeunes Pères
1867, n.(61)-(62)p. 86;
1873, décr. VI, p. 104;
1893, obs. 11, p. 138;
1898, n. 97-100, p. 153;
1920, n. 159, p. 205;
1932, n. 149, p. 234;
1947, n. 138, p. 260.
- des jeunes missionnaires
1867, n. (116), p. 93;
1898, n. 158, p. 159;
1920, n. 127, p. 202.

Exemption, des lettres. - Voir: Lettres, censure.

Exercices de piété
1867, n. (163), p. 98;
1898, n. 46, p. 148;
1920, n. 35, p. 193.

Exercices spirituels, au clergé. - Voir: Prédication.

Exhortation du soir
1837, expl. X, p. 46.

Ex-Oblats
1893, obs. 3, p. 137;
1898, n. 198, p. 165;
1920, n. 163, p. 206;
1932, n. 154, p. 235;
1947, n. 143, p. 261.

Facultés apostoliques
1926, rés. 2, p. 213.
Voir aussi: Saint-Siège.

Famille. - Voir: Parents.

Femmes de service. - Voir: Domestiques.

Feuille, d'oblation. - Voir: Actes d'oblation.

Feuille, des comptes. - Voir: Comptabilité, mode.

Fondateur
- anniversaire de la mort
1861, can. I, p. 71;
1867, n. (68), p. 87;
1898, n. 116, p. 155;
1920, n. 87, p. 198;
1932, n. 81, p. 228;
1947, n. 81, p. 254.
- écrits et biographie
1873, vo. III, p. 107;
1932, n. 155, p. 235;
1947, n. 44, p. 251.
- messe pour la canonisation
1947, n. 81, p. 254.

Fondations nouvelles
1904, vo. VI, p. 173.

Fonds de réserve
1856, can.IV-V, p. 63.

Fonds de spéculation. - Voir: Pauvreté.

Formation aux ministères
1920, n. 151, p. 205.

Frais, des voyages. - Voir: Voyages.

Français. - Voir: Langues.

"Frère". - Voir: Appellatif.

Frères convers. - Voir: Convers.

Fumage. - Voir: Tabac.

Funérailles
- des Oblats
1893, décl. 16, p. 135;
1898, n. 112, p. 154;
1920, n. 84, p. 198;
1932, n. 78, p. 227.
- des parents. - Voir: Parents.

Georges, saint. - Voir: Saint Georges.

Grades académiques
1887, vo. VII, p. 124;
1898, n. 108, p. 154;
1920, n. 156, p. 205;
1932, n. 148, p. 234;
1947, n. 135, p. 260.
Voir aussi: Universités; Universités romaines.

Grands-séminaires. - Voir: Séminaires.

Gravité. - Voir: Politesse.

Habit. - Voir: Costume.

Histoire de la Congrégation
- rédaction
1904, vo. I, p. 172;
1926, vo. 5, p. 214;
1932, n. 147, p. 234;
1947, n. 136, p. 260.
- cours aux noviciats et aux scolasticats
1920, n. 153, p. 205;
1932, n. 145, p. 234;
1947, n. 134, p. 260.

Hôtes
- obéissance, exercices communs, lettres
1856, expl.IV, p. 65;
1867, n. (56), p. 86;
1893, décl. 1, p. 133;
1898, n. 58, p. 149;
1920, n. 48, p. 195;
1926, décr. 1, p. 211;

1932, n. 44, 71, p. 224, 227;
1947, n. 48, 72, p. 251, 253.

- application de la messe. - Voir: Messe, application.

Immaculée Conception
- consécration de la Congrégation. - Voir: Consécration, à l'Immaculée.
- messe mensuelle pour le cinquantenaire du dogme
1904, décr. I, p. 171.
- prédication fréquente
1932, n. 38, p. 223;
1947, n. 42, p. 250.
- vigile avec jeûne. - Voir: Jeûne de Règle, jours.

Indigènes, qualificatifs. - Voir: Missions étrangères.

Indults apostoliques. - Voir: Saint-Siège.

Inscription des messes. - Voir: Messe, application.

Instructions, aux enfants. - Voir: Théologie pastorale.

Invocation "Cor Jesu sacratissimum". - Voir: Sacré Coeur, invocation après la messe.

Isolement. - Voir: Vie commune.

Jeûne d'Eglise
1861, can. IX, p. 72;
1867, n. (37), p. 84;
1893, décl. 18, p. 135;
1898, n. 59, p. 150;
1920, n. 49, p. 195.

Jeûne de Règle
- obligation
1861, écl. VIII, p. 73;
1873, an. IV, p. 106;
1893, décl. 18, p. 135;
1898, n. 59, 61, p. 150;
1920, n. 49, 51, p. 195;
1932, n. 46, p. 224;
1947, n. 50, p. 251.
- jours
1831, can. V, p. 37;
1867, n. (36), p. 84;
1898, n. 60, p. 150;
1920, n. 50, p. 195.

- manière
1861, can. IX, p. 72;
1867, n. (37), p. 84.

Jeunes Pères
- études
1837, can. XIX, p. 44;
1850, can. III, p. 57.

Voir aussi: Examens.

- ministère
1850, can. III, p. 57;
1867, n. (61), p. 86;
1873, décr. IV, p. 103;
1879, décr. V, p. 113;
1893, vo. 8 et obs. 10, p. 132, 138;
1898, n. 7, 17, 94, 107, 177, p. 144, 145, 153, 154, 163;
1920, n. 136, p. 203;
1932, n. 127, p. 232;
1947, n. 120, p. 258.

- pouvoirs pour les confessions
1867, n. (117), p. 93;
1873, décr. VII et an. V, p. 104, 106;
1898, n. 18,159, p. 145, 159.

Jeunesse. - Voir: Direction, de la jeunesse.

Joseph, saint. - Voir: Saint Joseph.

Journal, des comptes. - Voir: Comptabilité, mode.

Journaux et revues
- abonnement
1831, can. VII, p. 37;
1867, n. (53), p. 85;
1898, n. 82, p. 152;
1920, n. 70, p. 197;
1932, n. 61, p. 226;
1947, n. 65, p. 253.

- défense de "L'Avenir"
1831, can. VII, p. 37.

- lecture
1893, obs. 4, p. 137;
1898, n. 83, p. 152;
1920, n. 71, p. 197;
1932, n. 62, p. 226;
1947, n. 66, p. 253.

- frères convers
1926, décl. 6, p. 212;
1932, n. 152, p. 235;
1947, n. 141, p. 260.

Juniorats
- érection
1867, n. (101), p. 91;
1893, vo. 4, p. 132.
- plan d'études et règlement
1843, can. VI, p. 51.
- pension
1920, n. 14, p. 191;
1932, n. 141, p. 234;
1947, n. 132, p. 260.

Voir aussi: Directoire, des juniorats; Etudes, Ratio studiorum; Langues, français et anglais; Professeurs; Santé.

Junioristes
- mélange de nationalités
1887, vo. IX, p. 125.
- grades académiques. - Voir: Grades académiques.
- entrée au noviciat
1867, n. (106), p. 92.

Langues
- français et anglais
1867, n. (65), p. 86;
1879, vo. I, p. 115;
1898, n. 105, p. 154;
1904, obs. 10, p. 175;
1920, n. 154, p. 205;
1932, n. 146, p. 234;
1947, n. 135, p. 260.
- langues locales ou indigènes
1867, n. (103), p. 91;
1898, n. 160, p. 159;
1920, n. 128, p. 202;
1932, n. 8, p. 220;
1947, n. 7, p. 246.

"L'Avenir". - Voir: Journaux et revues.

Lazare, saint. - Voir: Saint Lazare.

Lecture
- des écrits et de la biographie du Fondateur. - Voir: Fondateur; Retraite annuelle.
- des journaux et des revues. - Voir: Journaux et revues.

Lecture au réfectoire
- de l'Ecriture sainte
1926, décl. 5, p. 212;
1932, n. 32, p. 223;
1947, n. 35, p. 250.
- du Nécrologe. - Voir: Nécrologe.
- des Circulaires administratives. - Voir: Retraite annuelle.
- de la Règle. - Voir: Quatre-temps; Retraite annuelle.
- des Actes de visite et des Actes des Chapitres généraux. - Voir: Quatre-temps; Retraite annuelle.
- des mémoriaux sur la Congrégation
1837, can. II, p. 43;
1850, can. II, p. 57.

Lecture spirituelle, lecture de la Règle
1831, expl. V, p. 38;
1837, can.XVII, p. 44;
1867, n. (29), p. 83;
1898, n. 50, p. 149;
1920, n. 39, p. 193;
1932, n. 35, p. 223;
1947, n. 39, p. 250.

Léon XII, anniversaire de la mort
1826, can. IV, p. 31;
1867, n. (67), p. 87;
1898, n. 115, p. 155;
1920, n. 86, p. 198;
1932, n. 80, p. 227;
1947, n. 80, p. 254.

Léon XIII. - Voir: Apostolat des ouvriers.

Lettres
- censure
1837, can. XVIII, p. 44;
1856, expl. II et VII, p. 65;
1867, n.(50)-(52), p. 65;
1873, décl. I, p. 104;
1893, décl. 20, p. 136;
1898, n. 77-81, p. 151-152;
1904, obs. 8, p. 175;
1920, n. 65-69, p. 196-197;
1926, décl. 11, p. 212;
1932, n. 59-60, p. 226;
1947, n. 63-64, p. 253.
Voir aussi: Hôtes.
- entre Supérieurs et sujets
1893, vo. 10, p. 132;
1898, n. 44, p. 148;

1920, n. 32, p. 193;
1932, n. 29, p. 222.

- au Supérieur général
1856, expl. I, p. 65;
1867, n. (46), p. 85;
1898, n. 43, p. 148;
1932, n. 30, p. 223.

Lieux balnéaires. - Voir: Stations balnéaires.

Lit, uniformité
1826, can. VIII, p. 32;
1831, can. III, p. 37.

Litanies, du chapelet. - Voir: Chapelet.

Livre, des comptes. - Voir: Comptabilité, mode.

Lumières, juniorat
1843, can. VI, p. 51.

Maison d'études, préparatoires au ministère. - Voir: Jeunes Pères, études.

Maison générale
- lieu
1850, can. IV, p. 58;
1893, décl. 14, p. 135;
1904, vo. VII, p. 173;
1926, vo. 8, p. 214.

- organisation
1867, n. (83), p. 89;
1898, n. 132, p. 156;
1920, n. 100, p. 199.

Maisons
- notion
1893, décl. 3, p. 133;
1898, n. 167, p. 160.

- membres
1887, décr. IV, p. 121;
1898, n. 150, p. 158.

Maître des novices. - Voir: Appellatif; Formation aux ministères; Lettres, censure; Santé.

Manuel de prières. - Voir: Directoire, des missions; Semaine sainte.

Manuel des missions. - Voir: Directoire, des missions.

Marguerite-Marie Alacoque. - Voir: Sainte Marguerite-Marie Alacoque.

Marie. - Voir: Sainte Vierge.

Méditation
- durée
  1837, expl. VI, p. 46;
  1867, n. (28), p. 83;
  1898, n. 48, p. 148.
- ouvrages du P. Boisramé
  1932, n. 159, p. 235.

Messe
- application
  1893, décl. 2, p. 133;
  1898, n. 32, p. 147;
  1904, décl. VI et obs. 4,5, p. 174;
  1920, n. 23, 140, p. 192, 202;
  1926, décl. 12, p. 212;
  1932, n. 27, p. 222;
  1947, n. 31, p. 249.
- préparation et action de grâces. - Voir: Surplis.

Voir aussi: Suffrages.

Ministère. - Voir: Formation aux ministères; Jeunes Pères.

Missions étrangères
- appendice des Règles
  1898, n. 199, p. 165;
  1920, n. 164, p. 206.
- acceptation
  1947, n. 14, p. 247.
- administration temporelle
  1867, n. (109)-(114), p. 92;
  1873, décr. II-III et vo. VI, p. 103, 107;
  1898, n. 156, p. 159.
- naturalisation des missionnaires
  1947, n. 10, p. 247.
- préparation des jeunes missionnaires
  1947, n. 7, p. 246.
- pénitences publiques
  1893, décl. 8, p. 134;
  1898, n. 201, p. 165.
- qualificatifs des indigènes
  1920, n. 166, p. 206;
  1932, n. 10, p. 220;
  1947, n. 9, p. 247.
- rattachement aux Provinces
  1947, n. 6, p. 246.

- Statutum et Modus vivendi
1926, mon. 7, p. 213;
1932, n. 11, p. 220;
1947, n. 13, p. 247.

- travail pour la conversion du peuple
1893, vo. 9, p. 132;
1898, n. 200, p. 165;
1920, n. 165, p. 206;
1932, n. 9, p. 220.

Voir aussi: Examens; Evêques Oblats; Langues; Obédience; Recrutement; Vacances; Vicaires apostoliques; Vie commune; Voyages.

Missions O.M.I. (périodique)
1873, vo. I et III-IV, p. 106-107;
1879, vo. II, p. 115;
1887, décr. IX et vo. XI, p. 122, 125;
1898, n.135-136, p. 157;
1920, n.105, 129,p. 200, 202;
1926, rés. 3 et vo. 7, p. 213, 214;
1932, n. 92 et 156, p. 229, 235;
1947, n. 145, p. 261.

Missions populaires
- paragraphe de la Règle
1867, n.(2), (4),p. 79, 80;
1898, n. 11, 13, p. 144, 145.

- nombre des missionnaires
1879, décl. VI, p. 114;
1898, n. 6, p. 144.

- repos après la mission
1893, obs. 6-7, p. 137;
1898, n. 14, p. 145;

Voir aussi: Directoire, des missions.

Modérateur des scolastiques. - Voir: Formation aux ministères; Santé.

Modérateur spirituel, de la maison. - Voir: Directeur, spirituel des maisons.

"Modus vivendi". - Voir: Missions étrangères.

Monitions, au supérieur. - Voir: Admoniteur, du Supérieur.

"Monsieur". - Voir: Appellatif.

Montmartre. - Voir: Sacré Coeur, affiliation à l'Archiconfrérie.

Mort. - Voir: Annonce du décès; Funérailles; Nécrologe; Oblation, in articulo mortis; Suffrages.

Mortification
1867, n.(163), p. 98;
1898, n. 46, p. 148;
1920, n. 35, p. 193.

Nativité de la Ste Vierge, vigile avec jeûne. - Voir: Jeûne de Règle, jours.

Naturalisation. - Voir: Missions étrangères.

Nécrologe, détaillé
1837, can. III, p. 43;
1856, can. XI, p. 64;
1867, n. (71), p. 88;
1887, décr.VII, p. 122;
1893, vo. 2, p. 132;
1898, n.120-121, p. 155;
1920, n. 92-93, p. 199;
1932, n. 85-86, p. 228;
1947, n. 86, p. 255.

"Nocte ingruente"
1893, décl. 21, p. 136;
1898, n. 89, p. 152;
1904, obs. 3, p. 174;
1920, n. 77, p. 197;
1932, n. 66, p. 226;
1947, n. 70, p. 253.

Noël. - Voir: Messe, application.

Nom. - Voir: Appellatif; Tutoiement.

Notices nécrologiques. - Voir: Nécrologe.

Notices sur la Congrégation
1893, vo. 7, p. 132.

Notre-Dame de la Prière. - Voir: Sainte Vierge.

Novices
- suffrages
1861, écl. IV, p. 73.
- préséance. - Voir: Préséance.

Noviciats
- paragraphe de la Règle
1867, n. (131)-(136), p. 95.
- Directoire. - Voir: Directoire, des noviciats.

Voir aussi: Formation aux ministères; Histoire de la Congrégation; Oblation; Politesse; Santé.

Obédience
- première
  1867, n.(100), p. 91;
  1898, n. 152, p. 158.
- pour les missions étrangères
  1867, n. (59), p. 86;
  1893, décl. 10, p. 134;
  1898, n.93,194, p. 153, 165;
  1920, n. 160, p. 205;
  1926, décr. 3, p. 211;
  1932, n.73, 150, p. 227, 235;
  1947, n.75, 139, p. 254, 260.
- pour une autre Province (transfert)
  1920, n.101,122, p. 200, 202;
  1926, décr. 2 et décl. 1, p. 211;
  1932, n. 72, 90, 115, p. 227, 228, 231;
  1947, n. 74, 90, 110, p. 254, 255, 257.

Obéissance
- extension du voeu
  1887, décl. III, p. 123;
  1898, n. 35, p. 147.
- permissions. - Voir: Permissions.
- qualités
  1867, n. (162), (165), p. 98;
  1898, n. 36-37, p. 147;
  1904, obs. 1, p. 174;
  1920, n. 30, p. 193.
- réception journalière
  1837, can. XIII, p. 44.

Oblation
- première
  1856, can. IX, p. 64;
  1861, écl. III, p. 73;
  1867, n. (137)-(141), p. 95.
- temporaire
  1867, n. (137)-(140), p. 95;
  1898, n.191-192, p. 164.
- perpétuelle
  1867, n. (145), (147), p. 96;
  1898, n. 195, p. 165.
- in articulo mortis
  1861, écl. IV, p. 73;
  1904, décl.VIII, p. 174.
- paragraphe de la Règle
  1867, n.(143), p. 96.

Oblats
- simples. - Voir. Scolastiques.
- dépendant directement du Supérieur général. - Voir: Suffrages.
- évêques. - Voir: Evêques Oblats.
- honoraires
1947, n. 150, p. 262.

Oeuvre des vocations. - Voir: Recrutement.

Oeuvres nouvelles. - Voir: Fondations nouvelles.

Oeuvres pontificales, de coopération missionnaire
1887, vo.XIII, p. 125.

Office divin
- obligation
1843, décl. I, p. 52;
1867, n. (9), p. 81;
1898, n. 22, p. 146.
- nombre pour la psalmodie
1837, expl. V, p. 46;
1867, n. (8), p. 81;
1898, n. 21, p. 145;
1920, n. 15, p. 191;
1932, n. 17, p. 221;
1947, n. 18, p. 248.
- récitation du "Tota pulchra" après complies
1856, can. I, p. 63;
1867, n. (10), p. 81;
1898, n. 23, p. 146;
1920, n. 17, p. 191;
1932, n. 19, p. 221;
1947, n. 20, p. 248.
- dispense durant les missions
1887, vo. II, p. 124;
1920, n. 7, p. 190;
1932, n. 5, p. 220;
1947, n. 3, p. 246.
- dispense pour les scolastiques
1867, n. (9), p. 81;
1898, n. 22, p. 146;
1920, n. 16, p. 191;
1932, n. 18, p. 221;
1947, n. 19, p. 248.

Oraison du soir
1947, n. 37, p. 250.

Ordres. - Voir: Admission aux Ordres.

Ottawa. - Voir: Université d'Ottawa.

Ouvriers. - Voir: Apostolat des ouvriers.

Parents
- détachement
  1887, décr. V, p. 122;
  1898, n. 85, p. 152;
  1920, n. 73, p. 197;
  1932, n. 63, p. 226;
  1947, n. 67, p. 253.
- visites
  1867, n. (57) et (159), p. 86, 98;
  1893, décl. 19 et obs. 8, p. 135, 137;
  1898, n. 92, p. 153;
  1920, n. 82, p. 198;
  1932, n. 74, p. 227;
  1947, n. 76, p. 254.
- assistance aux funérailles
  1893, décl. 17, p. 135;
  1898, n. 113, p. 155;
  1920, n. 85, p. 198;
  1932, n. 79, p. 227;
  1947, n. 79, p. 254.
- suffrages
  1867, n. (72), p. 88;
  1898, n. 119, p. 155;
  1920, n. 91, p. 199;
  1932, n. 84, p. 228.

Paroisses
- direction
  1887, vo. IV, p. 124.
- paragraphe de la Règle
  1867, n. (12)-(17), p. 81.

Patrice, saint. - Voir: Saint Patrice.

Patrimoine. - Voir: Biens, personnels.

Patronage de St Joseph. - Voir: Saint Joseph.

Pauvreté
- esprit et observance
  1904, obs. 2, p. 174;
  1920, n. 18, p. 191;
  1947, n. 21, p. 248.

- dépenses
1879, décl. III, p. 114;
1887, décl.VIII, p. 124;
1898, n.34, 155, p. 147, 159;
1920, n. 25-26, p. 192;
1932, n. 21, p. 222;
1947, n. 25, p. 248.

- dépôts
1867, n. (19), p. 82;
1893, décl. 25, p. 136;
1898, n. 30, p. 147;
1920, n. 18, 21, p. 191, 192.

- dons
1893, décl. 24, p. 136;
1898, n. 29, p. 147;
1920, n. 18, 20, p. 191, 192;
1947, n. 21, p. 248.

- fonds de spéculation
1926, mon. 5, p. 213;
1932, n. 105, p. 230;
1947, n. 100, p. 256.

- lésion du voeu
1867, n. (158), p. 93;
1879, décl. V, p. 114;
1887, décl. VI, p. 123;
1898, n.27, 33, p. 146, 147;
1920, n. 24, p. 192;
1932, n. 20, p. 221;
1947, n. 21-24, p. 248.

- paragraphe de la Règle
1867, n. (18)-(21), p. 82.

Voir aussi: Permissions.

Pénitences publiques. - Voir: Missions étrangères.

"Père". - Voir: Appellatif.

Père de passage. - Voir: Hôtes.

Périodiques. - Voir: A.R.O.M.I.; Journaux et revues; Missions O.M.I.; Petites Annales.

Permissions
- en matière de voeux
1867, n. (23), p. 82;
1898, n. 41, p. 148;
1920, n. 31, p. 193;
1932, n. 28, p. 222;
1947, n. 32, p. 249.

- pour les oeuvres du ministère
1867, n. (5), p. 80;
1898, n. 3, p. 144;
1920, n. 2, p. 190;
1932, n. 2, p. 220.

Voir aussi: Automobile; Constructions; Radio.

Persévérance
- moyens
1947, n. 33, p. 249.

- paragraphe de la Règle
1867, n. (24)-(26), p. 82-83.

Personnel de la Congrégation
1879, vo. III, p. 115;
1898, n. 137, p. 157;
1920, n. 106, p. 200;
1932, n. 93, p. 229;
1947, n. 146, p. 261.

Petites Annales
1879, vo. II, p. 115;
1887, vo. XI, p. 125;
1893, vo. 7, p. 132;
1898, n. 190, p. 164.

Petits séminaires. - Voir: Collèges.

Philosophie
1867, n. (58), p. 86.

Pie IX, adresse du Chapitre
1861, can. III, p. 71.

Pie X. - Voir: Apostolat des ouvriers.

Pie XI. - Voir: Apostolat des ouvriers.

Plan de hautes études. - Voir: Jeunes Pères, études.

Politesse
1904, décr. VI, p. 172.

Voir aussi: Appellatif; Tutoiement.

Pontmain. - Voir: Sainte Vierge.

Postulants
- enquêtes
1898, n. 131, p. 156;
1920, n. 99, p. 199;
1926, vo. 3, p. 214;
1932, n. 142, p. 234.

- maison
1867, n. (105), p. 91;
1898, n. 153, p. 158.

Postulateur. - Voir: Causes de canonisation.

Prédication
- composition des sermons
1947, n. 15, p. 247.
- censure des sermons
1873, an. V, p. 106;
1898, n.7, 15, p. 144, 145.
- carêmes
1873, décl.VIII, p. 105;
1898, n. 5, p. 144;
1920, n. 3, p. 190.
- exercices spirituels au clergé
1887, vo. V, p. 124;
1898, n. 8, p. 144;
1920, n. 4, p. 190;
1932, n. 3, p. 220.
- exhortation du soir
1837, expl. X, p. 46.
- missions et retraites
1873, décr. IV, p. 103;
1947, n. 8, p. 247.
- retraites dans les séminaires. - Voir: Recrutement.
- habit
1879, décl. IX, p. 114;
1898, n. 16, p. 145;
1920, n. 9-10, p. 190;
1932, n. 12-13, p. 220-221;
1947, n. 16, p. 247.

Première obédience. - Voir: Obédience.

Premiers vendredis. - Voir: Sacré Coeur.

Prénom. - Voir: Appellatif; Tutoiement.

Préparation à la Messe. - Voir: Surplis.

Préséance
1824, expl.I-III,p. 25;
1837, expl. IX, p. 46;
1856, expl.VI-VII, p. 65;
1867, n. (127)-(130), p. 94;
1887, décl. V, p. 123;
1898, n. 184-188,p. 164.

Présentation de la Ste Vierge. - Voir: Sainte Vierge.

Président de mission. - Voir: Lettres, censure.

Prière du matin
- langue
1850, expl. III, p. 58;
1867, n. (27), p. 83;
1898, n. 47, p. 148;
1920, n. 36, p. 193;
1932, n. 33, p. 223.
- substitution avec Prime
1947, n. 36, p. 250.

Prière du soir
- langue
1850, expl. III, p. 58;
1867, n. (27), p. 83;
1898, n. 47, p. 148;
1920, n. 36, p. 193;
1932, n. 33, p. 223.
- oraison à St Joseph
1837, can.XXIII, p. 45.
- prière pour le Cardinal protecteur
1920, n. 37, p. 193.
- Salve Regina
1926, can. IV, p. 31.
- bénédiction du Supérieur
1824, expl. III, p. 25.
- substitution avec Complies
1947, n. 36, p. 250.

Prières après la Messe. - Voir: Sacré Coeur.

Privilèges, apostoliques
1867, n. (85), p. 90.
Voir aussi: Saint-Siège.

Privilèges, des Ordres religieux
1837, expl. XII, p. 46;
1850, expl. I, p. 58;
1861, écl. II, p. 72.

Procureur (local ou particulier, provincial, général) - Voir: Econome (local, provincial, général).

Procureur général auprès du St-Siège
1867, n. (88)-(96), p. 90-91.

Professeurs
1887, vo. VI, p. 124;
1893, vo. 8, p. 132;
1898, n. 107, p. 154;
1904, vo. III, p. 172.

Voir aussi: Conférence théologique.

Profession de foi
1920, n. 145, p. 204;
1932, n. 135, p. 233;
1947, n. 126, p. 259.

Profession religieuse. - Voir: Oblation.

Propagande
1947, n. 23, 147, p. 248, 261.

Propre de la Congrégation
1837, can. X, p. 44;
1867, n. (11), p. 81.

Provinces
- division
1867, n.(104), p. 91;
1920, n. 119, p. 201;
1932, n. 112, p. 230;
1947, n. 107, p. 257.

- gouvernement
1867, n. (97), p. 91;
1898, n. 149, p. 158.

Provincial
- durée
1867, n. (99), p. 91;
1898, n. 154, p. 158.

- dépenses. - Voir: Pauvreté.

- préséance. - Voir: Préséance.

Publications Oblates
1893, obs. 2, p. 137;
1898, n. 39, 138, 178-179, p. 148, 157, 163;
1920, n.137-138, p. 203;
1926, vo. 9, p. 214;
1932, n. 128-129 et 138, p. 232, 233;
1947, n. 121, 129 et 148, p. 258, 259, 261.

Punitions publiques. - Voir: Missions étrangères.

Qualificatif. - Voir: Appellatif.

Quatre-temps
- lecture de la Règle
1831, expl. V, p. 38;
1867, n. (29), p. 83;
1898, n. 50, p. 149;
1920, n. 39, p. 193.
- lecture des Actes de visite et des Actes des Chapitres
1826, can. V, p. 31;
1831, expl. VI, p. 38.

Radio
1926, décl. 3, p. 211;
1932, n. 53, p. 225;
1947, n. 56, p. 252.

Rapports
- des Supérieurs sur leurs maisons
1837, can. II, p. 43;
1850, can. II, p. 57;
1867, n. (125), p. 94;
1873, décr. I et vo. IV, p. 103, 107;
1898, n. 135 et 180, p. 157, 163;
1920, n. 139, p. 203.
- du Provincial au Supérieur général
1932, n. 113, p. 231;
1947, n. 108, p. 257.
- des Vicaires de mission au Supérieur général
1887, décr. IX, p. 122;
1898, n. 163, p. 160;
1920, n. 129, p. 202;
1932, n. 118, p. 231;
1947, n. 112, p. 257.
- avec les ex-Oblats. - Voir: Ex-Oblats.
- aux Chapitres généraux. - Voir: Chapitre général.

Ratio studiorum. - Voir: Etudes.

Récitation du bréviaire. - Voir: Office divin.

Récréation. - Voir: Convers.

Recrutement
1893, vo. 6-7, p. 132;
1898, n.189-190, p. 164;
1920, n. 102 et 147-148, p. 200, 204;
1926, mon. 1 et vo. 3, p. 212, 214;

1932, n. 7, 91 et 139-140, p. 220, 229, 233-234;
1947, n. 5, 91 et 130-131, p. 246, 255, 259.

Recueillement
1867, n. (163); p. 98;
1898, n. 46, p. 148;
1920, n. 35, p. 193.

Reddition des comptes. - Voir: Chapitre général, rapport; Econome; Résidences.

Réfectoire. - Voir: Lecture au réfectoire; Silence, pendant les repas.

Registre
- d'admission au noviciat
1843, can. IV, p. 51.
- des Chapitres généraux
1826, can. I, p. 31;
1837, can. VII, p. 43.
- des comptes. - Voir: Comptabilité, mode.
- des conférences théologiques. - Voir: Conférence théologique.
- des délibérations du Conseil local. - Voir: Conseils.
- des Messes. - Voir: Messe, application.

Règlement des juniorats. - Voir: Juniorats.

Règles
- texte original français
1826, can. X-XI, p. 32.
- révision de 1850
1850, can. I, p. 57.
- commentaire
1893, décl. 13, p. 135.
- dispenses. - Voir: Supérieur local.
- lecture. - Voir: Lecture spirituelle; Quatre-temps; Retraite annuelle.

Relations. - Voir: Rapports.

Religieuses. - Voir: Direction, des communautés religieuses.

Rénovation des voeux. - Voir: Anniversaire, de l'approbation; Anniversaire, des premiers voeux; Retraite annuelle.

Rentrée du soir. - Voir: Nocte ingruente.

Repas
1867, n. (49), p. 85;
1898, n. 76, p. 151;
1920, n. 64, p. 196.
Voir aussi: Lecture au réfectoire; Silence, pendant les repas.

Repos. - Voir: Congés; Missions populaires; Stations balnéaires; Vacances.

Réservation des cas. - Voir: Cas réservés.

Résidence. - Voir: Assistants généraux; Supérieur général; Supérieur local.

Résidences
- notion
  1893, décl. 3, p. 133;
  1898, n. 167, p. 160.
- conseil
  1920, n. 141, p. 203;
  1932, n. 132, p. 233;
  1947, n. 123, p. 259.
- reddition des comptes
  1856, expl. IX, p. 66;
  1867, n. (156), p. 97;
  1898, n. 146, p. 158;
  1920, n. 114, p. 201;
  1932, n. 108, p. 230;
  1947, n. 103, p. 256.

Retraite annuelle
- durée
  1932, n. 39, p. 223;
  1947, n. 43, p. 251.
- époque et rénovation des voeux
  1826, can. II, p. 31;
  1837, can.XII, p. 44;
  1867, n. (35), p. 83;
  1898, n. 55, p. 149;
  1920, n. 45, p. 194;
  1932, n. 41, p. 223;
  1947, n. 45, p. 251.
- confesseur
  1843, décl. II, p. 52.
- lecture au réfectoire
  1867, n. (33), p. 83;
  1898, n. 54, p. 149;
  1920, n. 44, p. 194;
  1932, n. 40, p. 223;
  1947, n. 44, p. 251.
- rénovation de la consécration au Sacré-Coeur. - Voir: Consécration, au Sacré Coeur.
- retraites générales et provinciales
  1867, n. (32), p. 83;
  1893, vo. 1, p. 131;
  1898, n. 53, p. 149;
  1920, n. 43, p. 194.

Retraite mensuelle
- mode
1947, n. 37, p. 250.
- obligation pour les Pères de passage. - Voir: Hôtes.

Retraite préparatoire au Chapitre. - Voir: Chapitre général.

Retraites, en général
1856, can. XII, p. 64;
1867, n. (31), p. 83;
1898, n. 52, p. 149;
1920, n. 42, p. 194.

"Révérend". - Voir: Appellatif.

"Révérendissime". - Voir: Appellatif.

Revues. - Voir: Journaux et revues.

Rituel de la Congrégation. - Voir: Cérémonial de la Congrégation.

Sacré Coeur
- affiliation à l'Archiconfrérie de Montmartre
1898, n. 25, p. 146.
- consécration de la Congrégation. - Voir: Consécration.
- invocation après la messe
1904, obs. 6, p. 174.
- office votif mensuel et fête
1879, vo. V, p. 115.
- premiers vendredis
1873, décr. IX, p. 104;
1898, n. 56, p. 149;
1920, n. 46, p. 194;
1932, n. 42, p. 224;
1947, n. 46, p. 251.

Saint Alphonse. - Voir: Théologie morale.

Saint Georges, fête
1887, vo. I, p. 124.

Saint Joseph
- commémoraison
1904, décl. VII, p. 174.
- fête du Patronage
1887, vo. I, p. 124.
- litanies au chapelet. - Voir: Chapelet.

- oraison à la prière du soir
1837, can. XXIII, p. 45.

Saint Lazare, office
1893, décr. 2, p. 131.

Saint Patrice, fête
1887, vo. I, p. 124.

Saint-Siège
- demande de privilèges, facultés, faveurs, etc.
1873, décr. V, p. 103;
1893, décl. 12, p. 135;
1898, n. 148, p. 158;
1920, n. 116, p. 201;
1932, n. 109, p. 230;
1947, n. 104, p. 256.
- publication des Actes
1898, n. 136, p. 157;
1920, n. 105, p. 200;
1926, rés. 3, p. 213;
1932, n. 92, p. 229;
1947, n. 145, p. 261.

Sainte Famille. - Voir: Soeurs, de la Ste Famille.

Sainte Marguerite-Marie Alacoque
1879, vo. V, p. 115.

Sainte Vierge
- affiliation au Sanctuaire de N.D. de la Prière de Pontmain
1898, n. 26, p. 146.
- cinquantenaire du dogme de l'Immaculée. - Voir: Immaculée Conception.
- consécration de la Congrégation. - Voir: Consécration, à l'Immaculée.
- fête de la Présentation
1887, vo. I, p. 124.
- fêtes précédées d'un jeûne. - Voir: Jeûne de Règle, jours.
- office de N.D. du Bon Conseil
1893, décr. 2, p. 131.

Saints, noms aux chambres. - Voir: Chambres.

Saints Apôtres, office de la Dispersion
1879, vo. V, p. 115.

Salve regina. - Voir: Prière du soir.

Samedi. - Voir: Abstinence.

Santé, des sujets
1920, n. 142, p. 204.

Scapulaire
- blanc de l'Immaculée (scapulaire de l'Oblation)
1837, can. XX, p. 44;
1867, n. (142), p. 95;
1898, n. 193, p. 164;
1920, n. 149, p. 204;
1932, n. 143, p. 234;
1947, n. 133, p. 260.
- bleu de l'Immaculée Conception
1867, n. (85), p. 90.

Scolasticats
- durée
1867, n. (58), p. 86.
- frais
1867, n. (100), p. 91.
- gouvernement
1867, n. (98), p. 91;
1898, n. 151, p. 158.

Voir aussi: Admission aux Ordres; Chant; Comptabilité; Directoire, des scolasticats; Etudes, Ratio studiorum; Formation aux ministères; Histoire de la Congrégation; Langues, français et anglais; Professeurs; Santé; Théologie ascétique; Théologie morale; Théologie pastorale.

Scolastiques. - Voir: Chapitre local, membres; Conférence spirituelle, ordre; Grades académiques; Obédience, première; Office divin, dispense; Universités romaines.

Secret. - Voir: Conseils.

Secrétaire général
- de l'Association missionnaire. - Voir: Association missionnaire.
- de l'Institut. - Voir: Missions O.M.I.

Semaine sainte
1887, vo. III, p. 124.

Séminaires
- Grands-séminaires
1837, can. IX, p. 44;
1850, can. VI, p. 58.
- Petits séminaires. - Voir: Collèges.

Voir aussi: Prédication.

Serment
- des capitulants pour l'élection du Supérieur général. - Voir: Chapitre général.
- du Supérieur général après son élection. - Voir: Supérieur général.
- des Supérieurs contre le modernisme. - Voir: Profession de foi.

Sermons. - Voir: Prédication.

Service funèbre. - Voir: Funérailles; Suffrages.

Silence
- pendant les repas
1893, obs. 5, p. 137;
1898, n. 45, p. 148;
1920, n. 34, p. 193;
1932, n. 31, p. 223;
1947, n. 34, p. 250.
- en général
1867, n. (163), p. 98;
1898, n. 46, p. 148;
1920, n. 35, p. 193.

Socius, de l'économe général. - Voir: Econome général.

Soeurs
- en général. - Voir: Direction, des communautés religieuses.
- de la Ste-Famille
1861, can. IV, p. 71;
1867, n. (7), p. 80;
1887, vo. XII, p. 125;
1898, n. 10, p. 144.
- Oblates de L'Osier
1867, n. (6), p. 80.

Spectacles
1920, n. 58, p. 196;
1932, n. 50, p. 225;
1947, n. 53, p. 252.

Stations balnéaires
1893, décl. 19, p. 135;
1898, n. 92, p. 153;
1920, n. 83, p. 198;
1932, n. 77, p. 227;
1947, n. 78, p. 254.

Statutum. - Voir: Missions étrangères.

Suffrages
- paragraphe de la Règle
1867, n. (69), p. 87.

- obligation et accomplissement personnel
1893, obs. 9, p. 137;
1898, n. 114, p. 155;
1920, n. 90, p. 198;
1932, n. 83, p. 228;
1947, n. 83-84, p. 254-255.

- pour les ex-membres de l'Administration générale
1947, n. 85, p. 255.

- pour les Oblats dépendant directement du Supérieur général
1867, n. (70) et (84), p. 88, 90;
1898, n.118,133, p. 155, 157;
1920, n. 89, p. 198.

- pour les autres, voir: Bienfaiteurs; Chapitre général, service funèbre pour le Supérieur général défunt; De Mazenod (Mgr Fortuné); Fondateur, anniversaire de la mort; Léon XII; Novices; Parents; Tempier.

Superflu. - Voir: Contributions

Supérieur de district. - Voir: District.

Supérieur de juniorat. - Voir: Santé.

Supérieur de mission. - Voir: Président de mission.

Supérieur général
- décret d'élection
1826, can. IX, p. 32.

- serment après l'élection
1850, can. IV, p. 58.

Voir aussi: Appellatif; Chapitre général, rapport; Examen particulier; Maison générale; Obédience.

Supérieur local
- durée
1867, n. (99), p. 91;
1893, décl. 6, p. 134;
1898, n. 154, p. 158.

- dispenses des Règles
1887, décl. I, p. 122;
1898, n. 181, p. 163.

- pouvoirs
1893, décl. 22, p. 136;
1926, décl.9-10, p. 212;
1932, n.130-131, p. 232-233;
1947, n. 122, p. 258.

- résidence
1898, n. 131, p. 156;
1920, n. 99, p. 199.

Voir aussi: Appellatif; Conférence bimensuelle; Confesseur des Oblats; Direction spirituelle; Lettres, censure; Pauvreté, dépenses; Préséance.

Supérieur provincial. - Voir: Provincial.

Supérieurs, en général
- installation. - Voir: Profession de foi
- durée
1920, n. 144, p. 204;
1932, n. 134, p. 233;
1947, n. 125, p. 259.
- exercice de l'autorité
1898, n. 131, p. 156;
1920, n. 99, p. 199.

Surplis
- pour l'action de grâces
1837, can. XIV, p. 44.
- pour la réception de la communion
1837, expl. III, p. 45.
- pour les clercs dans les cérémonies de l'Eglise
1904, décl. III, p. 173.
- pour les confessions
1837, expl. IV, p. 45.
- pour la préparation à la messe
1837, can. XIV, p. 44.

Surplus. - Voir: Contributions.

Tabac
1873, an. III, p. 106;
1879, décr. III, p. 113;
1898, n. 31, p. 147;
1920, n. 22, p. 192;
1932, n. 26, p. 222;
1947, n. 30, p. 249.

Tempier
- remerciement pour son vicariat
1861, can. II, p. 71.
- service funèbre
1873, vo. II, p. 106.

Tenue ecclésiastique. - Voir: Politesse; Spectacles.

Théâtres publics. - Voir: Spectacles.

Théologie
1867, n. (58), p. 86.

Théologie ascétique
1898, n. 96, p. 153;
1920, n. 153, p. 205;
1932, n. 145, p. 234;
1947, n. 134, p. 260.
Voir aussi: Conférence théologique.

Théologie morale, selon St Alphonse
1837, expl.VIII, p. 46;
1867, n. (64), p. 86;
1898, n. 95, p. 153;
1920, n. 150, p. 205;
1932, n. 144, p. 234.

Théologie pastorale
1920, n. 152, p. 205.

Tiers-Ordre. - Voir: Association missionnaire; Recrutement.

Titres. - Voir: Appellatif; Grades académiques.

"Tota pulchra". - Voir: Office divin.

Toussaint. - Voir: Anniversaire, des premiers vœux.

Transfert des sujets. - Voir: Obédience.

"Très révérend". - Voir: Appellatif.

Trousseau. - Voir: Costume.

Tutoiement
1837, can. XVI, p. 44;
1867, n. (41), p. 84;
1898, n. 67, p. 150;
1926, décl. 13, p. 212.

Uniformité. - Voir: Costume; Lit; Repas; Théologie morale.

Université d'Ottawa. - Voir: Directeur, des études.

Universités
1904, vo. II, p. 172.

Universités romaines
1867, n. (60), p. 86.

Vacances
- des professeurs et des missionnaires
1879, décl. I, p. 114;
1893, décl. 19, p. 135;
1898, n. 92, p. 153;
1920, n. 82, p. 198;
1926, décl. 2, p. 211;
1932, n. 74-75, p. 227;
1947, n. 76-77, p. 254.
- des missionnaires des missions étrangères
1926, décr. 1, p. 211;
1932, n. 76, p. 227;
1947, n. 73, p. 253.
- aux lieux balnéaires. - Voir: Stations balnéaires.

Vendredis, premiers. - Voir: Sacré Coeur.

Vicaire général. - Voir: Examen particulier.

Vicaires apostoliques et de missions
1867, n. (107)-(115), p. 92;
1873, décr. II-III et vo. VI, p. 103, 107.

Vice-supérieur. - Voir: Lettres, censure; Préséance.

Vie commune
1867, n. (107)-(108), p. 92;
1887, décr. IV, p. 121;
1898, n. 157, p. 159;
1920, n. 126, p. 202;
1926, mon. 2-3, p. 213;
1932, n. 54-55, p. 225;
1947, n. 11 et 57-59, p. 247, 252.

Vie intérieure
1920, n. 33, p. 193.

Vigiles, avec jeûne. - Voir: Jeûne de Règle, jours.

Visite canonique
- fidélité
1920, n. 117, p. 201.
- visite du provincial
1920, n. 118, p. 201;
1932, n. 110-111, p. 230;
1947, n. 105-106, p. 256-257.
- rédaction de l'Acte de visite
1826, can. VI, p. 31;
1920, n. 117, p. 201.

Visites, aux parents. - Voir: Parents.

Visiteurs, canoniques. - Voir: Confesseur des Oblats; Préséance; Visite canonique.

Vocations. - Voir: Recrutement.

Voeux. - Voir: Obéissance; Oblation; Pauvreté; Persévérance; Rénovation des voeux.

Voyages
- permissions
  1856, expl. III, p. 65;
  1867, n. (54), p. 85;
  1898, n. 90, p. 153;
  1920, n. 78, 81, p. 197, 198;
  1932, n. 67, 70, p. 226;
  1947, n. 71, p. 253.
- frais
  1850, expl. IV, p. 58;
  1861, écl. VII, p. 73;
  1867, n. (157), p. 97;
  1920, n. 80, p. 198;
  1932, n. 69, p. 226;
  1947, n. 71, p. 253.
- voie droite
  1867, n. (55), p. 85;
  1898, n. 91, p. 153;
  1920, n. 79, p. 198;
  1932, n. 68, p. 226.
- à la maison générale
  1867, n. (54), p. 85;
  1898, n. 90, p. 153.
- en famille. - Voir: Parents, visites.
- demeure dans la maison de passage. - Voir: Hôtes.

TABLE DES MATIERES

	Page
Préface	1
Avant-propos	3
Bibliographie des sources	4
Introduction	5
I - Chapitre général de 1818	13
II - Chapitre général de 1821	17
III - Chapitre général de 1824	21
IV - Chapitre général de 1826	27
V - Chapitre général de 1831	33
VI - Chapitre général de 1837	39
VII - Chapitre général de 1843	47
VIII - Chapitre général de 1850	53
IX - Chapitre général de 1856	59
X - Chapitre général de 1861	67
XI - Chapitre général de 1867	75
XII - Chapitre général de 1873	99
XIII - Chapitre général de 1879	109
XIV - Chapitre général de 1887	117
XV - Chapitre général de 1893	127
XVI - Chapitre général de 1898	139
XVII - Chapitre général de 1904	167
XVIII - Chapitre général de 1906	177
XIX - Chapitre général de 1903	181
XX - Chapitre général de 1920	185
XXI - Chapitre général de 1926	207
XXII - Chapitre général de 1932	215
XXIII - Chapitre général de 1938	237
XXIV - Chapitre général de 1947	241
XXV - Chapitre général de 1953	263
Appendices	267
Table analytico-alphabétique	281
Table des matières	330

NOS CHAPITRES GENERAUX

Page	Ligne	ERRATA	CORRIGE
19	5	fut voncoqué	fut convoqué
35	26	2°)Discussion des affaires.	2°) Discussion des affaires. On y traita plusieurs questions. A remarquer surtout:
83	32	e Sede Apostolica approbata	a Sede Apostolica approbata
85	12	cum cingulo et crure minori	cum cingulo et cruce minori
93	2	eorum utilitati provid atur	eorum utilitati provideatur
94	7	valvis haerebis sequens	valvis haerebit sequens
105	26	Superior generalis sententiam	Superioris generalis sententiam
144	14	non inclinare debere	nos inclinare debere
155	30	notaafacerit	nota fecerit
163	39	quid fererit	quid fecerit
200	4	demisso anima	demisso animo
202	34	oeconomici religiosi et oeconomici ecclesiastici	oeconomi religiosi et oeconomi ecclesiastici
209	15	sans compéter	sans compter
224	26	quodlibet mense	quolibet mense

Cum permissu Superiorum. Ad usum privatum

Dans la collection "ARCHIVES D'HISTOIRE OBLATE":

I.-II. — *Recherches historiques sur la Province du Canada-Est*, par le R.P. Gaston Carrière (1954). (Le N° I est épuisé.) $2.00.

III.-VIII. — *Histoire de nos Règles*, par le R.P. Georges Cosentino (1955).

Vol. 1: Rédaction et sources de nos Règles (1816-1818). $2.00.
Vol. 2: Perfectionnement et approbation de nos Règles (1819-1827). $2.00.
Vol. 3: Première revision de nos Règles (1843-1853). $2.00.
Vol. 4: Deuxième revision de nos Règles (1866-1894). $2.00.
Vol. 5: Troisième revision de nos Règles (1906-1910). $2.00.
Vol. 6: Dernières revisions de nos Règles (1918-1953). $3.00.

IX. — *Cours d'Histoire de la Congrégation*, par le R.P. Donat Levasseur (1955). $2.50.

X. — *Notes historiques sur le vicariat du Keewatin*, par le R.P. Germain Lesage (1956). $3.50.

XI. — *La Retraite de Mazenod de Rome*. Notes et Documents (1956). (Epuisé.)

XII.-XIII. — *Commentarium privatum Constitutionum et Regularum nostrarum*, par le R.P. J. Reslé (1956). $2.00 chacun.

XIV. — *La vie spirituelle de Mgr de Mazenod* (1782-1812). *Etude critique*, par le R.P. Joseph Pielorz (1956). $3.00.

XV. — *Les Oblats de M.I. dans le vicariat apostolique du Labrador (1844-1956)*, par le R.P. Gaston Carrière (1957). $3.00.

XVI. — *Nos chapitres généraux*, par le R.P. Georges Cosentino (1957). $3.00.